DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13482 – **4,50 F** – Fondateur : Hubert Beuve-Méry – Directeur : André Fontaine – VENDREDI 3 JUIN 1988

Les conclusions du sommet de Moscou

MM. Reagan et Gorbatchev misent sur le dialogue pour « surmonter leurs divergences »

Le quatrième sommet Reagan-Gorbatchev s'est achevé le mercredi soir 1er juin à Moscou. Dans leur déclaration commune, les deux hommes d'Etat affirment que « le dialogue reste fondamental » pour « surmonter leurs divergences ».

Le président Reagan était attendu, jeudi, à Londres, où il devait informer le premier ministre britannique des entretiens qu'il vient d'avoir avec le numéro un soviétique.

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

Entre M. Reagan qui ne cessait de parler de son successeur, et M. Gorbatchev qui ne ménageait guère le président sortant, ce quatrième sommet s'est décidément inscrit dans la durée. Concrètement parlant, on n'est pas parvenu à grand-chose, mais si le poids du Vatican ne tient pas à celui de ses divisions, l'importance d'un sommet soviéto-américain ne se juge pas forcément au nombre d'accords de désarmement.

Il s'est passé, à Moscou, quelque chose de beaucoup plus fondamental qu'un traité de plus ou de moins : l'affirmation, par un vieux président qui s'efface et un numéro un en pleine possession de ses moyens, que la nature des relations soviéto-américaines aurait radicalement changé. Et, de fait, elles ne ressortissent plus à aucune catégorie connue.

Ce n'est bien sûr plus la guerre froide avec son psychodrame permanent de dérapage vers la guerre tout court. Ce n'est plus même la détente durant laquelle on ne s'était mis d'accord sur un vocabulaire commun que pour découvrir, un peu tard, qu'il ne suffisait pas à modifier les réalités.

Ce n'est également plus – on en sort à l'instant – le long bras de fer dans lequel l'Amérique avait répondu par le défi économique du réarmement au défi politique du nouvel expansionnisme soviétique.

Maintenant que le déficit budgétaire et l'appauvrissement de la classe moyenne imposent à l'Amérique une réorientation de ses dépenses, et que l'URSS doit, sous peine de perdre son statut de superpuissance, rebâtir son économie en réformant à l'intérieur et en gagnant la confiance à l'extérieur, le maître mot est « réalisme ». On l'a entendu sans cesse depuis dimanche, et c'est parce qu'il fonde, dit la déclaration commune, le « *développement du dialogue politique* » entre les deux pays que MM. Reagan et Gorbatchev croient que « *ce dialogue se poursuivra* » et constitue un « *moyen efficace* » de résoudre les « *questions d'intérêt mutuel* » ainsi que les problèmes d'aujourd'hui et du « *siècle prochain* ».

JACQUES AMALRIC
et BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5 et nos informations page 4.)

Adieu à l'« empire du mal »

Que retiendront les historiens de la quatrième rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev en trois ans ? Mise à part la découverte par un président américain champion de l'anticommunisme d'un pays qu'il avait qualifié naguère d'« empire du mal », exceptée également l'entrée en vigueur du premier traité de désarmement nucléaire jamais conclu, ce sommet ne devrait guère laisser de traces durables.

Rien de comparable en tout cas avec celui, beaucoup plus mouvementé, de Reykjavik, qui avait vu une « percée historique » sur le concept même de désarmement, ni avec celui de Washington, plus compassé mais tout de même point d'aboutissement d'une négociation difficile. Ni même avec la première rencontre de Genève, en 1985, qui marqua le point de départ du processus encore en cours aujourd'hui.

La principale caractéristique de ce nouveau sommet aura été précisément l'accent mis de part et d'autre sur la continuité de ce processus. Là encore, pourtant, les belles formules entendues à Moscou ne sont pas suffisantes en elles-mêmes pour emporter la conviction. Ne parlait-on pas déjà il y a quinze ou seize ans, lors de la « grande détente » entre Brejnev et Nixon, d'un processus « irréversible », d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales ?

Si la détente actuelle est plus crédible, c'est qu'elle s'accompagne cette fois de vastes changements dans la politique soviétique. La volonté affichée par M. Gorbatchev et ses amis d'adapter l'URSS au monde moderne, de réformer la politique non seulement intérieure, mais aussi extérieure, suivie depuis la guerre par ses dirigeants, permet d'espérer que cette nouvelle détente ne servira pas d'alibi à une boulimie militaire comme du temps de Brejnev, à une stagnation interne perpétuant un système de répression.

Mais cet espoir est aussi fragile que la volonté sur laquelle il repose. Rien ne sera irréversible en ce domaine sans de profonds changements institutionnels à Moscou. C'est un paradoxe, mais la conférence que le PC soviétique tiendra à la fin de ce mois devra être considérée comme un prolongement du sommet soviéto-américain et un gage de ses promesses.

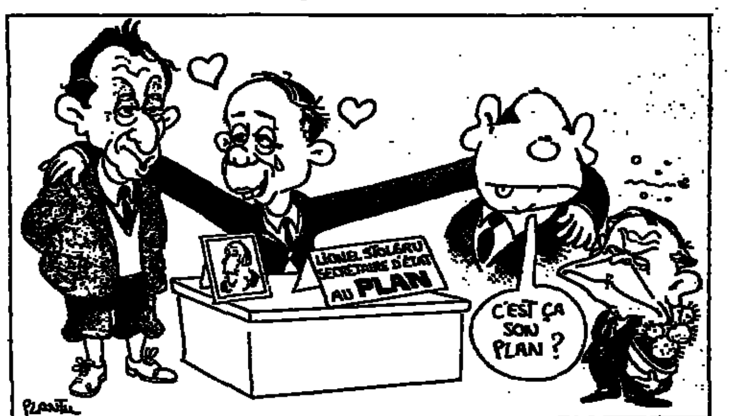
Il reste que M. Gorbatchev a tout de même plus l'avenir devant lui que M. Reagan, et qu'il n'a pas caché son intention de poursuivre un dialogue de même qualité et de même intensité avec le président que les Américains se donneront en novembre. Si, comme tout l'indique à ce stade, M. Dukakis l'emporte, la tâche devrait lui être facilitée : le candidat démocrate est résolument hostile à l'« initiative de défense stratégique », lancée par M. Reagan, un projet qui constitue encore le principal obstacle à un accord sur les armements intercontinentaux.

Mais cela ne suffira pas à le démobiliser : l'intérêt de Moscou est de progresser au maximum avec M. Reagan, et plus encore avec l'équipe désormais bien rodée qui l'entoure. Il sera bien temps l'an prochain d'essuyer les plâtres avec les « novices » du Parti démocrate.

La campagne des législatives et les perspectives du gouvernement

Un entretien avec M. Michel Rocard : « L'ouverture n'est pas un piège »

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Michel Rocard expose sa conception de l'ouverture, qui est en quelque sorte la charte de l'action gouvernementale. Il en appelle à la « pacification des esprits » et demande du temps pour « organiser autrement cent ans de compétition politique en France ». Il affirme que l'« ouverture n'est pas un piège » pour les personnalités qui seraient tentées de l'accepter.



« L'ouverture n'est-elle qu'une arme tactique ? N'est-ce pas plus commode, et plus payant à terme, d'entretenir l'ouverture comme perspective, plutôt que de la concrétiser rapidement ?

– L'ouverture, ce n'est pas, pour moi, une alchimie parlementaire. C'est Roger Fauroux, Pierre Arpaillange, Jacques Chérèque, Brice Lalonde, Roger Bambuck, Bernard Kouchner, d'autres encore, qui tous ont derrière eux une expérience personnelle et des choses faites hors politique.

» Mais je veux redire ici comment je conçois l'ouverture. C'est l'espoir de déplacer la frontière des affrontements politiques et de modifier les comportements de part et d'autre. Nous sommes bloc contre bloc, gauche contre droite, depuis qu'il y a le suffrage universel en France. Cet affrontement s'est organisé autour de deux problèmes : l'Eglise et l'argent.

» On s'est tant disputé autour de l'Eglise que l'on est parvenu à un compromis de fait, qui rend superflues des décisions publiques de grande ampleur et de haute symbolique. La pacification des esprits est plus qu'engagée, et, sauf provocation, il n'y a plus matière à inflammation collective. »

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

Disette dans le Nord, marasme financier

Au Vietnam, quand le riz ne va pas...

1988 s'annonce, pour le Vietnam, comme l'une des années les plus difficiles depuis la victoire communiste de 1975. La disette sévit déjà dans le Nord et les finances publiques sont dans un piteux état.

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

« *Quand le riz va, tout va* », dit-on ici. L'inverse est également vrai. Sécheresse, insectes, retard dans les livraisons d'engrais, de nombreux facteurs expliquent les mauvais résultats de 1987 : une récolte globale de 17,5 millions de tonnes de riz, soit un déficit de plus de 1 million de tonnes. Les autorités ont calculé qu'il leur faudrait, cette année, pour assurer la soudure, importer un demi-million de tonnes de céréales. Elles en ont déjà obtenu, ici et là, un peu plus de 100 000 tonnes. Elles comptent sur des organisations internationales, comme la FAO, pour leur donner un coup de main supplémentaire et éviter la catastrophe.

Mais, déjà, le delta du fleuve Rouge – où la densité de population est de mille habitants par kilomètre carré – connaît la disette. Dans quelques provinces, les paysans n'ont plus de quoi se nourrir. Radio-Hanoï parle de « *difficultés aiguës* » et s'inquiète du « *nombre croissant de personnes sans nourriture dans de nombreuses localités* ». Les provinces de Nghe-Tinh et de Thanh-Hoa, au sud de Hanoï, sont particulièrement touchées. Sept millions de personnes, au total, manqueraient de vivres. Des appels à la solidarité nationale et internationale ont été officiellement lancés et, dans un rapport récent, la FAO a estimé que le Vietnam figurait sur la liste des pays nécessitant une « *aide d'urgence* ».

Le Vietnam – soixante-trois ou soixante-quatre millions d'habitants – entre-t-il dans une phase de déficit alimentaire chronique ? Les réponses fournies, ici, à cette question, sont négatives. Pour plusieurs raisons. Le delta du Mékong, ancien grenier à riz de l'Indochine, pourrait produire beaucoup plus qu'il ne le fait. « *On pourrait accroître, sans difficulté, la production de 10 %* », estime un agronome local. En 1987, explique-t-il, « *40 % des engrais seulement ont été délivrés, pas toujours au bon moment, et leur qualité était parfois médiocre* ».

En outre, dans le delta du Mékong, un paysan qui produit 5 tonnes à l'hectare – un rendement moyen – n'en tire que 1 tonne de bénéfice car les 4 autres partent en impôts, achats d'engrais, d'insecticides, d'essence, paie des saisonniers et transports. « *C'est insuffisant*, juge le même agronome. *Il faudrait que le bénéfice soit l'équivalent de 2 tonnes sur 5. Les engrais, notamment, sont trop chers.* »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

Transports aériens et encombrements

Les bouchons du ciel

On se moquait, en Europe, des déboires des Américains astreints à des heures de retard et de patience dans leurs aéroports pour cause de « déréglementation » à tout va. On s'étonnait, en France et en RFA, des collisions évitées de justesse aux abords des aéroports londoniens de Heathrow et de Gatwick à cause du succès de la Grande-Bretagne comme plaque tournante européenne.

Voilà que le Vieux Continent tout entier est à son tour frappé de la même thrombose. La France vient d'en faire l'expérience avec le dernier pont de l'Ascension, qui a été l'occasion d'embouteillages aériens jamais vus et de scènes d'hystérie dans l'aéroport de Nice. L'Allemagne de l'Ouest a été obligée d'annuler des vols lors du week-end de la Pentecôte. Les avions font désormais la queue pour se poser aux Baléares.

Les responsables de l'aviation civile de dix-huit pays européens menacés de paralysie les jours de pointe se sont réunis, le 1er juin à Paris, pour trouver des parades. Ils ont demandé aux gouvernements de leur donner les moyens techniques et humains de faire face à la croissance accélérée des voyages aériens. Ils veulent mieux prévoir le trafic et harmoniser leurs systèmes de contrôle aérien avec, pour objectif principal, de parvenir à informer le passager sur les péripéties de son voyage et sur l'heure à laquelle il peut espérer décoller en toute sécurité.

On voit mal comment ces problèmes de congestion seront résolus sans bousculer les administrations et les gouvernements, trop tentés de régenter le ciel chacun dans leur coin. Le grand marché européen de 1993 ne suppose-t-il pas un organisme de contrôle du trafic aérien supranational ?

ALAIN FAUJAS.

(Lire nos informations et l'article de notre correspondant à Bonn, LUC ROSENZWEIG, page 26.)

Le Monde
LIVRES

■ L'excentrique Lady Sitwell. ■ Albert Memmi en pharaon. ■ Des écrivains chinois en visite à Paris. ■ René Char, une leçon de vie. ■ La philosophie par Roger-Pol Droit. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Bataille le déchaîné. ■ La chronique de Nicole Zand.

Pages 13 à 20

M 0147 - 0603 0 - 4,50 F



3790147004500 06030

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

Ouverture politique ou « perestroïka »

par MICHEL CROZIER

JAMAIS les sondages n'ont été aussi clairs et aussi contradictoires à la fois : les Français s'apprêtent à donner la majorité absolue à un seul parti, mais en même temps ils déclarent à une plus forte majorité encore aspirer à l'ouverture, c'est-à-dire à un gouvernement qui ne soit pas limité à ce seul parti, et quand on leur demande de se classer eux-mêmes sur l'échiquier politique, la proportion de ceux qui se veulent ou se croient au centre est plus forte qu'elle n'a jamais été. L'échec de l'ouverture politique dans les deux jours qui ont suivi l'élection présidentielle a beau les avoir déçus, elle ne les a pas du tout découragés.

⁂

Si l'on veut comprendre la signification de ce paradoxe apparent, il est indispensable de prendre de la distance par rapport aux analyses électorales et aux raisonnements politiques habituels. Si la confrontation bloc contre bloc répugne de plus en plus aux Français, ils ne sont pas pour autant dépolitisés, mais ils ne sont pas pris tout d'un coup de passion pour les combinaisons parlementaires et les discussions d'états-majors. Ce qu'évoque pour eux cette ouverture au centre qu'on leur avait fait miroiter et qui a sûrement réussi bien au-delà de ce que souhaitaient certains de ses promoteurs, c'est une restructuration beaucoup plus profonde non pas seulement du jeu politique mais de ce monstre que constitue le système de décision gouvernemental et administratif ; ce qu'ils veulent — on me pardonnera le mot, — c'est une véritable « perestroïka ».

Ils ont voté en 1986 contre l'Etat socialiste et en 1988 contre l'Etat RPR. La continuité est beaucoup plus forte qu'on ne le croit. Dans les deux votes politiquement opposés, on retrouve la même condamnation de l'accaparement d'un Etat trop puissant par un parti de technocrates et de militants qui se coupent très vite de la réalité, séparés qu'ils sont de leurs concitoyens par la gestion de cet Etat confus, impuissant et omniprésent, qui nous paralyse. Leurs réactions tendent à s'exacerber, mais elles ne sont pas nouvelles.

⁂

Rappelons-nous l'enthousiasme qui a répondu au discours de Jacques Chaban-Delmas sur la « nouvelle société ? ». De quoi s'agissait-il, sinon de cette même ouverture. Rappelons-nous aussi le succès de Valéry Giscard d'Estaing contre le RPR, c'est-à-dire contre l'Etat pompidolien, et celui de François Mitterrand contre l'Etat giscardien, considéré à son tour comme parfaitement insupportable.

Si Michel Rocard est si populaire, c'est qu'il incarne à nouveau cet espoir qui a porté ses prédécesseurs avant qu'ils ne s'enlisent l'un après l'autre dans la routine technocratique. Il a donc tout à fait raison de se donner comme objectif prioritaire l'ouverture à ce qu'il appelle la société civile et non pas à l'arrangement politique. Mais l'expression « société civile » est bien malheureuse car elle semble laisser entendre qu'on oppose la société civile à une société militaire, celle de l'Etat. Or c'est de cet Etat au raisonnement militaire que nous devons justement nous débarrasser. Pour y parvenir, il faut absolument gouverner autrement, et j'apprécie le signe qui vient de nous être donné dans la lettre aux ministres. Mais ce n'est absolument pas suffisant. La « perestroïka » dont nous avons besoin demande beaucoup plus.

Malgré les apparences, les ministres sont peu de chose. C'est tout l'ensemble technocratique et politique qui doit être transformé : des cabinets ministériels en éternelle agitation, incapables de préparer sérieusement une décision, aux bureaux suroccupés à des tâches inutiles, des opérationnels brimés par les bureaux et empêtrés dans leurs rapports avec les élus et notables locaux, jusqu'à cette merveilleuse décentralisation, en fait chef-d'œuvre de confusion. Administrer une société devenue extraordinairement complexe est difficile ; il faut respecter le professionnalisme des fonctionnaires et des élus mais à condition qu'ils se limitent à leurs véritables métiers et ne s'abritent pas derrière les prérogatives du complexe, politico-administratif qui, sous prétexte d'intérêt général, empêche les citoyens de trouver des solutions directes à leurs problèmes.

⁂

Le monde, la société française ont profondément changé en cinquante ans, et même dans les vingt dernières années. La société industrielle à laquelle tous nos technocrates avaient l'habitude de se référer est en train de disparaître. Dans la société nouvelle qui émerge, la logique bureaucratique de la standardisation et de la réglementation a de moins en moins de prise. Cela ne signifie pas qu'on puisse se passer d'Etat, bien au contraire. Plus la liberté, la richesse et la complexité s'accroissent, plus il y a besoin d'organisation et, finalement, de gestion collective. Mais en même temps, si cette gestion reste bureaucratique, les résultats deviennent rapidement catastrophiques.

Il n'y a pas que l'Union Soviétique qui ait besoin de « perestroïka ». Tous les pays développés connaissent la même crise profonde de leur Etat et de leur système de décision. Tous essaient de se reformer. Le Japon et la Suède, auprès desquels je viens d'enquêter, ont accompli des réformes considérables. Les Etats-Unis, après l'échec de l'expérience technocratique des ultra-libéraux reaganiens, s'apprêtent à les imiter. Enfoncés dans nos certitudes hexagonales, nous sommes en train de prendre un nouveau retard. Nos dirigeants feraient bien de méditer sur l'impossibilité qu'il y a désormais à entamer un redressement véritable sur aucun de nos grands problèmes — éducation, recherche, santé, sécurité sociale et même chômage — si, préalablement, on ne travaille pas à transformer le système de décision et de gestion qui est responsable de l'accumulation des mauvais choix qui ont créé ces problèmes.

⁂

Mais ils devraient aussi méditer sur les raisons de l'échec de leurs prédécesseurs. Ceux-ci, minoritaires dans leur propre parti, n'ont jamais pu, après un bref moment d'enthousiasme, se donner la marge de liberté suffisante pour en appeler à une opinion publique pourtant favorable. C'est pour y parvenir que l'ouverture politique est nécessaire. Elle n'est pas une fin mais un moyen. Il est de l'essence d'un parti hégémonique d'être conservateur, plus particulièrement en ce qui concerne les instruments du pouvoir qui garantissent la pérennité des positions dominantes. La « perestroïka » les menace en France tout autant qu'en Union soviétique.

Une occasion décisive de les remettre en cause a été perdue entre le 10 et le 12 mai. Je souhaite passionnément que Michel Rocard puisse en susciter une autre car il s'agit de l'avenir de notre démocratie et de notre pays.

HOMMAGE

Le banquier des livres

par JACQUES BERTOIN (*)

SUR son bureau de bois sombre, un téléphone dont la sonnerie intempestive soulagea plus d'un interlocuteur à l'heure de la lecture des bilans, et dont lui ne saisissait jamais le combiné sans s'excuser, des cendriers, des pipes, là, pour être bourrées, manipulées, curées et pour s'éteindre sans avoir été fumées, ce bloc-notes qui traduisait en opération simples les projets les plus volatils, les résumait, au bout du compte, à un pourcentage, un chiffre, illisible, sur lequel il s'arrêtait longuement avant de prononcer son verdict.

Dans son dos, derrière des voilages, le clocher de Saint-Germain-des-Prés. Dans le dos du visiteur, présents et muets comme la foule enserrant l'arène, des livres de « ses » éditeurs. Ses livres. Michel Cotté, mort quelques semaines après une mise à la retraite qu'il avait subie sans protester, au contraitre de tous ses amis — je devrais écrire « clients » —, était banquier. Il était directeur à l'agence de la BNP, située au cœur de ce « quartier de l'édition » où il jouait un peu le rôle du maire.

Flammarion, Gallimard, Robert Laffont, dont il suivait avec une passion intacte la production nombreuse, lui donnaient ses dossiers les plus anciens, les plus lourds. Mais il accordait aux autres, plus petits, plus jeunes, plus fragiles, une égale attention, mettant à leur service les pouvoirs importants dont il disposait : il avait su convaincre sa hiérarchie qu'on ne gère pas un compte d'éditeur sans devenir, en quelque sorte, éditeur soi-même, sans s'immerger dans les arcanes de la diffusion, sans prendre en compte les états d'âme d'un auteur à succès qui tarde à remettre sa copie, sans savoir que les traversées sont longues et que la seule vraie garantie est la confiance portée à l'équipage dont on assure le convoi. Sans rester, surtout, pénétré par cette certitude qu'en matière de livres, il n'est pas de plus-value durable sans qu'elle soit d'abord celle de l'intelligence et du talent.

Et, pour ne pas se tromper, ce banquier des livres n'avait pas trouvé meilleures méthodes que de lire, affinant son diagnostic en même temps qu'il nourrissait son plaisir. En ces « temps de manque », qui sont aujourd'hui ceux du livre, M. Cotté, qui connaissait, lui, les vrais chiffres, au contraire d'un public trop souvent abusé par des scores publicitaires ou des arrangements médiatiques, manifestait un enthousiasme qui fait bien souvent défaut à ceux qui ont pourtant pour métier de faire aimer les livres. Il enseignait inlassablement la grammaire du profit, sans laquelle il n'est pas d'entreprise, même culturelle, mais il n'oubliait jamais que les phrases composées dans les règles se jugent, finalement, sur leur sens.

La disparition de Michel Cotté est cruelle. Il serait grave qu'elle soit aussi celle d'un état d'esprit.

(*) Directeur-général des Éditions Lieu commun.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

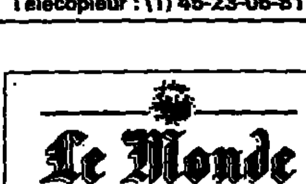
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F



Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*





Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

A PROPOS DU LIVRE DE J.-J. SERVAN-SCHREIBER SUR ISRAËL

Le choix du patriotisme

par JULES ROY

EN mars 1894, Pierre Loti, en route pour Jérusalem, de Suez par le Sinaï, s'arrêta à Gaza, *« une des plus vieilles villes du monde, prise et reprise, anéantie et relevée par tous les peuples antiques de la Terre* [...], *encombrée de débris, pleine d'ossements et de trésors »*. Il la décrivit paisible, somnolente, peuplée de juifs marchands, de chrétiens grecs et d'Arabes, avec des bazars, des tombeaux de saints et une ancienne église du royaume franc devenue mosquée.

Aujourd'hui, sur ce qu'on appelle à présent la bande de Gaza, des hommes s'affrontent cruellement. A Gaza comme en Cisjordanie, sur la rive gauche du Jourdain, la haine a transformé les villages en abattoirs et en cimetières. On entend encore l'appel à la prière du muezzin comme l'entendait Pierre Loti, mais surtout le cri des lanceurs de pierres, le tir des patrouilles et les lamentations de Rachel pleurant ses fils. L'abomination et la dévastation sont partout. Entre Israéliens et Palestiniens, on n'échange plus de saluts entre voisins mais des insultes et des coups. Les soldats de Tsahal vident parfois une maison, la détruisent et traitent le chef de famille de maquereau et de souteneur, les pires outrages d'Orient que j'entendais dans mon enfance. On sait tout cela, nous le disons dans la presse et tout nous atteint en plein cœur, parce qu'il s'agit de la Terre sainte et de peuples que nous aimons.

Les colons et la terre

Perturbateur qui soulève les questions gênantes, se remet chaque jour en question et pousse les autres à s'y remettre, J.-J. S.-S. emploie dans *le Choix des Juifs* (1), ce livre brûlant, un ton d'une extrême modération. Il veut convaincre. Il veut que les juifs choisissent. Il use en quelque sorte de l'argument dont se servait Camus pour exhorter ses frères algériens à se supporter, quand il leur disait qu'ils étaient *« condamnés à vivre ensemble »*. J.-J. S.-S. suggère plus qu'il ne brandit le spectre du colonialisme, cette maladie qui engendra tant de maux et en engendre encore, car elle n'est pas vaincue. Le « Grand Israël » devient à son tour colonisateur, et, comme ses propres colonisés se révoltent, l'éternel opprimé devient oppresseur. C'est la thèse communément répandue en Occident, du moins dans l'Occident qui ne veut plus du colonialisme.

Plutôt qu'à la fondation même d'Israël, J.-J. S.-S. situe l'origine de cette crise à l'installation des premiers « colons » en Cisjordanie. Les colons revendiquent la terre sur laquelle ils sont, et les exclus prétendent que cette terre leur appartient. Chacun a des arguments de poids. Les Ecritures témoignent qu'ici on n'a pas arrêté de se massacrer : en Palestine comme dans tout le Proche-Orient, chaque poignée de terre est pétrie de sang. D'où la tragédie, d'où les acteurs irréductibles, d'où une fatalité dont J.-J. S.-S. ne veut pas, même si on la déclare historique. Les Palestiniens ont beau donner à leurs fils le nom de Jihad, « guerre sainte », il existe en Israël des partisans de la conciliation. Avec le rabbin David Hartman, ils ont pris conscience de l'aspiration fondamentale du peuple palestinien, ils la reconnaissent, ils admettent que la répression des Palestiniens sans patrie rend les Israéliens étrangers sur leur propre terre. Le rabbin Hartman va jusqu'à dire : *« En voulant garder le contrôle sur* [les Palestiniens], *nous nous perdons nous-mêmes. »* La formule varie parfois, l'essentiel est là.

Les adversaires de ce point de vue sont, là-bas comme chez nous, les militaires et les colons. On ne lâche rien, on se battra tant qu'il faudra. Pour ces *« patriotes professionnels »*, comme les appelle Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères et chef du parti travailliste d'Israël, la défense militaire n'a pas de limite, et le patriotisme pas de prix. Pour J.-J. S.-S., c'est la fameuse réplique de l'affaire Dreyfus : *« La question ne sera pas posée. »* Shimon Pérès va jusqu'à dire que, pour les colons, le vrai défi est d'aller là où il y a des Arabes. Sans les Arabes, leur terre a moins d'attrait. Pour eux, c'est le combat qui compte : *« Soyez stupéfaits et étonnés,* s'écrie le Prophète, *fermez les yeux et devenez aveugles, toute la révélation est pour vous comme les mots d'un livre scellé... »* (Esaïe, XXIX, 9).

Quant aux militaires, avec qui l'ancien pilote de chasse J.-J. S.-S. devenu directeur de *l'Express*, connut certaines difficultés pendant la guerre d'Algérie, ils ne sont là que pour mémoire. *« La fierté armée d'Israël en est réduite à une fonction policière. Le malaise de ses officiers et de ses jeunes soldats est évident et il s'exprime. »* A présent, il y a des psychiatres parmi les médecins militaires, car Tsahal connaît des cas de conscience depuis l'invasion du Liban. A l'exemple de l'armée française devant certaines situations politiques, Tsahal fait preuve d'une conscience ombrageuse qu'elle doit à son destin et à cette évidence trop souvent niée que la force brutale ne l'emporte pas sur l'esprit. Il y a les militaires qui exécutent les ordres sans hésitation ni murmure, et il y a ceux qui connaissent les doutes du citoyen. Chez nous, de même qu'il avait eu le courage de désobéir aux ordres de Pétain et de s'ériger en rebelle, le général de Gaulle, placé devant le problème de la décolonisation, décida de heurter ses camarades de promotion.

Là, J.-J. S.-S. distingue entre patriotisme de profession et patriotisme d'esprit. L'homme des grands desseins qu'il est se souvient du perturbateur qu'il reste. A Gaza comme en Cisjordanie, il y a un peuple qui, depuis l'Holocauste, lutte pour la vie. En face de lui, un peuple lutte pour qu'une guenille de drapeau flotte au sommet de ses minarets. Contre la guerre sans fin pour une patrie que chacun veut pour soi, à l'exclusion de l'autre, J.-J. S.-S. se déclare pour la paix proposée par Shimon Pérès, une paix difficile, *« la paix par la fertilité »*. Une ère scientifique en coopération avec les Palestiniens et tous les pays du Proche-Orient, la transformation de l'aridité du Néguev, les grands travaux, le canal entre la Méditerranée et la mer Morte, les chemins de fer, les routes, la lutte pour attirer la pluie. Utopie ? Irréalisme ? Anouar El Sadate, quand il osait venir à Tel-Aviv, était-il fou ? Et de Gaulle, quand il embrassait Adenauer ? Et Mitterrand, quand, à Verdun, il nouait sa main à celle du chancelier allemand ?

Dans *le Livre des Rois*, on se bat à l'arme blanche et il arrive qu'on guérisse de ses blessures, mais la guerre qui menace aujourd'hui risque de réduire en cendres hommes et pierres. Dans ce désert qui va refleurir, J.-J. S.-S. a visité la cellule où Ben Gourion a terminé sa vie. Une seule photo aux murs : Gandhi. Avec la non violence, Shimon Pérès et J.-J. S.-S. offrent la vraie Terre promise aux ennemis d'aujourd'hui, frères de demain.

(1) Edit. Grasset, 260 p., 96 F.

IRAN : nombreuses arrestations dans les milieux de l'opposition légale

M. Bazargan dénonce le « despotisme » du régime et demande l'arrêt de la guerre avec l'Irak

Dans une lettre ouverte adressée à l'imam Khomeiny, M. Mehdi Bazargan, chef du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), seule opposition légale à Téhéran, lance un sévère réquisitoire contre la politique de la *« guerre à tout prix »* du Guide de la révolution et l'accuse d'avoir créé dans le pays un régime *« despotique digne des Pharaons »*.

La lettre, qui a été distribuée à des milliers d'exemplaires au cours de la dernière semaine de mai à Téhéran et dans les principales villes iraniennes, a suscité une vive réaction de la part des autorités, qui ont procédé à de nombreuses arrestations parmi les amis proches du mouvement de M. Bazargan. Les trente et un membres du Rassemblement pour le rétablissement de la souveraineté et des libertés du peuple iranien, créé il y a deux ans par les dirigeants de l'ancien Front national, qui s'étaient associés aux critiques de M. Bazargan, ont été arrêtés. Jeudi soir, le siège du MLI à Téhéran a été occupé par les forces de l'ordre qui ont passé à tabac tous ceux qui s'y trouvaient, procédant à de nombreuses arrestations. Apparemment, elles recherchaient M. Bazargan, qui n'a pas réapparu à son domicile.

Selon les premières informations parvenues de Téhéran, le nombre de personnes arrêtées dans la capitale iranienne, à Tabriz, à Ispahan, et dans d'autres villes de province, s'élèvent à plusieurs dizaines. Parmi ces dernières figurent M. Ali Ardalan, qui fut minitre de l'économie et des finances dans le premier gouvernement de la République islamique, M. Husseini Chah Hussein, qui avait été président du comité d'accueil de l'imam Khomeiny à son retour en Iran, M. Tavassoli, ancien maire de Téhéran au cours des premières années de la révolution, M. Hachem Sabbaghian, ancien ministre de l'intérieur, et M. Ahmed Sadr Djavadi, ancien ministre de la justice et de l'intérieur.

Dans sa lettre ouverte, émaillée de nombreux versets du *Coran*, M. Bazargan affirme qu'aucun des objectifs et mots d'ordre de la guerre poursuivie obstinément par l'imam, n'ont été atteints et que le régime du président Saddam Hussein demeure toujours debout. *« C'est exactement le contraire qui s'est produit*, poursuit-il. *Alors qu'après la victoire iranienne de Khorramchahr, en mai 1982, l'armée irakienne était en pleine déconfiture et que Saddam Hussein et ses protecteurs étaient prêts à payer le prix de leur défaite, tout a maintenant changé. Vous n'avez pas su profiter de l'occasion et vous avez tout fait pour inciter les Irakiens à attaquer encore plus notre pays. Vous avez, en outre, proclamé le mot d'ordre de la poursuite de la guerre jusqu'à la destruction d'Israël, mais vous avez abouti à une politique de compromission et de collaboration avec Israël »* (allusion transparente à l'affaire de l'« Irangate » et aux nombreuses transactions d'armes conclues avec Jerusalem).

M. Bazargan accuse l'imam Khomeiny d'avoir perdu tous ses paris et d'avoir procédé à des analyses politiques *« qui se sont révélées inexactes ». « Vous avez dénoncé la politique des Etats-Unis et ces derniers sont maintenant solidement installés à nos portes dans le golfe Persique. Vous avez parlé de la faillite de l'Irak et de l'éclatement de son régime, mais, à la suite de votre politique erronée, l'Irak s'est renforcé, son économie ne s'est pas effondrée et c'est nous qui sommes au bord de la banqueroute. Depuis 1986, vous n'avez cessé d'annoncer l'année de la victoire, et maintenant vous appelez la population à résister jusqu'à la victoire. Ne s'agit-il pas là, de votre part, d'un aveu d'échec ? »*

« Une honte et non un honneur »

Pour la première fois, M. Bazargan, qui, dans le passé, avait à maintes reprises attaqué le régime de Khomeiny, bien qu'en termes moins sévères, dénoncée l'aide fournie aux groupes terroristes *« tel le Djihad islamique »*, qui, dit-il, *« par son action terroriste a rempli le monde entier de haine à l'égard de notre pays. Vous avez ainsi isolé la République islamique, et les jeunes qui ont fait notre révolution sont aujourd'hui traumatisés, réprimés et désespérés. A vrai dire, depuis sept ans, l'Iran et l'islam sont devenus dans le monde synonymes de haine et de rancune. C'est une honte et non un honneur »*.

« L'humanité tout entière hait votre régime », poursuit M. Bazargan, qui demande si le moment n'est pas venu de réfléchir et *« de se tourner vers Dieu »*, pour reconnaître *« l'erreur commise »* et *« cesser de conduire le pays vers la destruction et la mort. Vous dites que vous avez une responsabilité à l'égard du sang versé. Je vous réponds : Quand est-ce que vous cesserez de faire le commerce du sang de nos martyrs ? »* En conclusion, M. Bazargan exhorte l'imam à mettre fin à la guerre, et, pour cela, à *« consulter les principaux intéressés »*, c'est-à-dire les Iraniens.

La violence du réquisitoire de M. Bazargan s'explique en partie par l'émotion provoquée dans le pays par les récentes défaites militaires sur le front. Une grande manifestation *« d'allégeance à l'imam »*, qui devait se tenir au lendemain du second tour des élections du 13 mai, a été décommandée, les organisateurs ayant jugé que l'enthousiasme populaire ne serait pas au rendez-vous. Plus grave encore, d'après diverses sources concordantes, les autorités ont de plus en plus de mal à convaincre les Bassidji (volontaires) de se rendre sur le front.

JEAN GUEYRAS.

● Exécution d'un dirigeant des Fedayins du peuple. – Un communiqué de l'organisation des Fedayins du peuple (majoritaire) annonce que, après cinq années d'*« emprisonnement et de tortures »*, Anouchirvan Lofti, membre suppléant du bureau politique de l'organisation, a été exécuté, le vendredi 27 mai, en compagnie de deux autres militants des Moudjahidine du peuple et de la Ligue des communistes iraniens. Le 8 mars dernier, un autre membre du bureau politique des Fedayins du peuple, Ali Réza Akbari Chandliz, également emprisonné depuis cinq ans, avait été exécuté à la prison d'Evine.

La guerre du Golfe

Nouvelle base iranienne de missiles près du détroit d'Ormouz

A bord du *Coronado* (Golfe) *(AFP)*. – L'Iran est en passe d'achever la construction d'un important nouveau complexe pour le lancement de missiles de fabrication chinoise Silkworm à Kuhestak, près du détroit d'Ormouz, a affirmé, le mercredi 1er juin, le général George Crist, responsable des opérations américaines dans le Golfe. *« Ils* [les Iraniens] *construisent un site de missiles sacrément important là-bas »* et *« ils ont des Silkworm »*, missiles de 80 kilomètres de portée capables de *« couvrir tout le détroit »*, a déclaré le général Crist, commandant du US Central Command (Tampa, Floride) au cours d'une visite à bord du *Coronado*, navire-amiral de la flotte américaine du Proche-Orient.

Le Pentagone a pris une première mesure pour parer à cette menace, en faisant entrer dans le Golfe, ce week-end, l'un de ses croiseurs les plus modernes, le *Vincennes*, bourré d'électronique, a expliqué le général à un pool de presse embarqué. Les systèmes de surveillance et d'armements du *Vincennes* *« représentent un pas de géant dans notre aptitude à faire face à cette menace »*, a-t-il dit.

A Kuhestak, il s'agit d'installations fixes, alors que, jusqu'à présent, les Iraniens disposaient de rampes de lancement mobiles. Sur l'île d'Abou-Moussa, face aux Emirats arabes unis, les travaux sur un autre site de Silkworm semblent au contraire au point mort, a ajouté le général américain. *« Nous avons vu la trace de travaux de déblaiement mais rien de plus »* pour l'instant.

Washington a fait savoir à Téhéran, à plusieurs reprises, qu'une utilisation de ces missiles contre ses bâtiments ou les pétroliers escortés par sa marine depuis l'été dernier représenterait une grave escalade.

ISRAËL

Un étudiant tué à Jérusalem par une jeune Arabe

Un étudiant d'une yéshiva (séminaire talmudique juif), a été tué à coups de pistolet, dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 juin, par une jeune Arabe israélienne à Jérusalem-Ouest, a-t-on appris de source policière israélienne. La jeune femme a ouvert le feu sur l'étudiant qui se trouvait en compagnie d'un autre élève, dans le jardin public de Saher, près du siège du Parlement. Elle a été arrêtée au moment où elle tentait de prendre la fuite en faisant de l'auto-stop, a-t-on précisé de même source. Selon les premiers résultats de l'enquête, le crime aurait des motivations nationalistes anti-israéliennes, a affirmé un porte-parole de la police. – *(AFP.)*

Disette dans le Nord, marasme financier

Au Vietnam, quand le riz ne va pas...

(Suite de la première page.)

Conséquence : le paysan a tendance à délaisser les variétés de courte durée – de haut rendement mais demandant davantage d'investissements et d'entretien – pour des *« variétés traditionnelles moyennes »*, de rendement plus faible. Il faudrait donc, à son avis, commencer par baisser le prix des engrais, importés à raison de 90 %, notamment d'Union soviétique, le remboursement s'effectuant selon un système de troc : caoutchouc, café, poivre et, s'il le faut, viande de porc. Pour compenser le manque à gagner de l'Etat, il faudrait stimuler les exportations, surtout de produits artisanaux.

En outre, les cultures sur les rives du Mékong peuvent être améliorées en récupérant de vastes zones de riz flottant, au rendement insuffisant. Enfin, les Vietnamiens affirment être parvenus à ramener, en cinq années, le taux d'expansion démographique de 2,7 % à 2,1 % par an. *« Il n'y a donc pas de raison de redouter un déficit alimentaire chronique. En 1988, d'ailleurs, il y a davantage d'engrais au bon moment et la récolte devrait être supérieure d'un million de tonnes à celle de l'année précédente »*, explique le même agronome, avant de citer un proverbe vietnamien : *« pour une mauvaise récolte, deux bonnes »*. Autrement dit, 1989 sera également une bonne année...

Il faut ajouter d'autres facteurs : la pénurie de camions et de bateaux, les routes défoncées, les voies ferrées dans un état lamentable. Sur le marché libre, le riz coûte près de trois fois plus cher à Hanoï qu'à Ho-Chi-Minh-Ville (l'ancienne Saigon), ce qui le met hors de portée de l'immense majorité des bourses. Quand l'Etat l'achète dans le Sud à bas prix, non seulement il lèse les paysans, mais il est contraint de le revendre à un prix dérisoire dans le Nord. Le trou dans son budget ne fait que croître. *« Dans les conditions actuelles*, juge un économiste, *on ne peut plus remonter le riz sur le Nord. »* Pourtant, il n'y faudrait que quelques bons cargos.

Un malheur n'arrive jamais seul. Début mars, pour faire face à un manque tragique d'argent liquide – dans un pays où chèques et cartes de crédit n'existent pas, – le gouverneur de la Banque centrale a annoncé à la télévision la mise en circulation de billets de 1 000, 2 000 et 5 000 dôngs, la plus grosse coupure étant jusqu'alors de 500 dôngs. En l'espace d'une nuit, le prix de l'or a doublé sur le marché parallèle. On a renoncé à mettre en circulation – mais pour combien de temps ? – les billets de 5 000 dôngs. Le dollar n'en est pas moins passé, sur le marché libre, de 900 dôngs à 3 000 dôngs. Il n'en valait que 600 en mai 1987. Dans de telles conditions, évaluer le taux d'inflation – 700 % par an, se risquent à dire certains – n'a plus beaucoup de sens.

Casse-tête financier

Au taux officiel, le dollar a été, entre-temps, réajusté : 900 dôngs au lieu de 460. Mais cette dévaluation ne peut faire le poids, et tout se calcule, aujourd'hui, soit sur le marché libre soit en taëls d'or. *Saigon Giaphong*, l'un des journaux de la ville, publie même les cours du dollar à l'étranger. L'Etat, ses services et ses entreprises nationales n'en continuent pas moins de connaître de graves difficultés de trésorerie. *« La Banque centrale*, estime un économiste, *ne joue que le rôle d'un guichet extérieur. »* Les billets sortent et ne rentrent pas. Chaque mois, les sociétés d'Etat se demandent avec quelles liquidités elles vont pouvoir payer leurs employés dont les salaires, malgré des hausses de rattrapage, sont dévalorisés.

L'une des conséquences de ce casse-tête financier a été la suspension des négociations avec le FMI. Un montage avait été imaginé pour que des banques étrangères, notamment françaises, garantissent la légère dette du Vietnam à l'égard du Fonds monétaire – ont parle d'arriérés d'un montant global de 90 millions de dollars – moyennant quoi Hanoï aurait eu accès à des fonds spéciaux de quelque 300 ou 400 millions de dollars. Le FMI avait posé une condition : le début d'une stabilisation monétaire et l'amorce d'une restructuration économique. La relance d'une inflation galopante a, pour l'instant, tout remis en cause.

Autre déboire, les ennuis de la centrale hydroélectrique de Tri-An, construite sur Dong-Nai, à 90 kilomètres au nord-ouest de Ho-Chi-Minh-Ville et dont les quatre turbines, d'une puissance totale de 420 mégawatts, sont censées alimenter le développement industriel du Sud et de sa grande métropole. Cet énorme projet vietnamo-soviétique a été inauguré au printemps, la première turbine (105 mégawatts) étant mise en route. Mais il a fallu la fermer quelques jours après, la longue conduite de béton qui mène à la turbine étant fissurée. Des réparations ont été faites, et la turbine a été remise en route le 27 avril. Entre-temps, en pleine saison sèche, les Saigonnais ont dû s'accommoder de coupures supplémentaires d'eau et d'électricité. Rien ne dit, en outre, que les autres turbines pourront fonctionner dans les délais prévus.

Disette dans le Nord et marasme financier n'ont pourtant pas mis à genoux une population qui a appris, pendant des décennies de guerre, à vivre au jour le jour. Les employés de l'Etat – quelque cinq millions de personnes en comptant les militaires – sont les principales victimes de l'inflation. Mais habituée aux coups durs et pratiquant, de longue main, la politique des revenus annexes, la population survit. Le commerce et la contrebande fleurissent dans le Sud. Chacun se plaint de la cherté de la vie, mais beaucoup continuent de s'en sortir. Certains, même, s'enrichissent.

L'ouverture et la libéralisation économiques dictées par le VIe congrès du PC se poursuivent. Ainsi, les décrets se succèdent, parfois pour entériner des pratiques devenues évidentes. Les entreprises ont le droit de fixer leurs propres prix. Pour les employeurs privés, les limitations du nombre de personnes employées sont pratiquement tombées. Pour parer au plus pressé, les autorités provinciales se fournissent là où elles le peuvent. Les fonctionnaires sont autorisés à pratiquer un deuxième métier, ce qui se faisait souvent depuis un bon bout de temps. L'Etat est devenu particulièrement tolérant.

L'« après-Cambodge »

On continue également de jeter les fondements de ce qui ne peut être que l'« après-Cambodge », c'est-à-dire de préparer le pays à l'éventualité d'une réinsertion dans la communauté internationale. Un code des investissements étrangers, particulièrement libéral, a été adopté, en décembre, par l'Assemblée nationale. Hanoï négocie avec deux sociétés occidentales – Petrofina et Shell – l'exploitation de concessions pétrolières. Une autre compagnie, Total, est également sur les rangs. Dans ce domaine, qui concerne un plateau continental au potentiel jugé intéressant, le monopole soviétique semble rompu.

Tout cela pourrait permettre au Vietnam, dans les années qui viennent, d'amorcer son développement, mais non sans avoir pris un gros retard sur ses voisins non indochinois. Au préalable, il reste néanmoins à rétablir un peu un climat de confiance qui commençait à s'établir, l'an dernier, après le VIe congrès, mais qui s'est évanoui ces derniers mois. L'appareil politique donne souvent l'impression de plier sous la loi du consensus : tant qu'un accord général ne se dessine pas au niveau supérieur, aucune décision n'est prise. La contrepartie de cette habitude est l'absence fréquente de sanctions, même en ce temps de *« doi moi »*, – « vie nouvelle » ou « glasnost » à la vietnamienne. Les limogeages sont rares, sauf en cas de corruption évidente. Simultanément, les appels renouvelés aux *« purges »* au sein de l'appareil semblent sans lendemain.

Pour l'instant, la classe politique prépare la prochaine session de l'Assemblée nationale, chargée d'entériner, sans doute fin juin, la nomination définitive du successeur de Pham Hung, décédé le 10 mars, au poste de premier ministre. Deux membres du bureau politique sont censés se disputer le poste : celui qui l'occupe actuellement à titre intérimaire, M. Vo Van Kiêt, et un des vieux apparatchiks du parti, M. Do Muoi M. Kiêt passe pour un homme favorable à l'ouverture, ce qui n'est pas le cas de M. Do Muoi, à l'étiquette de conservateur. La confirmation du premier dans ses fonctions donnerait sans doute plus de poids à la volonté de réforme affichée par M. Nguyên Van Linh, secrétaire général du PC depuis le VIe Congrès.

Mais la véritable échéance, pour les communistes vietnamiens, est ailleurs. Il est devenu impératif, treize ans après la victoire de 1975, à la fois de sortir du bourbier cambodgien et de normaliser les relations avec la Chine. La « vie nouvelle » ne commencera véritablement, en effet, que le jour où le Cambodge appartiendra au passé et où le dialogue aura été rétabli avec Pékin. *« Le reste ne peut être qu'une catastrophe »*, juge un vieux résistant, qui a hâte, comme bien d'autres, de voir son pays sortir en fin de l'ornière.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

PAKISTAN

L'ancien premier ministre exige la tenue d'élections dans les trois mois

Islamabad *(AFP)*. – L'ancien premier ministre, M. Junejo, limogé par le président Zia Ul Haq, lequel a également dissous le Parlement, a exigé, mercredi 1er juin, que des élections aient lieu dans un délai de quatre-vingt-dix jours, comme le prévoit la Constitution. A l'issue d'une réunion de la direction de son parti, M. Junejo a averti que la Ligue islamique pakistanaise *« n'acceptait pas »* une répétition de ce qui s'était passé en 1977. Le général Zia avait alors promis d'organiser des élections au plus tard quatre-vingt-dix jours après son putsch. En fait, il a gouverné sous la loi martiale pendant huit ans et organisé des élections seulement en 1985.

De son côté, le général Zia a décidé d'accélérer l'islamisation du pays en appliquant la *Sharia*, la loi islamique, cherchant ainsi à renforcer son assise dans les milieux traditionnalistes musulmans. L'homme fort du Pakistan a encore déclaré que son *« seul but »* et sa *« principale passion dans la vie »* étaient l'application de la *Sharia* et a nommé, le même jour, les membres d'un Conseil de l'idéologie islamique chargé de la rédaction et de l'application de la *Sharia*.

Diplomatie

Les conclusions du sommet

Le président Reagan et son épouse ont quitté Moscou, le jeudi matin 2 juin, après une dernière rencontre d'adieux avec M. et Mme Gorbatchev dans la salle Saint-Georges du Kremlin.

Tandis que le chef de la Maison Blanche s'envolait pour Londres, son secrétaire d'Etat, M. Shultz, prenait la direction de Bruxelles, où il doit informer les alliés de l'OTAN des résultats des entretiens de Moscou. Dans le même but, le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, s'est rendu de son côté à Tokyo.

Un conseiller spécial du président Reagan, M. Edward Rowny, est d'autre part attendu vendredi à Pékin.

Les Soviétiques s'apprêtent eux aussi à informer leurs alliés, et M. Gorbatchev doit se rendre à cette fin vendredi à Prague pour une réunion des représentants du pacte de Varsovie.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le chef de l'Etat et du PC est-allemand Erich Honecker ont été parmi les premiers à se féliciter de la manière dont s'est déroulé le sommet américano-soviétique.

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a, en revanche, déclaré jeudi : *« Soyons nets et précis : notre sort et notre avenir ne sauraient être déterminés et décidés à Washington ou à Moscou, mais à Jérusalem. »*

Vu de Washington

Moscou mieux que si vous y étiez...

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Kremlin transformé en studio de la CBS, un président américain sur la place Rouge passant un bras protecteur autour des épaules du numéro un soviétique et le *New York Times* qui, dans un instant d'égarement, chante sur tous les tons les louanges de Ronald Reagan... Vu de Washington, ce sommet moscovite fut vraiment celui de toutes les merveilles, un monde à l'envers, une illusion peut-être, créée par les lanternes magiques des télévisions, au milieu des bulbes dorés, des lustres et des bustes d'un Lénine dépassé par les événements.

Les Américains ont-ils apprécié à leur juste valeur les étonnantes images diffusées quatre jours durant par les grands réseaux, devant lesquels presque toutes les portes de l'URSS se sont ouvertes comme par enchantement ? Dan Rather présentant le journal de la CBS depuis le Kremlin, Dan Rather qui tombe par hasard sur M. Gorbatchev et l'interpelle — un membre du Politburo servant d'interprète improvisé, Dan Rather qui interroge Boris Eltsine... C'est si simple, si facile. Washington, Moscou, quelle différence ?

En fait, et même si le tapis rouge a été opportunément déroulé devant elles, les grandes chaînes de télévision américaine, qui avaient envoyé chacune entre soixante et cent personnes à Moscou, ont accompli un travail remarquable. Non seulement en donnant l'impression d'être partout à la fois, non seulement en offrant plus d'images du sommet que n'en ont sans doute vu la plupart des témoins sur place. Mais surtout peut-être en profitant de l'occasion pour diffuser, dans le cadre des mêmes brefs journaux télévisés, montés avec une précision d'horloge, une série de petits reportages sur l'URSS d'aujourd'hui.

Là encore, bien des interdits ont apparemment été levés pour la circonstance, des équipes sont montées à bord de navires de guerre, tandis que d'autres assistaient à des manœuvres de chars ou à des lancements de fusées. Mais bien plus étonnantes furent les réflexions faites devant les caméras par des Soviétiques ordinaires — mais extraordinaires par leur sincérité apparente, leur liberté de ton.

Curieusement, les télévisions, et à plus forte raison la presse écrite, ne se sont pourtant pas laissé éblouir et sont parvenues à garder une certaine distance, un certain sens des proportions dans leur évocation de l'URSS gorbatchévienne. Comme si, au temps de la fascination (flagrante lors de la visite de M. Gorbatchev à Washington) avait succédé celui d'un essai de compréhension.

L'été indien du président

L'autre grand sujet d'étonnement, c'est que ces images d'un printemps soviétique furent aussi celles d'un glorieux été indien pour Ronald Reagan. Le lecteur du *New York Times*, habitué à voir son journal fusiller jour après jour le vieil acteur de sa condescendance apitoyée, n'en a sans doute pas cru ses yeux : « Reagan impressionne l'élite soviétique », sur quatre colonnes à la une. « Un tour de force du président », en page intérieure. Et un éditorial à faire rosir de bonheur la Maison Blanche : *« Quand, dans l'avenir, les gens jetteront un regard en arrière sur les jalons de la guerre froide, ils se souviendront de ce jour où Ronald Reagan a exalté la liberté, sous le regard de Lénine. »* La photo du président américain parlant à l'université de Moscou sous un immense buste de Lénine fait la une de la plupart des grands quotidiens, et c'est le discours prononcé à cette occasion qui est considéré ici comme le « sommet » du sommet.

A en croire la presse américaine, les Soviétiques qui ont découvert à cette occasion Ronald Reagan sont tombés sous le charme, et ont été surpris par sa *« sincérité »*, la profondeur de ses convictions, et aussi par l'*« autorité »* qui émane de sa personne... On croit rêver, après tous ces livres de mémoires décrivant un président sous influence, un homme indécis et passif...

Passe encore que le public soviétique, néophyte, ait été *« impressionné »*, comme l'écrit le *Washington Post*. Mais que dire de la presse américaine elle-même, soudain prise d'une étrange tendresse pour un homme qui, il y a quelques jours encore, semblait politiquement en loques, et humainement bien fatigué.

Même ses hésitations, ses quelques instants de sommeil pendant le discours d'un officiel, et ses remarques plutôt oiseuses sur les Indiens, ont été, pour une fois, présentées avec indulgence. Et, à l'inverse de ce qui s'était passé à Washington, la presse américaine a fait de son propre président le héros de cet étrange sommet. Peut-être parce qu'elle a jugé que le vieil artiste méritait encore un coup de chapeau. Sans doute aussi parce que, surtout en terre étrangère, le président est le président, et qu'à Moscou plus encore qu'ailleurs les Américains ont la fibre patriotique : la CBS a longuement montré l'orchestre du Bolchoï en train de jouer devant Reagan le *Star Spangled Banner*, avec ce commentaire : *« Si vous n'avez jamais senti un frisson dans le dos en entendant votre hymne national dans un pays étranger, alors préparez-vous à le sentir maintenant. »*

Etat de grâce, lyrisme et tendresse ne dureront sans doute guère au-delà du sommet, et dès son retour à Washington, vendredi, M. Reagan retrouvera ses petits ennuis familiers, et, très probablement, les éditoriaux féroces du *New York Times*. En attendant, il a peut-être tourné à Moscou, et sur le tard, l'un de ses meilleurs films.

JAN KRAUZE.

Les Indiens d'Amérique courroucés par les remarques de M. Reagan

Les Indiens d'Amérique ont vivement protesté contre les remarques du président Reagan, le mardi 31 mai, à l'université de Moscou, selon lesquelles les Etats-Unis n'auraient peut-être pas dû *« se plier aux exigences »* des Indiens en les autorisant à vivre dans des réserves. *« J'aimerais seulement que le président en sache autant sur les Indiens qu'il semble en savoir sur les Russes »*, a déclaré le représentant démocrate du Colorado, M. Ben Nighthorse Campbell, le seul Indien américain élu à la Chambre des représentants. *« C'est incroyable qu'il soit aussi ignorant. »*

M. Reagan avait déclaré que le gouvernement américain avait *« fait tout ce qui était en son pouvoir »* pour satisfaire les demandes des Indiens en leur octroyant *« des millions d'acres de terre »*. *« Peut-être avons-nous fait une erreur »*, avait-il ajouté. *« Peut-être n'aurions-nous pas dû nous plier à leurs exigences en les laissant vivre de cette façon primitive »* dans des réserves. Mme Suzan Harjo, directrice du Congrès national des Indiens américains, a déclaré qu'elle trouvait ces remarques de M. Reagan *« particulièrement insultantes »*. Selon un recensement de 1980, 41 % des 332 000 Indiens vivant dans des réserves sont en dessous du seuil de pauvreté, contre 22 % pour ceux qui vivent à l'extérieur et 12 % pour l'ensemble de la population américaine. — *(AFP.)*

Les conflits régionaux

Un avertissement de M. Gorbatchev aux Etats-Unis à propos de l'Afghanistan

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

Les crises régionales ne sont pas, en général, un sujet qui inspire les officiels. Chercher à les régler suppose, en effet, quelques accommodements avec d'anciens engagements, ce qui est souvent source de frictions avec alliés et « amis ».

La guerre d'Afghanistan est supposée se terminer, mais M. Gorbatchev en a cependant parlé au cours de sa conférence de presse, le mercredi 1er juin, notamment pour lancer un nouvel avertissement aux Etats-Unis par Pakistan interposé.

C'est ainsi qu'après avoir fait état de deux incidents au cours desquels l'armée soviétique a compté des victimes, il a ajouté : *« Si nous échouons à créer un précédent positif, cela aura de graves conséquences et se répercutera sur le règlement de problèmes similaires dans d'autres régions. (...) Nous avons dit que nous ne prendrions plus part aux combats dès le début du retrait de nos troupes si nous ne sommes pas soumis à des provocations, mais si c'est le cas nous réagirons. (...) Nous l'avons dit au président Reagan. »*

Si ce fut bien le cas, M. Reagan en avait perdu la mémoire. On ne se souvenait dans le camp américain que d'une brève discussion au niveau des experts, au cours de laquelle les Soviétiques se sont inquiétés auprès des Américains du sort de leurs trois cents soldats portés disparus en Afghanistan, et sans doute prisonniers de la Résistance et détenus soit sur le terrain, soit au Pakistan. On ne trouve pas trace, en tout cas, de l'avertissement de M. Gorbatchev dans la déclaration commune américano-soviétique.

Il n'en fut pas de même dans un commentaire de l'agence Tass diffusé mercredi soir, qui accuse les Etats-Unis d'avoir accéléré récemment les livraisons d'armes à la Résistance et d'avoir proposé un marché secret à l'Iran pour que Téhéran accepte sur son sol les camps de moudjahidins actuellement implantés au Pakistan.

L'Afrique australe

Qu'en a-t-il été des autres conflits régionaux ? La déclaration américano-soviétique les cite pratiquement tous, mais ne répond pas à la question.

MM. Reagan et Gorbatchev ont été un peu plus bavards au cours de leur conférence de presse. De ces propos publics et de certaines confidences, on peut retenir que le Proche-Orient et l'Angola ont été tout particulièrement à l'ordre du jour.

A propos de l'Afrique australe, M. Gorbatchev a affirmé qu'il avait eu des discussions *« intéressantes, substantielles et réalistes »*. Elles étaient basées, a-t-il dit, sur le principe de l'évacuation de l'Angola par toutes les troupes étrangères qui s'y trouvent (cubaines, soviétiques et sud-africaines) et sur celui de l'indépendance de la Namibie. Rappelant que l'URSS n'a pas participé aux récentes négociations entre Luanda, La Havane, Pretoria et Washington, M. Gorbatchev a ajouté qu'elle était prête à jouer un rôle *« plus concret »*, c'est-à-dire à s'asseoir à la table de négociations.

Un peu plus tard, on laissait entendre de source américaine que la date du 29 septembre prochain avait été retenue par les deux parties comme date limite pour faire bouger les choses.

Le 29 septembre sera, en effet, le dixième anniversaire de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie.

Le Proche-Orient

M. Gorbatchev a aussi tenu quelques propos encourageants sur le Proche-Orient, parlant de *« rapprochement »* des vues américaines et soviétiques. A l'écouter, comme à écouter certains officiels américains, on constate cependant que les divergences demeurent sur la fonction de cette conférence internationale que tout le monde préconise aujourd'hui : pour Moscou, elle devra avoir des pouvoirs propres et contraignants, alors que pour Washington elle ne devrait servir que de « coquille » à un dialogue israélo-arabe.

M. Gorbatchev a parlé à deux reprises au moins du droit d'Israël à sa sécurité, précisant que l'URSS rétablira ses relations diplomatiques avec l'Etat juif dès que la conférence se réunira.

Le secrétaire général ne veut toujours pas, en revanche, prendre position sur la nature de la délégation palestinienne. *« Les Etats-Unis et l'Union soviétique ne peuvent pas décider à la place des Arabes »*, a-t-il dit, avant de mettre en parallèle le droit des Palestiniens à l'autodétermination et celui d'Israël à sa sécurité.

La délégation américaine devait tempérer sérieusement le *« rapprochement »* dont avait fait état M. Gorbatchev. *« Tant qu'on parle de principes, on progresse*, devait dire l'un de ses membres. *Dès qu'on cherche à les appliquer, nous divergeons. »*

Dernière remarque d'un autre officiel américain : *« Leur langage évolue ; ils parlent de moins en moins, par exemple, de l'OLP en tant que seul représentant des Palestiniens. »*

Pas de divergence d'interprétation à propos de la guerre du Golfe : M. Gorbatchev est toujours opposé à un embargo sur les armes à destination de l'Iran, et il ne changera sans doute pas d'avis tant que l'URSS ne sera pas dégagée de l'Afghanistan.

J. A., B. G.

La déclaration commune

« Le dialogue se poursuivra parce qu'il est centré sur la réalisation de résultats concrets »

La déclaration commune américano-soviétique, publiée le mercredi 1er juin à Moscou, est un document de seize pages qui fait le point, chapitre par chapitre, sur chacun des grands dossiers abordés au cours des conversations. L'essentiel de ce document est consacré au processus de contrôle des armements. Sont ensuite traités les droits de l'homme, les conflits régionaux et les relations bilatérales dans le cadre desquelles avaient été signés, mardi, sept traités techniques (*le Monde* du 2 juin). Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de l'introduction politique de ce document, qui a été âprement négociée entre les deux délégations :

« Le président et le secrétaire général voient dans le sommet de Moscou une importante étape du processus visant à donner aux relations soviéto-américaines une base plus productive et durable (...). De sérieuses divergences demeurent sur des questions importantes ; la franchise du dialogue qui s'est développé entre les deux pays reste fondamentale pour surmonter ces différences. »

« Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère constructive qui a permis de larges et sincères échanges. En conséquence, les parties sont parvenues à une meilleure compréhension de leurs positions respectives. Les deux dirigeants se sont félicités des progrès réalisés, malgré la difficulté et la complexité des problèmes, dans différents domaines des relations soviéto-américaines depuis leur dernière réunion de Washington. Ils ont relevé avec satisfaction que plusieurs accords concrets avaient été réalisés et exprimé leur détermination à redoubler d'efforts dans les mois à venir là où du travail reste à faire (...).

» Faisant le point de l'état des relations américano-soviétiques, le président et le secrétaire général ont rappelé l'importance historique de leurs rencontres à Genève, Reykjavik, Washington et Moscou, dans la définition d'une approche réaliste du renforcement de la stabilité et de la réduction des risques de conflit. Ils ont réaffirmé solennellement leur conviction qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être livrée, leur détermination à prévenir toute guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qu'elle soit nucléaire ou classique, et leur renonciation à toute intention de recherche d'une supériorité militaire.

» Les deux dirigeants sont convaincus que le développement du dialogue politique auquel ils sont parvenus représente de plus en plus un moyen efficace de résolution des questions d'intérêt mutuel. Ils ne minimisent pas les réelles différences d'histoire, de traditions et d'idéologie qui continueront à marquer les relations américano-soviétiques. Ils croient cependant que le dialogue se poursuivra parce qu'il est fondé sur le réalisme et centré sur la réalisation de résultats concrets. Il peut servir de fondement à la solution de problèmes, non seulement d'aujourd'hui mais aussi de demain et du prochain siècle. C'est un processus qui sert au mieux les intérêts des peuples des Etats-Unis et de l'Union soviétique et qui peut contribuer à l'avènement d'un monde plus stable, plus pacifique et plus sûr. »

« Une interaction constructive »

Le chapitre consacré aux « Droits de l'homme et questions humanitaires » souligne, notamment, que les deux dirigeants ont *« passé en revue le dialogue sans cesse plus large et détaillé »* qu'ils ont entamé et sont *« tombés d'accord pour qu'il soit mené sur toutes les questions. (...) »*

« Ce dialogue doit viser à garantir au maximum les droits, les libertés et la dignité des individus ; à promouvoir les relations et les contacts de peuple à peuple ; à développer le partage des valeurs spirituelles, culturelles, historiques et autres, et à créer une plus grande compréhension et un plus grand respect entre les deux pays. C'est dans ce but qu'ils [les deux dirigeants] *ont évoqué la création éventuelle d'un forum qui réunirait régulièrement des participants appartenant aux deux sociétés. »*

Il est précisé au chapitre « Les crises régionales » que les deux dirigeants ont abordé la question du Proche-Orient, la guerre Iran-Irak, la crise d'Afrique australe et la situation dans la corne de l'Afrique, les questions d'Amérique centrale, du Cambodge, des deux Corées, *« et autres questions »*. MM. Reagan et Gorbatchev *« ont exprimé leur satisfaction de la conclusion, en avril 1988 à Genève, des accords sur le règlement en Afghanistan. Bien que les discussions aient révélé de sérieuses différences sur l'analyse des causes des tensions régionales et sur les moyens de les surmonter, les dirigeants estiment que ces différences ne doivent pas constituer un obstacle à une interaction constructive entre les Etats-Unis et l'URSS. Ils ont réaffirmé leur intention de poursuivre les discussions américano-soviétiques à tous les niveaux pour aider les parties aux conflits régionaux à dégager des solutions pacifiques qui promeuvent indépendance, liberté et sécurité. Ils ont souligné la nécessité de renforcer, à cette fin, le rôle des Nations unies et des autres institutions internationales. »*

A Evian

MM. Mitterrand et Kohl s'entretiennent du prochain sommet européen

M. François Mitterrand reprend activement ces jours-ci ses contacts diplomatiques dans la perspective du sommet des pays industrialisés de Toronto (19-21 juin) et du conseil européen de Hanovre (27-28 juin).

Jeudi 2 juin, le président français devait retrouver, à Evian, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl essentiellement pour préparer le sommet des Douze, au cours duquel la présidence allemande souhaite progresser sur le calendrier de mise en œuvre du marché intérieur et sur le dossier monétaire communautaire.

Après avoir reçu la semaine dernière le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, venu exposer sa conception du sommet de Toronto dont il sera l'hôte, et qui devrait être dominé par les questions de la dette et du développement du tiers-monde, M. Mitterrand accueillera vendredi le président du conseil italien, M. Ciriaco de Mita.

Ces contacts se poursuivront avec la venue à Paris du premier ministre japonais, M. Takeo Takeshita, les 5 et 6 juin, et celle de Mme Margaret Thatcher, le 10.

● **Nouveau commandant en chef des forces navales de l'OTAN dans l'Atlantique.** — L'OTAN a nommé, le mercredi 1er juin, l'amiral Frank B. Kelso, de la marine américaine, commandant suprême allié de l'Atlantique (SACLANT), poste auquel il remplacera l'amiral Lee Baggett, a annoncé un porte-parole de l'Alliance atlantique. — *(AFP.)*

Diplomatie

Reagan-Gorbatchev à Moscou

« Surmonter les divergences »

(Suite de la première page.)

Il y a dans cet optimisme historique toute la morgue de deux superpuissances qui ont toujours été persuadées l'une et l'autre qu'elles étaient dépositaires du bonheur de l'humanité. Mais il est vrai qu'il y avait dans l'air de ce quatrième sommet beaucoup de la tranquillité placide d'un vieux couple qui peut se disputer sans rompre.

Tout au long de sa conférence de presse, M. Gorbatchev n'a ainsi pas cessé de laisser voir son irritation contre M. Reagan. Sur l'Afghanistan, il hausse la voix, s'en prend au Pakistan (c'est-à-dire, en l'occurrence aux Etats-Unis) et fait le fâché dont la colère pourrait bientôt devenir menaçante. Sur l'invitation à la résidence américaine de représentants de tout l'éventail de la dissidence, il affiche un mépris désolé (*« il y a eu toutes sortes de spectacles* [...] *Les opérations de propagande ont prévalu* [et] *je n'éprouve pas une admiration excessive pour cette partie de la visite »*).

Sur le bilan général, il se montre même d'une sincérité fort peu diplomatique en déclarant tout crûment que ce sommet aurait pu *« produire davantage »*. Mais comme, dans le même temps, chacune de ses phrases souligne l'importance qu'il attache à ce dialogue et la foi qu'il a en lui, on entend très clairement que, si ce rendez-vous n'a pas été productif, le prochain le sera et qu'il n'y a pas là matière à drame.

Si l'on en doutait, la preuve en a d'ailleurs été donnée par la manière dont M. Reagan a pu, trois jours durant et sans que sa visite en soit brutalement écourtée, se livrer, à Moscou même, à une critique en règle du système soviétique. Cela n'a pas plus. On l'a dit. On a rétorqué surtout que ce président qui a pourtant proclamé avoir lu et aimé *Perestroïka* (le livre de M. Gorbatchev) était décidément bien mal informé, car le seul à ne pas savoir que des changements politiques étaient en cours. Pour autant, on n'a pas abrégé les entretiens ou affiché la moindre crispation.

Bien au contraire, M. Gorbatchev a su utiliser manques et faiblesses de ce sommet avec un art consommé de la stratégie à long terme. Car dans toutes les piques envoyées à M. Reagan et dans la constatation navrée qu'on aurait pu faire plus, il y avait, bien entendu, une soigneuse préparation des prochains épisodes du feuilleton entamé avec le pourfendeur de l' « empire du mal ».

Si le secrétaire général pouvait, en dénonçant un manque d'empressement de M. Reagan, parvenir à signer avec lui l'accord sur les armements stratégiques, il préférerait, car il éviterait alors d'avoir à attendre la mise en place de la future administration et assurerait bel et bien le dialogue soviéto-américain de la durée.

Un sens du spectacle

Dans tous les cas de figures, ce mélange de colère et d'optimisme était parfaitement bien calculé, et la maîtrise avec laquelle M. Gorbatchev a joué cela était simplement remarquable d'aisance. Voilà un homme qu'attend à la fin du mois une conférence du parti qui ne sera pas une partie de plaisir ; cela accapare son temps et ses pensées. Ce sommet n'a pas non plus été de tout repos et il saisit les questions au bond, si vite même que lorqu'un journaliste soviétique l'interroge sur le jeu des conservateurs américains, il part aussitôt sur les conservateurs soviétiques, sourit de sa bévue quand les rires la lui signalent et se donne l'élégance d'en rester néanmoins à ses problèmes à lui.

Rien ne le démonte. Il sait esquiver les difficultés sans esquiver les questions. Il se dégage du personnage une impression d'énergie et d'autorité dont on devine toute la poigne en voyant M. Chevardnadze pâlir à la tribune parce qu'il ne trouve pas, à la seconde, le document que lui réclame son patron. Et puis il y a un sens du spectacle étonnant chez cet homme qui ne vient pas, lui, d'Hollywood.

Il n'a pas pris la parole depuis cinq minutes que, d'un des premiers rangs, un journaliste anglo-saxon le coupe froidement parce que la traduction simultanée ne marche pas. M. Gorbatchev : *« La vôtre seulement ? »* Il apparaît que non, que c'est toute cette rangée de stars des médias qui ne peut rien comprendre. M. Gorbatchev, se tournant vers les fauteuils de ses collaborateurs : *« Qu'est-ce qu'on fait ? »*

Pétrifiés, les collaborateurs restent cois. Moue désespérée du secrétaire général : *« Et bien c'est simple, les membres du gouvernement n'ont pas besoin de traduction, donc ils échangent leurs sièges avec les journalistes qui en ont besoin. »* Haut-le-corps général des stars, qui ne voudraient pas quitter cette rangée, parfaite pour être dans le champ des télévisions, et des officiels, pas habitués à céder leur place. On se lève tout de même et tout est arrangé en trente secondes, avec le triple symbolisme de la technique en panne, des collaborateurs sans imagination et du secrétaire général qui trouve la solution.

Pour l'image de M. Gorbatchev, on n'aurait pas su inventer mieux, et ces deux heures à bâtons rompus furent en tout cas d'une autre facture que la petite demi-heure de M. Reagan. L'homme n'excelle pas dans l'impromptu et encaisse chaque question presque comme un mauvais coup. Retenons cependant de cet épisode à la limite de la cruauté que le président a été *« extrêmement ému »* par ses discussions avec *« différents citoyens soviétiques »*, qu'il confiera à son successeur que *« les Russes sont chaleureux »*, qu'il est toujours décidé à partager avec l'URSS la potion magique de la guerre des étoiles lorsque le secret en aura été découvert, et qu'il n'a pas réussi à convaincre M. Gorbatchev de la différence entre droits de l'homme et droits sociaux économiques.

Peut-être ne s'y était-il pas pris de la bonne manière, puisqu'il avait choisi de raconter à cette fin au secrétaire général l'histoire de cette clocharde de New-York qui fit un procès à la municipalité pour avoir le droit de quitter le foyer où on l'avait placée de force et revenir, en plein hiver, sur son trottoir favori. Conclusion de M. Reagan : *« C'est que nous sommes un pays libre. »*

M. Reagan s'était réjoui, au début de cette conférence de presse, des *« nouveaux pas importants »* accomplis au chapitre des négociations START sur la réduction de 50 % du nombre des armes nucléaires stratégiques. Les progrès enregistrés sont pourtant modestes.

Les armements stratégiques

Au chapitre des négociations START, c'est-à-dire de la réduction de 50% des armes stratégiques, les progrès sont modestes bien que M. Reagan ait parlé de *« nouveau pas important »*. Une avancée n'a été accomplie que dans deux des quatre dossiers épineux restant à « boucler ». Celui des missiles mobiles et celui des missiles de croisière lancés à partir de bombardiers. Encore reste-t-il aux négociateurs de Genève, qui ne reprendront leurs travaux que le 12 juillet, à traduire en langage technico-juridique les acquis de Moscou. C'est un exercice extrêmement délicat et qui réserve souvent des surprises plus encore que les poupées russes. *« Le diable se niche dans les détails »*, fait remarquer un expert.

C'est un problème de vérification qui bloquait les choses à propos des missiles mobiles, dont les Etats-Unis auraient préféré l'élimination totale tant ils sont difficiles à déceler avec précision. La difficulté a été tournée en décidant de les « enfermer » dans des zones précises dont ils ne pourront sortir ni par la route ni par le rail. Reste à s'entendre encore sur le nombre et la surface de ces zones (les Américains parlent de 25 kilomètres carrés, les Soviétiques de 100), ainsi que sur une multitude de questions annexes.

Les missiles de croisière lancés à partir d'avions posaient deux questions majeures aux négociateurs : comment les comptabiliser et comment distinguer un missile de croisière équipé d'une tête nucléaire d'un missile portant une charge conventionnelle ? Les réponses avancées à Moscou consistent à considérer que tous les missiles de croisière existant aujourd'hui sont nucléarisés, et il a été décidé de construire d'une manière nettement identifiable d'éventuels missiles conventionnels. De même, il a été décidé d'identifier les bombardiers porteurs de missiles nucléaires pour les différencier des bombardiers classiques, des appareils de transport et de reconnaissance, etc.

Question comptabilité, chaque bombardier équipé pour lancer des missiles de croisière nucléarisés sera considéré comme un lanceur stratégique sur un total autorisé qui sera de 1 600 par pays (et pour un nombre de têtes nucléaires sur lequel il reste encore à s'entendre et dont le total n'excédera pas 6 000). Les bombardiers pouvant transporter des charges nucléaires, mais sans missiles de croisière, compteront pour un seul lanceur, mais aussi pour une seule tête. Là encore les problèmes techniques à régler sont infinis.

La « guerre des étoiles »

Les deux dossiers qui sont restés gelés sont celui des missiles de croisière installés sur des sous-marins et la sempiternelle « guerre des étoiles », ce monstre du Loch-Ness de la stratégie, à laquelle M. Reagan porte un attachement voisin de la passion, sinon de la naïveté. Dans la mesure où il est certain que l'initiative de défense stratégique (IDS) ne survivra pas dans sa conception globale au départ de M. Reagan de la Maison Blanche (M. Bush paraît s'y être rallié plus par respect filial que par conviction profonde, et M. Dukakis y est profondément hostile, comme une grande partie du Congrès), le chef du Kremlin pourrait être tenté de jouer la montre et d'attendre que le problème s'évapore.

Mais ce serait accepter de retarder au moins d'un an la conclusion d'un accord START : la nouvelle administration ne sera en place qu'à la fin du mois de janvier prochain. Elle aura bien besoin de six mois pour maîtriser le dossier. D'où semble-t-il la volonté de M. Gorbatchev d'en terminer au finish sous le règne de M. Reagan, et son regret que *« davantage n'ait pas été fait »*.

Le président américain a paru animé de la même volonté, mais, instruit par l'expérience que lui inflige en permanence le Congrès, il a refusé l'inscription dans la déclaration commune d'une date-butoir pour l'aboutissement des négociations de Genève. *« Un traité n'est prêt que lorsque c'est un bon traité »*, a-t-il dit.

Certains experts n'excluent pas que ce puisse être le cas à l'automne et pensent qu'il faut *« régler la « guerre des étoiles » tant qu'elle vaut encore quelque chose »*, c'est-à-dire avant la passation des pouvoirs à la Maison Blanche.

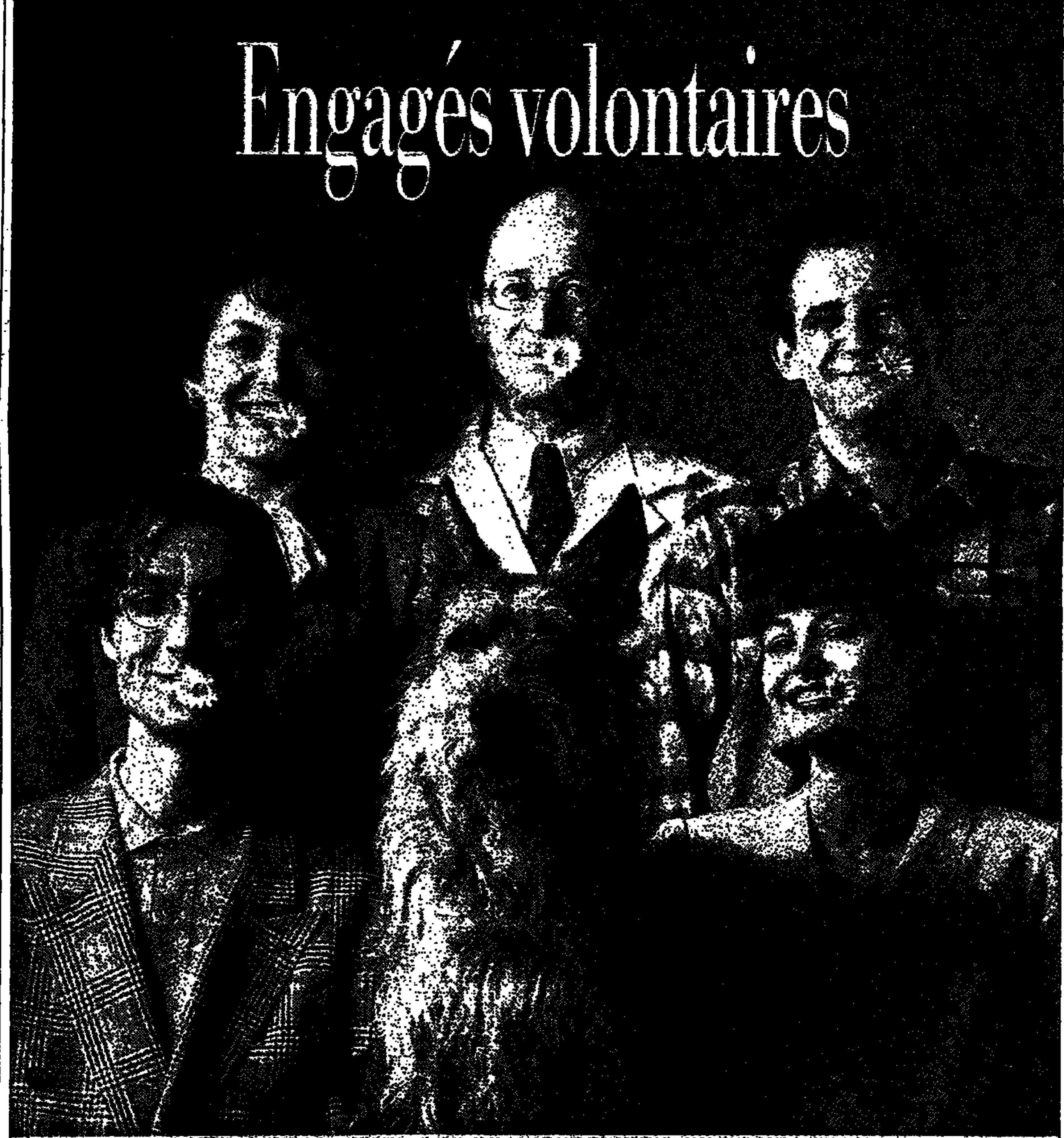
Tous ces retards ont poussé M. Gorbatchev à jouer l'impatience au cours de sa conférence de presse et à trouver *« contradictoire »* de la part des Etats-Unis le fait de signer une déclaration qui proclame la guerre hors jeu tout en prenant leurs précautions pour ne pas se retrouver en difficile posture plus tard.

Autre hésitation manifestée par le secrétaire général : la partie américaine a refusé que soit utilisé le terme de coexistence pacifique dans la déclaration pour qualifier les nouveaux rapports américano-soviétiques. Pourtant, a-t-il expliqué, il avait soumis un brouillon en ce sens au président Reagan dès leur premier entretien dimanche, que ce dernier avait approuvé. Un peut plus tard, un haut fonctionnaire américain devait raconter que M. Gorbatchev avait proposé en fait que la coexistence pacifique soit promue *« en principe universel »* ainsi que la non-ingérence et le libre choix des systèmes politiques. *« Nous avons trop entendu cela depuis vingt ans, et nous n'en voulons pas car ils ont un sens ici et un autre à Washington »*, a-t-il expliqué, sans exclure que M. Gorbatchev aurait essayé de profiter de la situation (un homme fatigué face à un partenaire en possession de tous ses moyens) pour marquer un point illicite.

La grogne gorbatchévienne a fait surface à plusieurs reprises, notamment lorsque le dirigeant soviétique s'est élevé une nouvelle fois contre l'amendement Jackson, qui limite les échanges commerciaux, et lorsqu'il a déploré que M. Reagan n'ait pas voulu aborder en détail le désarmement conventionnel en Europe. La question n'a pourtant jamais été inscrite à l'agenda de Moscou puisqu'elle intéresse en principe et en réalité les pays européens. Les alliés de M. Gorbatchev, il est vrai, sont infiniment plus accommodants que certains des alliés de M. Reagan.

M. Gorbatchev est décidément un bien impressionnant animal politique.

JACQUES AMALRIC
et BERNARD GUETTA.



Europe

URSS : après ses critiques contre M. Ligatchev

M. Boris Eltsine va devoir s'expliquer devant le comité central

MOSCOU
de notre correspondant

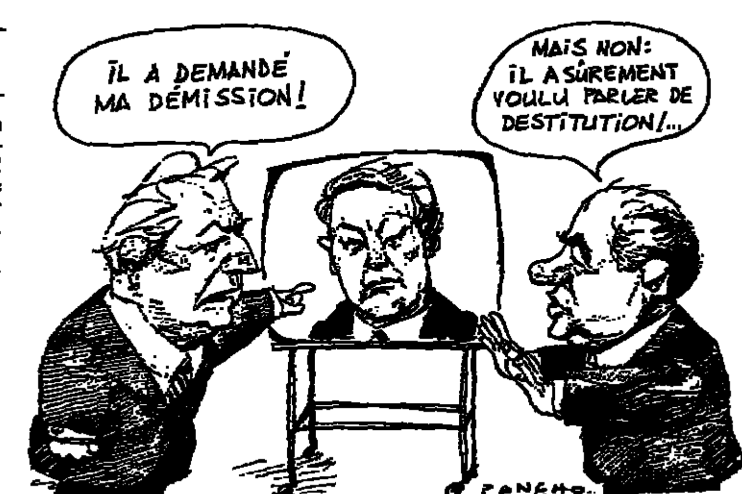
Limogé, il y a huit mois, de son poste de premier secrétaire de Moscou, puis du bureau politique dont il était membre suppléant, M. Eltsine semble maintenant bien parti pour perdre sa place au comité central et offrir par là, pour la deuxième fois, une victoire inespérée aux conservateurs.

Interrogé, au cours de sa conférence de presse de mercredi 1er juin, sur les déclarations faites l'avant-veille à la BBC par l'ancienne étoile montante de la « perestroïka » (*le Monde* du 1er juin), M. Gorbatchev a, en effet, répondu en substance que le comité central avait déjà rejeté, en octobre dernier, les critiques du « camarade Eltsine » contre M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs, et que, s'il les avait effectivement réitérées, il se trouverait alors « *en désaccord avec une décision* » du comité central.

Or, quand un membre du comité central reste en désaccord avec une décision qui y a été déjà prise, il viole les règles du centralisme démocratique et s'expose, automatiquement, à des sanctions. « *Nous, au comité central, devrions demander au camarade Eltsine de quoi il en retourne et ce qu'il cherche* », a donc déclaré M. Gorbatchev, après avoir toutefois indiqué, seule réserve, qu'il souhaitait pouvoir lire la version intégrale de cette interview dont M. Eltsine a démenti le contenu.

Mais s'il semble bien que l'ancien premier secrétaire de Moscou se soit laissé entraîner par le jeu des questions et réponses, et s'il n'a, en particulier, pas exprimé de lui-même le souhait que M. Ligatchev quitte le bureau politique, mais seulement répondu que « *oui* » il le souhaitait, l'authenticité de ses déclarations ne fait aucun doute. On voit en conséquence mal comment M. Gorbatchev pourrait éviter que tout le parti et le pays ne constatent à nouveau qu'on ne s'attaque pas impunément à M. Ligatchev.

Déjà, le secrétaire général a dû catégoriquement déclarer, mercredi, que « *pour ce qui était de la démission du camarade Ligatchev, ce problème ne se pose ni au comité central ni au bureau politique* ». Cette conférence de presse ayant été intégralement retransmise par la télévision, le numéro deux du parti sort renforcé de cet incident qui ne lui aurait pas été plus profitable s'il l'avait organisé lui-même.



Quant à M. Eltsine, on ne peut que se demander si son sens politique est des plus aigus, car il vient, en repartant seul à l'assaut d'une forteresse, de réitérer son erreur d'octobre. Il est vrai que, d'un incident à l'autre, il contribue beaucoup à rendre réelle la « transparence » sur les débats du parti en appelant un chat un chat, et M. Ligatchev un opposant aux réformes.

Cela est sain, et il est probable que la popularité qu'il s'était acquise en octobre sortira renforcée de sa ténacité. Il n'empêche que, à trop montrer la force des conservateurs, dans un pays qui reste fondamentalement attentiste tant la bataille au sommet reste incertaine, on ne renforce pas le poids des réformateurs.

Et cela d'autant moins que, lorsque M. Gorbatchev affirme qu'un départ de M. Ligatchev de la direction n'est aucunement à l'ordre du jour, il ne dit que l'absolue vérité dans la mesure où il considère qu'il serait de la dernière des maladresses d'avoir une direction trop nettement dominée par les réformateurs, et dans laquelle les conservateurs ne pourraient plus placer aucun espoir. Là, considère-t-il, l'affrontement serait inévitable – et favorisé par les tentations d'aller plus vite que ne le permettent les réalités de l'appareil dont M. Ligatchev est un vivant et permanent rappel.

Peut-être M. Eltsine a-t-il voulu prendre date, mais c'était alors pour dans longtemps.

BERNARD GUETTA.

ESPAGNE

L'épreuve de force déclenchée par les syndicats d'enseignants s'est soldée par un échec

MADRID
de notre correspondant

La grève illimitée des enseignants et instituteurs du secteur public organisée par les syndicats à partir du 31 mai a connu un épilogue peu glorieux dès son deuxième jour. Vu la faible participation au mouvement, le comité de grève, qui regroupe des représentants de tous les syndicats, a été contraint d'annoncer le 1er juin sa suspension. La grève avait été suivie par 17 % des enseignants le premier jour et 11 % le second, selon le ministère de l'éducation – 35 %, selon ses propres organisateurs.

Il s'agit là d'un sérieux revers pour les syndicats, qui avaient de toute évidence mal évalué leur capacité de mobilisation. Jusque-là, l'heure avait plutôt paru au radicalisme de la base, qui avait rejeté par référendum le 16 mai dernier un pré-accord conclu entre le ministère et quatre de leurs syndicats. Mais la résolution des enseignants n'en avait pas moins des limites. Le décompte du salaire des journées de grève qui s'accumulaient a bien évidemment contribué à faire réfléchir les intéressés. Mais la poursuite des grèves supposait aussi une épreuve de force dont les enseignants avaient peu de chances de sortir vainqueurs. Le gouvernement avait clairement fait savoir qu'il refuserait de reprendre les négociations tant que le mouvement se poursuivrait.

Une fois celui-ci officiellement suspendu, les conversations devraient pouvoir reprendre rapidement, affirmait-on mercredi au ministère. Elles risquent toutefois d'achopper à nouveau sur la même difficulté : les autorités entendent ne pas dépasser l'enveloppe globale d'augmentations salariales prévue dans le pré-accord rejeté par référendum, soit 36 milliards de pesetas (1,8 milliard de francs), tout en se montrant flexible sur son mode de répartition.

THIERRY MALINIAK.

GRANDE-BRETAGNE : le sort des trois otages au Liban

La fermeté de Mme Thatcher est de plus en plus controversée

Mme Thatcher a refusé jusqu'ici de prendre en main le dossier des trois otages britanniques au Liban, laissant ce soin au Foreign Office. Mais la campagne qui se développe dans l'opinion et les médias, accusant son gouvernement d'« *inaction* » et même d'« *indifférence* », risque de rendre cette position de plus en plus inconfortable.

LONDRES
de notre correspondant

Depuis l'entrée des troupes syriennes dans Beyrouth-Sud, les Britanniques entendent quotidiennement parler de M. Terry Waite. Emissaire personnel de l'archevêque de Cantorbéry, celui-ci a été enlevé le 20 janvier 1987 dans la capitale libanaise, alors qu'il tentait d'intercéder en faveur d'otages américains. Les deux autres sujets de Sa Gracieuse Majesté pris au piège sont un journaliste, M. John McCarthy, et un enseignant, M. Brian Keenan. Tous trois pourraient se trouver actuellement à Beyrouth-Sud.

La libération des otages français a également joué son rôle. Les propos tenus depuis son retour à Paris par M. Jean-Paul Kauffmann ont été largement reproduits par la presse britannique. M. Kauffmann estime que Mme Thatcher, en rejetant par principe toute négociation avec les ravisseurs, n'a pas choisi la bonne méthode. La description qu'il a donnée de ses conditions de détention a fait sensation en Grande-Bretagne.

La doctrine officielle britannique est que toute concession aux preneurs d'otages est « *contre-productive* » et ne peut que les inciter à recommencer. Il n'est donc pas question de payer une rançon, encore moins d'accorder aux Iraniens ce qu'ils demandent implicitement : le rétablissement des relations diplomatiques, suspendues après des expulsions réciproques provoquées par l'arrestation d'un agent consulaire iranien pris en flagrant délit de vol à l'étalage en 1987...

Londres n'ignore pas que le sort des otages dépend, en tout premier lieu, de Téhéran, qui contrôle plus ou moins bien les ravisseurs et, en second lieu, de Damas, avec laquelle les relations diplomatiques sont également rompues. Mais les hauts fonctionnaires du Foreign Office se font un malin plaisir de répéter qu'ils ne transigent pas, eux, avec les terroristes et que si les otages britanniques sont libérés un jour, c'est parce que Téhéran et leurs ravisseurs libanais le jugeront utile.

Trois diplomates britanniques se sont entretenus pendant deux heures, il y a quelques jours, avec M. Kauffmann. Leur mission était officielle mais discrète. Londres entend obtenir le maximum d'informations disponibles sur le sort de ses trois otages. Le docteur Raad, qui a joué un rôle important dans les négociations indirectes entre Paris et Téhéran, affirme que le gouvernement britannique devrait saisir l'occasion. Il a déclaré au quotidien *The Independent* que M. Waite était « *certainement vivant* » et détenu à Beyrouth-Sud. Il croit également savoir que l'émissaire de l'archevêque de Cantorbury a été blessé par balles, peu après son enlèvement, mais s'est rétabli. Selon le docteur Raad, cité par *The Independent* du 30 mai, la situation est « *mûre* » pour que Londres entame des pourparlers avec Téhéran et les ravisseurs.

Tous ces éléments augmentent la pression en faveur d'une attitude plus « *active* » du gouvernement. L'archevêque de Cantorbéry n'est pas davantage épargné. On lui reproche de s'être contenté d'organiser des foyers de prières pour M. Terry Waite. La communauté journalistique commence à se mobiliser en faveur de M. McLarthy, dont la fiancée a demandé, jusqu'ici sans succès, que son sort soit mentionné régulièrement lors des journaux télévisés. Travaillant pour la société Worldwide TV News, qui fournit de nombreux reportages à la chaîne de télévision privée ITV, M. McLarthy avait été enlevé le 17 avril 1986.

Le problème majeur des otages britanniques est que personne ne se sent totalement responsable de leur sort. Le Foreign Office et l'archevêque de Cantorbéry avaient mis en garde M. Waite contre une nouvelle mission au Liban. Enlevé en 1986, enseignant catholique originaire d'Irlande du Nord, M. Keenan pose, de son côté, un petit casse-tête diplomatique. Ayant la double nationalité britannique et irlandaise, Londres et Dublin sont censés s'occuper simultanément de lui. Quant à l'opinion britannique, elle est probablement plus favorable à l'attitude ferme de Mme Thatcher qu'à un « *compromis à la française* ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Amériques

SALVADOR

Le président Duarte dans un état critique

Le président salvadorien Jose Napoleon Duarte devait être opéré, le jeudi 2 juin, d'un cancer à l'estomac et au foie, a annoncé, mercredi soir, à San-Salvador le vice-président de la République, M. Rodolfo Castillo. « *Je demande de la sympathie pour un homme qui est proche de la mort* », a-t-il ajouté à l'intention des journalistes présents, en précisant que le malade était « *dans un état très critique* ».

Le président Duarte a été hospitalisé aux Etats-Unis dans un hôpital militaire de Washington pour ce qui primitivement avait été diagnostiqué comme un « *ulcère malin à l'estomac* ». Il avait admis auparavant, dans une déclaration lue en son nom à l'Assemblée nationale, qu'il était gravement malade et, peut-être, proche de la fin. « *Dieu me permettra de continuer la lutte et ma croisade pour ce en quoi je crois, ou bien il en décidera autrement*, écrivait-il. *Je demande alors à tous d'oublier leur colère comme je pardonne à ceux qui m'ont offensé. Les nations vivent éternellement. La vie d'un homme n'est qu'un passage.* »

Agé de soixante-deux ans, Jose Napoleon Duarte a été élu à la présidence en 1984. Son mandat prend fin en 1989. Allié des Etats-Unis, qui soutiennent son gouvernement, M. Duarte, bien qu'il ait appelé à la réconciliation nationale, a cependant rejeté, la semaine dernière, une proposition de paix du Front de libération nationale Farabundo Marti (FLNFM), principale organisation regroupant la guérilla de gauche. Sa maladie vient déstabiliser un peu plus un pays secoué par plus de sept ans de guerre civile, et que la poussée de l'extrême droite à la dernière élection générale, le 25 mars, ne manque pas d'inquiéter. – (*AFP, Reuter.*)

● **COLOMBIE : la guérilla procastriste revendique l'enlèvement du dirigeant conservateur Alvaro Gomez.** – Le mouvement de guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN, procastriste) a finalement revendiqué, mercredi 1er juin, l'enlèvement le 29 mai dernier de M. Alvaro Gomez, le dirigeant de l'opposition conservatrice. Cette information a été confirmée par plusieurs porte-parole du gouvernement à Bogota. L'enlèvement de M. Gomez avait fait l'objet de plusieurs communiqués contradictoires. Le rapt avait été d'abord attribué à la mafia de la drogue, mais celle-ci avait démenti. – (*AFP.*)

● **ÉQUATEUR : levée de l'état d'urgence.** – Le président équatorien, M. Leon Febres Cordero, a mis fin, le mercredi 1er juin, à l'état d'urgence instauré la veille sur l'ensemble du pays. Cette mesure avait été prise en réponse à l'appel à la grève générale lancé par les syndicats réunis dans le Front unitaire des travailleurs (FUN), marquée par une journée de heurts avec la police anti-émeutes. La grève a été largement suivie dans la capitale, où les transports en commun ont cessé toute activité. Selon le président du FUN, le mouvement a entraîné la paralysie de 80 % de l'activité du pays. Estimation contestée par le ministère de l'intérieur, qui estime que cette grève a été « *un échec* ». Les grévistes réclamaient une augmentation de 140 % du salaire minimum, qui s'élève actuellement à 14 500 sucres (176 FF). – (*AP, AFP, Reuter.*)

MEXIQUE

Le ministre de la défense aurait touché des pots-de-vin

Le ministre mexicain de la défense, le général Juan Arevalo Gardoqui, et d'autres hauts responsables mexicains ont touché des millions de dollars de pots-de-vin de la part de trafiquants de drogue, selon des documents fournis aux Etats-Unis par le procureur fédéral de Tucson (Arizona).

Selon une déposition sous serment d'un informateur de la brigade américaine des stupéfiants (DEA), dont font état ces documents, un complice du trafiquant de drogue mexicain Jaime Figueroa Soto a, en 1984, versé 10 millions de dollars au général Arevalo Gardoqui pour obtenir la protection de ses champs de marijuana dans l'Etat de Chihuahua.

Jaime Figueroa Soto ainsi que neuf de ses complices ont été arrêtés en Arizona jeudi dernier, et des biens leur appartenant, d'une valeur totale de 10 millions de dollars, ont été saisis par les autorités américaines.

Selon les responsables américains, Figueroa Soto est l'un des plus importants trafiquants de marijuana du Mexique, avec une fortune estimée à quelque 150 millions de dollars. – (*AFP.*)

● **ÉTATS-UNIS : Eugene McCarthy candidat indépendant à la Maison Blanche.** – L'ex-sénateur démocrate du Minnesota, Eugene Mc Carthy, âgé de soixante-douze ans, a annoncé mercredi 1er juin sa candidature à la Maison Blanche, en qualité d'« *indépendant* ». Il avait joué un rôle déterminant par son opposition à la guerre du Vietnam, dans la campagne présidentielle américaine de 1968 et est, *aujourd'hui*, chef d'un petit parti indépendant, le Parti du consommateur. – (*AFP.*)

Afrique

MAURICE

Le gouvernement veut diversifier les activités de la zone franche

En visite en France, M. Hervé Duval, ministre mauricien de l'industrie, devait être reçu, le jeudi 2 juin, par M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération. A la tête d'une importante délégation, M. Hervé Duval a participé mardi à une réunion d'information sur les perspectives économiques dans l'île Maurice, organisée à Paris par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Société de promotion et de participation pour la coopération économique (PROPARCO) créée par la Caisse centrale de coopération économique.

Le ministre a fait le bilan des activités de la zone franche, créée dans l'île il y a quinze ans, qui occupe un cinquième de la population active dans un pays où le chômage ne dépasse pas 10 %, chiffre exceptionnel en Afrique. Il a souligné que le but des autorités était maintenant de diversifier les activités de la zone franche pour passer de la simple industrie textile – qui occupe encore 85 % de la main-d'œuvre – à des productions plus complexes et plus rémunératrices, tels les composants électroniques. Il a estimé que l'île Maurice – « *petit Hongkong francophone* » – réunissait de nombreux atouts pour séduire les industriels français soucieux d'adaptation au marché international.

MAROC

Les défenseurs des droits de l'homme ne renoncent pas à leur projet d'organisation

Contrairement à ce qu'indiquait une dépêche d'agence en début de semaine, la nouvelle Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) n'a pas été formellement interdite par les autorités (*le Monde* du 1er juin), mais sa réunion constitutive, prévue pour le 28 mai, a été reportée en raison des objections que suscitait de la part du pouvoir le passé militant de certains de ses membres. Dans un communiqué, diffusé mercredi 1er juin à Rabat, l'OMDH affirme que la réunion constitutive se tiendra « *avant la fin du mois en cours* ».

La même dépêche évoquait les activités d'autres organisations marocaines, notamment celle de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, basée à Paris, dont il était dit qu'elle « *soutient le Front Polisario* ». Cette association nous affirme qu'il s'agit-là d'« *allégations dénuées de tout fondement* », qui « *dénaturent* » ses activités effectives. Elle déclare n'avoir « *apporté à aucun moment un soutien au Front Polisario ni formulé une appréciation positive ou négative sur quelque force politique en tant que telle* ».

SOMALIE

Les autorités démentent que la rébellion ait pris Hargeisa

Mogadiscio (*AFP*). – Le gouvernement somalien a démenti « *catégoriquement* », le mercredi 1er juin, que des rebelles du Mouvement national somalien (MNS) se soient emparé des villes de Hargeisa et de Burao, dans le nord du pays. Un porte-parole officiel a affirmé qu'il s'agissait de « *pure propagande sans aucun fondement* ». Selon lui, « *la sécurité, la stabilité et la paix* » étaient assurées « *normalement* » dans la partie nord du pays. Il a cependant reconnu que des « *bandits armés* » avaient attaqué la ville de Burao, mais, a-t-il ajouté, « *cette attaque a été exagérément grossie* » (*le Monde* du 1er juin).

Le ministère somalien de la défense avait reconnu la semaine dernière qu'une attaque contre Burao avait fait des victimes « *parmi les habitants* » et endommagé quelques bâtiments gouvernementaux. A Mogadiscio, la vie était normale dans la nuit de mercredi à jeudi.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

L'ONU estime que 130 000 réfugiés ont déjà regagné leur pays

Genève (*AFP*). – Le coordinateur de l'assistance humanitaire et économique des Nations unies à l'Afghanistan, le prince Sadruddin Aga Khan, a indiqué, le mercredi 1er juin, à Genève, que cent trente mille réfugiés avaient regagné leur pays depuis la signature, le 14 avril, de l'accord de Genève. De retour d'une mission qui l'a mené successivement à Kaboul, au Pakistan et à Téhéran, il a souligné que toutes les parties accueillaient « *très favorablement* » les efforts entrepris par l'ONU pour résoudre le problème des réfugiés (deux à trois millions au Pakistan et deux millions en Iran) et aider à la reconstruction de l'Afghanistan.

Le prince Sadruddin a estimé que des « *zones de confiance* » doivent être créées pour faciliter le retour des réfugiés qui ne peuvent rentrer que dans la « *clarté, l'honneur et la dignité* » et quand ils le souhaiteront.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, lancera « *au début du mois de juin* » son appel en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan, a précisé le prince Sadruddin, qui se rendra à New-York pour rendre compte de sa mission qui lui a permis d'« *établir le cadre de l'action des Nations unies en Afghanistan* ».

Turquie

Assassinat du président de la chambre de commerce d'Istanbul

Le président de la chambre de commerce d'Istanbul, Niyazi Adiguzel, a été assassiné, mercredi 1er juin, dans le hall de l'hôtel Büyük d'Ankara, en même temps que deux autres personnes, un homme d'affaires, Davut Celik, patron de la firme Detay Aluminium Company, et un journaliste, Mevlut Isik, chef du bureau d'Ankara du journal *Turkiye* (nationaliste). Le meurtrier, ami et avocat des victimes, s'est lui-même tiré une balle dans la tête. Tous les quatre appartenaient, avant le coup d'Etat militaire de 1980, au parti ultra-nationaliste du colonel Turkès.

Un règlement de comptes politique entre anciens militants n'est pas exclu. Mais M. Adiguzel, qui était débiteur de plus de 7 millions de dollars auprès de diverses institutions de crédit, pourrait également avoir été victime de la « *mafia des encaisseurs d'échéances* ». La méthode qui consiste à faire recouvrer des créances par intimidation a fait récemment plusieurs victimes à Ankara. – (*Corresp.*)

Malgré la pression de M. Giscard d'Estaing et les hésitations de M. Méhaignerie

M. Raymond Barre s'apprête à structurer son propre mouvement

C'est une certitude depuis des mois : M. Raymond Barre n'est pas résolu à quitter la scène politique. C'était clair avant le rendez-vous présidentiel. Ce fût le cas encore plus au soir du second tour, quand le candidat battu mais point déshonoré vint expliquer à la télévision que l'heure était venue *« de constituer une force politique solide et responsable, capable de soutenir une action républicaine, libérale, sociale et européenne »*. Depuis, ses déclarations, qui ne sont pas passées inaperçues, ont toutes été parfaitement ajustées pour délimiter la zone du centre.

Dans le même temps, M. Barre s'est gardé de faire le début du plus petit pas sur le terrain de manœuvres de l'UDF. Il a laissé ses composantes s'expliquer entre elles. Il a assisté sans broncher à la résurrection de M. Valéry Giscard d'Estaing et n'a pas interféré dans les états d'âme du CDS. Il a laissé son président, M. Pierre Méhaignerie, monter l'opération du GIR, ce groupe de réflexion centriste lancé au lendemain du second tour.

Cette prudence peut s'expliquer par le fait que M. Barre lui-même et son entourage ont beaucoup hésité sur la stratégie à suivre. Certains, désireux surtout de retrouver leur liberté d'action, ont plaidé pour la stratégie gaulliste du recours, imposant une retraite à Saint-Jean-Cap-Ferrat avec pour tout soutien logistique la parution régulière d'une lettre politique de référence, ou plutôt de résistance.

D'autres, tirant les leçons de la campagne présidentielle et particulièrement de la faillite UDF, ont avancé le projet de constitution d'un grand parti barriste, avec à sa tête, M. Barre lui-même. Demander à l'intéressé de se muer, à soixante-quatre ans, en chef de parti, chacun s'est vite rendu compte que la réussite de l'affaire tiendrait du miracle.

Les barristes semblent s'orienter vers une solution médiane, à savoir le lancement d'une force politique dont M. Barre serait le tuteur et l'inspirateur, plutôt que le patron. L'ancien premier ministre paraît décidé à agir dans ce sens.

Des sigles déjà testés

Dans une lettre aux responsables de ses associations datée du 20 mai, il annonçait qu'il chargeait Mme Gilberte Beaux et M. René Ricol, responsable jusqu'alors du réseau Reel Entreprise, *« de réfléchir aux modalités concrètes permettant l'expression de notre action future »*. Et tout récemment encore, dans un entretien à *Lyon-Figaro* du 28 mai, M. Barre revenait sur cette idée en s'inspirant directement de l'exemple du Parti libéral ouest-allemand, le FDP.

Ce projet est bien avancé. Il sera présenté dans le détail le prochain week-end à M. Barre. Un sigle avait déjà été trouvé : ELSA, Entente libérale sociale d'avenir. Trop sujet à des plaisanteries du minitel rose. Il a été abandonné. D'autres sont actuellement testés à partir de mots plus classiques : confédération ou convention. Trois principes de base ont été fixés : un mouvement clairement positionné au centre, c'est-à-dire capable de capter des électeurs de droite, mais aussi de gauche, et des élus rejetant toute compromission avec le Front national. Ce repère moral sera essentiel pour le lancement de ce mouvement.

Un mouvement jeune et démocratique aussi : son lancement implique *de facto* la suppression de toutes les associations barristes.

Un délégué général sera choisi par département. Avec priorité pour la génération des trente-quarante ans. Un comité directeur serait organisé en septembre pour une grande convention nationale en automne. Un homme est déjà pressenti pour en prendre la présidence : M. Jean François-Poncet. Enfin, des candidats barristes pourraient être lancés aux prochaines élections cantonales. Mais le rendez-vous test sera celui des élections municipales de l'an prochain.

Tout cela est pour l'instant encore à prendre au conditionnel. M. Barre veut encore se réserver quelques jours de réflexion. Si, comme en 1981, il parvient à se faire réélire dès le premier tour à la députation dans le Rhône, fort de cette marque de confiance, il pourrait très bien précipiter le mouvement en annonçant la création de cette nouvelle confédération dès le lendemain du second tour des élections législatives. Il lui faut effectivement aller vite, ne serait-ce que pour ne pas laisser le monopole de l'ouverture aux socialistes. Ceux-ci multiplient les clins d'œil auprès de ses amis. Ne rien faire serait prendre le risque de se voir petit à petit abandonné. Pour ne pas laisser le RPR et le Parti républicain travailler tranquillement au verrouillage de la droite en l'enfermant dans une confédération RPR-PR. Pour éviter enfin de se laisser prendre de vitesse par M. Giscard d'Estaing, qui, comme on peut le prévoir, se précipitera aussi dès le lendemain du second tour pour proposer un plan de rénovation de l'UDF. Entre les deux hommes, la course de vitesse est engagée. Projetant déjà des meetings en province entre les deux tours, M. Giscard d'Estaing va tout faire pour maintenir l'UDF en rangs serrés derrière sa personne. *« L'UDF est un bateau*, confie-t-il. *Quiconque veut en sauter se noiera. »*

L'analyse des barristes est différente. L'UDF est selon eux frappée du mal de la droite. Il s'agit maintenant de proposer des bouées de sauvetage à tous ceux qui sont, quoi qu'il arrive, décidés à quitter ce navire. Les barristes du PR, les adhérents directs, les trois ministres de l'ouverture, MM. Michel Durafour, Lionel Stoleru et Jacques Pelletier, ont déjà été approchés.

Reste le problème du CDS. Les barristes ne demandent pas mieux que de travailler avec eux. Mais la prudence de M. Méhaignerie, qui a repris langue avec M. Giscard d'Estaing, les exaspèrent. Certains centristes sont toutefois décidés à prendre les devants. Dans l'entourage de M. Barre lui-même, tout le monde n'est pas d'accord sur cette stratégie. A l'UDF, le Parti républicain se gausse déjà, dans sa nouvelle lettre *le PR au quotidien*, de ce projet de grande force libérale à l'allemande. *« Et pourquoi pas l'UDSR* (1) *pendant qu'on y est ? »* ironisent les léotardiens. Enfin il se pourrait aussi que ce projet crée quelque remue-ménage à Lyon. *« Mon parti, c'est Lyon »*, vient de déclarer M. Barre. Pour se donner les moyens de ses nouvelles ambitions, M. Barre pourrait être en effet aussi amené à réfléchir sur l'opportunité de prendre, comme M. Jacques Chirac à Paris, la mairie de Lyon ou, comme M. Giscard d'Estaing en Auvergne, de convoiter la présidence du conseil régional. *« Vous me voyez m'occuper du ramassage des poubelles ? »*, avait-il répliqué lorsqu'en 1983 la mairie de Lyon lui avait déjà été proposée. Aujourd'hui il ne dit plus tout à fait non.

DANIEL CARTON.

(1) L'Union démocratique et socialiste de la Résistance, fondée en juin 1945, notamment par M. François Mitterrand, a regroupé des socialistes, des centristes et des radicaux qui ont participé aux gouvernements de la IVe République. En 1965, l'UDSR devint l'une des composantes de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste).

En campagne dans le Finistère

M. Chirac : « L'ouverture est une mise en scène »

BREST
de notre correspondant

M. Chirac, venu à Brest, le mardi 1er juin, soutenir la candidature de M. Bertrand Cousin, RPR, député sortant des Côtes-du-Nord, alors que se présente également M. Jacques Berthelot, ancien maire (divers droite), a tout d'abord rappelé devant quelque deux mille personnes les raisons de sa défaite : *« Notre échec est probablement dû au fait que nous avons mal apprécié l'erreur d'avoir deux candidats, ce qui a créé un peu de trouble et de confusion dans l'opinion publique ; et que nous avons mal réalisé la nature profonde de l'inquiétude et du mécontentement qu'avait suscités la politique du Parti socialiste depuis 1981 (...) et que nos concitoyens ont exprimé en votant pour le Front national.*

» Ceux qui votaient pour le Front national votaient en réalité pour M. Mitterrand, c'est-à-dire pour l'auteur et le promoteur des maux contre lesquels ils prétendaient se battre. »

Et M. Chirac a poursuivi : *« L'ouverture est une mise en scène pour masquer une "élection précipitée". Les socialistes peuvent en permanence dire une chose et faire le contraire. (...) Dans le domaine de la tromperie, ils ont le bénéfice de la continuité et de la ténacité. »* Pour le président du RPR, *« l'ouverture, c'est tout autre chose ; c'est un état d'esprit, c'est un dialogue ; elle aurait supposé que la politique générale du gouvernement soit exprimée par le premier ministre devant le Parlement et que celui-ci fasse la synthèse des problèmes, au-delà de ceux des socialistes ». « Chacun aurait alors pu se déterminer. C'était la démarche normale, digne, honnête, respectueuse des hommes et des femmes de notre pays.*

» Le processus retenu par les socialistes a pour objectif de ravir les pleins pouvoirs pour les seuls dirigeants du Parti socialiste ; l'ouverture se résume au débauchage et aux ralliements. Le Parti socialiste est incapable de s'ouvrir car c'est un parti sectaire, idéologique, dogmatique. Tout ce qu'il peut ouvrir, c'est son portefeuille pour acheter quelques ralliements. »

GABRIEL SIMON.

Dans les cabinets ministériels

● **Au secrétariat d'Etat au logement : M. Leroy, directeur du cabinet.** — M. Patrice Leroy a été nommé directeur du cabinet de M. Philippe Essig, secrétaire d'Etat au logement auprès de M. Maurice Faure, ministre de l'équipement.

[Né en 1943 à Tours (Indre-et-Loire), diplômé d'études supérieures de sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Leroy a fait carrière à la direction des ports et de la navigation intérieure, puis à la direction départementale de l'équipement du Finistère, à la direction pour l'urbanisme et la construction, et à la direction des transports terrestres. Il fut, de janvier 1987 à mai 1988, directeur du cabinet de M. Essig, alors président de la SNCF.]

● **Au cabinet du ministre de la défense.** — Sont nommés : directeur adjoint, M. Gérard Cureau (préfet) ; conseiller diplomatique, M. Marc Perrin de Brichambaut (maître des requêtes au Conseil d'Etat) ; conseiller pour les affaires budgétaires, financières et domaniales, M. François Auvigne (inspecteur des finances) ; conseiller des affaires industrielles et de l'armement, M. Jean-Paul Gillybœuf (ingénieur en chef de l'armement) ; conseiller pour les affaires juridiques et la gendarmerie, M. Olivier Guerin (conseiller à la cour d'appel) ; conseiller pour les affaires sociales, M. Maxime Jacob (contrôleur des armées) ; conseiller pour la communication, Mme Annie Solo ; conseiller pour les relations avec le Parlement, Mme Nicole Bricq.

● **M. Jacques Corbon**, qui était directeur du cabinet de M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et qui est préfet hors classe après avoir été préfet de région, est admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial.

Mouvements au Sénat

M. Georges Dessaigne, sénateur Union centriste de la Mayenne, s'est démis de son mandat pour permettre à M. Jean Arthuis (UDF-CDS) de se représenter au Sénat.

Ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi puis auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation chargé de la consommation, M. Arthuis est le deuxième membre du gouvernement de M. Chirac, venant du Palais du Luxembourg, à manifester le souhait d'y retourner.

Pour M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), ce retour s'est effectué automatiquement après la démission de M. Emile Tricon dont il était le suivant de liste (*le Monde* du 13 mai). Quant à MM. Jacques Valade (RPR, Gironde) et René Monory (UDF-CDS, Vienne), il faudrait que leurs suppléants respectifs, MM. Jacques Boyer-Andrivet (non-inscrit) et Jacques Grandon (Un. cent.), se démettent de leur mandat pour provoquer une élection partielle. Il est procédé à ces élections partielles dans un délai de trois mois.

● **Au conseil des ministres.** — M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, a rappelé au conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 1er juin au palais de l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand, que le résultat négatif des échanges extérieurs de la France, pour le premier trimestre de cette année, est de 4 milliards de francs. Afin d'aider les entreprises exportatrices à affronter la compétitivité internationale, M. Fauroux a décidé de créer, par pays ou par groupe de pays partenaires commerciaux de la France, un « club », associant les chefs d'entreprise et les fonctionnaires concernés.

Politique

La campagne pour

Dans les Bouches-du-Rhône

« La bataille de Marseille est aussi la bataille de la France »

affirme M. Jean-Marie Le Pen

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat aux élections législatives dans la 8e circonscription des Bouches-du-Rhône, a réuni, le mercredi 1er juin, en plein air sur un parking de Marseille, quelque deux mille deux cents personnes.

M. Le Pen, qui était entouré de l'ensemble des candidats présentés par le Front national dans les Bouches-du-Rhône, a exalté *« la bataille de Marseille, qui est aussi la bataille de la France »*. Après avoir rappelé qu'il est *« bien entendu »* qu'il s'efforcera, en cas de succès lors de ces élections, de *« chasser »* l'année prochaine le maire socialiste de Marseille : *« Nous avons assigné à la Provence et à Marseille*, a encore déclaré le responsable du Front national, *d'être la tête de pont de la République et de la nation. »*

Le président du Front national a accusé M. François Mitterrand d'avoir *« commencé »* son second septennat par une véritable *« forfaiture »* en prononçant rapidement une dissolution de l'Assemblée nationale dont M. Le Pen conteste les conditions (*le Monde* du 2 juin). Il a stigmatisé une nouvelle fois des pratiques institutionnelles qui sont, selon lui, celles d'une *« République bananière »*, et s'en est pris, comme d'habitude, au rôle des sondages qui, en sous-estimant systématiquement ses chances, auraient nui à leur concrétisation lors du premier tour de l'élection présidentielle.

L'attitude de l'ancienne majorité parlementaire, qui *« essaie de sauver ses places à tout prix »*, notamment par un ample recours aux candidatures uniques, constitue pour M. Le Pen une pratique qui peut être assimilée à l' *« entente illégale »*.

Il est absolument *« normal »*, a encore estimé M. Le Pen, de voir les responsables du Front national se replier, compte tenu des circonstances, dans le *« bastion »* provençal pour y continuer le *« combat »*.

M. Le Pen a ensuite développé les divers thèmes de ce combat : défense *« de la patrie, de la nation, de la famille, de la liberté du travail »*, assumée par un mouvement politique qui s' *« oppose à ce que l'immigration soit irrésistible et irréversible »*.

« Tout le monde s'est vanté de se le manger, Le Pen, a d'autre part ironisé, en imitant l'accent provençal, le président du Front national, *mais ils ont préféré se le manger dans la circonscription d'à-côté. »* Allusion à M. Bernard Tapie, *« un affairiste, non pas un entrepreneur, mais un repreneur »*, candidat soutenu par le PS dans la 6e circonscription. M. Tapie, qui aux dires de M. Le Pen *« pourra le 12 juin se racheter lui-même pour un franc symbolique »*.

« L'espérance française est Marseille » a enfin affirmé M. Le Pen, avant de conclure son intervention par une citation de l'hymne national : *« La victoire en chantant nous ouvre la barrière, la liberté guide nos pas. »*

MICHEL KAJMAN.

Y-a-t-il un socialiste dans la salle ?

Y-a-t-il un socialiste dans l'assistance ? Au moins un : M. Patrick Menucci, chargé à la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône de l'organisation et de la communication, venu *« entendre une fois dans sa vie »* un meeting de M. Le Pen.

Reconnu à l'entrée, il a sans difficulté payé son billet d'entrée, 20 francs, tout en émettant en souriant l'espoir que *« la fédé remboursera »*.

A la sortie, une autre connaissance l'a interpellé : *« Alors ? » « Très intéressant »*, a répondu sobrement M. Patrick Menucci.

Les « gueules noires » de Gardanne

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Les politiciens à la mine. Dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône (Gardanne), le long et âpre conflit des houillères du bassin de Gardanne aura mis à l'épreuve tous les candidats en présence. Plus d'un mois de grève, de multiples incidents, des ouvriers et une population divisés, un commerce durement touché. A chacun de se déterminer pour gagner ou perdre des voix dans un climat empoisonné.

Le sort de cette circonscription composite, à demi résidentielle et à demi industrielle, séparée de Marseille par la chaîne de l'Etoile qui la coupe en deux, se jouera peut-être en partie, le 12 juin, sur des considérations sociales. Parmi les candidats : M. Bruno Megret, député sortant FN de l'Isère et ancien directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen, dont la tâche s'annonce difficile. M. Megret, en effet, n'a pas été le mieux servi dans le *« redéploiement des candidatures du Front national »*.

Des trois dirigeants du FN parachutés dans les Bouches-du-Rhône, il est le seul à ne pas être assuré de participer au second tour de scrutin. Bien que d'assez peu il est vrai (579 voix sur 72 359 suffrages exprimés), MM. Chirac et Barre ont fait mieux que M. Le Pen le 24 avril. Et M. Mitterrand, le 8 mai, l'a emporté avec 52,10 % des voix. Tous ses efforts tendent donc à devancer, le 5 juin, le candidat de l'URC, M. Claude-Maurice Siméoni, un chirurgien de soixante-deux ans, maire RPR de Simiane-Collongue. Eventuellement alors, il affronterait au second tour le candidat de la majorité présidentielle, M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, maire de Grans (émigré de la neuvième circonscription, politiquement moins sûre), qui devrait remporter la primaire à gauche qui l'opposera au maire communiste de Gardanne, M. Roger Meï.

Pour tous, un écueil : la grève des « gueules noires » déclenchée le 29 mars par la CGT pour des revendications salariales. M. Roger Meï, ancien instituteur, proche des communistes critiques, qui a été désigné à droite comme le chef d'orchestre de ce conflit, n'est pas le plus à l'aise des candidats. S'il s'est rangé *« clairement »* aux côtés des grévistes et s'il a œuvré depuis des années pour trouver des solutions à la crise du bassin minier (1), il admet pourtant que la dégradation de la situation sociale en pleine campagne électorale ne sert pas sa candidature. Aussi s'est-il employé à favoriser – en vain – un compromis acceptable. On l'a vu notamment intervenir pour faire cesser la séquestration du directeur de production de la mine, action qu'il avait publiquement désavouée. *« Je suis*, dit-il, *un homme raisonnable qui peut rapprocher les points de vue. »*

A l'inverse, M. Megret s'est résolument rangé dans le camp des non-grévistes (600 sur 1 800 salariés), sans que sa tentative de récupération politique soit pour autant couronnée de succès. Au petit matin du 26 mai, sur la place de Simiane-Collongue où ils étaient réunis, les anti-CGT lui ont dit qu'ils *« préféraient rester entre eux »*. Prudent, M. Siméoni s'est, de son côté, retiré sur une *« position constitutionnelle »* en se prononçant à la fois pour le droit de grève et pour la liberté du travail. M. Vidal, lui, s'est frotté aux grévistes, qui lui ont réservé un accueil plutôt frais. *« Je leur ai indiqué*, explique-t-il, *que je ne reviendrais les voir qu'avec des résultats concrets. »*

M. Megret compte surtout sur une *« dynamique Le Pen »* et sur l'impact des candidatures de l'état-major du Front national dans le département, *« qui fait de la Provence le centre de gravité politique de la France »*. Il ne néglige pas cependant sa campagne sur le terrain, visitant une à une les dix-huit communes de la circonscription, dont la moitié sont communistes et représentent 40 % des inscrits. L'immigration (espagnole, italienne et arménienne plus que maghrébine, charbon oblige) ne soulève pas de grands problèmes. L'insécurité, elle, se manifeste essentiellement par un record de cambriolages, plaie de toutes les communes- dortoirs aux environs des grandes villes,.

GUY PORTE.

(1) La municipalité de Gardanne a notamment pris l'initiative de cofinancer avec le conseil général des Bouches-du-Rhône une étude sur la transformation du charbon local en ultracarbofluide (charbon liquide susceptible de remplacer le fuel domestique).

Le combat solitaire de Hyacinthe Santoni

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Pathétique Hyacinthe Santoni ! Malgré la perte successive de ses mandats de conseiller général en 1985 et de député en 1986, malgré sa mise à l'écart de la fédération des Bouches-du-Rhône, puis des instances nationales du RPR, malgré enfin son exclusion du mouvement gaulliste pour sa candidature dissidente aux législatives, il espère encore triompher seul contre tous dans son *« combat pour la vérité »*. Son parti l'a renié, les rangs de ses *« compagnons »* se sont clairsemés, la presse locale de droite l'ignore, les fonds manquent mais il lui reste son *« honneur »* et surtout un esprit de revanche aiguisé.

Le hasard n'est pas pour rien dans sa décision de se présenter dans la 5e circonscription contre l'actuel secrétaire fédéral du RPR et député sortant, M. Maurice Toga (URC). Selon M. Santoni, un accord aurait été conclu en 1986 avec M. Toga, aux termes duquel si le RPR ne remportait qu'un siège — au lieu des deux escomptés — il devait lui revenir de droit, bien qu'étant second de liste. Las ! M. Santoni a été jeté aux oubliettes, après avoir connu, il est vrai, bien des déboires comme secrétaire de la fédération auxquels ses méthodes autoritaires n'étaient pas étrangères. A M. Toga, qu'il a accusé de poursuivre de *« misérables ambitions personnelles »*, M. Santoni oppose son *« mépris pour des gens qui veulent des places et n'en ont pas honte »*.

Dans cette cinquième circonscription (cinquième arrondissement de Marseille et partie du sixième), où M. Chirac a obtenu 52,3 % des suffrages exprimés le 8 mai, la présence de M. Santoni a créé une situation confuse. Le candidat du Front national, M. Gabriel Domenech, ancien rédacteur en chef du *Méridional*, qui est député sortant, pourrait en être le bénéficiaire puisque le score de MM. Chirac et Barre n'était, le 24 avril, que de 30,2 % contre 27,2 % à M. Le Pen. D'où les tentatives faites par le RPR pour tenter de dissuader M. Santoni de se présenter.

« Les menaces n'ont pas eu raison du petit instituteur, lance-t-il fièrement. *On m'a offert également une très bonne place et beaucoup d'argent, mais j'ai répondu en vrai gaulliste. »* Son crédo : *« Fidélité, honnêteté, courage. »* Il a battu le rappel de ses amis, *« de petits militants qui paient de leur poche la colle des affiches »* et sillonnent la circonscription *« nuit et jour »*. Son budget de campagne : 60 000 F, dont 30 000 avancés par son frère et 10 000 par l'une de ses tantes... Son étiquette de circonstance : l'Union démocrate et libérale, délibérément associée au logo du RPR (utilisation pour laquelle il vient d'être condamnée).

Il reconnaît, certes, que son combat *« est celui de David contre Goliath »*, tout en rêvant de *« donner une gifle aux états-majors des partis »*. M. Santoni a fait des émules. Autre exclue du RPR, Mme Jacqueline Grand, qui, jadis, avait affronté dans son fief Gaston Defferre, a provoqué, elle aussi, une primaire sauvage dans la troisième circonscription, mais sous sa propre bannière de l'Union de la droite. Sous l'étiquette de l'Union des démocrates et libéraux, trois autres dissidents du RPR, MM. Noël Ghipponi, Jean-Pierre Castellani et Jacques Estrade, joueront également les trouble-fête dans les première, deuxième et sixième circonscriptions.

G. P.

A Fréjus

M. Léotard sous les tirs croisés

FRÉJUS
de notre envoyé spécial

Ce n'est pas une campagne électorale, c'est une carte postale de la Côte d'Azur au printemps. Le ciel est d'un bleu intense. Le mistral ploie les bouquets d'aloès et, malgré le soleil, les retraités serrent frileusement leur petite laine. Ils sont une trentaine, presque tous âgés, le mardi 31 mai à 9 heures, venus au bureau municipal de Boulouris – un quartier résidentiel de Saint-Raphaël – pour écouter M. François Léotard, candidat de l'URC dans la cinquième circonscription du Var.

Le maire de Fréjus a beau «cogner» sur les socialistes sans faire de détail (l'impôt sur la fortune, affirme-t-il, touchera en fait, tôt ou tard, le *« le patrimoine moyen des Français »*, c'est-à-dire *« les résidences secondaires »*), ses auditeurs sont encore plus virulents : ils lui reprochent amèrement de n'avoir pas, entre 1986 et 1988, épuré la télévision, noyautée, jugent-ils, par les socialistes. Ils regrettent son ostracisme à l'égard du Front national. Pour eux, visiblement, M. Le Pen avait vocation à être partie prenante de la majorité de droite.

Dans cette petite salle discrète, loin du regard des médias nationaux, il serait tentant de suivre le mouvement, ou au moins de noyer le poisson. Mais non. Assisté du maire de Saint-Raphaël, M. René-Georges Laurin, sénateur RPR, le candidat – non sans courage dans cette circonscription où, le 24 avril, M. Le Pen a devancé tous les autres candidats – ne dévie pas d'un pouce de sa ligne, face à la résistance des papies. *« En vous regardant en face, comme disait l'autre*, lance M. Léotard à l'un de ses contradicteurs, *il y a des choses que je n'accepterai pas. »* Si les 14 % d'électeurs de M. Le Pen ne sont pas des *« fascistes »*, rappelle-t-il, M. Jean-Marie Le Chevallier, directeur de cabinet de M. Le Pen, et parachuté face à M. Léotard, a, lui, bel et bien fait le salut fasciste à Rome, lors du récent congrès du MSI. *« Je ne veux pas revoir le salut fasciste en France »*, martèle, tranchant, M. Léotard, tandis que la salle murmure.

La grogne feutrée de ces presque-lepénistes en chaussons témoigne, en partie, de la situation inconfortable qui est aujourd'hui celle de M. Léotard. Quoi qu'en dise M. Le Chevallier qui juge avoir *« deux chances sur trois »* de l'emporter, une défaite de M. Léotard constituerait une grosse surprise. Elle n'est, en tout cas, pas inscrite dans les chiffres d'une circonscription – la plus à droite d'un département lui-même de droite – qui a donné, le 8 mai, 61,25 % de ses suffrages à M. Jacques Chirac. Mais qu'on s'en réjouisse – comme le PS ou... le RPR, qui verse des larmes de crocodile sur les malheurs de « Léo » – ou qu'on le déplore, tout le monde ici en convient : c'est dur pour M. Léotard.

Après avoir atteint son firmament, l'étoile filante entame le mauvais côté de la courbe. L'entourage du maire proteste à peine à l'évocation d'un *« désamour »* de Fréjus : la défaite de l'élection présidentielle a servi de catalyseur aux mécontentements, comme si les Varois de droite faisaient personnellement reproche de cette défaite à l'ancien ministre de la communication, comme si la douche froide du 8 mai avait, d'un coup, ôté ses belles couleurs et son éclat à la statue médiatisée. L'usure du pouvoir touche le maire, qui a dû délaisser la ville pour s'occuper de son ministère, et se voit aujourd'hui attaquer sur les deux fronts.

Le choix du FN

Ni les chiraquiens, ni les barristes, en outre, ne feront de cadeau au secrétaire général du PR, au moins au premier tour : le RPR voulait un suppléant de sa couleur politique. Il ne l'a pas eu et risque de s'en souvenir. Les barristes, de leur côté, ont probablement mal digéré que leur champion arrive, avec le soutien officiel de M. Léotard et dans son fief, loin derrière M. Chirac. Un candidat marginal local, M. Henri Charrier, se présente en tant que *« déçu* [...], *comme les électeurs de Raymond Barre et tant d'autres encore, par François Léotard »*. Les positions de M. Léotard sur le FN risquent de lui aliéner au premier tour une partie de l'électorat de droite. Enfin, la traditionnelle rivalité clochemerlesque entre Fréjus et Saint-Raphaël (qui sont tous deux dans la circonscription de M. Léotard) peut lui coûter quelques voix.

Face à ses principaux adversaires (le candidat communiste, M. Bertrand Barbagelata, ne peut pas espérer un score important), le candidat de l'URC mise sur son ancrage local et une campagne de *« proximité »*. *« Fidèle au pays »*, c'est le slogan de M. Léotard. M. Le Chevallier, lui, vient d'arriver dans le département. Il loge à l'hôtel et fait campagne essentiellement sur le thème commun à tous les candidats du FN de la *« préférence nationale »*. Le candidat PS, M. Pierre-Yves Collombat, est le maire de Liganières, dans le Haut-Var, loin de Fréjus comme de Saint-Raphaël.

En 1981, M. Léotard était passé au premier tour. Aujourd'hui, le maire de Fréjus se satisferait, dit-il, de 45 % des suffrages le 5 juin. Son directeur de cabinet, M. Roland Halin, serait même content au-delà de 40 %. A l'inverse, M. Collombat, dans ses rêves les plus fous, se voit faire jeu égal, aux alentours de 35 %, avec l'ancien ministre.

Pour la seconde manche, M. Le Chevallier affirme qu'il se maintiendra face à M. Léotard, ce *« socialiste clandestin »*. Mais le candidat du FN reconnaît qu'il plierait à un accord national et à ses clauses éventuelles pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Du côté de M. Léotard, on jure qu'il n'y aura aucune négociation entre les deux tours avec M. Le Chevallier.

Un scénario plus machiavélique, toutefois, n'est pas à exclure. Le quotidien *Var-Matin* se fait l'écho de rumeurs selon lesquelles un accord avec le FN serait envisagé dans le Var. Mme Yanne Piat, dans la troisième circonscription, pourrait tenter sa chance sans être gênée au second tour par un candidat de l'URC. M. Maurice Arreckx, président UDF du conseil général du Var, ne vient-il pas de déclarer que dans cette troisième circonscription, il préfère un député FN plutôt qu'un élu PS ? (*le Monde* du 2 juin.)

En échange, le FN ne poserait pas de problème à l'URC dans la première et la cinquième circonscription, celle de M. Léotard. Ainsi, selon ce scénario, le maire de Fréjus pourrait-il garder les mains blanches et se payer le luxe de critiquer M. Le Chevallier... d'autant plus librement qu'il n'aurait pas, au second tour, à craindre de retour de bâton.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Dans le Haut-Rhin

Le bazooka du porte-voix du Front national

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Evidemment, quand on l'écoute, on frissonne. Gérard Freulet, ci-devant député du Front national du Haut-Rhin, parle au bazooka quand les autres lancent timidement des fléchettes. Avec son large sourire de bon gars du pays pas né de la dernière pluie, il vous tend des tracts bien simples. Ah ! la belle propagande ! Ah ! la pauvre petite Alsacienne, coiffe sur les oreilles, tchador sur la bouche...

C'est son côté peuple. Cet ancien vice-manitou local des limonadiers sait y faire : *« Moi, j'offre les apéros. Les cafetiers, c'est une caisse de résonance terrible. »* Les marchés, les ZUP, les ruelles humides et sordides, voilà son empire. *« J'écoute, moi. Et je tracte, je tracte tout le temps. »* Combien de petites Alsaciennes, le regard effarouché, tout juste au-dessus de la ligne de flottaison du tchador, pour combien d'électrices convaincues qu'il faut « faire quelque chose » ?

Bien sûr, il ne sera pas élu, mais il prévient tout de suite : *« Je n'en fais pas un fromage. »* Il a l'impression d'avoir l'avenir pour lui, cet ex-RPR parti convoler voici quelques années avec des valeurs fortes : pas de doute, l'Alsace est un capital qui va fructifier. Mulhouse, cette ville qui *« devient le Marseille de l'Alsace »*, a donné plus de 23 % de ses voix à Jean-Marie Le Pen. Et toute la région, dans un défoulement rare, campagnes et villes mêlées, a hissé le Front national au-dessus de Jacques Chirac et Raymond Barre. Les vignerons, les bons vignerons, ont expédié au tapis la vieille droite des notables.

Ravi, Gérard Freulet veut bien se donner la peine d'expliquer le pourquoi du comment au Parisien égaré. Apocalyptique : *« Les Alsaciens regardent en face, la Suisse et l'Allemagne. Ici, c'est le bordel, la grisaille, les ZUP, les voitures déglinguées. Près de quarante mille Alsaciens travaillent là-bas. En rentrant, ils ont l'impression de passer tous les jours le mur de la honte. »* Sombre : *« Je les vois, les Bâlois, les Fribourgeois. A côté, on est des petits joueurs. On cause de l'Europe ; eux, ils la font. »*

Et puis l'immigration. Ou plutôt les immigrés. *« Il y en a trop. Le dimanche, les gens filent dans les Vosges. »* Un centriste souffle : *« Ils sont moins de 20 % à Mulhouse. »* Gérard Freulet se dresse, dévoile un plan de la ville : *« Les chiffres sont faux. Pour moi, ils sont 30 %. Regardez, ici, en plein centre-ville, ils vont construire un centre islamique sur 2 000 mètres carrés. Eh bien ! nous avons eu 41,18 % des voix dans ce bureau de vote. Vous savez, dans cette région, les curés commencent à apprendre qu'ils ont à faire face à la djihad. Il y a douze ou treize curés qui ont adhéré chez nous dans le Haut-Rhin. »*

La « libanisation »

Volubile, Gérard Freulet touille sans faiblir ce brouet local. Et comme les législatives ressemblent furieusement, ici, à un premier tour des municipales, il aligne le maire Joseph Klifa, juif pied-noir parti au combat sous les couleurs de l'URC après avoir décliné les propositions de l'Elysée et de Matignon. *« Il ne sent pas le pouls de sa ville. Il n'a pas les mêmes racines. C'est une région, l'Alsace. Elle existe depuis mille ans. C'est comme si, demain, je devenais maire d'Alger ou de Mascara. »*

Dans sa mairie, Joseph Klifa frémit mais ne dit mot. Ses grandes affiches, bien en vue dans la ville, sont censées résumer son combat : *« Le sens de l'action. L'efficacité en plus. »* Parti en campagne le premier, il s'est offert deux pages de publicité dans *l'Alsace*. Une campagne tout de même du bout des doigts, car on ne le verra pas sur les marchés. *« Je ne suis par racoleur ! Je ne vais pas aller raconter comme je suis beau, intelligent, pour conclure : vous ne me verrez plus avant la prochaine élection ! »*

Sûr de son bilan mais incertain du vote, Joseph Klifa éprouve en fait la dureté des temps et la difficulté à jouer des coudes pour écarter, sur sa droite, le remuant Gérard Freulet et, sur sa gauche, un redoutable concurrent, Jean-Marie Bockel, député socialiste, ancien secrétaire d'État au commerce, à l'artisanat et au tourisme, venu le défier sur son terrain. Un candidat de l'ouverture, déterminé à l'emporter cette fois dans l'espoir de gagner la mairie l'année prochaine.

Lui, trente-huit ans, n'hésite pas à descendre dans la rue et à serrer les mains des commerçants dont certains s'émeuvent : *« Vous n'avez pas changé. François Mitterrand a dissous l'Assemblée nationale tout de suite après avoir dit qu'il ne le ferait pas. Vous parlez d'une ouverture !*

– Pour faire l'ouverture, il faut être deux.

– Et le gouvernement, avec les Jospin, les Mermaz.

– ... Jospin risque de surprendre », répond prudemment notre député.

Le soir même, à Brunstatt, Jean-Marie Bockel, sous les guirlandes de crêpe de la salle des fêtes d'une auberge, reprend la grande leçon de pédagogie sur l'« ouverture » devant des militants sceptiques. Le message passe nettement mieux lorsqu'il affirme : *« Je suis le plus apte à faire reculer le Front national. »* Justement à la même heure tardive, à Mulhouse, Gérard Freulet s'oppose avec fougue à la *« libanisation »* de la ville. De toute manière, pour les petites Alsaciennes, le marchand de sable est déjà passé.

LAURENT GREILSAMER.

Politique

les élections législatives

A Paris

Pierre Bas, sous les couleurs du gaullo-centrisme

A Paris, pour avoir le soutien du RPR, il vaut mieux être chiraquien que gaulliste, même si la fidélité au maire de la capitale se conjugue avec l'admiration pour Jean-Marie Le Pen ! Pierre Bas en fait la cruelle expérience puisque, pour porter les couleurs de l'URC dans la troisième circonscription (le 7e arrondissement plus une partie du 6e), le mouvement auquel il a toujours appartenu lui a préféré Edouard Frédéric-Dupont, qui, en cinquante ans de vie politique, a collé sur ses affiches presque toutes les étiquettes de la tumultueuse histoire des droites françaises, avant de se faire réélire il y a deux ans sous celle du Front national.

Nul ne peut contester à Pierre Bas ses brevets de gaullisme. Ancien chargé de mission à l'Elysée au début de la Ve République, il fut député du 6e arrondissement de Paris sans interruption de 1962 à 1986, sous les divers sigles que connus le mouvement gaulliste. En tant que président du groupe gaulliste à l'Hôtel de ville, il fut même, en 1977, l'un de ces féodaux qui, à la tête des grognards du général, refusèrent de livrer la capitale à un féal du suzerain d'alors, Valéry Giscard d'Estaing, et qui, pour cela, appelèrent à la rescousse Jacques Chirac.

Depuis, tout a bien changé. Les causes de la rupture elle-même sont sujettes à dispute. *« C'est parce que, dès 1978 j'ai apporté mon soutien à Raymond Barre que les chiraquiens m'en veulent »*, assure le vieux gaulliste. *« C'est parce qu'en 1983 Jacques Chirac a tenu à séparer les fonctions d'adjoint sectoriel de celles de maire d'arrondissement, et a donc empêché Pierre Bas, devenu maire du 6e arrondissement, de rester adjoint à la culture, que celui-ci lui en veut »*, répliquent les proches du maire de Paris.

Si le point de départ est flou, la suite est connue. Pierre Bas devint de plus en plus barriste... et de moins en moins chiraquien. En 1986, il n'y a pas de place pour lui sur la liste du RPR aux élections législatives, mais affirme-t-il, *« Jacques lui-même m'a promis que je retrouverais ma circonscription à la première occasion ; il m'a fait la même promesse à l'été 1986 pour me convaincre de renoncer à représenter une liste aux élections sénatoriales de l'automne. J'ai accepté, alors que j'étais sûr de pouvoir me faire élire au Palais du Luxembourg, mais lui n'a pas respecté ses engagements. »* Aussi ne croit-il plus à la promesse qui lui a été faite, cette fois de lui laisser sa mairie du 6e arrondissement, lors des municipales de l'an prochain, s'il restait sage le temps des législatives.

Quelques phrases assassines de l'ancien collaborateur du général de Gaulle contre la personnalité du maire de la capitale *(« Paris : une ville dont le prince est un enfant »)* sont assimilées à un crime de lèse-majesté. La rupture est consommée. Quand Charles Pasqua remodèle les circonscriptions parisiennes, il découpe... le 6e arrondissement : une partie dans le 5e arrondissement, fief du fidèle Jean Tibéri, l'autre dans le 7e arrondissement, où règne Edouard Frédéric-Dupont depuis l'avant-guerre. Pierre Bas n'a plus de domicile ! Prudent, il n'envisage pas de squatteriser celui du puissant premier adjoint au maire, mais veut s'installer de l'autre côté, où la majorité n'a pas de député sortant. Du moins le croyait-il.

Dans cette circonscription, *« la plus belle de la droite française »*, comme la décrit Edouard Frédéric-Dupont, le RPR envisageait d'abord de présenter son secrétaire général, Jacques Toubon, menacé dans le 13e arrondissement, dont il est le maire.

MM. Frédéric-Dupont et Le Pen les « valeurs » communes

A quelques heures de la clôture des inscriptions, il comprit qu'il ne pouvait pas déserter un combat difficile et rendit sa liberté à la troisième circonscription. Jacques Chirac alla rechercher celui qui s'apprêtait à profiter d'une retraite bien méritée, le roi du 7e arrondissement : Edouard Frédéric-Dupont. Le défenseur des rentiers viagers et des taxis, l'homme qui, depuis 1933, arpente les rues de son arrondissement, pénètre dans toutes les loges de concierges, reçoit plus de cinquante personnes par semaine, rend service sur service, pouvait seul, malgré son âge (il est né le 10 juillet 1902) assurer au RPR une élection sans grand souci, dans une circonscription si convoitée, et ce malgré l'accroc de 1986.

Député sortant apparenté au RPR, Edouard Frédéric-Dupont avait compris alors qu'il n'était pas en position éligible sur la liste Chirac. Il se vendit à Jean-Marie Le Pen, sans état d'âme : *« Je n'approuve pas toutes ses idées, mais nous défendons les mêmes valeurs, et il a du courage ; et je ne comprends pas que la droite tombe dans le panneau des socialistes, qui en ont fait un épouvantail. Je voulais faire l'union des RPR et des FN ; j'ai critiqué les premiers quand ils attaquaient Le Pen ; j'ai essayé de calmer les seconds quand ils critiquaient la majorité. Ma position n'a pas toujours été facile »*, se souvient-il avec émotion.

Avant d'hériter ainsi du 7e arrondissement, les chiraquiens doivent payer le prix de cet aller-retour RPR-FN-RPR. Bien entendu, Pierre Bas en fait un des points forts de sa campagne, pour laquelle il a reçu le soutien personnel de Raymond Barre, en espérant ainsi attirer les voix centristes dans un arrondissement, le 7e, où il est bien moins connu que le tenant du titre. Mais, hormis Nobert Andreae, conseiller d'arrondissement CDS du 6e, l'UDF est d'une discrétion à toute épreuve. Elle sait qu'à Paris il ne fait pas bon contester la toute-puissance du maire.

Jean-Marie Le Pen, mécontent de cette *« trahison »*, n'a pas retiré sa fille, Marie-Caroline, qu'il avait envoyée combattre le secrétaire général du RPR. Elle mène campagne contre l'ami de son père, un ami qui trouve cela *« maladroit »*.

En revanche, certains socialistes se demandent si l'ouverture ne pourrait pas conduire à donner un coup de main au candidat barriste, s'il y a un deuxième tour et s'il se joue entre Pierre Bas et Edouard Frédéric-Dupont. Ce quartier de Paris est à droite, nul n'en doute, mais ses électeurs ont le choix entre une droite centriste et une droite qui ne l'est pas.

THIERRY BRÉHIER.

David Assouline défie M. Devaquet

Les retrouvailles de l'hiver 86

Son passé récent lui court après jusqu'à le rattraper dans sa circonscription. Candidat dans le septième de Paris, M. Alain Devaquet, député sortant RPR et maire du onzième arrondissement, compte parmi ses concurrents aux législatives un certain David Assouline. L'ancien ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur contre l'ancien dirigeant étudiant du mouvement de décembre 1986, qui le fit tomber de son fauteuil gouvernemental : le rapport de forces n'est évidemment plus exactement le même entre le marché d'Aligre et la place Léon-Blum. Un candidat symbolique pour un combat symbolique.

Devant une petite assemblée de deux cents personnes perdues sur le parquet du gymnase Japy, David Assouline a tenu un meeting, le mercredi 1er juin, en présence de M. Pierre Juquin, candidat à l'élection présidentielle, qui est en passe de prendre congé des rénovateurs communistes. M. Assouline est l'un de ces soixante-trois candidats présentés par ce qui s'appelle encore les comités Juquin jusqu'à des assises nationales prévues à la fin juin et qui pourraient montrer que la décomposition politique est un phénomène infini.

David semble faire abstraction de cet aspect des choses pour se concentrer sur M. Devaquet, selon lui, *« le prototype même de l'homme de droite qui pourrait très bien se retrouver dans un gouvernement de gauche »*.

Rappelant que, en 1986, les étudiants défilaient aux cris de *« Non au facs Coca-Cola, non aux facs Tapie ! »*, le jeune candidat dénonce avec véhémence le PS et son *« ouverture »* au centre. Il se présente *« pour ne pas voir revenir Devaquet dans quelques années »* dans l'ouverture socialiste, comme c'est le cas aujourd'hui pour M. Bernard Tapie. Il se présente pour réclamer, comme le faisait son syndicat, l'UNEF-ID, avant la victoire de M. Mitterrand, *« une loi de programmation pour l'éducation »*. Le collectif budgétaire ? La loi Méhaignerie sur les loyers ? Les lois *« sécutaires »* de MM. Pasqua et Pandraud ? David égrène ses exigences. Et dans un ultime effort, il suggère qu'avant décembre *« un million de gens demandent le vote des immigrés aux élections municipales »*.

O. B.

Dans le Maine-et-Loire

La percée de M. Hervé de Charette le Vendéen de la Nièvre

ANGERS
de notre envoyé spécial

Parachutage ? M. Hervé de Charette fait la grimace. Le mot lui semble inadapté, presque inconvenant. Candidat dans la sixième circonscription du Maine-et-Loire (sud-ouest du département), il fait appel devant l'histoire de l'ancienneté d'implantation de sa famille. *« Je retrouve mes racines. J'ai passé toute mon enfance dans les Mauges »*, explique-t-il à un électeur dubitatif d'Ingrandes, petite commune célèbre au dix-septième siècle pour ses fabriques de verre. *« Mon nom n'est pas inconnu dans la région »*, ajoute, avec un sens certain de la litote, le descendant du célèbre chef vendéen fusillé par Hoche en 1796.

Elu en mars 1986 dans le département de la Nièvre, l'ancien ministre de la fonction publique a jugé plus prudent de quitter cette terre mitterrandienne pour venir ferrailler dans cette circonscription plus accueillante depuis le découpage de l'habile Charles Pasqua. La droite y a recueilli 49,7 % des suffrages. Quoi qu'en dise M. de Charette, il s'agit bien d'un parachutage. Mais, en fin connaisseur des joutes électorales, ce cacique du Parti républicain a pris le soin de poser pied sur le terrain il y a déjà plus de sept mois. Depuis, il n'a pas ménagé sa peine pour sillonner les six cantons de sa circonscription et se poser en candidat légitime. Il récolte aujourd'hui les fruits de son labeur et du prestige du titre d'ancien ministre.

La plupart des élus locaux de la majorité se sont ralliés à sa candidature, à l'instar de M. Alain Levoyer, maire (adhérent direct UDF) de Champtoceaux, président du comité d'expansion des Mauges, hier hostile au parachutage du ministre, aujourd'hui son suppléant. Reste à convaincre les électeurs de droite du Maine-et-Loire, habitués à un paysage électoral quasi inamovible. M. Jean Narquin, député RPR sortant, constamment réélu depuis vingt ans, en sait quelque chose. Il passe la main mais avec les précautions d'usage. C'est sa fille, Mme Roselyne Bachelot, qui se présente dans sa circonscription d'Angers-Nord (première).

Quant à M. de Charette, menacé un moment par une primaire avec un des seigneurs du Maine-et-Loire, M. Jean Foyer, il trouve aujourd'hui la voie libre. Elu du Maine-et-Loire depuis vingt-neuf ans et six mois, M. Foyer semble d'ailleurs ne pas encore être revenu de ce qui lui est arrivé. Il range aujourd'hui son bureau de l'Assemblée nationale en pestant contre l'ingratitude de la rue de Lille (siège du RPR). Les couloirs du Palais-Bourbon ne résonneront plus de chants grégoriens entonnés d'une mâle voix par l'ancien ministre du général de Gaulle, l'hémicycle ne retentira plus de ses longues citations latines venues conclure une diatribe contre le laxisme des mœurs. M. Foyer s'en va, vaincu par le rapide mouvement tournant de M. de Charette.

De la figuration dans le placard

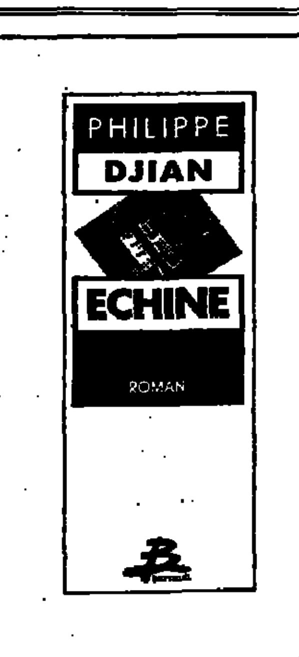
Jusqu'au 8 mai dernier M. Foyer, remarquable juriste mais piètre tacticien électoral, n'avait pas lieu de craindre une dissolution. Elu depuis 1959 dans la deuxième circonscription, il pensait pouvoir attendre de pied ferme une seconde vague rose. Las ! La droite classique n'a récolté dans cette circonscription que 42,2 % des voix. Le glissement d'un canton traditionnellement foyériste de la deuxième à la sixième circonscription avait pesé lourd dans la balance électorale.

Fort de l'assurance donnée par le premier ministre aux députés sortants de la majorité de la priorité dans le choix d'une circonscription, M. Foyer jetait alors tranquillement son dévolu sur la sixième circonscription. M. de Charette y campait déjà et l'attendait. *« La veille du dépôt des candidatures à 14 heures, j'étais candidat unique, à 20 heures, j'apprenais qu'il y avait une primaire avec M. de Charette*, explique M. Foyer. *Ce n'était pas convenable. J'ai demandé le retrait du candidat UDF. »* Le député RPR décidait finalement de se retirer purement et simplement devant le refus des instances RPR de le suivre dans son bras de fer avec l'UDF. Un lâchage qui ne l'étonne guère, compte tenu de ses différends avec le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon. En avril 1986, il s'était retrouvé en lice contre M. Toubon, soutenu par M. Chirac pour la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Il avait été battu. *« Depuis, j'étais réduit à faire de la figuration. Mes amis politiques m'ont mis au placard. »*

A Angers, le samedi 21 mai, jour du dépôt des candidatures, le RPR local piquait un coup de sang en constatant que l'UDF gagnait sur les deux tableaux en obtenant l'investiture de l'URC pour M. de Charette dans la sixième et pour M. Hubert Grimault (CDS) dans la circonscription délaissée par M. Foyer. Quelques minutes avant minuit, heure limite du dépôt des candidatures, le RPR local présentait un candidat dans ces deux circonscriptions. Les primaires s'annonçaient tendus. Mais, dès le lendemain, le candidat RPR, dans la deuxième circonscription, faisait marche arrière.

Dans la sixième, en revanche, M. Jean Saint-Bris, frère de Gonzague, conseiller général du canton de Saint-Georges, décidait de tenir bon et versait sa caution. M. Foyer, ravi de voir un RPR local relever le gant, lui apportait son soutien actif. A Paris, le RPR ne disait rien officiellement, mais M. Saint-Bris recevait quelques encouragments officieux. Le conseiller général décidait alors de forcer l'allure. Le jeudi 26 mai, il envoyait aux journaux du département un *« communiqué de M. Jacques Toubon »* indiquant qu'*« au terme des négociations conduites à l'échelon national par l'UDF et le RPR »*, M. Toubon indiquait que l'investiture RPR lui était acquise. *Le Courrier de l'Ouest* publiait le communiqué sans cacher son scepticisme. Le quotidien parlait d'un *« communiqué attribué à Jacques Toubon »*, et précisait que, vérification faite à Paris, *« il n'y a pas de communiqué de Jacques Toubon »* et que si le secrétaire général du RPR avait bien pris connaissance du maintien de la candidature de M. Saint-Bris, celle-ci n'avait pas été « actée » au cours d'une réunion officielle UDF-RPR. Le lendemain, M. Saint-Bris se retirait de la course afin de *« prendre acte du désir d'union qui s'exprime chez les électeurs du Maine-et-Loire »*. M. de Charette restait maître du terrain.

PIERRE SERVENT.





Un entretien avec M. Rocard : « l'ouverture n'est pas un piège »

(Suite de la première page.)

» Restait donc l'argent, sous deux aspects : le partage de l'argent, et le pouvoir de ceux qui le détiennent. On s'est, là aussi, entre-déchiré jusqu'à ce que le conflit change de nature en 1983 : sous la conduite déterminée du président de la République, le PS a admis que l'entreprise n'était pas un champ de bataille, mais avant tout un lieu de performance et de production, et du dialogue social qui en est la condition.

» Quand on parle d'ouverture, il faut aussi penser à ces quantités d'élus, de militants, de colleurs d'affiches, de comités de soutien, habitués à se battre sur le thème de l'argent. L'ouverture, c'est de réconcilier en profondeur, et d'éviter à ceux qui nous rejoignent d'être considérés comme traîtres à leurs camps. La question de l'ouverture se pose parce qu'au moment où l'évolution du PS permet de dédramatiser le conflit sur l'argent, explose un conflit très aigu, qui est celui de l'exclusion, de la France à deux vitesses, de la façon dont on traite ceux qui n'ont pas pris la plus grande vitesse. Est-ce qu'on essaie de les faire monter dans le train, ou est-ce qu'on fait donner contre eux la police et la justice ? Quand Charles Pasqua parle d'une communauté de valeurs avec le Front national, c'est ce conflit qu'il révèle. Ce conflit est beaucoup plus grave que les précédents parce qu'il recouvre toutes les questions de la société française. Tous les ministres, chacun dans son secteur, se heurtent à ce problème. D'où la découverte, par la partie de la droite française attachée aux droits de l'homme, qu'elle est plus en communauté de valeurs avec nous qu'avec l'extrême droite et ses prolongements. Nous avons à organiser autrement cent ans de compétition politique en France, et vous nous donnez quinze jours !

— Vous sentez bien que dans le discrédit relatif qui touche la classe politique, il y a un discrédit du système des partis...

— Limiter le problème de l'ouverture à sa sphère parlementaire, c'est le rétrécir.

— La politique se nourrit aussi de symboles.

— Le moins possible !

— L'ouverture est-elle crédible avec Lionel Stoléru, ou avec Simone Veil ? L'une est-elle plus que l'autre un véritable symbole de l'ouverture ?

— Tous ceux qui travailleront avec nous feront vivre l'ouverture. Mme Veil, par les fonctions qu'elle a occupées, et occupe aujourd'hui, et les qualités que chacun lui reconnaît, en serait un symbole tout particulier.

» Une autre dimension de l'ouverture est que l'Etat ne doit pas suffire à gouverner la société civile. La lutte contre le chômage en fournit un exemple. Il y a deux millions et demi de chômeurs. La statistique veut qu'il y ait aussi deux millions et demi d'employeurs. C'est de leur disposition à embaucher que dépent la lutte contre le chômage. Personne n'a jamais embauché pour faire plaisir à un gouvernement, ou pour obéir à une loi ou à un décret. On embauche quand on croit que c'est possible. Il faut simplement, et surtout, que les acteurs économiques aient le sentiment d'une continuité dans l'intelligence du pilotage.

« Dans nos colonnes, au lendemain même du scrutin présidentiel, vous aviez souligné le rôle de la décentralisation, des collectivités locales dans cette lutte pour l'emploi. N'est-ce pas une façon, pour l'Etat, de se défausser de ses responsabilités ?

— Le mot de responsabilité est impropre. Ou alors il faut parler de partage des responsabilités. Je préfère pour ma part parler de complémentarité des efforts. Les problèmes-clés sont : les taux d'intérêt, les équilibres des balances de paiement et le taux mondial de la croissance. Une clé locale pour la solution du problème du chômage en Europe, c'est l'attitude de la Bundesbank. On ne peut donc pas jouer tout seul : ce serait imprudent et dangereux.

» Au niveau national, la responsabilité de l'Etat passe par le fisc et la rationalisation des taux d'intérêt (il y a chez nous des incitations spéculatives qui détournent de l'investissement productif). Et puis, il y a un effet d'entraînement par la synergie des volontés et des relais locaux. 80 % des jeunes qui trouvent une première embauche entrent dans des entreprises qui ont moins de deux cents salariés. Tout le monde a donc son rôle, qu'il faut mettre en interaction.

» La seconde raison, donc, de l'ouverture est de faire en sorte que la société se sente, tout entière, prise en considération dans les rouages de l'Etat. L'ouverture, pour moi, c'est donc aussi la gestion des personnels publics — nous avons assuré de leur stabilité l'essentiel des directions des entreprises publiques, ce n'est pas rien ; — c'est la volonté de donner la priorité à la concertation en matière sociale, avant d'en venir à l'intervention du législateur ; c'est, lorsqu'il est question de législation, de chercher des majorités plus larges que celle dont on dispose, afin de faire apparaître sur des thèmes choisis la nouvelle localisation du conflit politique. Il faut donc bien voir que l'ouverture serait amputée s'il lui manquait l'un de ses aspects. Les trois dimensions que je viens de vous décrire dépendent de l'exécutif et sont les conditions de vérification de la bonne foi de l'exécutif par les autres. Il faut que ceux vers qui peut se faire l'ouverture comprennent qu'il ne s'agit pas d'un piège.

— Ceux-là vous reprochent toutefois de ne pas avoir mis toutes les chances de votre côté...

— Décrite comme je le fais, l'ouverture sera scellée dans quelques années. Que personne ne soit perçu comme un traître parce qu'il nous a rejoints, tel est l'enjeu. Les partisans de l'ouverture doivent être respectés chez eux.

» Quand MM. Giscard d'Estaing et Barre, et Mme Veil, dans la ligne du conseil national de l'UDF et dans les soixante-douze heures qui ont suivi l'élection de François Mitterrand, disent unanimement qu'ils se placent dans l'« *opposition constructive* », ils pèsent leurs mots et savent de quoi ils parlent. Nous demander après cela de faire un tour de piste parlementaire pour se l'entendre répéter, était une exigence du spectacle, mais dépourvue de signification. »



Réponse à M. Giscard d'Estaing

« Dans nos colonnes, Valéry Giscard d'Estaing a fait l'inventaire des points sur lesquels, au contraire, aurait pu rapidement se concrétiser l'ouverture : une politique économique et fiscale adaptée au marché européen, la formation et l'éducation, un régime de solidarité favorisant l'insertion des exclus, une stratégie nucléaire pour l'Europe. Ce sont des thèmes sur lesquels on peut réunir deux Français sur trois...

— Sur le fait que ces thèmes sont importants, on peut bien sûr réunir neuf Français sur dix. Sur aucun d'entre eux, il n'y a l'intuition d'un blocage grave. Mais prenons un exemple : *a priori*, on peut suivre M. Giscard d'Estaing sur la défense. Avec plus qu'une nuance cependant vis-à-vis de l'Allemagne. L'émergence d'un concept européen de défense, dont nous avons besoin, commence au contraire par la partie conventionnelle de la défense. Tant que cette phase ne sera pas acquise, ni la France ni la Grande-Bretagne ne toucheront au caractère unilatéral de leur décision. J'ai le regret qu'une petite phrase laisse supposer une facilité de solution qui n'existe pas. Pour le reste, ce n'est pas parce qu'il y a eu dissolution que l'opposition renoncera à être constructive. Mais si d'aventure elle retournait au systématisme des oppositions traditionnelles, cela signifierait que ses clameurs récentes n'étaient pas tout à fait sincères et que ses déclarations étaient plus destinées à jouer la montre qu'à jouer l'ouverture. J'espère bien que ce n'est pas le cas.

» Mais la stabilité du gouvernement de la République ne saurait être soumise à une incertitude de cette ampleur. Et les tâches qui sont devant nous ne sauraient s'accomoder de majorités incertaines ou aléatoires.

— Comment envisagez-vous votre relation avec le chef de l'Etat, quelle répartition des compétences souhaitez-vous ?

— Plus on travaille en symbiose, moins la question du partage ou de la répartition se pose. Au risque de décevoir ceux qui prennent toujours plaisir à évoquer, avec un air entendu, des désaccords au sommet, je vous dirai que la symbiose, ça va le mieux du monde. La lettre du candidat Mitterrand à tous les Français est un document essentiel, à la fois par son écriture et par son contenu, qui représente la meilleure mise au point de l'évolution de la pensée sur les rapports entre l'Etat et la société civile dansnotre pays, ainsi que le véritable point d'orgue de la modernisation de notre sytème politique. Moi qui me suis souvent trouvé minoritaire, je me sens au contraire très à l'aise dans le mouvement tracé par le président. J'ai été très sensible à la démarche et à la densité du texte. Croyez-moi, il y a de quoi travailler.

— La découverte de la période 1986-1988 est que les rouages du pouvoir convergent à Matignon, et que là est le siège du pouvoir, pour qui veut s'en servir.

— La machine de conduite de l'Etat est à Matignon. Certesn le président fixe les grandes directions de l'action gouvernementale, et dispose de pouvoirs propres étendus. Au-delà, il peut faire faire, nommer, révoquer, infléchir. Puis c'est à Matignon que l'on met en œuvre, que l'on agit, dans un respect absolu des orientations présidentielles que le suffrage universel a adoptées en l'élisant. »

« Il n'y a pas de raison que le capital ne soit pas taxé »

« Le premier ministre est d'abord le coordonnateur des membres du gouvernement. Comment allez-vous coordonner vos options et celles du ministre des finances dans ce qui apparaît comme un premier différend au sein du gouvernement, à savoir le taux et l'assiette de l'impôt sur la grande fortune ?

— Nous résoudrons ces problèmes, comme les autres, en nous rencontrant souvent. J'ai pris la responsabilité de quelques options sur les emplois du temps des membres de mon gouvernement, en les conviant à déjeuner plus souvent qu'à l'accoutumée. Nous nous concerterons beaucoup. Qu'a dit Pierre Bérégovoy ? Qu'on va refaire l'IGF, en l'aménageant un peu. Qu'ai-je dit ? Qu'on va refaire un impôt sur le capital, en l'aménageant. Donc, aucune contradiction. Depuis, on travaille. La donnée d'entrée est simple : on a besoin de cette imposition, ne serait-ce que pour montrer que la France est solidaire. Le travail est taxé, il n'y a pas de raison que le capital ne le soit pas. En outre, les Etats-Unis, la RFA et la Suisse, tous pays marqués par un marxisme-léninisme galopant, nous montrent l'exemple. Pourquoi ces pays se sont-ils dotés d'un tel instrument ? Pour aider à la déthésaurisation : il est mauvais de laisser dormir l'argent.

» Concrètement, plus l'assiette est étroite, plus le taux doit être élevé. Plus l'assiette est large, plus on inquiète. Il faut trouver la meilleure pondération. En attendant, nous avons la volonté de nous taire pendant ce travail commun d'élaboration. Mais je vous garantis que nous mettrons sur pied l'impôt le plus compatible avec les exigences d'une économie moderne. Nous n'allons pas nous affubler d'une structure incitatrice à la fuite de capitaux. Mais nous voulons concrétiser notre volonté de solidarité. Cela dit, le rendement de cet impôt ne suffira pas à financer totalement le revenu minimum.

— Ne craignez-vous pas qu'en édictant des conditions pour l'attribution de cette ressource de secours vous ne laissiez passer des « exclus », précisément, entre les mailles de ce nouveau filet ?

— Il n'est pas souhaitable de créer une sécurité d'assistance, de dissuader de la recherche d'une insertion. On connaît des exemples, aux Etats-Unis notamment, d'allocations versées à des gens qui, loin de sortir de la marginalité, s'y enfoncent chaque jour davantage. Je pense à ces centaines de New-Yorkais auxquels le revenu minimum mensuel permet seulement d'acheter plus facilement leur drogue. Nous n'en sommes pas là, mais ce mécanisme doit être évité. Donc, il faut définir une législation qui soit très proche de ce qui existe dans certaines municipalités. Je pense à Besançon, par exemple, qui a mis en place une stratégie d'aide à l'insertion. En tout cas, je ne veux pas tout préfabriquer d'en haut. »

« Quelques braillards »

« Revenons aux élections : n'est-il pas dangereux qu'un parti, le Front national, qui représente plus de 14 % des suffrages à l'élection présidentielle soit privé de représentation au Parlement ? Jean-Marie Le Pen a d'ailleurs averti qu'une telle situation conduirait peut-être à des tensions dans la rue. Comment accueillez-vous cette analyse ?

— En en faisant une autre, plus près de la réalité. Les problèmes sont : la sécurité des Français, les impayés dans les HLM, le chômage, l'insuffisance de qualification de notre jeunesse, la capacité de cohabiter des différentes communautés, qui se différencient de la nôtre par la religion, le rapport avec la fête, etc., que les murs mal insonorisés de nos HLM rendent insupportables. Le maire de banlieue que je suis est suffisamment averti de ces problèmes, conscient de leur gravité, pour n'avoir nul besoin de rappel braillé, à l'Assemblée ou ailleurs. Le fait que la rue serve d'exutoire ne serait pas la rançon d'une absence de quelques braillards au Parlement, mais d'une insuffisance dans le traitement des problèmes. A nous de jouer !

» Pour traiter ces problèmes, et donner le sentiment à tous qu'ils le sont, il faut du temps.

— Comment expliquer que votre gouvernement n'ait pas même nommé un responsable de l'un de ces problèmes, l'immigration, dont le traitement, vous en conviendrez, nécessite une certaine coordination ?

— Par définition, mon travail est un travail de coordination. Cette question touche à l'éducation nationale, l'intérieur, la justice, les affaires étrangères, l'industrie, l'aménagement du territoire. Pour ce qui me concerne, je préfère prendre le temps. Comme disait Victor Hugo en substance, mesurer au plus juste la proportion d'avenir qu'on peut injecter dans le présent est la marque d'un bon gouvernement. Telle est exactement ma tâche. »

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

« Quelle est votre approche du casse-tête néo-calédonien ?

— Ma position se déduit du rappel de quelques évidences.

» Première évidence : l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne peut se construire sur l'écrasement de l'une ou l'autre des communautés qui y vivent, que cet écrasement soit politique, économique, social ou culturel.

» Deuxième évidence : la France, à deux reprises, en 1963 et 1986, a manqué à sa propre parole en revenant sur les garanties accordées.

» Troisième évidence : ne plus lui faire confiance a conduit au repli sur soi, à la suspicion généralisée, bref, à un tapis de cendres sous lequel le feu couve.

» C'est fondamentalement pour cela que la mission que j'ai envoyée a eu une forme originale. Parce que les Néo-Calédoniens ne sont plus disposés à croire l'Etat sur parole, il était nécessaire, pour renouer les fils du dialogue, de sortir du champ politique classique. C'est ce que j'ai pu faire grâce à l'accord d'autorités morales dotées chacune d'une expérience dense au contact de la société civile. Si cette mission réussit, alors nous aurons levé au moins en partie le premier obstacle, celui de la méfiance réciproque.

— Votre gouvernement est accusé, à propos de l'affaire d'Ouvéa, de « déstabiliser » l'armée. Que répondez-vous ?

— La polémique qui se développe artificiellement me laisserait de marbre si elle ne risquait pas de nuire au rétablissement du dialogue. Là encore, les données méritent d'être rappelées dans leur simplicité :

» Premièrement, l'institution militaire n'est pas en cause dans une opération dont la responsabilité incombe par essence au pouvoir gouvernemental ;

» Deuxièmement, chacun a droit à la justice, que ce soit pour subir ses rigueurs, pour bénéficier de sa protection, ou pour les deux à la fois ;

» Troisièmement, je ne vois pas que l'objectif tendant à ce que toute la lumière soit faite puisse être discutable ou insultant pour quiconque, sauf peut-être pour les individus qui n'auraient pas eu un comportement conforme à l'éthique de la France ou à ses lois. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ALAIN ROLLAT.

La troisième trêve de l'ex-FLNC

Quatre mois pour dialoguer avec l'Etat

BASTIA
de notre correspondant

Les raisons de la trêve de cent vingt jours annoncée par l'ex-FLNC au cours de sa conférence de presse du mardi 31 mai, dans la région d'Ajaccio (*le Monde* du 2 juin), ont été exposées dans un texte de cinq pages dactylogrphiées lu aux journalistes convoqués par l'organisation clandestine. L'ex-FLNC y indique que c'est *« la situation politique créée par le retour de la gauche française au pouvoir qui le conduit (...) à décider une suspension de ses actions militaires (...) »*.

Depuis sa constitution, en mai 1976, c'est la troisième trêve que l'ex-FLNC décide d'observer dans le but de *« favoriser la mise en œuvre de solutions au problème corse »*. La première trêve, annoncée le 2 avril 1981, répondait aux promesses – tenues – du candidat François Mitterrand : dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, amnistie des prisonniers nationalistes et loi portant statut particulier de la Corse. Dix mois plus tard, le 11 février 1982, soit moins d'une semaine après l'adoption du statut particulier, l'ex-FLNC rompait la trêve par une « nuit bleue ».

Les raisons de cette rupture ? D'abord, le texte voté par le Parlement était considéré comme notablement en retrait par rapport à la proposition de loi défendue par M. Mitterrand pendant sa campagne électorale (cette différence entre la proposition et le projet de loi avait d'ailleurs provoqué une scission à l'intérieur du Parti socialiste en Corse) ; ensuite, la perspective politique des premières élections régionales, fixées au 8 août 1982, ne répondait plus aux espérances d'une partie de l'ex-FLNC, même si certains de ses anciens membres, amnistiés en 1981, acceptaient – eux – d'être candidats à l'Assemblée de Corse.

L'intensification des attentats – huit cents entre le 11 janvier 1982 et le mois de décembre de la même année – amenait le conseil des ministres à décréter, le 3 janvier 1983, la dissolution du Front de libération nationale de la Corse.

La deuxième trêve de l'ex-FLNC, décidée le 1er juillet 1985, visait à privilégier une *« initiative politique »*, au début d'une saison touristique qui s'annonçait difficile, et quelques jours avant le procès des sept membres du commando de l'organisation clandestine accusés d'avoir participé à l'attaque contre la prison d'Ajaccio.

La trêve devait être rompue deux mois plus tard, le 1er septembre 1985, l'ex-FLNC expliquant qu'il n'avait *« pas abouti dans sa volonté d'une solution politique au problème corse »*.

Bras de fer

Depuis, dénonçant *« les outils du colonialisme français »*, l'ex-FLNC a multiplié ses actions jusqu'à ce qu'en 1986, avec l'alternance politique, il engage un véritable bras de fer avec le gouvernement de M. Jacques Chirac. *« Les exploits répressifs de cette droite sont dignes de la barbarie la plus inhumaine »* (référence à l'affaire d'Ouvéa que les nationalistes corses ont vivement ressentie). *« La poursuite de cette politique irresponsable et provocatrice en Corse aurait immanquablement conduit à de graves impasses et à de nombreux drames »*, a commenté l'ex-FLNC lors de sa conférence de presse de mardi dernier. Mais cette affirmation n'empêche pas l'organisation clandestine de préciser : *« A l'inverse de 1981, aujourd'hui, il n'y a pas eu de promesses (...). Nous attendons des réponses en retour de notre décison de suspension qui est notre contribution (...). »*

Le ton est donné. C'est celui de la négociation où un effort de compréhension lucide est supposé possible de part et d'autre. L'ex-FLNC fait le premier pas... *« Nous ne voulons pas que l'Histoire puisse dire que nous n'avons jamais accepté le dialogue. Nous sommes pour la construction d'un socialisme original et consensuel dans le contexte méditerranéen et européen (...). »*

Ce discours, s'il peut surprendre par sa modération, semble le mieux adapté à l'autorité du pouvoir issu des urnes le 8 mai 1988. D'abord parce que les personnalités socialistes venues en Corse faire campagne pour M. Mitterrand ont été claires : le 7 avril à Bastia, M. Michel Rocard affirmait : *« En 1981, nous avons tendu la main aux nationalistes, – et ils nous l'ont mordue »*. Pour cela, et pour des raisons plus électorales concernant le Mouvement des radicaux de gauche – parti dominant en Haute-Corse et peu favorable au dialogue avec les antionalistes –, les promesses, en 1988, n'étaient plus de mise. L'ex-FLNC l'a compris... Quatre mois de trêve hors de la pression électorale : le temps pour les responsables clandestins actuels de reprendre la main dans un jeu perdu par les chefs d'hier...

Stratégie de négociation

Une tentative pour mieux négocier sur le contenu politique d'une *« solution évolutive »*, d'autant que, depuis janvier dernier, à l'occasion d'un « congrès extraordinaire », révélé au cours d'une conférence de presse le 8 mars, l'ex-FLNC a clarifié ses propositions pour un *« socialisme original et consensuel »* (*le Monde* du 10 mars). Stratégie de négociation qui trouve un crédit particulier lorsque l'on constate que M. Rocard, lors de sa visite en Corse, en avril dernier, a, sur plusieurs questions essentielles, donné des avis que partage l'ex-FLNC, mais pas la classe politique traditionnelle insulaire !

Ainsi en est-il, au chapitre économique, du statut fiscal que M. Rocard appelle de ses vœux sous forme *« d'une convention, à préciser, entre l'Etat et la Corse, dans le but de favoriser les secteurs productifs de l'île »*. Identité de vues encore entre M. Rocard et l'ex-FLNC sur la question des transports, de la formation des hommes, de la stratégie économique à l'horizon de 1992. L'économie n'est pas le seul terrain de proximité des points de vue : *« Il faut affirmer l'identité culturelle et linguistique de la Corse »*, affirme M. Rocard en même temps que l'ex-FLNC.

A propos de l'Assemblée de Corse, les uns demandent sa *« dissolution et sa réélection au scrutin régional avec l'extension de ses pouvoirs »*. M. Rocard se dit favorable au retour de l'ancien scrutin... régional, et estime que si la question de l'extension des pouvoirs est posée, *« c'est d'abord parce que les lois votées entre 1981 et 1986 ne sont pas toujours entièrement appliquées »*. L'ex-FLNC demande *« la moralisation de la vie publique et dénonce les fraudes, la corruption et la mauvaise gestion des fonds publics »*. M. Rocard ne nie pas l'existence de ces difficultés.

Reste la question de la libération des militants nationalistes emprisonnés. La majorité d'entre eux n'ont pas encore été jugés. Reste aussi la demande de départ *« des forces de répression et de tous les fonctionnaires ayant activement appliqué la politique irresponsable de Pasqua-Chirac... La balle est dans le camp des socialistes »*, dit l'ex-FLNC. *« A lui de faire preuve de volonté et de courage politiques pour débloquer la situation. Nous jugerons sur pièces. »*

Interrogé sur l'existence de contacts entre l'ex-FLNC et le gouvernement, le porte-parole de l'organisation dissoute a refusé de répondre.

MICHEL CODACCIONI.

JUSTICE

A la cour d'appel de Paris

La chambre d'accusation donne un avis défavorable à l'extradition d'un dirigeant présumé de l'ETA

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, le mercredi 1er juin, un avis défavorable à l'extradition du militant séparatiste basque espagnol Santiago Arrospide-Sarasola, quarante ans, dit « Santi-Potros », réclamée par la justice espagnole. Celle-ci le considère comme un élément important de l'ETA militaire, qui, selon elle, fournissait depuis le territoire français, des conseils, des instructions, des armes et de l'argent aux auteurs de plusieurs attentats commis en Espagne en 1987.

Les magistrats français ont estimé que Arrospide-Sarasola ayant la qualité de réfugié politique depuis le 26 novembre 1982, il n'était pas possible de le remettre aux autorités espagnoles. La chambre d'accusation s'est référé à un arrêt rendu le 1er avril dernier par le conseil d'Etat, selon lequel *« les principes généraux du droit font obstacle à ce qu'un réfugié soit remis, de quelque manière que ce soit, aux autorités de son pays d'origine par l'Etat qui lui a accordé le statut de réfugié »*, en application de la convention européenne d'extradition signée à Genève en 1951. Cette convention d'extradition interdit, dans un article 33-1, *« d'expulser ou de refouler »* un réfugié.

La chambre d'accusation précise, cependant, que le gouvernement peut demander éventuellement à l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de retirer le statut de réfugié à Arrospide-Sarasola, ce qui permettrait de présenter une nouvelle demande d'extradition en cas de retrait de ce statut.

Arrospide-Sarasola interpellé en France le 27 septembre 1987, avait été inculpé, le 3 octobre, par M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de Paris, d' *« association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs, en relation avec une entreprise terroriste »*.

En revanche, la chambre d'accusation de Paris a rendu, mercredi également, un avis favorable à l'extradition vers l'Espagne de Ignacio Pujana-Alberdi, vingt-sept ans, membre présumé de l'ETA militaire. Si celui-ci ne dépose pas un pourvoi en cassation, le gouvernement aura la possibilité de l'extrader, mais il n'est pas obligé de suivre cet avis.

La chambre d'accusation a refusé l'extradition pour *« participation à bande armée »*, cette infraction ayant selon les juges *« un caractère objectivement politique »*. Pour l'assassinat de Ramiro Salazar, commis à Victoria le 23 juillet 1983, ainsi que pour l'attaque à main armée, la chambre d'accusation a estimé, au contraire, que la demande espagnole n'avait pas un caractère politique, ces infractions n'ayant pas été commises lors d'une insurrection.

L'examen du pourvoi de l'ancien SS

Klaus Barbie invoque quatorze moyens de cassation

La chambre criminelle de la Cour de cassation, sous la présidence de M. Jean Ledoux, a entrepris, le jeudi 2 juin, l'examen du pourvoi formé par Klaus Barbie contre l'arrêt de la cours d'assises du Rhône qui, l'ayant déclaré coupable de dix-sept crimes contre l'humanité, l'a condamné le 4 juillet 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité.

Cette prolongation d'une procédure, ouverte au lendemain de l'expulsion de Barbie de Bolivie et de son arrestation en Guyane française, n'aura pas le retentissement du débat qui, du 11 mai au 4 juillet 1987, fit de l'affaire Barbie un événement international. La chambre criminelle n'a pas à évoquer le fond de l'affaire. Elle n'entend ni l'ancien chef de la section IV du SD de Lyon ni les témoins qui firent de l'audience lyonnaise un procès aux dimensions historiques, en rappelant ce que fut la condition concentrationnaire au temps du nazisme en général et de l'occupation allemande entre 1942 et 1944 en particulier.

Il lui appartient seulement d'apprécier, en droit, si, au cours de ce procès de près de deux mois, la procédure pénale ne fut pas violée. Elle se trouve ainsi saisie d'un mémoire que soutient Me Guy Lesourd, au nom de Barbie, et qui énumère, en quatre-vingts pages, quatorze moyens de cassation.

Deux d'entre eux reprennent des arguments qu'avait invoqués, à l'audience de Lyon, Me Jacques Vergès, avocat de Barbie. L'un consiste à soutenir que, parmi les faits retenus contre Barbie, sous la qualification de crime, contre l'humanité, certains lui avaient été déjà imputés à charge lors des procès de 1952 et 1954, qui lui valurent deux condamnations à mort par contumace.

L'autre consiste à faire valoir le principe de la confusion des peines et à soutenir en substance ceci : Barbie a été condamné deux fois à mort par contumace. Ces peines sont aujourd'hui prescrites, c'est-à-dire qu'elles doivent être considérées comme ayant été exécutées. Or, à Lyon, en juillet 1987, la cour d'assises a condamné Barbie à la réclusion perpétuelle. Selon le code de procédure pénale, la peine la moins forte devant être confondue avec la plus forte, la sanction décidée à Lyon se trouverait absorbée par les précédentes. Celles-ci étant aujourd'hui prescrites et donc considérées comme exécutées, l'ancien SS devrait être libéré automatiquement.

C'est M. Emile Robert, avocat général, qui aura à conclure. Les représentants des parties civiles demandent le rejet de tous les moyens de cassation.

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article surtitré « Les messageries roses au tribunal » (*le Monde* du 1er juin), une erreur de transmission a déformé le nom de l'un des avocats, qui était Me Jean Martin et non Jean Marin.

FAITS DIVERS

Inculpé d'enlèvement d'enfant

Le ravisseur présumé de Mathieu Haulbert tente de se donner la mort

Alors que, depuis plus de trois jours, les fouilles continuaient à la Bâtie de Peyroules (Alpes-de-Haute-Provence) pour tenter de retrouver le corps de Mathieu Haulbert, un enfant de dix ans disparu depuis cinq ans (*le Monde* du 31 mai), Gaston Laugier, quarante ans, soupçonné d'être le ravisseur, et inculpé le 16 mai d'enlèvement d'enfant, a tenté, le jeudi 2 juin, de se donner la mort en s'ouvrant les veines, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Digne. Au centre hospitalier où il a été admis, peu après six heures, on indiquait que ses jours n'étaient pas en danger.

Gaston Laugier aurait dû être amené à la Bâtie de Peyroules pour y assister, comme depuis trois jours, menottes aux poignets, aux fouilles dans sa propre maison, fouilles qui, jusqu'à présent, n'ont pas abouti et qui, normalement, se poursuivaient jeudi matin. Les ouvriers d'une entreprise de maçonnerie, réquisitionnés par la gendarmerie, devaient creuser notamment une épaisse dalle de béton découverte dans un escalier attenant au garage et à une bergerie.

M. Paul Weisbuch, procureur de la République au parquet de Digne, a indiqué que deux personnes extérieures au service de gendarmerie seraient désignées rapidement afin que les recherches puissent continuer sans qu'il puisse y avoir contestation des résultats de ces dernières en l'absence de l'inculpé.

Expulsion-suicide à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Un ouvrier marocain s'est donné la mort, le mardi 31 mai à Clermont-Ferrand, au moment où deux gendarmes se présentaient à son domicile, vers 19 h 30, pour lui notifier un arrêté d'expulsion.

Les deux représentants de l'ordre avaient pour mission d'accompagner l'ouvrier, Ahmed Soulamy, trente-six ans, originaire de Casablanca, jusqu'au centre de rétention d'Aulnat, proche de Clermont-Ferrand.

Ahmed Soulamy, qui vivait avec une jeune femme dont il a eu deux enfants, maintenant âgés de douze et treize ans, s'est alors rendu dans sa chambre, sous le prétexte de se munir d'une valise, et, enjambant la fenêtre, il s'est précipité du neuvième étage dans le vide. Il a été tué sur le coup.

La préfecture du Puy-de-Dôme a précisé que Ahmed Soulamy avait été condamné deux fois pour coups et violences volontaires, notamment contre sa compagne. Il était sorti de prison il y a un an.

J.-P. R.

● **Une réaction de la LICRA après l'attentat contre la permanence électorale de M. Pierre-Bloch.** – La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) a annoncé, le mercredi 1er juin, qu'elle se portait partie civile après l'attentat contre la permanence électorale de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, candidat URC (Union du rassemblement et du centre) dans le 19e arrondissement de Paris (*le Monde* du 2 juin). *« Les inscriptions racistes et nazies »* relevées sur les lieux de l'attentat, 131, rue de Flandre, *« sont incontestablement la marque de groupuscules d'extrême droite influencés par les campagnes de racisme et de xénophobie développées récemment par des actions violentes »*, déclare dans un communiqué la LICRA qui demande au ministère de l'intérieur *« de prendre les mesures qui s'imposent »*.

● **Un chroniqueur hippique de Radio-Monte-Carlo blessé par balles.** – M. Bernard Campaux, quarant-huit ans, chroniqueur hippique de Radio-Monte-Carlo (RMC), a été blessé, mardi 31 mai, vers 22 h 15, de trois coups de feu alors qu'il rentrait chez lui à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Le journaliste sortait de son véhicule quand deux inconnus ont ouvert le feu dans sa direction. Transporté à l'hôpital Begin de Saint-Mandé, Bernard Campaux était considéré comme hors de danger mercredi matin.

RELIGIONS

Le cardinal Lustiger va commémorer le vœu de Louis XIII

Le 15 août 1638, Louis XIII confiait sa personne et le royaume de France *« à la grandeur de Dieu par Son Fils abaissé jusqu'à nous et à ce Fils, par sa Mère élevée jusqu'à lui »*. Le trois cent cinquantième anniversaire du célèbre vœu de Louis XIII coïncidant, le 15 août prochain, avec le jour de clôture de l'année mariale, le cardinal Jean-Marie Lustiger entend commémorer, avec une solennité particulière, à Notre-Dame de Paris, ce vœu qui *« n'est pas seulement celui d'un roi, mais de tout un peuple »*.

C'est à l'existence de ce vœu que Louis XIV attribuait sa naissance. En signe de reconnaissance, il fit exécuter le maître-autel de la basilique parisienne. Aboli par la Révolution française, le vœu de Louis XIII refit surface sous Napoléon, qui fit même du 15 août une fête d'obligation. Mais l'empereur étant né un 15 août, cette fête devint vite la Saint-Napoléon. C'est sous la Restauration qu'avant d'être abandonnée par Louis-Philippe cette consécration de la France à Marie et à Dieu retrouva son inspiration d'origine (1).

L'archevêque de Paris ne méconnaît pas les objections qui, à un an de la commémoration de la Révolution française, ne manqueront pas de survenir : *« Nous ne voulons pas offenser le pluralisme et la laïcité de l'Etat*, a-t-il dit, le mardi 1er juin aux journalistes. *Le vœu de Louis XIII était une sorte de prise en charge chrétienne de l'identité de la France. En renouvelant aujourd'hui cet engagement, nous voulons seulement marquer l'apport spécifique de l'Eglise à l'histoire nationale. »*

(1) Le Père René Laurentin vient de consacrer un livre au vœu de Louis XIII : *« Passé ou avenir de la France »*, avec une préface de Pierre Chaunu. Editions de l'Œil, 188 pages, 130 F.

● **Evêché contre curé intégriste.** – La cour d'appel de Bourges a confirmé, le mercredi 1er juin, l'ordonnance de référé décidée le 16 novembre 1987 par le tribunal de Châteauroux (Indre) contre un curé intégriste, l'abbé Lecareux. Révoqué par l'archevêque de Bourges, Mgr Pierre Plateau, ce prêtre devra rendre les clés des trois églises dont il a la charge (Mérigny, Sauzelles, Ingrandes) et restituer livres et registres paroissiaux à son successeur. C'est Mgr Plateau qui avait saisi la juridiction civile. Il obtient satisfaction un mois après que le curé intégriste a déclaré dans une homélie : *« Je ne céderai jamais aux exigences de Rome. »* – (*Corresp.*).

Société

ÉDUCATION

Dix-neuf « mesures d'urgence »

Le gouvernement débloque 1,2 milliard de francs pour 1988

Commentant devant la presse les mesures en faveur de l'éducation nationale pour 1988 d'un montant de 1,2 à 1,3 milliard, prises par le conseil des ministre, mercredi 1er juin, le nouveau ministre, M. Lionel Jospin, a indiqué qu'elles ne constituaient pas un *« plan d'ensemble »*, mais qu'il s'agissait de *« mesures d'urgence sur des points noirs, des retards ou des lacunes graves pour apporter des améliorations immédiates ». « Le gouvernement a voulu montrer, par des mesures significatives, que l'éducation est bien une priorité essentielle du président de la République. »* Ces dispositions *« ne sont pas contradictoires avec des mesures à plus long terme qui feront l'objet de concertation avec tous les partenaires concernés, notamment pour la préparation du budget 1989 »*. Et M. Jospin a rappelé l'engagement de M. Mitterrand, pendant sa campagne, de consacrer, chaque année, pendant quatre ans, 4 milliards en faveur de mesures nouvelles à l'éducation.

Les mesures annoncées se partagent entre l'enseignement primaire et secondaire pour 850 millions de francs et le supérieur pour 350 millions de francs. Certaines consistent en l'affectation de crédits supplémentaires pour l'entretien des lycées, des universités ou des cités universitaires ; d'autres concernent les personnels enseignants ou administratifs ; d'autres sont de nature sociale comme l'augmentation des bourses ; d'autres enfin sont réglementaires, comme la relance de l'agrégation interne ou l'annulation de la réforme des thèses décidée, à la veille de l'élection présidentielle, par M. Valade.

M. Jospin a indiqué que la technique financière utilisée, des *« crédits d'avance »* ne permettait pas de créer des postes, mais que ces mesures prévoyaient de financer un nombre important d'heures complémentaires, notamment dans les zones d'éducation prioritaire.

Quatre orientations

1. PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES.

– Relance des zones d'éducation prioritaire, créées par Alain Savary, consistant à donner des moyens supplémentaires aux régions scolairement défavorisées (20 millions de francs) ;

– prolongement de l'action de rénovation des collèges (50 millions) ;

– prolongation des actions d'insertion des jeunes en difficulté (17 millions) ;

– revalorisation de 10 % des bourses de l'enseignement supérieur (65 millions).

2. AMÉLIORER LE CADRE DE VIE.

– Entretien des universités (100 millions) ;

– travaux d'urgence dans les cités universitaires les plus dégradées (50 millions) ;

– crédits supplémentaires pour les bibliothèques pour l'achat de livres et de documentation (50 millions). M. André Miquel, professeur au Collège de France et ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, est chargé d'une réflexion sur la rénovation d'ensemble des bibliothèques universitaires ;

– création, dans les établissements secondaires, de trois cents emplois de personnel administratif, techniciens, ouvriers et de service ;

– effort en faveur des établissements secondaires relevant de l'Etat (115 millions en autorisations de programme et 15 millions en crédits de paiement)

– annulation de la suppression de six cents postes de personnel administratif dans les établissements d'enseignement supérieur.

3. AMÉLIORER LA SITUATION DES PERSONNELS POUR RENFORCER LA QUALITÉ DU SERVICE.

– Assurer le règlement rapide aux professeurs des sommes dues pour leur participation aux examens et concours (180 millions) ;

– augmentation de 40 % du montant des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur (77 millions) ;

– mise en place de l'agrégation interne créée en 1984 par M. Chevènement, mais qui n'avait pas été appliquée.

4. MIEUX ADAPTER LA FORMATION AUX EXIGENCES DE L'AVENIR.

– Remise en cause des arrêtés de mars et avril 1988 sur les études doctorales et l'habilitation à diriger des recherches ;

– augmentation « substantielle » du taux des allocations de recherche ;

– équipement technologique des classes de quatrième et troisième des collèges et accélération de la mise en place des « pôles productiques » dans les lycées techniques industriels (230 millions) ;

– amélioration des stages en entreprises des élèves de l'enseignement technique et professionnel (65 millions) ;

– faciliter les remplacements des personnels de l'enseignement secondaire en stage ou en formation (34 millions) ;

– création d'un fonds d'aide à l'innovation (100 millions).

Ministre de la recherche

M. Hubert Curien s'occupera aussi de l'espace et de l'ANVAR

Lors de sa nomination à la tête du ministère de la recherche, M. Hubert Curien a hérité d'un portefeuille aux attributions moins étendues que celui qu'il avait à gérer sous le gouvernement de M. Fabius. De ministre à part entière, il est devenu ministre délégué, comme M. Michel Rocard en avait formulé le souhait lors de la campagne présidentielle, estimant qu'un ministère de la recherche sous tutelle d'un grand ministère de l'éducation contribuerait *« au réveil de l'enseignement supérieur »* (*le Monde* du 18 mai). Cela n'empêche pas que des arbitrages rendus à Matignon aient redonné un peu plus de substance au ministère de la recherche.

Selon un décret paru au *Journal officiel* du 31 mai, M. Curien aura, par délégation de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, un droit de regard sur les activités spatiales du pays et les crédits qui y sont consacrés. Il connaît bien le sujet puisqu'il fut longtemps président du Centre national d'études spatiales. Il partagera la tutelle de cet organisme avec le puissant ministère des postes et télécommunications de M. Paul Quilès.

En outre, il exercera, en cotutelle avec le ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, ses prérogatives sur la Cité des sciences de La Villette ainsi que sur l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche, dont il avait pourtant été dit avant le 8 mai par M. Rocard qu'elle devait être *« essentiellement pilotée par le ministère de la recherche et de la technique.*

J.-F. A.

M. Paul Larivaille, président de l'université de Nanterre

Au terme de trois réunions de l'assemblée qui regroupe les cent trente-neuf membres des conseils de l'université, et après neuf tours de scrutin, six candidatures, quelques fausses sorties et maints rebondissements, l'université de Paris-X-Nanterre s'est dotée, lundi 30 mai, d'un nouveau président. M. Paul Larivaille, professeur de langue et littérature italienne, a été élu par 75 voix sur 118 votants. Il succède à M. Michel Imberty, dont le mandat arrivait à son terme.

[Né le 14 septembre 1932 à Saint-Etienne-de-Fursac (Creuse), agrégé d'italien en 1955, M. Paul Larivaille est professeur au lycée de Bourg-en-Bresse (1955-1959), puis au lycée Condorcet à Paris (1959-1966). Il commence sa carrière universitaire à Nanterre en 1966 comme assistant, avant de devenir successivement maître de conférences puis professeur (1975). Docteur d'Etat en 1972, il dirige l'institut d'études italiennes de 1974 à 1983, l'UER de langues romanes (1974-1979) et est vice-président de l'université, chargé de la recherche, entre 1977 et 1981. Président du jury du CAPES d'italien entre 1985 et 1987, M. Paul Larivaille avait été brusquement écarté de cette fonction l'été dernier, à la suite d'interventions émanant de l'entourage de M. Jacques Chirac, alors premier ministre. M. Paul Larivaille est l'auteur de nombreux ouvrages sur la Renaissance italienne.]

Instituteurs

Nouvelle évaluation pour les écoles normales

Une délégation d'élèves-instituteurs a été reçue, le mercredi 1er juin, au ministère de l'éducation nationale. Quelque deux cents normaliens, conduits par la Coordination régionale parisienne des élèves-instituteurs, composée notamment de membres du SNI (FEN) et du SGEN-CFDT, avaient, une heure auparavant, manifesté devant ses portes pour demander l'annulation de l'examen de sortie des écoles normales, qu'ils ont boycotté dans plusieurs établissements. Ils jugent cet examen inutile, contestent le principe d'un classement en fonction de critères uniquement scolaires et craignent que celui-ci n'influence la suite de leur carrière (*le Monde* du 27 avril).

Le ministère a déclaré qu'il était trop tard pour supprimer cet examen, prévu par un décret de mars 1986. Il entend donc organiser prochainement une nouvelle session. Toutefois, le système d'évaluation des études pourrait être revu pour l'an prochain. Le ministère compte réunir, avant la fin juin, les comités départementaux de formation, dans lesquels siègent les délégués des normaliens, puis consulter les représentants des personnels enseignants, afin d'entamer une nouvelle réflexion.

MÉDECINE

Les leçons de la mort d'un adolescent

Toutes les greffes d'organes sont précédées d'un test de dépistage du SIDA

Mort du SIDA après la greffe d'un organe contaminé : une tragédie médicale qui, assure-t-on, ne pourra plus jamais se reproduire.

Le 22 décembre 1986, un adolescent de seize ans est admis à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif. Comateux, il souffre d'une très grave lésion du foie (hépatite fulminante) qui impose, selon les spécialistes, une greffe du foie en urgence. Le 25 décembre, on décide d'effectuer une transplantation : un donneur a pu être trouvé, le foie sera prélevé sur le corps d'une femme de vingt-deux ans, diabétique, qui vient de se suicider à l'insuline. L'urgence de la situation était telle, expliquera-t-on plus tard, que l'on ne pouvait attendre le résultat du dépistage du donneur, vis-à-vis du virus du SIDA. Le foie fut greffé avec succès, mais le jeune malade devait mourir, quarante-neuf jours plus tard, des suites d'un SIDA qui s'était développé de manière fulgurante, à partir de l'organe qui devait, pensait-on, lui sauver la vie.

Tous les détails techniques de cette affaire sont rapportés – non sans courage – dans le dernier numéro de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* (daté du 28 mai) par les professeurs Henri Bismuth (Villejuif) et Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et par leurs collaborateurs.

Au-delà du dilemme auquel était confrontée l'équipe chirurgicale (attendre le résultat du test SIDA ou risquer de voir mourir, faute de tenter une greffe, le jeune malade) la principale question posée est celle du dépistage systématique vis-à-vis de la contamination par le virus du SIDA des donneurs d'organes. D'autres cas similaires sont déjà connus dans les milieux spécialisés, des cas qui n'ont toutefois pas eu de conséquences mortelles. Pour le professeur Luc Montagnier, il est clair que *« tout doit être mis en œuvre pour que les équipes de prélèvements et de transplantations d'organes puissent obtenir le plus rapidement possible – en quelques heures – les résultats des tests de contamination du SIDA »*. Cette obligation vaut, selon lui, pour toutes les greffes d'organes, qu'il s'agisse de rein, de cœur, de foie ou même de cornée.

On assure à France Transplants que ces dépistages sont pratiqués de manière systématique et qu'aucun organe n'est greffé si le test SIDA est positif. Un autre don, celui du sperme, bénéficie des mêmes précautions grâce à la Fédération des Cecos (Centres d'étude et de conservation du sperme) qui a mis en place ce système de dépistage dès que celui-ci fut matériellement possible. Compte tenu des critères retenus par la Fédération des Cecos pour les donneurs de sperme (hommes mariés, ayant déjà eu des enfants, etc.) aucun cas de séropositivité vis-à-vis du SIDA n'a d'ailleurs été diagnostiqué chez les centaines de donneurs de sperme depuis 1985. Il resterait à démontrer qu'il en va toujours de même avec les inséminations artificielles réalisées à partir de « sperme frais » dans certains cabinets de gynécologie.

JEAN-YVES NAU.

CATASTROPHES

En Allemagne fédérale, près de Cassel

Cinquante-sept mineurs ensevelis dans une mine de lignite en Hesse

Il restait peu d'espoir, jeudi 2 juin, de retrouver des survivants parmi les cinquante-sept mineurs ensevelis dans la mine de lignite de Borken, près de Cassel. Aux petites heures du matin, trente et un morts avaient été remontés ou localisés par les sauveteurs. Vingt-six mineurs étaient encore portés disparus dans les galeries saturées de gaz.

Une formidable explosion, mercredi vers midi, avait fait s'écrouler les galeries jusqu'à 100 mètres sous terre. A la surface, huit personnes ont été blessées, dont une très grièvement, par des chutes de matériaux envoyés en l'air par la déflagration.

Tout l'après-midi et toute la nuit, douze équipes de sauveteurs tentaient par tous les moyens d'accéder au fond, à la recherche d'éventuels survivants, pendant que les familles éplorées, les journalistes et les curieux accourus de toute la région se rassemblaient sur le carreau de la mine. Au cours de la nuit, la police faisait évacuer les abords du lieu de la catastrophe, craignant une nouvelle explosion. Le monoxyde de carbone accumulé au fond risquait à tout moment de s'enflammer. Le réseau compliqué de galeries a rendu les recherches difficiles. Les sauveteurs avançaient péniblement dans les décombres, constamment alimentés en air frais par des compresseurs installés en surface. Une équipe a creusé un nouveau puits à l'est de l'entrée principale de la mine, pour accéder plus rapidement au lieu où étaient censés se trouver les emmurés.

Selon les indications des médecins et des pompiers présents sur place, et après la découverte des seize premiers corps, il semble que les mineurs soient morts sur le coup : ils n'ont même pas eu le temps d'utiliser les masques à gaz dont ils sont pourvus, qui leur permettent de tenir trois heures dans une atmosphère viciée par la poussière de charbon et le monoxyde de carbone. Parmi les cinquante-sept personnes mortes ou disparues, on compte quatorze Turcs et un jeune bachelier de dix-huit ans venu travailler à la mine avant de commencer ses études. C'était son premier jour de travail au fond. Le porte-parole de la direction des mines de Cassel, M. Erwin Braun, a déclaré que l' *« on avait pas remarqué, ces derniers jours, une accumulation particulière de poussière dans les galeries »*.

Tout l'après-midi, les familles présentes donnaient l'image, hélas habituelle dans ces circonstances, de l'anxiété qui se transforme en désespoir à mesure que s'amenuisent les chances de retrouver des survivants. Familles allemandes et turques étaient là, au coude à coude. Au bout d'un certain temps, les autorités sanitaires les ont évacuées en ambulance vers leurs domiciles.

L'accident de Borken est le troisième en importance depuis la fin de la guerre en République fédérale d'Allemagne. En 1946, un coup de grisou dans une mine de charbon de Unna, dans la Ruhr, avait fait quatre cent douze victimes. En 1962, à la mine de Luisenthal, près de Völklingen dans la Sarre, une explosion avait coûté la vie à deux cent quatre-vingt-dix-neuf mineurs.

LUC ROSENZWEIG.

• **INDONÉSIE : Deux cents morts dans un naufrage.** – Le bilan de l'accident d'un ferry indonésien surchargé qui a coulé le 28 mai dans la mer de Java pourrait s'élever à plus de 200 morts, a estimé, le mercredi 1er juin, le *Java Post*. – *(Reuter.)*

ENVIRONNEMENT

La marée d'algues en Scandinavie

Les laboratoires français vont participer à l'étude du phénomène

La marée jaune qui a provoqué une hécatombe de poissons dans les mers scandinaves ne paraît pas menacer, pour l'instant, les côtes françaises. Il faudrait, en effet, plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour que, poussée par les vents et drossée par les courants, elle arrive sur notre littoral. Or, déjà, en Norvège certains chercheurs constatent que la concentration de l'algue qui atteignait 10 millions d'organismes par litre, est retombée à un niveau proche de 1 million. Explication : les bancs d'algues jaunes sont emportés vers le large et après avoir absorbé les engrais dont elles se nourrissent elles meurent sans proliférer. L'équilibre écologique perturbé par un hiver relativement doux et un excès d'effluents dans les eaux de mer serait en train de se rétablir.

Cependant l'algue jaune en question, de son vraie nom *Chrysochromulina polylepis*, existe dans les eaux de la Manche et elle y a été repérée par deux spécialistes britanniques en 1962. Tout risque de marée jaune n'est pas écarté car on connaît en outre, sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais, un organisme cousin, la *Phaeocystis*, dont la prolifération printanière sur les grèves donne lieu à un phénomène connu sous le nom de « Fleur de mai ». *La Phaeocystis* s'est déjà manifestée au moins une fois, ces dernières années, en colmatant les filtres rotatifs des systèmes de refroidissement de la centrale nucléaire de Gravelines.

Poissons asphyxiés

Même si, en Scandinavie, la *Chrysochromulina* n'est en rien responsable de la mort des phoques – ceux-ci succombent à une maladie pulmonaire à virus, – elle a ravagé les familles de poissons sédentaires qui, en temps ordinaires, se nourrissent de cette algue microscopique, un des éléments du plancton végétal. En effet, lorsque ce « fourrage marin » prolifère, il en vient à colmater les branchies des poissons, qui s'asphyxient. En outre, à grande concentration, la *Chrysochromulina*, qui dégage du sulfate d'ammoniaque, devient toxique. Elle empoisonne, par exemple, les piscicultures.

Ce qui vient de se passer incite en tout cas les chercheurs à étudier plus attentivement le milieu biologique des eaux côtières, soumis aux influences croisées des effluents terrestres et des apports de haute mer. M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a proposé à son collègue ouest-allemand, M. Klaus Toepfer, l'aide des laboratoires français spécialisés comme ceux de Pleubian (le CEVA), de Nantes (l'Ifremer) et de Caen (le laboratoire d'algologie). M. Toepfer a accepté cette proposition.

Le Monde
DES LIVRES

L'excentrique lady Sitwell

Découvrez cette vieille dame anglaise très indigne et ses personnages : c'est un cortège à la Fellini...

COMME s'il existait quelque part un trésor perdu, oublié, on ne cesse de fouiller les bibliothèques, démontant les étagères, bouleversant les réserves et les « seconds rayons », à la manière des héritiers qui recherchent un testament dérobé. Et de plus en plus souvent il arrive que l'on déniche, tout d'un coup, quelque vieille dame anglaise très indigne quant à la moralité, mais digne du plus grand respect pour les lecteurs. Hier, c'était Sylvia Towsend-Warner (1), morte en 1978 sans que ses compatriotes se soient aperçus de son existence.

Aujourd'hui, c'est le tour d'Edith Sitwell – lady Sitwell, s'il vous plaît..., – poète et prosateur, laquelle gaspilla, sa vie durant, tellement d'énergie pour apparaître comme un écrivain résolument de son temps – ce qui, en tout état de cause, est inévitable, – et tellement de temps à faire sa propre publicité, que l'image haute en couleur qu'elle se fabriqua finit tôt par recouvrir l'œuvre fragile, drôle et, par moments, passionnante qui est la sienne.

Née en 1887, morte en 1964, nombreux sont les amateurs de littérature, en dehors du domaine anglais, à ne connaître d'elle que ses sublimes photographies par Cecil Beaton, dans lesquelles elle affiche, selon son humeur, un air de doge, d'évêque travesti, ou de gargouille gothique chapeautée en plumes d'autruche.

Si, comme disait l'autre, l'intelligence est en soi une exagération qui détruit l'harmonie du visage, Edith Sitwell, au témoignage de ceux qui l'ont côtoyée, devenait, dès qu'elle réfléchissait, tout nez ou tout front, son maintien, son port de tête changeant – et, du même coup, son style, voire son époque. C'est ainsi que Frédéric Prokosch, qui la rencontra dans une cocktail-party à New-York, note, dans *Voix dans la nuit* (2), que, lorsqu'elle parlait des élisabéthains, « *son visage revêtait une symétrie ornée de joyaux* », ses longues mains alourdies d'énormes bagues effleurant une fraise imaginaire autour du cou. Et si la conversation déviait sur un autre sujet, remontant, par exemple, au Moyen Age, même les plis de sa robe devenaient sculpturaux, et l'intonation de sa voix, liturgique. Et Prokosch d'ajouter que son impassibilité était si impressionnante que la grosse crevette enduite de mayonnaise tombée des mains d'Edmund Wilson sur la coiffure à étages de la poétesse avait fini par prendre, au cours de la soirée, l'« *aspect d'une amulette en ivoire* ».

Pareille à une reine déchue suivie de ses deux frères – Osbert, auteur d'une laconique autobiographie en cinq pesants volumes, et Sacheverell, poète et critique d'art, amateur d'architecture, – Edith Sitwell hanta la Florence de Berenson, le Paris des ballets russes, et cette vaste Amérique qu'elle essaya d'étonner, à l'instar des Wilde autrefois. Consacrant beaucoup de temps à médire de D.H. Lawrence, et à se vanter d'avoir découvert Dylan Thomas. Et à un moment de sa vie, elle aurait eu un tel nombre d'ennemis qu'elle se trouva un jour contrainte, pour ne pas prendre seule son thé, de faire passer dans le *Times* une annonce sollicitant une amnistie générale.

Aujourd'hui, comme Cocteau dans son ultime poème, elle aurait le droit de s'exclamer : « *Il est juste qu'on m'envisage après m'avoir dévisagé.* »

Il y a, *grosso modo*, deux sortes d'écrivains : celui pour qui le langage fait problème, car c'est le seul instrument dont il dispose pour comprendre l'homme ; et celui pour qui les mots aspirent à la musique, le plus euphonique étant, dans cette perspective, le plus juste. S'il a du talent, le premier sera loué pour son humanité et sa profondeur, tandis que le deuxième sera taxé d'esthétisme, sinon de gratuité.



Edith Sitwell vue par Cecil Beaton.

Le rythme du fox-trot

Tel a été le cas d'Edith Sitwell : ne voulut-elle pas, à un certain moment, recréer, au moyen du langage, le rythme du fox-trot ou de la valse ? Or, elle savait être autrement grave, et elle a été une véritable théoricienne en ce qui concerne l'emploi phonique de la langue, l'utilisation de la cadence, le rapport des consonnes et des voyelles dans le vers, l'allitération, qui était son dada, la métaphore surprenante. En quoi elle se rattachait aux Anciens anglo-saxons, ceux des sagas, notamment.

Comme ces lointains ancêtres, qui n'auraient d'ailleurs pas toléré d'appeler les choses par leur nom et qui ne disposaient, pour l'éviter, que d'un lot restreint de métaphores – « résidu des marteaux », pour l'épée, « délice des corbeaux », pour le guerrier, « toit de la baleine », pour la mer, – Edith Sitwell considérait qu'il est vain d'essayer des variantes alors qu'une pensée a déjà trouvé son expression adéquate. Aussi ses poèmes et sa prose sont-ils parfois un patchwork de ses propres poèmes et proses, parsemés, de surcroît, de citations qu'elle se limite à relier non sans ingéniosité, et avec beaucoup de grâce, mais sans toujours avouer au lecteur ses sources. On l'accusa d'auto-plagiat, voire de plagiat tout court.

Sans doute devait-elle penser que l'originalité est une superstition somme toute assez récente, et que détacher une ligne admirable d'un livre aboutit parfois à sauver de l'oubli et la ligne et le livre lui-même. Confortée en cela, probablement, par les illustres exemples de Montaigne, de Shakespeare, de Cervantès, lesquels avaient puisé en toute liberté chez les Anciens.

Quoi qu'il en soit, nous courons le risque de ne pas apprécier tout à fait le talent de lady Sitwell, du moment que l'essentiel de son œuvre, sa poésie, nous fait encore défaut en français. Et cela est compréhensible, car si traduire un poème est toujours un acte de foi, dans le cas d'une poésie où le jeu des sonorités prime sur le sens, la foi ne saurait en aucun cas suffire.

HECTOR BIANCIOTTI.

(Lire la suite page 20.)

(1) *Laura Willowes*, édition Picquier, 1987.
(2) « 10-18 », 1987.

Albert Memmi en pharaon

Un roman autobiographique qui mêle la passion amoureuse à l'histoire de la décolonisation en Tunisie.

IL y a un beau thème philosophique dans *le Pharaon* d'Albert Memmi : l'autonomie à laquelle le sage aspire, cette indépendance à l'égard des êtres et des choses, se paye d'une mort vivante. Un pharaon n'est pas d'abord un roi, mais un homme qui s'aménage un tombeau si confortable qu'il s'y enferme pour mieux jouir de l'attente de la mort.

Armand Gozlan, égyptologue réputé, a été surnommé « le Pharaon » par ses étudiants, avec respect et affection. Ce juif tunisien, au début des années 50, entretient de bonnes relations avec les trois communautés de la ville de Tunis : chrétiens, musulmans et juifs. Marié à une avocate qui n'exerce plus et qui passe ses journées à jouer au bridge et ses nuits à combattre l'insomnie, il se consacre à ses recherches, hors de l'université qu'il a quittée. Ni l'Egypte ni la Grèce n'ont plus de secret pour lui ; en revanche, il lui reste tout à découvrir sur le passé de son propre pays. Dans l'arrière-boutique d'un ami commerçant avec lequel il s'est associé, il travaille posément à reconstituer l'histoire d'un antique royaume juif d'Afrique, dont la population s'est peut-être mêlée plus tard aux arabo-berbères qui ont constitué au cours des siècles l'actuel beylicat sous protectorat français.

Libéral de tempérament, détestant toute forme de domination, rêvant de rapports harmonieux entre les gens et les peuples, Armand Gozlan passe pour un sage. Des jeunes indépendantistes arabes lui demandent de diriger les pages culturelles d'un nouvel hebdomadaire, *le Patriote*, qui doit, sur des positions modérées, préparer les esprits à l'inéluctable libération du pays de la tutelle française. Mais, plus que cet engagement politique, assez prudent au demeurant, c'est une passion amoureuse qui va faire sortir « le Pharaon » de son tombeau. Avec Carlotta, une étudiante belle et sensible, venue lui demander de diriger sa thèse, Armand Gozlan renaît à la vie en renaissant à son désir, endormi sous les cendres d'un vieux mariage d'amour et de raison.

Le roman nous entraîne dans cette passion au déroulement aussi fatal que les événements collectifs dont elle paraît une métaphore individuelle, resplendissante et douloureuse.

Une sérénité crépusculaire

Clandestine, consentie comme telle à ses débuts par la jeune amante qui pourrait être la fille de Gozlan, la liaison tourne mal dès que, pour sortir du mensonge et gagner ainsi un espace de liberté sur les contraintes du couple légitime, l'époux passe à l'aveu qui précipite sa femme aux bords de la folie.

La maîtresse n'a de cesse alors d'obtenir de lui, par une guérilla quotidienne, qu'il abandonne cette épouse qui exerce sur lui la tyrannie de sa souffrance. Armand Gozlan, paralysé par des souhaits contradictoires, s'aperçoit qu'il tient, pour des raisons qu'il distingue mal, plus encore à son travail qu'à son amour pour la jeune femme, et que ce travail, son épouse a su le préserver en l'aidant à construire le tombeau dont Carlotta l'a extrait. Il ne quittera donc pas son foyer, et retrouvera, après en avoir payé lui aussi le prix de souffrance et d'arrachement, la sérénité crépusculaire mais paisible d'un ménage qui survit, parce que la peur de la vie est plus forte que la vie.

MICHEL CONTAT.

(Lire la suite page 15.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

Fin des Œuvres complètes

Bataille le déchaîné

SI Dieu n'existe pas, tout est permis, disait Dostoïevski. Si la raison s'efface à son tour, Bataille ajoute : ce n'est plus un droit, c'est un devoir, de tout se permettre, d'aller au bout des passions, perversions et furies, au-devant de l'horreur et de la mort. Artaud revendiquait le même engagement, au sens de nantissement des paroles par des actes – le rire en moins.

De leur vivant, on les tenait négligemment l'un et l'autre pour la marge la plus convulsive du surréalisme. Ils surplombent désormais le demi-siècle par une vision prophétique de l'homme livré à lui-même, et par des visées encyclopédiques qui occupent, en une trentaine de volumes, un rayon entier de bibliothèque ! Il manquait aux *Œuvres complètes* de Bataille les articles de revue, notamment de *Critique*, où a défilé toute l'actualité intellectuelle de son temps : les voici rassemblés, par les soins de Francis Marmande, avec l'aide de Sibylle Monod.

QUI était l'auteur de *l'Abbé C.*, du *Bleu du ciel* (1897-1962) ? D'apparence le plus rangé des hommes : petit-bourgeois d'Auvergne aux airs proprets, catholique pratiquant jusqu'à vingt ans passés, chartiste, bibliothécaire à Carpentras et à Orléans. Au-dedans : plus enragé qu'Artaud, amateur de débauche, d'excès, de frénésie. Sur sa biographie, on peut se reporter à l'ouvrage de Michel Surya, paru l'an dernier, *la Mort à l'œuvre* (1) ; étant entendu que la chronique des rencontres amoureuses compte moins que l'itinéraire intellectuel. L'un et l'autre répondent à une obsession : ruiner en soi ce qui s'oppose à la ruine, par un « cynisme joyeux », ennemi de toute dignité et des lois sociales. Ce qui n'ira pas sans équivoque, à l'égard des fascismes par exemple.

Nourri de Hegel, Nietzsche et Freud – qu'il a contribué à introduire dans l'analyse politique des années 30 – Bataille restera comme le compagnon de route incommode du surréalisme, du marxisme et de l'existentialisme, l'inspirateur du Collège de sociologie, et l'interlocuteur amical de contemporains primordiaux : Blanchot, Caillois, Camus, Klossowski, Leiris, Masson, Prévert, Queneau, Sartre...

PARMI les œuvres surgies dans les années 1944-1949, les *Tropiques* de Henry Miller et leur parfum de soufre ont tout pour attirer Bataille. Il y voit un culte de l'instant qui rejoint le sien. Tous deux entendent agir, sentir, comme si le passé était mort et l'avenir irréalisable. Hissés à la place de Dieu, ils n'ont d'autre spectacle que le « *grandiose écroulement du monde* », ni d'autre ressource que faire de leurs livres des « *danses d'agonie* ».

L'après-guerre voit le triomphe populaire de *Paroles*, de Prévert, chez qui Bataille salue moins le poète que le destructeur de la poésie. A l'opposé, le *Thésée* de Gide ne peut que lui apparaître comme le comble de l'affectation.

L'actualité non littéraire ne le laisse pas indifférent : la bombe d'Hiroshima, le *Rapport Kinsey* sur le comportement sexuel des Américains, les premières guerres coloniales... Mais la production contemporaine domine. Bataille porte sur elle un regard autrement lucide que celui de la critique environnante. C'est l'avantage de ne jamais quitter de vue une certaine perspective, fût-elle celle du désastre universel. On retiendra en particulier l'intuition, derrière l'humour de Queneau, d'une critique ravageuse du langage ; de l'importance de Genet, de Char, de Simone Weil.

(Lire la suite page 16.)

(1) Librairie Séguier, 564 p., 180 F.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Passage en revues

Idées, histoire, sociétés.

DANS leur éditorial du *Messager européen*, Danièle Sallenave et Alain Finkielkraut reviennent sur la question qui est *aujourd'hui* la plus importante parmi celles que fait affleurer le débat sur le passé nazi d'Heidegger : la critique radicale de la technique qu'a menée le philosophe allemand devait-elle le conduire nécessairement à un repli réactionnaire et nationaliste sur la préservation et l'exaltation des « racines » et de la race ; et, par opposition, le déracinement imposé par la technicisation de l'existence est-il, comme l'affirment par exemple Ferry et Renault, libératoire ?

Les responsables du *Messager européen* se prononcent contre tout abandon de l'homme à l'emprise technicienne, mais la critique qu'ils mènent de la menace technique ne les fait pas pour autant revenir aux nostalgies rousseauistes et aux crispations heideggeriennes sur le sol et la langue natals. Ce qui les fait se situer sur l'arête d'un humanisme dont il leur reste à justifier le bien-fondé et la cohérence. La belle citation de Jan Patocka qui conclut leur éditorial définit un refus, non une perspective : « *Est déchue une vie à laquelle le nerf intime de son fonctionnement échappe, une vie perturbée dans son fond le plus propre de telle manière que, se croyant pleine de vie, en réalité elle se vide et se mutile à chaque pas. Est déchue une société dont le fonctionnement mène à une telle vie, tombée sous la coupe de ce dont la nature n'est pas celle de l'être de l'homme.* »

Un des exemples de cette résistance est donnée, dans le dossier que consacre la revue à l'« américanisation », par la manière dont les peintres hispano-américains des Etats-Unis ont su préserver dans leur art l'identité de leurs communautés d'origine. Les artistes chicanos, portoricains, cubains ou centro-américains, dont parle Octavio Paz, créent « *des hiéroglyphes de vengeance mais aussi d'illumination, des coups frappés à la porte fermée. Leurs peintures ne sont ni métaphysique ni connaissance de l'homme intérieur ni subversion poétique, mais quelque chose de plus ancien et de plus instinctif : icônes, talismans, retables, amulettes, effigies, idoles, fétiches – objets d'adoration et d'abomination* ». (le *Messager européen*, Editions POL, n° 2, 290 p., 120 F.)

Il y aurait danger de grande confusion à lier civilisation technicienne et, accompagnant le développement des sciences, mutation épistémologique. La grande faiblesse de toutes les idéologies du concept qui se sont construites sur l'ignorance de la révolution scientifique est d'avoir négligé, malgré l'avertissement de Bachelard, la puissance et l'efficacité des images et de l'imaginaire dans l'élaboration de la rationalité et dans la compréhension de ses effets. Les *Cahiers de l'imaginaire*, qui viennent de naître à Toulouse autour de Gilbert Durand, Michel Maffesoli et Patrick Tacussel, se donnent pour but d'explorer, avec toutes les ressources de l'interdisciplinarité, tous les modes de cette relation essentielle entre la science rationnelle et l'imaginaire qui ont définitivement fini de faire chambre à part, voire de se disputer l'emprise du réel. Cette convergence, cette « nouvelle alliance » entre ce qui était, hier encore, l'appréhension « objective » de la réalité et « la folle du logis », dessine la perspective d'un « savoir global » intégrant sur un plan d'égalité science et rêverie, approche scientifique et approche littéraire : « *Nos ordinateurs*, écrit dans son introduction Gilbert Durand, *rationalisent à leur façon l'imaginaire, notre imaginaire dynamise et poétise l'audace de la raison.* » Pour l'instant, l'alliance au sein de la revue ne se manifeste encore que sous la forme d'une collaboration entre sociologues, anthropologues et littéraires. Les praticiens des sciences dites exactes manquent à l'appel. Ils seront nécessaires si la revue ne veut pas verser dans les deux fossés qui bordent sa route : la sociologie de la création artistique d'un côté, l'hermétisme et la gnose à la manière Abellio de l'autre côté. L'essentiel pour le moment est qu'un lieu existe pour de telles rencontres, qui pourraient mener, selon Basarab Nicolescu, « *à l'élaboration d'une approche transdiciplinaire ouverte, en permanente évolution, qui se nourrira de toutes les connaissances humaines et qui replacera l'homme au centre des préoccupations de l'homme* ». (*Cahiers de l'imaginaire*, éditions Privat, 130 p., 150 F.)

⁂

C'est encore de la société technicienne que parlent Marc Le Bot, Jean-Philippe Domecq, Georges Vigarello et Jean-Jacques Courtine dans le dossier d'*Esprit* qui a pour titre « Les modes, les médias, la culture ». L'art, affirme Marc Le Bot, n'est ni « vrai » ni « faux », ce qui établit une différence fondamentale de visée entre lui et les sciences qui, elles, tendent à une vérité qui a sa sanction dans la maîtrise du réel. On vient de voir que cette opposition est contestée et que les frontières ne sont peut-être pas aussi franches. Quand Flaubert écrivait que la seule chose qui lui importait était la vérité, il donnait à ce mot un sens très proche de celui qu'avaient en tête Planck, Pauli ou Heisenberg. Cependant, l'essentiel du propos de Marc Le Bot n'est pas là, mais dans la dérive qu'entraîne cette absence de référence : tout peut-il être qualifié d'« œuvre d'art » à partir du moment où les médias désignent ceux qui les signent comme des artistes ? Non, évidemment, sauf à décréter que l'art n'existe plus ou qu'il gît dans n'importe quel bric-à-brac, ce qui revient au même.

L'affaire est évidemment politique et au n'importe-quoi de l'art-média répond, comme le montre Domecq, le n'importe-quoi de la démocratie-média. Dans l'une et l'autre figures, il s'agit d'abolir le sens, le questionnement, l'être même de l'art, de la vie en société – au profit exclusif de la communication de tout avec tout. On trouve là des échos de la polémique qui a – les médias obligent aussi à cette personnalisation – opposé l'an dernier Finkielkraut et Lipovetsky et que deux textes, de Georges Vigarello et Jean-Jacques Courtine, tentent de resituer dans une perspective historique et théorique : ce n'est pas en maintenant, à coup d'exclusives, une conception élitaire de la culture que l'on combattra le nivellement de la production intellectuelle, pas plus qu'à l'inverse la « tyrannie de la collectivité », dont parlait déjà Tocqueville, ne pourra étouffer, sans danger, le véritable débat démocratique. Dire cela n'est pas pas renvoyer dos à dos les adversaires, mais vouloir réintroduire ce qui, paradoxalement, manque le plus aux polémistes : l'esprit de contradiction. (*Esprit*, n° 5, mai 1988, 128 p., 58 F.)

⁂

Hommage d'un média à la culture la plus élégamment élitaire : signalons la parution, en un volume fort soigneusement relié et recouvert de toile lie de vin, des sept numéros de *le Promeneur* publiés au cours de l'année 1987 et insérés dans la somptueuse revue *FMR*. Il s'agit toujours de raretés cueillies à la fine pointe de l'esthétisme par – au hasard des sommaires – Camporesi, Gomez De La Serna, Lezama Lima, Witkiewicz, Manganelli, Leiris ou Robert Coover. Sans oublier Patrick Mauriès, initiateur de ces rassemblements pour happy few. (*Le Promeneur*, éditions Franco Maria Ricci, 170 p., 255 F.)

P. L.



CAGNAT.

● DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● JEAN-FRANÇOIS BERGIER : *Guillaume Tell.* – L'auteur le dit lui-même : « *Proposer une biographie de Guillaume Tell relève du gag, ou du défi.* » Personne ne peut affirmer l'existence de ce héros populaire qui porte cependant depuis sept siècles un message de liberté et d'indépendance. Après un tableau de la tradition, l'auteur suit à travers les temps modernes les « métamorphoses » de Guillaume Tell, les forces et les perversions du mythe. (Fayard, 476 p., 140 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● DIDIER SOUILLER : *La littérature baroque en Europe.* – Imaginaire et formes baroques sont étudiés dans cet ouvrage, qui ne se contente pas des données fournies par les Beaux-Arts mais analyse les perceptions collectives du monde et la sensibilité commune aux nations européennes durant la période 1580-1660. (PUF, 270 p., 138 F.)

DOCUMENT

● ALAIN BROSSAT : *Agents de Moscou.* – L'auteur, germaniste et philosophe, a voulu mener l'enquête sur le stalinisme et ses agents, ces « *fantassins des services* »,... ces « *fourmis anonymes* ». Outre le recours aux documents et archives accessibles, il a pratiqué l'enquête orale, pour produire des récits qui, « *au fond, ne militent que pour l'Histoire, inspirés par l'indéracinable et naïf goût de savoir* ». (Gallimard, 311 p., 95 F.)

HISTOIRE

● RENÉ RÉMOND : *Notre siècle - 1918-1988.* – Ce sixième et dernier tome de l'« Histoire de France », dirigée par Jean Favier, est le récit d'une période qui est à la fois contemporaine et inachevée, « *parce qu'il n'est aucun des moments qui la composent dont ne survivent parmi nous des hommes et des femmes qui en furent témoins* ». Avec la collaboration de Jean-François Sirinelli. (Fayard, 1 012 p., 198 F.)

● MICHEL DE DECKER : *Les Grandes Heures de la Normandie.* – De l'occupation romaine à la libération, de l'or des Templiers au bûcher de Jeanne d'Arc, des ducs de Normandie et de Malherbe à Monet et Aristide Briand, l'histoire normande parcourue à grandes enjambées par un connaisseur. (Perrin, 366 p., 140 F.)

MYTHOLOGIE

● CLAUDE LECOUTEUX : *Les Nains et les Elfes au Moyen Age.* – Présent dans les contes, légendes et mythologies, le nain, lié à la fertilité, et à la mort, est une survivance du paganisme. Spécialiste des littératures germaniques, Claude Lecouteux a relevé les images, situations et usages gravitant autour de cet être singulier, en appuyant son travail sur les recherches de Georges Dumézil. Préface de Régis Boyer. (Editions Imago, 207 p., 120 F.)

PHILOSOPHIE

● ILYA PRIGOGINE et ISABELLE STENGERS : *Entre le temps et l'éternité.* – Le précédent livre signé par le prix Nobel de chimie et la philosophe, *la Nouvelle Alliance* (Gallimard, 1979), est quasiment devenu un classique. Elargissant le champ de leur réflexion, les auteurs cherchent cette fois à montrer comment la question du temps s'inscrit à tous les niveaux de la connaissance scientifique contemporaine et la renouvelle en profondeur. (Fayard, 224 p., 98 F.) Signalons par ailleurs les actes du colloque de Cerisy (juin 1983) consacré à l'œuvre d'Ilya Prigogine et publié sous le titre *Temps et devenir*, (Patino, Genève, Stendhal diffusion, 320 p., 180 F jusqu'au 30 juin, 240 F ensuite.)

● STANISLAS BRETON : *Poétique du sensible.* – Au départ, deux modalités d'être, deux manières d'habiter le monde : l'« être-dans », qui est tout le champ du sensible, dans lequel se trouvent « *le repos, l'être fixe et stable, la demeure et le demeurer* » ; l'« être-vers », qui est élan, aspiration, transgression et que le poème tente d'exprimer. « *Harmoniser les facteurs complémentaires d'être-dans et d'être-vers* », telle est la tâche de cette « poétique du sensible ». (Cerf, 168 p., 104 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

La sélection de printemps du Renaudot

Le jury du Renaudot a communiqué sa première sélection en vue de l'attribution de son prix à l'automne. Voici la liste des huit romans retenus. Henri Anger : *la Mille et Unième Rue* (François Bourin) ; Emmanuel Carrère : *Hors d'atteinte ?* (POL) ; René Depestre : *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard) ; Vénus Khoury-Ghata : *Bayarmine* (Flammarion) ; Agota Kristof : *la Preuve* (Le Seuil) ; Clotilde Martin : *Gabriel penché* (Le Seuil) ; Tito Topin : *Un gros besoin d'amour* (Grasset) ; Pierre Veilleté : *Mari-Barbola* (Arléa).

La fête à Montpellier

Depuis 1986, la capitale du Languedoc est le cadre de la « Comédie du livre ». Cette année, le maire de la ville, avec le concours de l'université Paul-Valéry, de la Maison des écrivains et de l'Institut géographique national, proposait aux quelque cinquante mille visiteurs présents du 26 au 28 mai, place de la Comédie, trois grands espaces de réjouissance : les journées européennes de la critique ; le texte et l'esprit des lieux ; enfin le salon du « plaisir » où les flâneurs pouvaient trouver des textes rares et confidentiels, découverts ou redécouverts par ceux que l'on appelle les « petits éditeurs » (entre autres Fata Morgana, le Dilettante, Calligramme, et, bien sûr, l'admirable Corti) qui s'épanouissent en marge des « grands ».

Les débats qui devaient esquisser le lien subtil entre la géographie intérieure d'une œuvre et l'endroit qui l'inspire s'articulaient surtout autour du Languedoc-Roussillon, de sa quête spirituelle à travers la toponymie et les statistiques bien ordonnées ; et pourtant, loin de l'ordinateur et de la cartographie, le dernier livre d'Amin Maalouf (participant à la fête à côté notamment de Yan Queffelec, Dominique Fernandez, Pierre Toreille ou André Stil) nous projetait également vers les steppes de l'Asie centrale et vers la mythique Samarkand.

Le Prix Antigone de la ville de Montpellier a été décerné cette année à l'écrivain haïtien René Depestre, pour *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard) et au poète occitan Joan Larzac pour *Obra poetica* (Institut des études occitanes).

EDGAR REICHMANN.

Dunoyer de Segonzac et Valery Larbaud

Au pays de Valery Larbaud, à la Bibliothèque municipale de Vichy, une belle exposition Dunoyer de Segonzac a été inaugurée le 28 mai, en la présence du D[r] Jacques Lacarin, député de l'Allier, maire de la ville.

Jusqu'au 31 juillet, Monique Kuntz, bibliothécaire en chef, organisatrice des manifestations culturelles, invite à une promenade dans « le Paris de Charles-Louis Philippe et Dunoyer de Segonzac » : une vingtaine d'eaux-fortes, d'aquarelles, de lavis, font découvrir le style de Segonzac, ce graveur qui, d'une pointe sur le cuivre, a dessiné le chevet de Notre-Dame, l'entrée de l'hôtel d'Albret, l'hôtel Lambert, le pont des Arts, le Vert-Galant, pour ne citer que ce quartier cher au monarque et à l'artiste. Les œuvres exposées appartiennent à des collections particulières, rassemblées par la galerie Varine-Gincourt.

Dans le même temps, le 29 mai, le prix Valery-Larbaud 1988, dont le jury est présidé par Roger Grenier, a été attribué à Jean-Marie Laclavetine pour son roman *Donnafugata* (Gallimard) (voir « le Monde des livres » du 23 octobre 1987). Le montant du prix est, cette année, de 20 000 F.

SIMONNE CARRIER.

● EN BREF

● C'est ANDRÉ DHOTEL qui a obtenu cette année le Grand Prix de la Société des gens de lettres. Parmi les nombreux autres lauréats, citons : Jacques Réda (Grand Prix de poésie), Jean Grosjean (Prix Poncetton), Béatrice Beck (Prix Thyde-Monnier), Charles Exbrayat (Prix Paul-Féval de littérature populaire), René Depestre (Grand Prix du roman pour *Hadriana dans tous mes rêves*, Gallimard). A propos d'André Dhôtel, signalons le numéro des *Cahiers bleus* qui vient de lui être consacré et qui contient plusieurs inédits. (Les *Cahiers bleus*, Logis de la Folie, 2, rue Michelet, 10000 Troyes, 90 F.)

● Le prix Fémina-Vacaresco, décerné chaque printemps par le jury du Fémina, est allé cette année à FRÉDÉRIC VITOUX pour sa *Vie de Céline* parue chez Grasset (voir « le Monde des livres » du 29 janvier).

● Le prix des bibliothécaires « Culture et bibliothèques pour tous » a été décerné au CARDINAL LUSTIGER pour son livre d'entretiens avec Dominique Wolton et Jean-Louis Missika, *le Choix de Dieu*, paru aux éditions de Fallois (voir *le Monde* du 4 décembre 1987).

● BERNANOS, CENDRARS ET PROUST sont à l'affiche de trois colloques au cours de ce mois de juin : du 7 au 11, l'université de la Sorbonne nouvelle et celle de Lille célèbrent le centenaire de la naissance de Georges Bernanos (rens. : Max Milner, 13, rue de Washington, 75008 Paris) ; les 17 et 18, l'université de Paris-X Nanterre se propose d'étudier *l'Homme foudroyé*, de Blaise Cendrars (rens. : Claude Leroy, 44, rue Sarrette, 75014 Paris, tél. : 45-40-95-28) ; le 24 enfin, l'Institut Marcel-Proust réunira des spécialistes étrangers et français pour débattre principalement de l'influence de l'auteur de la *Recherche* en Extrême-Orient (rens. : Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris).

● Le congrès annuel de l'Association des amis d'ARSÈNE LUPIN se tiendra le 19 juin à Etretat. Au programme : rendez-vous au Clos-Lupin, réception à l'hôtel de ville, déjeuner aux Roches-Blanches et conférence. Les inscriptions devront être renvoyées au siège de l'association avant le 5 juin. Association des amis d'Arsène Lupin, 8, rue Chevreuil, 75011 Paris.

● La ville de METZ organise pour la première fois, les 4 et 5 juin, une manifestation littéraire d'envergure nationale, L'été du livre, placée sous le patronage de Maurice Rheims et au cours de laquelle sera décerné le prix du Livre de l'été.

● La MJC d'Epernay et la Fondation Hergé organisent, jusqu'au 15 juin, une manifestation sur le thème : TINTIN ET SON UNIVERS. Concours, expositions, projections cinématographiques, alternent au cours de ces journées.

● PRÉCISIONS. – *La Femme à la valise*, de Maria Antonietta Macciocchi (Grasset), dont Pierre Drouin a rendu compte dans « le Monde des livres » du 27 mai, a été traduit de l'italien par Françoise Brun.

Par ailleurs, une erreur s'est glissée dans l'article de Nedim Gürsel sur la littérature turque (« le Monde des livres » du 27 mai). C'est du poète Yahya Kemal, qui a vécu au début du siècle, et non du romancier Yachar Kemal, dont il était question dans le premier paragraphe.

• ROMANS

Ordre et logique du délire

C'est à l'économie pathétique d'un délire, à l'agencement d'une folie que se réduit l'existence du couple frère-sœur mis en scène par Jean-Louis Maunoury dans son roman *le Saut de l'ange*. *« Unis mais séparés, un mais divisés »*, Christian et Rosana vivent leur quarantaine assez délabrée, dans un triste appartement niçois, et surtout dans l'*« ordre sacré »* que leur mère a constitué pour eux avant de mourir. Rien n'a lieu ni n'advient ici que cet enfermement dans un espace irrespirable, au bout de la vie comme on dirait au bout du monde.

Rien n'advient que le destin de ce lien silencieux : *« Chacun était alors pris en charge par l'autre, ravi en soi-même et ravissant l'autre, échangés, dédoublés, selon leur nature profonde. »* Mais le délire obéit à la logique qu'il a lui-même mise en place. A cette extrémité de l'existence, une lutte obscure a encore lieu, avec les armes fêlées dont l'esprit dispose, selon une stratégie elle-même devenue folle, contre l'*« évidence de mort et de dispersion »*.

Sous une lumière très crue, qui ne ménage aucune ombre ou aire de paix, l'auteur exhibe, comme le ferait un artiste hyperréaliste, ses personnages, pantins dérisoires agités de spasmes.

La victime et son bourreau

C'est aussi le thème du double que Linda Lê met à profit, avec son deuxième roman au titre sibyllin et sans appel, *Fuir*. Elle l'avait déjà fait en 1987, dans son premier livre, *Un si tendre vampire* (voir « le Monde des livres » du 13 février 1987). Mais, à la différence de Jean-Louis Maunoury, l'auteur ici tourne résolument le dos à la vraisemblance et au réalisme des situations et des enchaînements.

A la fois fable morale et exploration littéraire d'une certaine région de l'inconscient, le roman de ce jeune écrivain, originaire du Vietnam (d'où sans doute les références « asiatiques » de son récit), suit la courbe d'une éducation inversée, où l'on perd à mesure savoir et repères.

Le narrateur, jeune homme à l'incertaine psychologie, avec des sentiments *« en vadrouille »*, et le *« Japonais »*, qui l'accompagne, personnage énigmatique, figure destinale et initiateur, forment un *« couple grotesque »*. Dans ce jeu du double, la dépendance est totale, bien que souvent invisible ; l'emprise tient lieu de relation. Attachée à son bourreau, la victime ne peut fuir qu'en l'entraînant. Et chaque détour, chaque rencontre, ne sont que des occasions de le retrouver en se perdant.

Lempereur, bourgeois français

L'univers romanesque de Michel Doury est bien éloigné de ces atmosphères confinées et passablement morbides. Beaucoup plus léger, son propos est résolument récréatif. Dans l'ordre mineur qui est le sien, il réussit d'ailleurs fort bien et l'on aurait mauvaise grâce à repousser toujours ce genre de plaisir.

C'étaient *les flonflons de la Troisième République* que Michel Doury faisait entendre dans son précédent roman, *Monsieur Léopold* (Balland, voir « le Monde des livres » du 10 octobre 1986). Dans *Vive Lempereur*, ce sont les échos de la suivante.

Né en même temps que les aéroplanes, Edouard Lempereur est un digne fils de la bourgeoisie commerçante française. De sa classe, il a les joies et les soucis. Les unes et les autres gravitent surtout — air connu... — autour des femmes et des titillations du sexe... Comme dans un film vieux de quelques décennies, on se plaît à retrouver les images d'un passé proche que la mémoire réelle ou livresque n'a pas encore déserté. Et la nostalgie restant ce qu'elle est...

Evanescentes alliances

Premières alliances n'est pas à proprement parler un roman ; l'auteur Gisèle Bienne, a même eu l'ambition de réduire au silence les *« balivernes romanesques »*. Et si c'est le mot « récit » qui a été choisi pour désigner le livre, c'est sans doute en raison du caractère assez vague et indéterminé de ce terme.

Récit donc, mais immobile, d'un émerveillement, mieux, d'un ravissement (au sens presque spirituel, mystique), dont le monde sensible et la nature sont les uniques objets. C'est un *« vœu de lumière accomplie »*, une *« esquisse de plénitude »*, que tente de réaliser Gisèle Bienne. Les *« riens »* ont ici *« leur place »*. L'accord est trouvé ; le corps et les sens l'exhaussent. Le monde se donne en une offrande inépuisable.

Au rythme d'une écriture sans apprêts, belle, souvent, d'être dans la proximité de ce qu'elle désire restituer, Gisèle Bienne parvient à *« traduire des états d'évanescence, la force d'une surprise, d'une apparition, le bien-fondé d'un geste, sa beauté »*... Face à ce poème dédié aux alliances du monde et de ses créatures, nous n'exprimerons que le regret de voir trop s'alléger le poète lui-même jusqu'à perdre, étrangement, presque de son épaisseur vivante...

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **LE SAUT DE L'ANGE, de Jean-Louis Maunoury, Gallimard, 166 p., 70 F.**

★ **FUIR, de Linda Lê, la Table ronde, 180 p., 82 F.**

★ **VIVE LEMPEREUR, de Michel Doury, Balland, 176 p., 89 F.**

★ **PREMIÈRES ALLIANCES, de Gisèle Bienne, Seuil, 156 p., 79 F.**

Jean-Louis Yaïch assassin de son double

Le bonheur d'écrire contre la rage de l'autodestruction. Récit d'un rescapé.

A trente-six ans, Jean-Louis Yaïch a déjà vécu plusieurs vies. L'une d'entre elles, alors qu'il pesait plus de 180 kilos, lui donna le sentiment d'être *« enveloppé dans la mort »*. Acteur et témoin d'une déchéance qu'il avait façonnée, Jean-Louis Yaïch a assassiné le double qu'il portait en tenant, de janvier à novembre 1987, le journal intime de ce corps à corps avec lui-même.

Cette résurrection par l'écriture il l'a consignée dans un livre, *Kilos de plume, kilos de plomb*, qui risque fort — la couverture de l'éditeur aidant — de connaître un succès de « malentendu », en étant lu par un public plus avide d'anecdotes que de littérature.

Aujourd'hui, alors que son poids est redevenu « normal », Jean-Louis Yaïch demeure encore prisonnier de l'angoisse et de la souffrance qui furent siennes lorsque son corps lui interdisait les gestes les plus élémentaires de la vie quotidienne. Il a trop connu de regards où se mêlaient la sollicitude et le dégoût pour croire tout à fait qu'il existe une issue à l'exil que constitue toute existence lucide. Lorsqu'on le rencontre, sa voix porte encore le doute.

« La nourriture, dit-il, *est la drogue dont l'accoutumance est la plus difficile à vaincre. Je l'utilisais pour satisfaire mon attirance des gouffres. J'étais comme fasciné par ma descente en enfer. Je voulais crever dans l'opulence et la magnificence. Je pensais souvent à la peine que je donnerais aux croque-morts. Trois cents kilos à porter ! Eux, au moins, se souviendraient de moi. »*

« Je n'avais pas assez de certitudes, admet-il, *pour devenir fou. Grossir participait de mon désir de mort et, dans le même temps, de faire de mon apparence une provocation. J'ai connu la fraternité des marginaux. Les ivrognes m'acceptaient. Ils buvaient pendant que je mangeais. Nous avions les mêmes crises de manque avec des douleurs épouvantables. Nous allions de bistrot en bistrot. Nos autodestructions se croisaient et se reconnaissaient. »*

BERENICE CLEEVE.

En lisant Jean-Louis Yaïch, on comprend le rôle qu'a tenu auprès de lui Dominique, sa compagne, dont l'amour représenta un appel à vivre. *« J'ai décidé,* se souvient-il, *de m'en sortir, de retrouver une identité sociale et d'assumer la relation qu'il y a entre la limite de soi et la limite de son corps. L'écriture a participé de mon désir de me libérer. Je n'y serais sans doute jamais parvenu sans la présence et la patience de Dominique. »*

Un psychiatre, le docteur Gérard Apfeldorfer, fut aussi partie prenante de cette libération. Ses appréciations sur son patient, reproduites dans le livre, sont malheureusement encombrées de digressions sur d'autres cas de boulimiques. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que son style souffre de la comparaison avec celui de Yaïch !

PIERRE DRACHLINE.

★ **KILOS DE PLUME, KILOS DE PLOMB, de Jean-Louis Yaïch et Gérard Apfeldorfer, Seuil, 249 p., 95 F.**



Ange noir et lune rousse

Alain Demouzon aux marges de l'onirisme

C'EST une lune rousse qui conduit le bal dans le nouveau livre d'Alain Demouzon. Elle installe le récit dans un climat fantastique, souvent vénéneux, et provoque un délire romanesque au gré de ses caprices d'été. Le héros de cette féerie sombre, Roch Laugier, enivré d'un parfum d'aventure, saute les murs de son collège et traverse les demeures endormies du village proche avec la grâce d'un ange noir. Il découvre au fond d'une chambre une jeune fille que, par goût secret de la tragédie, il décide d'appeler Iphigénie.

Le roman de Demouzon est d'abord cette histoire d'amour fou, victorieux de la mort, puisque Roch renaît toujours de ses cendres : après qu'on l'a cru disparu dans un accident de voiture il réapparaît sous les traits d'Octave, puis de Gobelune, friand de fantômes ; il s'incarne enfin dans la figure mythique de Phénix Roch dont la chanson *First Steps* embrase le monde entier. Cette succession de métamorphoses, son impunité d'homme *« aux semelles de vent »*, sa faculté de voir s'ouvrir devant lui les portes de la nuit, parce qu'il ne « s'appartient » pas et n'est pas vraiment de ce monde, confèrent au récit une allure de rêve à peine éveillé.

Peut-être Demouzon a-t-il senti le danger d'un excès d'onirisme ; n'oubliant pas qu'il est un excellent maître du suspense, il introduit un personnage implacable et rigide : le Juge. Sorte de démiurge narquois, habillé de noir et le visage brûlé, celui-ci fixe les lois du jeu romanesque en l'empêchant de se dissoudre dans une légèreté trop aérienne. Maître d'un duel feutré qui l'oppose et le lie à Roch, le Juge invente des épreuves que l'adolescent, rendu plus « humain », doit surmonter pour trouver un chemin en lui-même et se composer un destin propre. Roch, qui ne parvient plus à trouver la juste distance entre ciel et terre, anxieux de savoir s'il est *« une chimère, un trompe-l'œil ou l'illusion de ce qu'il aurait voulu être »*, est ramené à l'état de vagabond, tenant sa guitare comme un outil cassé. Côtoyant un étrange peuple en marge de l'obscur, il finit par commettre le meurtre de son amour.

Au dernier chapitre, l'écrivain, avouant qu'il arrive au bout de l'histoire de Roch Laugier comme s'il s'agissait de la sienne, cherche à démonter, dans une fiche de police abrupte et froide, les motivations psychologiques de son héros. Cette sécheresse de rapport d'expert déchire la légende et en repousse les lambeaux au bout des cantons du songe. Mais Demouzon a beau vouloir l'enfermer dans le carcan de l'analyse, Roch réussit à glisser entre les lignes tel un ange noir qui continuera à poursuivre le parfum d'été d'une lune rousse.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ **LUNE ROUSSE, d'Alain Demouzon, Flammarion, 214 p., 75 F.**

Albert Memmi en pharaon

(Suite de la page 13.)

Albert Memmi réussit à nous attacher à cette tragédie banale qu'est une passion adultère par un ton de vérité qui tient, sans doute, au caractère autobiographique du roman. Intellectuel connu dans le monde pour ses analyses, devenues classiques, de la colonisation et de toutes les formes de sujétion et de dépendance, Memmi le romancier est de toute évidence un homme qui a connu les sentiments et les situations dont il décrit l'implacable logique, en narrateur habile, quoique parfois trop nonchalant. On aurait souhaité qu'il coure davantage de risques et mène le récit non pas seulement du point de vue de l'homme, mais aussi en se glissant dans la subjectivité des deux femmes qui l'aiment, ce qui lui aurait peut-être valu des surprises, et à nous aussi.

Ce qui captive, dans ce roman, et le fait lire d'une traite, ce n'est pas le style, simplement efficace, mais, plus encore que l'histoire d'amour, la chronique vivement retracée de la décolonisation de la Tunisie. Elle ne sert pas de toile de fond, elle est le tissu même dont cette passion est faite, la chair de l'histoire. Les rencontres de Gozlan avec Mendès France, avec Bourguiba, avec d'autres personnages réels, comme le reporter Albert-Paul Lentin ou l'avocat Pierre Stibbe, concourent à la vérité quasi journalistique de ce roman d'intellectuel qui a des événements historiques une compréhension intime et en même temps distancée.

Albert Memmi tient la décolonisation de la Tunisie pour la seule réussie. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ait résolu tous les problèmes de ce pays. Carlotta non plus, si elle se sauve en tant que femme en se détachant de son trop vieil amant, ne conquiert le bonheur ; mais l'auteur approuve cette libération, avec toute la force de ses convictions. Il aurait certes voulu demeurer dans son pays natal, de même que son double aurait bien voulu garder auprès de lui cette source de vie qu'est une amante. Mais on ne fait pas sa part à l'émancipation, que ce soit celle d'un peuple ou celle d'une femme.

L'épilogue du roman nous montre Armand Gozlan, à Paris, vers les années 60, devenu comme Albert Memmi aujourd'hui un universitaire français de renom. Défense et illustration d'une sagesse désenchantée, plaidoyer malgré tout en faveur de cette pyramide protectrice qu'est pour un homme l'œuvre-tombeau qui aménage sa mort et dont l'épouse accepte de se faire la gardienne, cet épilogue n'est pas sans ironie. Memmi se prend parfois au tragique, mais pas trop au sérieux. S'il se regrette vivant, il ne se déplaît pas en Pharaon. Méfions-nous cependant des écrivains mariés : la vérité, ils ne la disent jamais toute.

MICHEL CONTAT.

★ **LE PHARAON, d'Albert Memmi, Julliard, 377 p., 130 F.**

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

René Char une leçon de vie

***Eloge d'une soupçonnée**, ultime livre du poète disparu : jusqu'au bord du vide, la morale d'un homme debout.*

RENÉ CHAR avait remis en décembre 1987 aux éditions Gallimard le manuscrit définitif d'*Eloge d'une soupçonnée*. Il s'agit donc du dernier livre du poète, mort le 19 février 1988.

Livre et non pas simple recueil de textes : pour être composé d'îles peu nombreuses, l'archipel que constitue cet ultime volume n'en forme pas moins une constellation organisée en vue de la recherche d'un sens qui se livre dans l'enclos de chacun des poèmes, mais aussi dans le mouvement de dispersion et de rassemblement, de fusion et de diffusion qui lie et délie chacune des pages. Puis, se détachant du reste du livre, mais éclairant l'ensemble d'une dernière et fulgurante lueur, un poème, *l'Amante*, qui est, dans la tonalité (si rare chez Char) de la confidence intime, une célébration provocante de l'amour, de la chair inespérée, des *nuits de nouveauté sauvage* que la proximité reconnue de la mort n'entache pas de désespoir : jusqu'à ses dernières lignes, jusqu'au bord du vide, Char aura continué, sans flancher, à nous prodiguer une morale de l'homme debout.


ROLAND ALLARD/VU
René Char : « Pas d'éplorations »

Cette leçon de vie ne passe pas par le mépris de la mort, mais tout au contraire par son éclairement ; elle fut, toujours sous des formes féminines, la Minutieuse, la Continuelle, la Martelée, la Rencontrée ; voici la Soupçonnée. A ce qui conserve son pouvoir de terreur et de paralysie d'être à proprement parler innommable, le verbe du poète tend à donner une existence, en faisant advenir à la conscience le néant lui-même : *« Soupçonnons que la poésie soit une situation entre les alliages de la vie, l'approche de la douleur, l'élection exhortée, et le baisement en ce moment même. Elle ne se séparerait de son vrai cœur que si le plein découvrait sa fatalité, le combat commencerait alors entre le vide et la communion. Dans ce monde transposé, il nous resterait alors à faire le court éloge d'une Souçonnée, la seule qui garde force de mots jusqu'au bord des larmes. »*

Ce combat, Char en dit les souffrances, les écœurements, les découragements : la grande tentation de l'« à quoi bon ? ». *« Quand s'achève au vrai la classe que nous continuons à fréquenter à l'insu de notre âge, il fait nuit sur soi. A quoi bon s'éclairer, riche de larmes ? »* A quoi bon user ses forces à construire un avenir qui nous échappe, à quoi bon nourrir la flamme quand l'homme lui-même est si terriblement décevant qu'il paraît être *« la poche fourre-tout d'un inconnu postnommé dieu »* ? Ne vaut-il pas mieux s'anéantir dans la nature jusqu'à se confondre avec elle, laisser l'énergie et retourner à l'énergie ?

Mais pour n'être pas le moins du monde rhétorique — l'envie d'abandonner et de s'abandonner est aussi une réalité qu'il convient de rendre concrète,— cette immense lassitude s'associe nécessairement au plus vigoureux, au plus puissant besoin d'accomplir sa mission, sans gémissement, sans nostalgie, refusant plus que jamais cette vie mourante qu'est le retour sur le passé : *« Sous une pluie de pierres, nous nous en tiendrons à notre gisement soldé par le passé en émoi. Montant d'un avenir captieux, le présent au solide appétit, aux largesses imprévisibles, en restera à de passionnés desseins. Pas d'éploration. »*

Brutale ou tendre, coléreuse ou amoureuse, cette fission des contraires n'en finit pas d'embraser comme par contagion chaque phrase, chaque paragraphe, chaque poème du livre et le livre lui-même tout entier.

Gerbe d'étincelles ou calme foyer, lueur vacillante d'une bougie ou soleil au zénith, les poèmes éclairent inlassablement une existence humaine qui n'a de mystères que dans notre incapacité à la voir telle qu'elle est. La palette de Char n'a peut-être jamais été aussi exacte, aussi évidente, aussi lumineuse que dans la sérénité douloureuse de ces ultimes condensations verbales, dans cet éloge d'une autre Soupçonnée, la poésie qui restitue la vie après la mort même de celui qui l'énonce.

Il y a trente ans, René Char écrivait déjà : *« Notre parole, en archipel, vous offre, après la douleur et le désastre, des fraises qu'elle rapporte des landes de la mort, ainsi que les doigts chauds de les avoir cherchées. »*

PIERRE LEPAPE.

★ ÉLOGE D'UNE SOUPÇONNÉE, de René Char, Gallimard, 40 p., 48 F.

— Signalons qu'à l'initiative de Mme René Char, un *Comité consultatif pour la défense et le rayonnement de l'œuvre de René Char* vient d'être formé. Il est composé de Mmes Marie-Claude René Char et Tina Jolas et de MM. Jean-Claude Xuereb, président du tribunal d'Avignon, Yves Batistini, professeur agrégé de lettres classiques, Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Paul Veyne, professeur au Collège de France. (58, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.)

— A propos de René Char il faut aussi rappeler l'important travail de Jean-Claude Mathieu, *la Poésie de René Char ou le Sel de la splendeur* paru en deux volumes chez José Corti en 1984.



● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Bataille le déchaîné

(Suite de la page 13.)

LE douzième et dernier tome va de 1950 à la mort, en 1962. On y sent toujours plus fort la propension de Bataille à ne pas isoler les œuvres, à les rattacher aux questions du moment, à l'état des connaissances, en particulier la psychanalyse et la sociologie.

Il arrive que le scrupule conduise à des révisions du jugement. Ainsi, à l'égard de Gide, à propos des dernières lignes du *Journal*. Que l'auteur s'interroge, devant la mort, sur certaines rimes de Hugo, donne à l'« insignifiance » le poids d'un choix délibéré. Gide abandonne sa pensée au hasard des petits faits qui le sollicitent, et il cultive la contradiction comme preuve de sa fragilité. Bataille voit de la clairvoyance et du courage dans cette légèreté revendiquée, dans le refus final des systèmes, des maîtres, et la confiance faite aux « insoumis » pour sauver le monde.

Alors que l'apparition de *Molloy*, de Beckett, suscita beaucoup de paraphrases évasives, Bataille y décèle d'emblée ce qu'élucideront trente années d'exégèse : toute la réalité sordide est là, dans son merveilleux désemparé, sans que l'auteur ait jamais prétendu à cette totalité, à rendre l'« absence d'humanité » qui nous étreint en le lisant. Ailleurs, le sociologue reprend le dessus en théorisant sur le racisme, à propos de Leiris, sur le jeu, à propos de Mauss.

En 1951-1952, *l'Homme révolté* lui donne l'occasion de soutenir Camus contre les attaques de Breton et de Sartre. On ne saurait en vouloir à l'auteur de *l'Étranger* , observe Bataille, de ne pas vibrer, autant que les surréalistes, à la lecture de Lautréamont. Si sensible qu'il soit à ce dernier, Bataille sait surmonter la mauvaise foi, ou à tout le moins les arguments de sensibilité, auxquels Breton est porté par son esprit polémique et son goût de l'exclusion. Bataille entend prouver, dans cette controverse, qu'on peut, à la fois, recommander les paroxysmes chers aux surréalistes et rendre justice à la quête d'une morale, à l'esprit de mesure.

A PARTIR de Sade, de Klossowski, Bataille cerne sa philosophie propre, ses rapports personnels avec le savoir, la morale, le désir, l'art. Sa révolte contre toute loi va-t-elle engloutir les fondements de la pensée, ne laisser subsister qu'une réflexion expirante, qu'une gaieté de l'ignorance, qu'une conscience de l'horreur, de l'agonie ? Ce serait trop simple. La volupté de mettre à l'envers le sérieux de la pensée doit s'étendre au-delà du naufrage. Bataille veut que le savoir cesse de se limiter à « ce qui arrive », à l'humanité dégagée de l'animalité.

L'érotisme n'est qu'un élément de cette connaissance élargie. Mais elle en est la voie royale et l'allégorie, par son déchaînement et son extravagance. Pour Bataille, la honte et la répugnance font partie du plaisir : ce qui a permis à ses détracteurs de dire qu'il restait le « curé » qu'il avait songé à devenir. A quoi Bataille objecte Baudelaire : *« La volupté suprême de l'amour gît dans la certitude de faire le mal. »* Et de rappeler que personne, autant que Sade, n'a dénoncé l'infamie de l'érotisme, expression exacte de l'« impossible ».

Selon Bataille, la culture tout entière devrait jouer un rôle comparable, du moins la culture qui se veut subversive. *« Dans les parages du surréalisme »*, dit-il ; mais il inclut dans ces parages aussi bien Malraux que Genet et Blanchot.

DE Blanchot, *le Dernier Homme* permet à Bataille de revenir sur le thème de la mort, qui sert de toile de fond à sa propre œuvre. Pour les deux écrivains, la mort n'est pas abordée philosophiquement mais comme élément de l'aventure littéraire. La mort est mêlée à toute écriture, et à toute joie, parce qu'elle défie la raison et suggère l'illimité. Sans mort, pas de transgression, qui est *« idée d'inachèvement »*.

A ceux qui lui trouvent trop d'attaches avec le christianisme, Bataille réplique que tous les grands penseurs sont venus de la théologie. La subversion de type surréaliste est le contraire d'une table rase. Un écrivain n'est jamais que *« l'expression du passé, du présent et de l'avenir humains »* .

Bataille est le reflet le plus net du tournant qui s'est opéré dans les visions du monde, à la mi-temps du siècle, entre 1930 et 1950 ; le plus net, le plus honnête, le plus frémissant, et le plus *gagé*, sinon engagé !

★ ŒUVRES COMPLÈTES, de Georges Bataille, chez Gallimard. Tome XI, articles 1944-1949, 596 p., 240 F. — Tome XII, articles 1950-1962, 656 p., 250 F.

Péguy tel un clandestin

Le tome 2 de « sa » Pléiade le confirme : l'écrivain réserve encore des surprises.

IL est étrange qu'un auteur connu comme Péguy puisse réserver des surprises aussi grandes. En novembre prochain, à Orléans, un colloque international de trois jours se penchera sur sa destinée posthume (1). A présent, le second volume de la nouvelle édition des *Œuvres en prose complètes* dans la « Pléiade » provoque un ébranlement comparable à celui créé l'an dernier par le premier tome. Après la résurrection de l'œuvre socialiste de Péguy, un autre continent submergé revient au jour : plus de treize cents pages, dont les deux tiers, inédites à la mort de l'auteur, le restèrent jusqu'en 1952-1955, où leur publication lacunaire passa à peu près inaperçue.

Il faut se rendre à l'évidence d'un Péguy triplement clandestin : de son vivant, où bien peu reconnurent son génie ; après sa mort, où sa figure fut drapée dans les plis d'une réputation ambiguë ; de nos jours, où l'ignorance de pans entiers de son œuvre en fausse complètement le sens. On gardait le souvenir d'un dreyfusard vaguement socialiste, chauvin et pilier de sacristie. Les mieux renseignés savaient qu'il avait développé une philosophie politique et religieuse inspirée de Bergson, et s'était affirmé comme un grand poète catholique. La nouvelle édition de la « Pléiade » remet les pendules à l'heure.

Boulimie de flânerie

Pour leur majeure partie, les œuvres données ici représentent une source qui « se perd », comme l'a noté leur premier commentateur, Jacques Viard (2), au sens d'une eau qui disparaît temporairement avant de resurgir plus loin avec une force irrésistible. Non pas œuvres négligeables, mais trop novatrices pour être livrées sans précaution. Péguy n'en publie que des fragments : *Notre patrie* et trois *Situations*, la dernière offrant d'ailleurs un essai de la grande prose lyrique que cultive déjà l'auteur.

Chaque année, d'octobre à juin, Péguy n'a guère le temps d'écrire les textes qui lui tiennent à cœur. La gestion des *Cahiers* et les soucis harcelants qu'elle comporte l'obligent à renvoyer aux vacances d'été la réalisation de son œuvre personnelle. Quatre années de suite, de 1905 à 1908, il rédige ainsi pendant trois mois d'immenses manuscrits où se jouent librement sa pensée et son style, dans un bouillonnement créateur n'ayant d'égal que celui de Proust.

L'essentiel en est dédié à des recherches sur la situation de l'histoire et de la sociologie dans le monde moderne : toute une critique de la connaissance où le philosophe se confronte au savant et où se voit dénoncée l'idéologie totalitaire des sciences de l'homme. Ces réflexions culminent dans la théorie des trois âges par où passe obligatoirement l'activité humaine : l'âge empirique, l'âge scientifique et l'âge de la compétence.

Il y a là un corpus d'investigations dont le résumé ne donne qu'une très faible idée, car le philosophe Péguy est un fabuleux écrivain qui unit la boulimie verbale de Rabelais à la flânerie intellectuelle de Montaigne. Mêlées aux considérations les plus rigoureuses, des pages juteuses, délirantes, poétiques, satiriques, jaillissent à tout moment, comme l'oral de licence de Tharaud, le tribunal positiviste révolutionnaire, les deux bœufs d'Ile-de-France ou l'athlète de Phidias.

Le premier volume de cette nouvelle « Pléiade » réservait au maître d'œuvre, Robert Burac, les difficultés d'un classement correct et d'une annotation suffisante pour rendre intelligibles des textes multiples et variés, inséparables de leur environnement historique. Avec le second volume, le problème était surtout de remembrer une masse considérable de manuscrits et d'en établir une version fidèle. Travail de chirurgie philologique auquel Robert Burac s'est livré avec une compétence admirable, montrant un flair méticuleux dans la reconstitution des documents et un soin maniaque dans le relevé des variantes. Ce genre de labeur eût ravi Péguy, qui, éditeur lui-même, n'aimait rien tant que publier des textes impeccables.

JEAN BASTAIRE.

★ ŒUVRES EN PROSE COMPLÈTES, de Charles Péguy, édition présentée, établie et annotée par Robert Burac, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, tome II, 1 604 p., 390 F.

— Signalons aussi l'ouvrage de Simone Fraisse, *Péguy et la terre*. Maître en études péguystes, l'auteur ramène à de justes proportions le mythe de Péguy paysan, mais montre fort bien la part capitale que la terre occupe dans l'œuvre de l'écrivain. (Ed. Sang de la terre, 156 p., 46 F.)

(1) Pour tous renseignements, s'adresser au Centre Charles-Péguy, 11, rue du Tabour, 45000 Orléans. Tél. : 38-53-20-23.

(2) *Les Œuvres posthumes de Charles Péguy*, « Cahiers de l'Amitié Péguy », Diffusion Minard, 1969, 264 p.

● LA PHILOSOPHIE par Roger-Pol Droit

Naissances de la pensée

ILS passent pour avoir tout inventé : la physique et les démonstrations de géométrie, l'exigence du vrai et la rhétorique, les règles de la raison et les pièges de l'apparence. D'est en ouest, des villes de la côte ionienne à celles d'Italie du sud et de Sicile, ils ont donné au berceau de l'Occident les limites de la Grèce. Il est vrai qu'ils créent des choses inouïes : la réflexion sur les principes, capable d'ordonner de manière intelligible l'infinie diversité du monde ; la recherche d'une explication rationnelle des causes, dépourvue de tout recours direct à la mythologie ; les jeux de langage et les paradoxes logiques. En un siècle et demi à peine, ils ont jeté les fondements de l'attitude scientifique, fixé les lignes de force et les clivages majeurs de la philosophie, et parcouru, peut-être, plus de chemins possibles que nous n'en pouvons concevoir.

Toutefois, il ne faut pas, trop simplement, faire des présocratiques les ancêtres des encyclopédistes, ou les aïeux de tout rationalisme. Car ces premiers penseurs — qui s'appelaient Thalès, Anaximandre, Pythagore, Xénophane, Epicharme... — n'entrent pas si aisément dans nos classifications. Si l'on y réfléchit un peu, l'étiquette sous laquelle la tradition les a groupés est une commodité et un aveu : les penseurs d'avant Socrate. Ils sont d'avant, de même que les Grecs dans leur ensemble sont devenus d'avant Jésus-Christ. Comme s'ils demeuraient antérieurs à nos points de repère, et, pour une large part, extérieurs à nos clivages. Poètes autant que savants, sages autant que scientifiques, mages autant que professeurs... Nos catégories ne leur conviennent pas. Ils les brouillent. Nous ne parvenons à les y faire entrer que de biais, par coup de force ou malentendu. Quand leur parole a lieu, ces cadres-là n'ont pas encore cours. C'est pourquoi elle nous déroute, lumineuse et obscure, habitée d'un curieux éclat.

Leurs textes mêmes ne sont que des éclats. Des fragments, *« des moellons célestes disjoints »*, dit bellement Jean-Paul Dumont. Nous n'avons plus d'ouvrages entiers, *a fortiori* pas d'œuvres complètes, d'aucun d'eux. Il faut bien se représenter cette situation troublante : imaginons que nous connaissions de Descartes, ou de Spinoza, seulement quelques anecdotes, les résumés que d'autres en ont fait — parfois pour les combattre — et quelques paragraphes épars, cités ici ou là. Pourrions-nous avoir une idée claire de leur système de pensée ? Nombre d'anciens Grecs ne sont plus qu'un nom, lui-même douteux. Leur doctrine se réduit à un point ou à quelques membres de phrases. Ils ressemblent à ces statues dont on ne retrouve qu'un doigt, à ces têtes dont les injures du temps n'ont épargné qu'un œil ou un lobe d'oreille.

SERGUEI

MAIS ces pièces détachées, une fois rassemblées, nettoyées, classées, forment encore un ensemble considérable : plus d'un millier de pages. C'est au philologue allemand Hermann Diels (1848-1922) qu'on doit d'avoir systématiquement collecté tous ces vestiges, dispersés dans les écrits de plus de trois cents « citateurs », eux-mêmes échelonnés sur plus d'un millénaire. Il a répertorié, école par école, auteur par auteur, tous les matériaux disponibles. Edités pour la première fois en 1903, remaniés au fil de multiples éditions successives, dont les dernières ont été revues par W. Kranz, *Die Fragmente der Vorsokratiker* (Fragments des présocratiques) a révélé une Atlantide philosophique. Des ruines, certes, mais où résonnent des voix, qui ont la densité des météores et la force, encore, du feu dont elles proviennent. Heidegger ne s'y est pas trompé. Et qu'on suive ou non ses interprétations de Parménide ou d'Héraclite, elles sont plus passionnantes à lire que les histoires de croix gammées dont l'actualité nous abreuve.

Le volume de « la Pléiade » qui vient de paraître offre, pour la première fois en français, la traduction intégrale du « Diels-Kranz ». Ce n'est pas un événement parmi d'autres. Pour la diffusion de la culture en France, c'est sans doute la publication la plus importante de ces dernières années. Car elle ne s'adresse pas aux spécialistes. Les chercheurs, professeurs et autres agrégatifs y trouveront, bien sûr, un outil de travail. Mais il y a longtemps qu'ils se servent du « Diels-Kranz » en grec et en allemand, et il y a toutes chances qu'ils attaquent tel ou tel choix de traduction, et pinaillent à perte de vue sur les points-virgules. Pour un vaste public cultivé, mais pas nécessairement érudit ni professionnellement philosophe, cette édition est un cadeau somptueux. Etablie par Jean-Paul Dumont, avec la collaboration de Daniel Delattre et de Jean-Louis Poirier, elle est construite avec un soin méticuleux, dont la précision n'a pas oublié d'être claire.

Alors, laissez les archéologues à leurs microscopes. Et lisez. Perdez-vous autour des temples désorganisés. Il y a l'écho assourdissant des géants — Parménide, Héraclite, Empédocle, — le rire de Démocrite et l'être sans identité des sophistes. N'oubliez pas les autres, les spéculations musicales et astronomiques du pythagoricien Philolaos de Crotone ou les leçons de sagesse de Nausiphane, qui fut le maître d'Epicure. Rêvez des cent quatre-vingt-trois mondes dont Pétron affirme l'existence, ou de l'hypothèse de l'« Anti-Terre ». Choisissez une île déserte : avec les présocratiques, elle sera peuplée à jamais.

A côté de cette « Pléiade », dont le nom n'a jamais été si bien porté — il est grec, et désigne une constellation, — ceux que l'érudition ne rebute pas pourront se plonger dans deux importantes publications scientifiques que les hasards du calendrier nous livrent en même temps. Les *Etudes sur Parménide*, publiées sous la direction de Pierre Aubenque, feront date parmi les travaux consacrés à celui que Platon appelait *« le père de la philosophie »* tout en jugeant le parricide aussi nécessaire qu'impossible. Les cent soixante vers qui nous restent du *Poème* de Parménide sont en effet l'une des origines de toute la tradition occidentale, par leur affirmation d'une pensée de l'immuable, elle-même identique à l'être.

Le premier tome de ces *Etudes*, dû pour l'essentiel à Denis O'Brien, contient le texte grec des fragments du poème (avec de multiples corrections et amendements par rapport à celui adopté par Diels-Kranz), ainsi que deux traductions, française et anglaise, nouvelles et annotées. Un index des mots grecs et un essai critique sur les deux voies de l'être et du non-être chez Parménide complètent ce premier volume. Le second rassemble quatorze études, complémentaires ou opposées, issues des travaux menés par le Centre de recherche sur la pensée antique (Centre Léon-Robin), que dirige Pierre Aubenque. Ces articles retracent notamment l'évolution du texte dans l'Antiquité (Denis O'Brien), l'histoire de sa transmission jusqu'à nous (Nestor-Luis Cordero), la lecture de Parménide par Aristote (Barbara Cassin et Jean-Luc Narcy) comme par les néo-platoniciens (Christian Guérard), ou encore la syntaxe et la sémantique de l'être dans le *Poème* (Pierre Aubenque). Cet ensemble imposant a le mérite de ne pas gommer les divergences d'interprétations de ce texte si difficile. En les exposant en pleine lumière, il en fait voir la fécondité.

Comment l'écriture modifie-t-elle le savoir ? Telle est la question directrice d'un autre fort volume de recherches hellénistes, plus teintées d'anthropologie, publié sous la direction de Marcel Détienne. Par ce biais, une quinzaine d'études éclairent d'une manière inhabituelle les mutations politiques et intellectuelles qui définissent la Grèce. Autrefois confinée à la demeure du roi créto-mycénien, l'écriture s'installe vers 650 av. J.-C. au cœur des cités. Les lois sont désormais sous les yeux de tous, inscrites sur des stèles dressées dans l'espace public. Progressivement, l'écriture modifie l'ordonnance du pouvoir. Elle engage aussi des opérations intellectuelles nouvelles. La démarche des géomètres, la réflexion des cartographes, la description clinique des maladies, en sont tributaires. Serait-ce aussi le cas de la philosophie, et singulièrement des présocratiques ? La question est encore relativement peu explorée. Ce riche volume la laisse en blanc, mais on y lira de belles variations sur le problème de l'écriture chez Platon.

★ LES PRÉSOCRATIQUES, édition établie par Jean-Paul Dumont, avec la collaboration de Daniel Delattre et de Jean-Louis Poirier, Gallimard, coll. « la Pléiade », 1626 p., 380 F (prix de lancement jusqu'au 31 juillet 1988 : 340 F).

★ ÉTUDES SUR PARMÉNIDE, publiées sous la direction de Pierre Aubenque, éd. Vrin ; tome I, *le Poème de Parménide*, texte, traduction et essai critique de Denis O'Brien en collaboration avec Jean Frère pour la traduction française, 326 p. ; tome II, *Problèmes d'interprétation*, 378 p., 660 F les deux volumes.

★ LES SAVOIRS DE L'ÉCRITURE EN GRÈCE ANCIENNE, sous la direction de Marcel Détienne, Cahiers de philologie, série « Apparat critique », Presses universitaires de Lille, 542 p., 160 F.

● DICTIONNAIRE

Le livre de la langue

Les enfants ont désormais « leur » Petit Robert. Merci pour eux ! Merci pour nous !

LES enfants ont avec les mots des rapports dynamiques. Ils en découvrent chaque jour de nouveaux en écoutant les grandes personnes. Nos évidences sont pour eux des mystères. Ils ont, face aux mots, une intelligence neuve, comme on parle d'un œil neuf. Et le même appétit qu'ils ont pour les choses nouvelles, ils le manifestent pour les mots, ces vêtements des choses.

Mais d'en savoir plus qu'eux (pour combien de temps ?), de disposer d'un stock qui n'est guère appelé à s'accroître, cela nous prépare mal à les aider. Au contraire, nous avons une telle habitude du sens que donner une définition simple pour répondre à leurs interrogations est une épreuve parfois risible.

Nous sommes des handicapés de la clarté. Nous enrobons les choses d'une brume d'approximations, de contournements, d'un amas de références vaines qui obscurcissent plus souvent la perplexité enfantine face aux termes inconnus qu'ils ne la dissipent.

Plaisir des mots, variations des sens, ambiguïtés, sonorités joueuses : comment les faire accéder à cette passion ? Comment éviter cette lâcheté qui consiste à renvoyer les enfants à des dictionnaires qui n'ont été rédigés ni par eux ni pour eux et dans lesquels ils se noient, butant sur des abréviations ésotériques, s'emberlificotant dans le maquis des citations et l'infinie nuance des variantes du sens ?

« Tu n'as qu'à regarder dans le dictionnaire ! » On se débarrasse trop aisément des questions que posent les enfants. Ils repartent déçus, vont se perdre dans le fourmillement des termes, se fatiguent les yeux et, de guerre lasse, s'embarquent pour la vie avec des notions fausses, encombrés d'à-peu-près.

Ces temps sont peut-être finis. Les enfants ont maintenant « leur » Robert. Conçu pour les générations allant, *grosso modo*, de l'âge de sept ans à la préadolescence, il est à la fois complet et clair. Merci pour eux, merci pour nous !

Un seul exemple attestera le parti pris de simplicité. C'est à l'article « dictionnaire ». Là où le Petit Robert — celui des grands — parle d'un *« recueil de mots rangés dans un ordre convenu »*, ce qui suppose qu'on connaît le sens du mot « recueil » et celui de l'adjectif « convenu » (on conviendra que peu de bambins en ont l'usage...), le Petit Robert des enfants va au plus direct : *« Dictionnaire : livre où l'on trouve l'orthographe et le sens des mots, ou leur traduction dans une autre langue. »*

La question de l'ouverture au centre

La définition est un art complexe, et à risques. *« Dis, papa, c'est quoi l'ouverture au centre ? »* Si la question n'est pas posée dans un contexte rugbystique, un recours au Petit Robert des enfants s'impose. A « ouvrir », on lit : *« Oter l'obstacle qui sépare l'intérieur de l'extérieur. »* Exemple : *« Les gangsters ont ouvert le coffre-fort. »* On pourra s'autoriser une incursion jusqu'au mot « socialisme » : « Doctrine de ceux qui sont partisans d'améliorer le sort des gens les plus modestes et qui veulent rendre la société plus juste en faisant prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. » Quant au centre, c'est « le point qui est au milieu ». L'ouverture au centre, ce serait donc l'action menée par des gangsters qui ne seraient pas méchants et consistant à séparer, dans ce qui est au milieu, l'intérieur de l'extérieur ? On comprend que ce soit compliqué la politique, comme le langage...

Soyons sérieux. Evitons le « sarcasme » (« moquerie méchante ») pour nous en tenir à un « éloge » (« dire du bien de quelqu'un ») tout à fait « légitime » (« juste, compréhensible ») : le Petit Robert des enfants est un ouvrage excellemment confectionné, intelligemment charpenté, doté d'une présentation idoine, offrant un grand agrément de lecture et de consultation, d'une variété lexicale incontestable... Non, c'est trop mal dit : le Petit Robert des enfants est tout simplement « super ». Il nous pardonnera cette acception — concédée dans une note comme *« familière »*, — mais comment mieux dire qu'il est très bien fait ?

BRUNO FRAPPAT.

★ LE PETIT ROBERT DES ENFANTS, un volume de 1220 pages, près de 20000 mots, 80 planches en couleurs, 149 F. A signaler aussi une nouvelle édition du Micro Robert de 1656 pages, 35000 mots, 11000 noms propres, 54 cartes originales, etc., 159 F.

• LETTRES ÉTRANGÈRES




Des écrivains chinois

Y a-t-il une continuité entre la littérature chinoise traditionnelle (classique) et cette « nouvelle littérature chinoise », née aux lendemains de la mort de Mao ? D'aucuns n'hésitent pas à déclarer le fossé infranchissable, tant les thèmes comme les moyens d'expression apparaissent différents. Mais c'est là un point de vue excessif. Une certaine continuité se fait jour peu à peu, à mesure que la Chine apprend à redécouvrir son passé culturel. Les écrivains chinois reçus aujourd'hui en France (« le Monde des livres » du 27 mai) nous le montrent, sans unanimité.



LES HERBES SAUVAGES

ZHANG XIANLIANG

Un auteur qui dérange

« *JE suis déjà mort plusieurs fois. Je n'ai peur de rien.* » Zhang Xianliang a passé vingt-deux ans, soit près de la moitié de sa vie, en camp ; tout cela pour avoir commis un poème « *droitier* », *le Grand Vent*, quand il avait vingt et un ans ! C'est pourquoi, depuis sa libération en 1979, il se « *moque des louanges comme de la calomnie et des cabales* » Son premier succès, *Mimosa* (1), une sorte de *Journée d'Ivan Denissovitch* chinoise, évoquait les amours malheureuses d'un déporté dans une campagne aride, et qui cherche en vain la vérité dans *le Capital*.

La moitié de l'homme, c'est la femme (2) a choqué les apparatchiks de la culture par son côté jugé « *pornographique* » : Zhang Xianliang y dépeignait le drame d'un jeune intellectuel que les camps de travail avaient rendu impuissant. *Le Canon noir*, le film dont il a écrit le scénario et qui a été montré récemment à Paris (*le Monde* du 8 avril), s'en prenait à la dictature pesante et absurde de la bureaucratie, à travers l'aventure d'un ingénieur soupçonné d'espionnage après avoir eu l'audace d'envoyer un télégramme pour récupérer un pion d'échecs (le fameux canon noir) égaré au cours d'un voyage.

Zhang ne se contente pas, comme trop de romanciers chinois, de raconter ses malheurs et ceux auxquels il a assisté pendant la révolution culturelle, même s'il juge qu'« *il faudra plus de cinquante ans pour qu'on arrive à tout écrire sur elle* ». Il va plus loin, décrit les paysages, les bruits et les odeurs. Il fouille les sentiments de ses personnages,qui ont une profondeur humaine rarement rencontrée aujourd'hui. Il brise les vieux tabous chinois sur le sexe, non pas seulement par provocation, mais « *pour dépeindre la société chinoise et les Chinois* » : « *Tout m'intéresse, depuis la réduction des armements jusqu'au coït. L'histoire littéraire de la Chine montre que les périodes ouvertes et florissantes sur le plan culturel s'accompagnent d'une plus grande liberté sexuelle, comme sous la dynastie des Han et des Tang* [...]. *Après 1949* [l'arrivée au pouvoir du PCC], *on est entré dans une période de rigidité morale et d'oppression politique.* »

Depuis, les choses évoluent, selon Zhang. C'est pourquoi il est entré en 1984 au Parti communiste chinois, « *pour que ça change* » de l'intérieur. Il est indispensable que les intellectuels « *apportent leur contribution* », même si « *on ne peut espérer qu'une véritable démocratie s'établira en Chine dans un avenir prévisible* ». « *Je ne crois pas que ce soit possible avant ma mort* », dit encore Zhang Xianliang, qui a suivi la campagne présidentielle en France.

Toutefois, il n'entend pas rester un militant bien sage. Et ses interrogations dérangent. A cette question toute simple — quand a commencé la révolution culturelle ? — il donne plusieurs réponses successives : 1966, date officielle à laquelle Mao Zedong lança les gardes rouges dans la rue ; 1957, début de la campagne « *antidroitiste* » qui l'envoya au camp ; 1949, puis juillet 1921, date de la fondation du PCC... « *Peut-être même il y a deux mille ans, avec l'oppression féodale et la réaction qui en a résulté.* » C'est donc la société chinoise elle-même qui est atteinte dès l'origine. Et pourtant, Zhang Xianliang voit dans cette révolution culturelle, dans ses excès mêmes, une raison d'espérer : « *Elle a suscité une telle explosion que, peut-être, on ne verra plus à l'avenir de telles confrontations.* »

Après la « *déprime* » dans laquelle il reconnaît avoir sombré, lors de la campagne de l'an dernier contre le « *libéralisme bourgeois* », il est aujourd'hui plus optimiste sur l'avenir, en dépit des difficultés prévisibles. Etabli dans sa lointaine province d'adoption du Ningxia, une des plus déshéritées de Chine, il n'est pas tenté de retourner dans les grandes villes où vivent la plupart de ses confrères. « *Cette pauvreté et ce départ sont liés à ma vie, ils en sont devenus le décor. Ce sont les éditeurs qui viennent à moi.* » Zhang Xianliang écrit actuellement le cinquième volet de son cycle de neuf romans. Intitulé *Etapes sentimentales — Révélations d'un matérialiste*, il a pour thème la mort, « *celle qui nous menace aux moments les plus heureux de notre vie* ».

PATRICE DE BEER.

(1) Editions Panda, 1986.

(2) Belfond, traduit par Yang Yuanliang, préface de Michelle Loi. 288 p., 120 F.

DR

HAN SHAOGONG

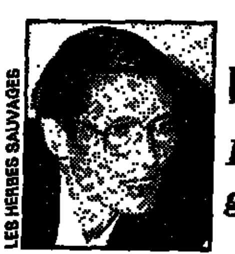
Le retour à l'irrationnel

HAN Shaogong a dépassé la « *littérature des jeunes instruits* » ou la « *littérature des cicatrices* » pour se plonger dans les racines de sa propre culture. Né il y a trente-cinq ans dans la province méridionale du Hunan — comme Mao Zedong, — souriant sous une tignasse hirsute, il estime qu' « *on ne peut plus se contenter de slogans* » et que « *la politique ne saurait répondre à tous les problèmes et aux souffrances de la vie* ». Il faut donc « *accorder plus d'attention aux fondations historiques des problèmes chinois (...) à la culture populaire, à ce qui reste dans l'esprit des gens, qui est parfois très différent de ce qu'on trouve dans les livres* ». Sa longue nouvelle, *Ba Ba Ba*, qui raconte l'histoire d'un idiot du village, « *ne se déroule ni à une date ni dans un lieu précis, je veux aller au fond des êtres humains, en dehors des périodes politiques. Ces problèmes peuvent se poser n'importe quand, sous n'importe quel régime* ». « *Mon œuvre est plus émotionnelle que rationnelle* », souligne-t-il.

Han Shaogong a été très influencé par son terroir, par son séjour forcé à la campagne. Non seulement il estime qu'il existe une littérature méridionale différente de celle de la Chine du nord, mais encore il intègre l'apport des cultures populaires locales, y compris celles de minorités ethniques généralement méprisées.

Installé désormais à Hainan, la grande île du sud, car il déteste les grandes villes, Han Shaogang a également écrit *Retour* et *le Bouchon bleu*. Il dirige une revue littéraire et traduit des ouvrages étrangers : il vient de donner une version chinoise de *l'Insoutenable légèreté de l'être*, de Kundera ; il a aussi traduit Joyce, et Faulkner, l'auteur qu'il préfère avec Kafka. Il trouve, en effet, dans certaines œuvres de Kafka « *des similitudes avec* (sa) *propre vie* ». Ce qui ne l'a pas empêché d'entrer au PC en 1985 : « *On me l'a proposé. Le philosophe taoïste Zhuanq Zi a dit qu'il n'était pas nécessaire d'aller à l'encontre de la situation.* » D'autant que Han Shaogong se montre relativement confiant dans l'avenir : « *La situation de la Chine ne lui permet pas de revenir en arrière. Les pays voisins qui semblaient si loin hier, sont aujourd'hui à notre porte.* »

P. de B.



LES HERBES SAUVAGES

LU WENFU

Le styliste gastronome

QUAND on lui demande de parler de lui, Lu Wenfu répond, embarrassé, que sa fille le caractérise volontiers ainsi : « *Un petit écrivain dans une petite ville, qui a une petite réputation et qui gagne peu.* » Né en 1928 dans un village du Jiangsu, il s'est installé en 1945 à Suzhou et s'est épris tout de suite de ses canaux et ses jardins, ses broderies et ses soieries, sa cuisine, douce et raffinée. Il fut contraint, cependant, de s'en éloigner en 1969, au moment de la Révolution culturelle, et jusqu'en 1978.

« *Pouviez-vous écrire pendant ces longues années d'exil ?*

— On peut toujours écrire, au moins clandestinement, mais je n'ai rien fait. Les conditions ne s'y prêtaient pas et je n'en avais aucune envie. Aujourd'hui encore, je ne suis pas un auteur très prolixe. Je rêve beaucoup, je réfléchis, mais j'écris peu. Je me distrais des futilités de la vie.

— *L'art de la table, que vous avez si bien évoqué dans* Vie et passion d'un gastronome chinois *(voir* le Monde *du 27 mai 1988) est-il une de ces futilités ?*

— Non, c'est quelque chose de très important. Confucius disait : « *Le plaisir de manger et l'instinct sexuel, voilà la nature humaine.* » Dans les années de pénurie totale qu'a pu connaître la Chine, il fallait se nourrir pour survivre. Aujourd'hui, il est bon de rechercher à nouveau les saveurs agréables, ce qui peut bien se faire, évidemment, en dehors des banquets somptueux. Quand j'étais un étudiant pauvre et que j'éprouvais un immense plaisir à lire Balzac et Mérimée, j'appréciais beaucoup les petits plats simples et bon marché comme le lait de soja caillé... »

Lu Wenfu parle élégamment des charmes de la cuisine de Suzhou, mais avec tendresse et circonspection, comme s'il s'excusait presque de ne pas pouvoir rester totalement effacé, extérieur à son récit. Ce raffinement subtil dans la mesure, cette discrétion — que l'on retrouve dans sa prose très littéraire — ne sont pas sans évoquer les lettrés de la Chine traditionnelle comme Shen Fu, l'auteur des *Six Récits au fil inconstant des jours* (voir *le Monde* du 13 août 1982).

— « *La critique chinoise et occidentale vous rattache au courant du néoréalisme et vous considère comme un des plus grands stylistes actuels. Où se situe l'originalité de votre style ? Au niveau syntaxique ? Lexicologique ?*

— Pas au niveau syntaxique. La grammaire de la langue chinoise est simple et je répugne à la complexité des phrases longues, fastidieuses. J'aime les phrases courtes. Je souhaiterais que mes textes puissent être toujours lus à haute voix, comme les contes en langue vulgaire des dynasties Song ou Ming. Si on veut parler de recherches stylistiques, elles doivent se situer, à mon sens, au niveau du vocabulaire, en puisant largement dans l'immense réserve que constituent la littérature classique et les dialectes chinois contemporains et en s'inspirant aussi un peu de l'esthétique traditionnelle, qui préconisait les symétries et les parallélismes phoniques et lexicaux.

» Oui, je suis sans doute un écrivain réaliste et j'admire sans réserve Lu Xun ou Shen Congwen. Je me méfie quand même de ces classements en écoles qui visent à une certaine standardisation. Je pense que les écrits des uns et des autres doivent être singuliers. C'est ce que j'essaie de faire. Mais je trouve la critique bien indulgente à mon égard. »

Propos recueillis par **ALAIN PEYRAUBE** et **NICOLE ZAND.**

La « littérature des jeunes instruits »

LES Trois Rois que l'on vient de traduire en français, est le premier recueil de nouvelles de A Cheng, un des représentants les plus en vue de cette « *littérature des jeunes instruits* », ces jeunes envoyés aux champs par la révolution culturelle. Né avec la République populaire en 1949, fils d'un intellectuel de renom, Cheng puise son inspiration dans ces années noires qui mirent la Chine sens dessus dessous.

Ainsi, beaucoup de Chinois comprennent l'obsession de Wang Yisheng, le héros du *Roi des échecs*, pour chaque repas, qu'il dévore goulûment, sans laisser traîner le moindre grain de riz, de peur que ce ne soit le dernier. Wang Yisheng est un « jeune instruit » dont toute la vie tourne autour des échecs chinois, sorte d'exutoire à la cruauté, à la médiocrité de son existence. Il a perfectionné son jeu auprès d'un vieux chiffonnier qui avait trouvé la tranquillité dans ce métier méprisé. Misanthrope, il s'écrie : « *Le chagrin, ce n'est qu'un ingrédient pour les intellectuels de merde. Nous autres, n'avons aucun chagrin. Au plus, nous sommes mécontents, et c'est tout. Et, dans ce cas, seuls les échecs aident à surmonter cet état.* »

Le narrateur du *Roi des enfants*, surnom donné aux instituteurs, et dont le metteur en scène Chen Kaige a tiré un film présenté au dernier Festival de Cannes, est sanctionné pour avoir voulu mettre un peu de vie dans l'enseignement stéréotypé dispensé aux petits paysans.

Le Roi des arbres, enfin, raconte l'abattage d'un arbre gigantesque, décidé par la bureaucratie, parce que « *la place qu'il occupe n'est pas scientifique* ». A travers ces trois nouvelles, tirées de ses souvenirs et de son expérience, A Cheng laisse apparaître une réflexion profonde sur l'absurdité de la société maoïste.

P. de B.

★ **LES TROIS ROIS d'A Cheng, traduit du chinois par Noël Dutrait. Alinéa, 242 p., 83 F.**



DR

ZHANG XINXIN

La femme de Pékin de l'an 2000

« *EN Chine, nous n'avons pas une presse digne de ce nom. Aussi les écrivains doivent-ils assumer en partie le rôle des journalistes. Cela nous conduit parfois à nous surestimer et à penser que nous avons un rôle politique. Il faut reconnaître, cependant, que la littérature de reportage comporte souvent beaucoup d'informations.* » Trente-cinq ans, les cheveux frisés au petit fer, Zhang Xinxin n'a rien de ces Asiatiques soumises et impassibles qui peuplent l'imaginaire de nos compatriotes.

Ancienne « jeune instruite », elle a parcouru la Chine dans tous les sens, exerçant tous les métiers, infirmière, paysanne, avant d'être diplômée de l'Institut du théâtre. L'an passé, elle a monté une pièce soviétique de Vampilov. Critiquée en 1981 pour apologie du « *darwinisme social* », elle a été dénoncée en 1983 comme apôtre de la « *pollution spirituelle* ».

Zhang Xinxin refuse, cependant, de se laisser enfermer dans la littérature-vérité et ne se reconnaît dans aucun des courants qui traversent la littérature chinoise contemporaine. « *J'aime particulièrement les romans de Marguerite Yourcenar, notamment* Mémoires d'Hadrien, *car ils comportent un aspect historique tout en faisant place à l'imagination.* » Comme la plupart des intellectuels de sa génération, elle reste obsédée par la révolution culturelle. « *En Chine, on la considère comme absolument négative ; à l'étranger, on dit que les gardes rouges étaient des fascistes. C'est un jugement beaucoup trop superficiel. Bien sûr, elle a fait beaucoup de mal : j'ai des amis qui ont passé dix ou vingt ans en prison, mais sans elle, où en serions-nous aujourd'hui ? Moi, par exemple, je viens d'une famille de communistes. Je n'avais jamais imaginé rien d'autre que ce système. C'est la révolution culturelle qui m'a permis d'avoir une vision objective.* » Zhang Xinxin prépare actuellement un roman sur les gardes rouges aujourd'hui : « *Comment la faillite de l'idéal les a-t-elle changés ? Il s'agit d'un roman historique à la Balzac, avec une structure plutôt classique, des personnages bien déterminés, mais aussi une analyse psychologique plus fouillée, comme dans* Sur une même ligne d'horizon (1). »

Cherchant passionnément à transmettre son expérience, elle est très sensible au choc des cultures, et sa venue en France la fait réfléchir : « *Vous ne pouvez peut-être pas comprendre certaines choses, nous vous semblons exotiques. Pékin a été très abîmée, nos âmes ont été meurtries, tandis que Paris est très bien conservée. Nous sommes très étonnés de la manière dont vous respectez les gens, les animaux. Les Chinois ne savent pas se comporter ainsi. Vous avez conservé énormément de petites choses, vous mettez des fleurs aux fenêtres. Je ne crois pas qu'un pays où tout est standardisé puisse favoriser le développement d'une grande imagination créatrice. C'est mon impression la plus profonde. Vous avez aussi des problèmes matériels et culturels, mais il me semble que vous pourrez les surmonter plus facilement que nous. En effet, nos problèmes culturels sont plus graves, car nous avons changé trop vite, sans préparation.* » Aujourd'hui, Zhang Xinxin continue sur la voie littéraire : « *Je suis divorcée. Heureusement, je n'ai pas eu d'enfants. En Chine, une mère célibataire ne peut se consacrer à rien d'autre qu'à son enfant.* »

Propos recueillis par **JEAN-PHILIPPE BÉJA** et **NICOLE ZAND.**

(1) Actes Sud, 1986.



DR

LIU XINWU

Le chantre du petit peuple

LIU Xinwu aurait aimé être peintre. « *C'est plus facile ainsi d'exprimer ce qu'on ressent. Ma peinture n'étant pas reconnue, j'écris. Je considère que je n'écris pas très bien, mais mes livres sont reconnus !* » Chantre des problèmes quotidiens du petit peuple d'un vieux Pékin qui recule devant les bulldozers, son roman *les Tours de la cloche et du tambour* a connu un grand succès télévisé. En prise sur l'actualité, Liu Xinwu a décrit le désarroi d'une jeunesse dont l'éducation a été négligée, dans *Gros plan sur le 19 mai*, à travers l'émeute qui suivit une défaite de l'équipe chinoise de football, en 1985.

Né en 1942 au Sichuan, Liu Xinwu est aussi rédacteur en chef de la revue *Littérature populaire*. C'est à ce titre qu'il a été victime de la campagne de l'an dernier contre le « *libéralisme bourgeois* ». Il a été suspendu de ses fonctions et contraint à l'autocritique après avoir publié la nouvelle d'un jeune auteur accusé de dénigrer les Tibétains de manière « *obscène* ». A travers Liu Xinwu, c'était aussi le ministre de la culture qui était visé. « *Ce n'était pas une affaire grave en soi ; cela valait-il la peine d'en faire une telle histoire politique ?* » Liu Xinwu est conscient de la faible influence des intellectuels dans la société. Interrogé sur ce qu'il faudrait faire pour que la révolution culturelle ne se répète plus, il réplique : « *Comment un pauvre rédacteur en chef comme moi pourrait-il répondre à une telle question ? Un écrivain ne peut que décrire, non faire des propositions pour supprimer la pauvreté.* »

P. de B.

en visite à Paris 中國

Paysages en prose

La nature a toujours tenu une place essentielle dans la littérature classique

DE la littérature chinoise traditionnelle, celle qui est écrite dans la langue noble classique, on connaît surtout la poésie, associée souvent à la dynastie des Tang (618-907), qui en fut l'âge d'or. Deux nouveaux recueils de traductions s'ajoutent aujourd'hui à la dizaine d'ouvrages publiés ces dernières années.

Le premier, aux éditions Moundarren, est consacré à Tao Yuanming, un poète élégiaque et bucolique du cinquième siècle, fortement influencé par le taoïsme, qui se fit le chantre de la simplicité des spectacles champêtres et qui fut le précurseur des plus grands écrivains des Tang.

Le second est une anthologie des meilleurs poèmes à chanter des Tang et des Song (960-1279). Plusieurs de ces pièces étaient déjà accessibles en français, mais la nouvelle traduction de Yun Shi et Jacques Chatain est plus délicate et plus proche de l'unité rythmique chinoise.

Le genre des *youji*

D'autre part, on nous procure maintenant l'occasion d'apprécier en français des proses paysagistes. La nature a toujours suscité un respect d'ordre magique et religieux et le paysage a souvent été un refuge idéal pour les Chinois exilés ou retirés volontairement du *« monde de poussière »*. *« Lorsque Pétrarque, monté sur le Ventoux, se reprochait (...) de s'être détourné de lui-même, il y avait des siècles que les Chinois gravissaient des montagnes pour s'y retrouver »*, nous dit Martine Vallette-Hémery dans sa présentation du genre littéraire des *youji* (*« notes de voyage »* ou *« promenades »*).

Le choix des paysages en prose qu'elle a admirablement traduits est très éloquent. On y trouve les plus grands textes des auteurs célèbres du Vᵉ au XVIIᵉ siècle : Wang Wei, Liu Zongyuan, Su Shi, Yuan Hongdao, Yuan Mei, etc. Et cette anthologie de proses — qui inaugure, aux éditions Le Nyctalope, la collection « Le sourire d'un arbre », en référence à ce mot de Cioran : *« J'adjurerais toutes mes terreurs pour le sourire d'un arbre »* — comble une lacune dont on a peine à imaginer qu'elle ait pu si longtemps être tolérée, tant il est vrai que les paysages ont toujours tenu une place essentielle dans la littérature chinoise classique et que bon nombre de ces textes ont été appris par plusieurs générations d'écoliers

ALAIN PEYRAUBE.

★ LES FORMES DU VENT. PAYSAGES CHINOIS EN PROSE, traduit du chinois par Martine Vallette-Hémery, Le Nyctalope (162, rue Jules-Barni, 80090 Amiens), 165 p.

★ L'HOMME, LA TERRE, LE CIEL, de Tao Yuan-ming, traduit du chinois par Chen Wing-fun et Hervé Collet, Editions Moundarren (3, chemin des Bois, 78940 Millemont), 138 p., 88 F.

★ POÈMES À CHANTER TANG ET SONG, traduit du chinois par Yun Shi et Jacques Chatain, Editions Compact (9, place de la République, 01420 Seyssel), 163 p., 86 F.

Sun Zi le prophète de la guerre

DANS la volumineuse et souvent bavarde littérature stratégique, le traité clair et concis attribué à Sun Zi, théoricien chinois des Vᵉ-IVᵉ siècles avant notre ère, est un joyau quasi unique.

La remarquable traduction que nous en donne Valérie Niquet-Cabestan est une invitation à la lecture de ce texte que l'on connaissait seulement dans une version datant du XVIIIᵉ siècle, ou dans une version adaptée de l'anglais (Flammarion, 1972 et 1978).

Avant de penser la conduite de la guerre, Sun Zi établit son principe transcendant : la paix dicte son sens à la guerre, et cette dernière relève d'abord du politique. Les treize articles de son traité concernent l'intelligence des rapports de forces et l'utilisation la plus rationnelle et la plus économe des troupes : chercher à soumettre l'adversaire par une combinaison de la démoralisation et de la ruse ; semer la discorde chez l'ennemi, subvenir, affaiblir sa capacité à combattre afin que la bataille ne soit que le coup de grâce porté à une armée prête à être vaincue.

Dans la conception implicite de la guerre telle qu'elle est pensée par Sun Zi, n'entre évidemment aucune des données qui provoquent les conflits idéologiques, les guerres de religion ou les guerre nationales. Ici, la guerre se pratique au sein d'une même société, avec des moyens et des buts limités, dans le cadre de règles acceptées.

En attendant Clausewitz

Mais Sun Zi nous est proche par l'accent qu'il met sur les stratégies indirectes : atteindre des résultats importants à partir de forces militaires réduites, en combinant des moyens où celles-ci ne jouent qu'un rôle secondaire jusqu'à l'estocade finale. *« A la guerre, le mieux est de s'attaquer aux plans de l'ennemi, puis de s'attaquer à ses alliances, puis de s'attaquer à ses armées. »*

Dans son introduction, le général Maurice Prestat survole la pensée stratégique à travers siècles et continents, de façon souvent neuve. Il souligne l'importance fondamentale, pour nous, de la stratégie indirecte par rapport à l'obsession de la bataille décisive et du choc frontal.

Avec une avance considérable sur tous les autres théoriciens, Sun Zi pose le problème de la guerre comme un problème central pour l'Etat. Il l'envisage comme un acte conscient se prêtant à une analyse rationnelle. Il faudra attendre Clausewitz pour tenter de faire mieux.

GÉRARD CHALIAND.

★ L'ART DE LA GUERRE, de Sun Zi, traduit du chinois par Valérie Niquet-Cabestan, introduction de Maurice Prestat, Economica, 125 F.

Au temps des empereurs l'ombre des femmes

Danielle Elisseeff parcourt deux mille ans d'histoire chinoise. Pour faire justice, du côté des femmes, d'un exotisme de pacotille.



JEAN-LOUP CHARMET

Derrière le miroir, ce n'est plus « nuit câline »...

LE livre que Danielle Elisseeff vient de consacrer à *la Femme au temps des empereurs de Chine* est un exemple d'ouvrage érudit qui sait allier connaissance sans faille et vigueur d'écriture. Il est rare qu'une étude savante ait à ce point le sens du récit et soit portée par une si belle fougue.

Deux mille ans d'histoire chinoise se trouvent ici parcourus, non pas au galop des hommes d'armes ou de pouvoir, mais du côté de qui n'est pas censé faire l'histoire : du côté des femmes. D'elles, un exotisme de pacotille avait propagé l'image de la séduction fardée, du maintien fragile et de l'habileté amoureuse. D'abord exquis repos du guerrier ou divertissement du prince, elles se changeaient avec l'âge en mères attentionnées, souriantes et quelque peu empâtées... On comprend que Danielle Elisseeff ait voulu explorer l'envers d'aussi mièvres apparences, car derrière le miroir s'entend une autre chanson que celle des « nuits câlines », et s'ouvre le domaine clos des ombres violentes.

En Chine au temps des empereurs, les femmes sont en effet comme des ombres deux fois dissimulées : au cœur des palais et entre les lignes de textes que seuls rédigent les auteurs confucéens. *« Les sources écrites chinoises relatives aux femmes sont donc, par nature, totalement partiales. Cela ne veut pas dire qu'elles mentent — sous l'Empire, il n'y eut pas d'histoire délibérément mensongère, — mais elles pratiquent l'omission : les exemples de femmes cruelles et dépravées y tiennent une place plus voyante que ceux de femmes vertueuses et admirables : encore celles-ci ne sont-elles déclarées telles qu'en fonction d'un petit nombre de critères typiquement confucéens. »*

Et ce sont ces « critères » qui, précisément, orientent et obscurcissent tout. Si dame Lü, fille de cabaretier devenue impératrice, se voit vilipendée par les historiens, ce n'est nullement au nom d'une incapacité à gouverner (elle était au contraire efficace et avisée) ; c'est parce qu'elle use sans retenue des prérogatives masculines : elle se montre brutale dans la conduite des affaires de l'Etat, féroce dans le règlement des conflits privés et jouisseuse avec les éphèbes de son harem. En fait sa conduite n'est ni plus ni moins ostentatoire que celle des empereurs qui l'ont précédée, elle est pourtant jugée monstrueuse.

On voit, à partir de ce seul exemple, quel travail de décryptage, quelle inversion des codes et des signes furent nécessaires pour restituer aux femmes chinoises une histoire qui ne tienne ni de la fable ni du mensonge par omission. Danielle Elisseeff a mené cette aventure avec, justement, un esprit assez aventureux pour faire reprendre vie à toutes ces ombres muettes.

ANDRÉ VELTER.

★ LA FEMME AU TEMPS DES EMPEREURS DE CHINE, de Danielle Elisseeff, éditions Stock/Laurence Pernoud, 314 p., 145 F.

Parmi les autres parutions

● *Les Trois Royaumes*, de Louo Kouan Tchong. — Les tomes 3 et 4 de ce *« western de la Chine ancienne »* (voir notre article sur les deux premiers tomes dans « le Monde des livres » du 27 novembre 1987). Traduction, notes et commentaires de Nghiem Toan et Louis Ricaud. (Flammarion, 294 p., 150 F et 190 p., 95 F.)

● *Contes anciens à notre manière*, de Lu Siun. — Dans ces apologues, traduits pour la première fois en 1959, Lu Siun (1881-1936) faisait se rejoindre la Chine du vingtième siècle de celle de la tradition. Traduction et présentation de Li Tche-Houa. (Gallimard, « Connaissance de l'Orient », 206 p., 35 F.)

● *L'Amour de la renarde*, de Ling Mong Tch'ou. — Autre reprise d'un classique. Ces contes datent du dix-septième siècle. Traduction, préface et notes d'André Lévy. (Gallimard, « Connaissance de l'Orient », 293 p., 40 F.)

● *La Civilisation de la Chine classique*, de Vadim et Danielle Elisseeff. — Revu et mis à jour, un des volumes de l'excellente collection « Les grandes civilisations ». (Arthaud, 504 p., 85 F.)

● *La Concubine du dernier empereur*, de Zhang Yihong. — On retrouve le personnage de Puyi dans ce roman qui a obtenu un grand succès en Chine. Traduit par Li Lin, avec le concours de Michelle Loi. (Belfond, 236 p., 95 F.)

● *Vues de Chine*. — Le numéro 25 de la revue *Corps écrit* est entièrement consacré à la Chine. Il rassemble en particulier des textes de Georges-Emmanuel Clancier, Jean Duvignaud, Frédérick Tristan, Hugo von Hofmannsthal, Hermann Hesse, Ya Ding, Jacques Gernet, Jacques Brosse et Etiemble. (192 p., 100 F.)

● *Carnet de notes sur l'Occident*, de Li Shuchang. — Les étonnements et les découvertes d'un diplomate chinois dans l'Europe des années 1870-1880. Traduction de Shi Kang qiang. Préface de Michel Cartier. Avant-propos de Viviane Alleton. (Editions de la Maison des sciences de l'homme de Paris, diffusion CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris, 198 p., 160 F.)

● D'AUTRES MONDES - *La chronique de Nicole Zand*

Guerres civiles d'aujourd'hui près du Mississippi

★ RAPPEL A MEMPHIS, de Peter Taylor, traduit de l'anglais par Elisabeth Gille, Gallimard, 250 p., 96 F.

★ LE SYNDROME DE THANATOS, de Walker Percy, traduit de l'anglais par Bénédicte Chorier, Rivages, 364 p., 99 F.

« FAIRE sa cour à une femme et se remarier sont choses d'autant plus difficiles pour un vieux monsieur, après un veuvage, quand sont mêlés à l'affaire des enfants d'âge mûr... surtout s'il s'agit de filles célibataires (...). A la mort de ma vieille mère, il y a deux ans, il ne me vint pas tout d'abord à l'esprit que nous risquions de connaître ce type de difficultés. Nous n'étions pas, après tout, une authentique famille de Memphis. Nous ne vivions là que depuis trente années »

Voilà, tout est dit, dès la première phrase, de ce roman ciselé, travaillé comme une dentelle qui vous englue dans la mousse espagnole (la fameuse « spanish moss » qui pend aux arbres près du Mississippi), vous baigne dans une perversité douce pour vous faire approcher les mystères de la famille Carver. Venue il y a plus de trente ans de la capitale du Tennessee, toute la famille a vécu le déménagement de Nashville à Memphis comme un exil forcé, une déportation. Seul le père, avocat roublard et charismatique, s'est sorti sain et sauf de l'aventure.

Faut-il se scandaliser parce que ce veuf de quatre-vingts ans – George Carver – ne cesse de sortir, le soir, avec des vieilles dames ? Lorsque ses sœurs, Betsy et Josephine, deux « demoiselles » qui ont dépassé la cinquantaine, humiliées par les aventures nocturnes de leur père, ce vieil homme indigne, le convoquent à Memphis, Phillip Carver, leur jeune frère, de quarante-neuf ans semble rouvrir un vieux dossier sur les ruines de son enfance.

« On voyait mon père, qui avait toujours représenté aux yeux de la plupart des gens le parangon de la bienséance, à la Lune bleue, au Perroquet jaune, à la Lanterne rouge. » Le vieil homme dansant le slow tandis que les sœurs (et


JO GULLEDGE

Walter Percy.


D.R.

Peter Taylor.

leurs gigolos) l'épient dans les boîtes de Memphis, personnages shakespeariens, filles du roi Lear ou bien sorcières de Macbeth, écorchant toutes les cicatrices pour se rappeler que c'est ce père-là qui fut le maître d'œuvre de la ruine familiale : la mère, restée invalide après le départ de Nashville jusqu'à sa mort, le fils aîné, qui s'engage dans l'armée pour n'en pas revenir, les deux filles, qui ne se marieront pas, Phillip enfin, qui a cru se sauver en quittant Memphis pour Manhattan, où, conseiller littéraire dans une maison d'édition, il mène une vie médiocre, désespérante, auprès de sa jeune maîtresse juive, Holly de Cleveland. Mais on n'échappe pas à Memphis.

RESTÉ parfaitement inconnu en France, mais considéré comme un des écrivains les plus importants du sud des Etats-Unis, Peter Taylor – né en 1917 – s'est fait admirer depuis près d'un demi-siècle avec des nouvelles d'un style tout à fait classique mais surprenant, transparent et raffiné, qui l'ont fait comparer aux plus grands, *« aussi près de Tchekhov qu'il est possible à une Américain »*, a-t-on dit de lui... Lauréat l'an dernier du prix Ritz Paris Hemingway avec ce *Rappel à Memphis* (*Summons to Memphis*, paru chez Knopf en 1986) – très longtemps après son premier roman *A Woman of Means* (1954), – Peter Taylor le discret était arrivé de Charlottesville en Virginie, un peu étonné, frigorifié, déraciné comme les Carver, dans les ors de l'hôtel Ritz lors de cette somptueuse réception dont il était la vedette. Parions qu'après ce « premier roman » traduit, les éditeurs vont nous faire découvrir toutes les nouvelles (notamment *A Wife of Nashville*, 1960, qui semble un préliminaire au roman). Nouvelles, genre noble et achevé, de ce septuagénaire historiographe d'une autre guerre civile sudiste. Familiale.

AUTRE gentleman sudiste, presque contemporain de Peter Taylor – il est né en 1919 au Louisiane et vit à Covington de l'autre côté du lac Ponchartrain, – professeur d'université comme l'auteur du *Rappel à Memphis*, mais hanté par les transformations et les dégâts de l'ère moderne, Walker Percy avait obtenu en 1961 le National Book Award pour son premier roman, *le Cinéphile* (paru en 1982 dans une petite maison d'édition aixoise disparue depuis, Pandora, et dont Rivages annonce la republication). *Le Cinéphile*, c'était l'histoire fascinante de Binx, un jeune cadre célibataire qui fuit la réalité dans les salles obscures et pour qui les films sont la seule réalité (1). *Le Syndrome de Thanatos*, son sixième roman, qu'il a mis plus de dix ans à écrire, reprenant un thème qui ne le quitte pas, est une méditation sur le malaise du monde actuel. N'avait-il pas défini lui-même le romancier comme *« un diagnostiqueur du malaise contemporain » ?...* Plus influencé par les existentialistes que par Faulkner, son voisin, revendiquant sans cesse ses maîtres à penser – Kierkegaard, mais aussi Sartre, Camus et Gabriel Marcel, – ce médecin-philosophe-moraliste, qui n'a jamais excrcé la médecine après ses études, s'est converti au catholicisme à l'âge de trente-cinq ans et, dans toute son œuvre, passe le monde au crible de sa croyance tandis que guette l'Apocalypse.

Dans *le Syndrome de Thanatos*, le narrateur, le docteur Thomas More, un psychiatre, revient dans la petite ville de Feliciana après avoir passé deux ans dans une prison d'Alabama pour commerce illégal d'amphétamines. Ses anciens patients, qui lui semblent avoir un comportement étrange, souffrent de troubles de la parole, tout comme sa femme, devenue championne de bridge, et qui est capable de deviner sans effort toutes les cartes que ses adversaires ont en mains. « Syndrome » dont Thomas More va tenter de dépister les diverses et inquiétantes anomalies à travers bayous et plantations, au cours d'une enquête quasi policière, afin de découvrir un complot de médecins sans blouses blanches occupés à expérimenter sur des hommes, leurs concitoyens, comment faire reculer la dépression en les « guérissant » de leur agressivité et de leur comportement « antisocial » par un traitement des neurones du cortex. *« Le néocortex humain et la conscience sont non seulement le résultat d'une évolution aberrante, mais aussi un châtiment et une malédiction imposés à la vie sur cette terre, la source des guerres, de toutes les folies, de toutes les perversions – bref, de toutes les pathologies qui sont propres à l'homo sapiens »*, lui explique ultra-sérieusement l'un de ces fanatiques décerveleurs qui militent pour l'amélioration de la race et de la propagation d'une euphorie naturelle.

DANS ce monde fou fou fou où veulent régner les savants, les prêtres et les philosophes, l'homme ne peut que régresser et notre auteur ne nous épargne aucune démonstration, aucun discours, aucune expérimentation pour nous alerter, nous ramener à une récupération de la conscience de soi. Au risque d'en souffrir. L'Eglise, Staline, la science, l'énergie atomique, Hitler, Wagner, sont tous mêlés dans cette danse macabre grotesque et fatale à l'humanité. Fatale aussi à ce monde du Mississipi, symbole du paradis perdu. Roman policier et plaidoyer écologique se mêlent, souvent confus, parfois savoureux, dans ce livre tout plein de symboles et de férocité à l'égard d'un monde que Walter Percy, le moraliste, voue aux gémonies – à l'Enfer auquel il semble croire au moins autant qu'au Paradis. A déguster si vous avez besoin qu'on vous fasse la morale dans un monde de l'absurde. Sinon, relisez *Catch 22*.

(1) Voir « le Monde des livres » du 24 décembre 1982 : *l'Etranger de la Nouvelle-Orléans*.

Le désert de la vie

Deux nouvelles traductions de Barbara Pym : séquences anodines et scènes de genre à l'anglaise.

ETRANGE fortune que celle de Barbara Pym dont le nom resurgit dans les mémoires anglaises en 1977, alors que le supplément littéraire du *Times* entreprenait de recenser les mal-aimés des lettres britanniques. Après une demi-douzaine de romans publiés dans les années 50, Barbara Pym voyait tous ses manuscrits refusés et vivait, depuis plus de quinze ans, dans un oubli total. On décida d'éditer *Quartet in Autumn (Quatuor d'automne)* et Barbara Pym fut redécouverte... trois ans avant sa mort !

Voici cette année la traduction française de *Quatuor d'automne* ainsi que celle d'un roman plus ancien, *Jane et Prudence*. De quoi goûter, après *Crampton Hodnet* (1), *La douce colombe est morte* et *Un brin de verdure* (2), l'humour et la tendresse d'une romancière encore méconnue.

Toutes deux issues d'Oxford – comme Barbara Pym elle-même, – Jane et Prudence ne se ressemblent pas. Coquette, friande d'idylles romantiques, Prudence, l'intellectuelle célibataire, accumule les aventures idéalisées et sans espoir, tandis que son amie Jane, l'épouse du pasteur, regrette déjà *« tout ce que l'on se promettait de faire, les mariages brillants, les livres qu'on se jurait d'écrire... »*. Barbara Pym décrit à merveille toutes les subtilités de la psychologie, de la séduction et parfois de la rouerie féminines, alors que les hommes sont le plus souvent des personnages falots ou lâches. Autour du presbytère, lieu où convergent les soucis, les espoirs et les craintes, s'organise la vie cancanière d'un village avec ses ambitions sociales dérisoires et ses ridicules intrigues sentimentales. On sourit de mille détails typiques et l'on respire avec bonheur le parfum de la campagne anglaise.

Sous une loupe d'entomologiste

Il n'y a rien de cette fraîcheur dans *Quatuor d'automne*. Mais la finesse de l'analyse psychologique, le sens du portrait, la minutie de la description et surtout l'ironie de ton qui se remarquaient dans *Jane et Prudence* prennent ici leur véritable dimension. Barbara Pym restitue l'atmosphère d'une Angleterre petite-bourgeoise et sclérosée dont elle écoute battre le pouls et capte les modestes frémissements. Marcia, Norman, Edwin et Letty, quatre modestes fonctionnaires, cheminent lentement, seuls et sans famille, vers la retraite. L'auteur observe ces petites vies sous sa loupe d'entomologiste. On y voit, grossis, tous les drames minuscules de la vie domestique. On pénètre dans des intérieurs de maisons jumelles où l'on parle d'une panne de télévision comme du décès d'un être cher, et où l'on se replie sur soi jusqu'à s'éteindre.

Il y a ici plus d'ironie et même de férocité que dans *Jane et Prudence*, mais l'un et l'autre romans laissent une impression douce-amère qui tient peut-être à ce que tous les personnages féminins traduisent, chacun à sa façon, une certaine pauvreté de l'existence. Jane et sa nostalgie du temps universitaire, Prudence et ses échecs sentimentaux, Letty meublant par les biographies d'autrui le vide de sa vie, toutes semblent finalement marcher, au milieu d'un quotidien dérisoire, vers la mort inutile qui les guette.

FLORENCE NOIVILLE.

★ JANE ET PRUDENCE, de Barbara Pym, traduit de l'anglais par Bernard Turle, Fayard, 272 p., 95 F.

★ QUATUOR D'AUTOMNE, de Barbara Pym, traduit de l'anglais par Martine Béquié avec la collaboration de Anne-Marie Augustyniak, Christian Bourgois, 238 p., 80 F.

(1) Fayard, 1986.
(2) Christian Bourgois, 1987.

L'excentrique lady Sitwell

(Suite de la page 13.)

Cela dit, l'esprit de cette originale forcenée pétille à chaque page de ces *Excentriques anglais*, son meilleur livre en prose – en dépit de son côté broussailleux, indiscipliné, – si finement traduit par Michèle Hechter.

On y rencontre, au fil des pages, des *« ermites ornementaux »* – ceux que les seigneurs plaçaient dans les grottes des premiers jardins romantiques – et les profanateurs du tombeau de Milton ; Beau Brummel se mourant de misère à Caen, et un acteur si prodigieusement mauvais que les gens remplissaient les salles où il se produisait pour le plaisir de lui jeter toutes sortes de projectiles ; des hommes de science incongrus, des dames prudentes jusqu'à l'outrance, des magiciens... C'est tout un défilé fellinien avant la lettre que ce livre nous offre, et chacun de ses épisodes se présente, en soi, comme une nouvelle.

JR Wilcock, l'Argentin devenu écrivain italien, a dû s'en souvenir lorsqu'il écrivait ce livre éblouissant, et si peu connu, qu'est *la Synagogue des iconoclastes* (3). Mais, étant donné que *les Excentriques anglais* est, en principe, une anthologie de faits divers, une collection de personnages ayant réellement existé, il serait plus juste de le faire voisiner avec cet ouvrage, tout aussi méconnu, de Monsieur l'abbé Englebert (4), réunissant trois cent soixante-cinq biographies de saints, véritable florilège de l'extravagance humaine, où la drôlerie triomphe de la volonté d'édification, tout en montrant que les justes qui sauvent le monde sont souvent ceux-là mêmes que le monde traite de fous. Et que, s'il y a plus de fous que de sages, dans le sage même, comme disait Chamfort, il y a plus de folie que de sagesse.

HECTOR BIANCIOTTI.

★ LES EXCENTRIQUES ANGLAIS, d'Edith Sitwell, traduit de l'anglais par Michèle Hechter. Le Promeneur, 266 p., 120 F.

(3) Gallimard, 1977.
(4) *Fleurs de saints*, Albin Michel, 1980.

Sports

TENNIS : les Internationaux de France

Un McEnroe en or pour un Agassi de papier

Il y aura un Américain en demi-finales des Internationaux de France de tennis. Ce n'est pas celui qu'on attendait. John McEnroe a en effet été éliminé par Ivan Lendl, alors qu'André Agassi a battu en quarts de finale l'Argentin Guillermo Perez-Roldan. Le Suédois Mats Wilander a atteint pour la sixième fois de sa carrière les demi-finales à Roland-Garros.

Les économistes ont l'habitude de dire que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Cela signifie que les pièces d'or ont été remplacées par des billets de banque, qui sont eux-mêmes supplantés par les cartes de crédit. Bien sûr, il faut vivre avec son temps.

Il y avait John McEnroe, l'étalon-or. Il y a André Agassi, la devise-titre. Le premier a été éliminé en huitièmes de finale. Le second doit disputer les demi-finales. Roland-Garros a feint, mercredi 1er juin, de ne pas y avoir perdu au change. Mais qui pourrait être dupe ?

Bien sûr, la qualité du tennis de John McEnroe s'est altérée avec le temps. Quoi qu'on en dise, il n'est plus tout à fait inspiré comme lors de ses trois victoires à Wimbledon et de ses quatre succès à Flushing Meadow. Il a désormais vingt-neuf ans. Vraisemblablement, il a laissé passer sa meilleure chance de figurer au palmarès de Roland-Garros en 1984, lorsqu'il a perdu une finale qu'il semblait devoir gagner.

Ce jour-là, a-t-il été victime de la canicule ? A-t-il « disjoncté », comme son altercation avec un cameraman a pu le laisser croire, alors qu'il avait fait le break dans la troisième manche ? La raison de cette défaite n'a jamais été éclaircie, mais elle fut lourde de conséquences. Ce fut la première déchirure dans la carrière du successeur de Björn Borg en tête du classement mondial. De là allait découler une série de mésaventures qui devaient le conduire au bord du renoncement. Car, en perdant successivement ses titres à Londres et à New-York, en 1985, il allait réaliser à ses dépens que la puissance faisait désormais échec au talent.

Mariage, congé sabbatique, suspension, blessure : tout allait se conjuguer pour pousser irrésistiblement McEnroe vers la sortie des artistes. Et, pourtant, il a voulu faire un nouveau retour. Pour cela, il s'est adressé à Peter Fleming, son ami d'enfance avec lequel il avait formé la meilleure paire de double du monde. Entre les deux hommes, la relation est assez forte pour que McEnroe accepte de se mettre sérieusement au travail.

Consolation

Cette quête du temps perdu a été, un moment, couronné de succès : il a su enlever le Tournoi de Tokyo qui marquait son retour sur le circuit. Mais cette victoire n'a pas suffi pour le faire remonter dans le classement mondial à un rang assez élevé pour le protéger des meilleurs. Vingtième, il a été désigné comme dernière tête de série à Roland-Garros, et le tirage au sort l'a affecté dans le tableau d'Ivan Lendl en huitièmes de finales alors qu'en tout autre temps ils auraient ensemble fait l'affiche d'une finale.

L'occasion était bonne pour mesurer l'écart qui existe désormais entre l'ancien et le nouveau champion du monde. Eh bien, pendant les deux premiers sets qui se disputaient, mardi 31 mai, dans l'humidité du crépuscule, McEnroe fit jeu égal avec Lendl. Mieux : il le mit en difficulté. En attaquant sans cesse, « Big Mac » démontrait que toutes les théories sur la particularité du jeu sur terre battue étaient des sornettes. Et surtout, en dépit de la lourdeur des balles de l'ex-Tchécoslovaque, il avait cette touche légère, impressionniste, qui lui permet de déposer la balle avec une délicatesse insolente en tout point du carré, inaccessible à son adversaire.

McEnroe était d'autant plus à son affaire mardi soir que Lendl n'était pas, lui, dans son assiette. Pas en raison, comme on l'a dit, d'une cheville douloureuse – « *J'ai démenti qu'on allait m'amputer au-dessus du genou*, a précisé Lendl ; *je vais attendre la fin du tournoi* », – mais sans doute en raison d'un problème intestinal.

En tout cas, il est revenu mercredi matin sur le central, frais comme un gardon. Et alors qu'il avait assez mal servi la veille, il a été époustouflant au réveil. Contre ce Lendl-là, McEnroe ne put rien faire. Au quatrième set, il marqua un point sur les cinq jeux de service adverse, Lendl visant les lignes avec une précision incroyable. La part de chance n'est pas négligeable dans une telle réussite. Mais celle-ci est surtout le résultat de l'énorme travail accumulé depuis des années par Lendl, qui a ainsi des ressources insoupçonnées. Bref, le miracle n'a pas eu lieu, l'impossible ne s'est pas accompli. Ce que le McEnroe 1984, au point culminant de son art, n'a pas fait, le McEnroe 1988 ne l'a pas réussi. Et c'est logique et justice. L'acharnement au travail mérite aussi sa récompense.

Mais, comme pour se consoler de la perte prématurée de McEnroe, comme pour se faire pardonner de ne l'avoir pas apprécié à sa juste valeur au bon moment, Roland-Garros s'est entiché hier d'un jeune Américain, André Agassi, qui va affronter Mats Wilander en demi-finales.

Coup de cœur

Le coup de cœur pour ce gamin n'a rien d'étonnant. C'est un acteur, une bête de spectacle. Le portrait inversé de John McEnroe qui se faisait détester pour ses récriminations incessantes, ses coups de colère, ses outrances verbales. André Agassi applaudi les bons coups de son rival. Il crie comme s'il s'était pincé les doigts dans le chambranle d'une porte quand il expédie la balle dans les bâches. Il semble ravi d'être sur le court. Bref, il est sympathique.

Comme il joue les points à toute allure, ne prenant le temps de souffler ni pour servir ni pour cogner, il en arrive à faire oublier qu'il pratique le tennis des fonds de court le plus stéréotypé qui soit. Il est vrai que son coup droit est à lui seul un spectacle. Il claque comme le fouet avec lequel un saltimbanque mouche des chandelles. On se demande comment, après ces moulinets, son bras n'est pas engourdi et arrive encore à poser les amortis qui, mercredi soir, lui ont si bien permis d'interrompre les interminables rallyes de l'Argentin Perez-Roldan. Mais Agassi reste, après Arias et Krickstein, un prototype revu et corrigé de la « chaîne » Bollettieri. Le coach de Floride assure d'ailleurs qu'il a fait amende honorable et qu'il ne commettra pas avec lui les mêmes erreurs qu'avec les autres. La réponse est dans la résistance des articulations du fils de l'ancien boxeur iranien.

Reste qu'on voit mal comment ce jeune homme au look punk pourra faire la même carrière que McEnroe, même s'ils se retrouvent côte à côte en équipe de Coupe Davis pour l'Amérique. Malgré la dévaluation du talent d'un maître, on ne doit pas prendre pour argent comptant la réussite supposée d'un jeune doué.

ALAIN GIRAUDO.

Quatre tendrons au filet

Les grandes dames étant sorties pour cause de défaites précoces, les petites mains – toutes ont moins de vingt ans – ont rivalisé d'adresse pour accéder aux demi-finales. Contre Helena Sukova, Natalia Zvereva, l'enfant de Minsk, a réussi, du haut de ses dix-sept ans, à franchir les barrages des quarts de finale. Arantxa Sanchez, la jeune Espagnole, elle, n'a pu sauter cette barrière. En face d'elle, le mardi 31 mai, elle a rencontré une adversaire trop coriace.

Et, pourtant, Nicole Provis n'a pas un visage de guerrière farouche. Mais cette Australienne de dix-huit ans cache, derrière son visage de star et sa chevelure blonde, une étonnante ténacité. L'auréole qui ornait Arantxa depuis la victoire sur Christ Evert ne l'a pas le moins du monde impressionnée. Contre la spécialiste du fond de court, elle a su agréablement improviser, sans jamais se laisser démonter. « *Elle jouait très bien et très fort* », reconnaissait Arantxa, après sa défaite, ajoutant : « *Si j'étais montée au filet, elle m'aurait passée.* »

Les attaques de la Barcelonnaise, sa dextérité même à croiser la balle, se heurtaient à une sorte de mur impassible. Nicole Provis défendait son carré, comme on lui avait appris à Melbourne, où elle a commencé à manier la raquette à sept ans. Une passion transmise par sa mère, son père, – ancien joueur de base-ball – s'étant contenté de lui apprendre l'art d'encaisser les coups durs sans faiblir.

« *Elle a toujours été une gamine très positive qui, lorsqu'elle perd un service, pense immédiatement au suivant* », explique son entraîneur, Ken Richardson. Lui, qui la suit depuis neuf ans, est toujours étonné par sa facilité à effacer d'un trait les mauvais coups. Il prétend même que sa jeune protégée a « *une fâcheuse tendance à perdre le premier set pour gagner ensuite* ».

Finaliste à Roland-Garros en juniors, il y a deux ans, Nicole Provis avait montré que la terre battue ne lui déplaisait pas. Certains en avaient même conclu qu'elle préférait ce sol à l'herbe de son pays. Pour l'Open d'Australie et pour Wimbledon, les deux tournois qui comptent pour les protégés de la reine, Nicole a dû travailler sa préparation au service et à la volée. Les heures d'entraînement intensif ne se sont pas révélées productives au tournoi de Sydney, disputé sur herbe au début de l'année, où elle a été éliminée dès le premier tour. Alors, la jeune fille a tenté sa chance sur d'autres surfaces, sans résultat probant, jusqu'au tournoi de Strasbourg (terre battue), où elle a atteint les demi-finales.

Pour la joueuse, classée cinquante-troisième mondiale, la porte qui ouvre accès aux belles places s'était légèrement entrouverte. Et, à Roland-Garros, mettant à profit sa mobilité, elle a tenté d'en repousser le battant. Triomphant de deux Françaises, lors des premiers tours, elle a récidivé ensuite en éliminant des têtes de série : Claudia Kohde-Kilsh puis Sylvia Anika. « *C'est la première fois que je réussissais un tel parcours* », reconnaît la jeune Australienne, qui avoue qu'elle ne s'attendait pas à de telles victoires.

SERGE BOLLOCH.

Les résultats du mercredi 1er juin

SIMPLE MESSIEURS

● **Huitièmes de finale.** – Ivan Lendl (Tch. 1) bat John McEnroe (EU, 18) 6-7 (3-7), 7-6 (7-3, 6-4, 6-4.

● **Quarts de finale.** – Mats Wilander (Suè. 3) bat Emilio Sanchez (Esp. 15) 6-7 (5-7), 7-6 (7-3), 6-3, 6-4. ; André Agassi (EU, 11) bat Guillermo Perez-Roldan (Arg.) 6-2, 6-2, 6-4.

EN BREF

● **AUTOMOBILISME : Rallye de l'Acropole.** – L'Italien Massimo Biasion (Lancia Delta Integrale) a remporté, le mercredi 1er juin à Athènes, le Rallye de l'Acropole. Les Lancia Delta Integrale ont pris les quatre premières places avec le Suédois Mikael Ericsson, deuxième à 1 min 53 s, l'Italien Alessandro Fioro, troisième à 7 min 40 s et le Finlandais Markku Alen, quatrième à 10 min 46 s. Déjà vainqueur du Rallye du Portugal et du Safari Rally, Massimo Biasion est en tête du championnat du monde des pilotes.

● **FOOTBALL : Coupe de France.** – Metz a pris une sérieuse option sur la qualification pour la finale de la Coupe de France en battant Reims (4-0), le mercredi 1er juin en match aller des demi-finales. Les matches retour auront lieu le 8 juin à Reims et à Sochaux, qui avait été battu (2-1) par Nice. En match aller des barrages de deuxième division, Lyon a battu Caen (2-1).





Culture

CINÉMA

« Bird », de Clint Eastwood

Douloureux dégagements au bord de la folie

Bird, le film de Clint Eastwood, est un hommage émouvant à l'un des plus grands créateurs américains, le saxophoniste Charlie « Bird » Parker. L'énigme du jaillissement musical dans une vie particulièrement déjetée reste entière.

La chance du film de Clint Eastwood *Bird*, c'est la musique. Deux heures et demie de musiques de Parker jouées par lui-même, c'est une chance inouïe pour le film et pour le public. Plus d'auditeurs en six mois, fixés à leurs sièges, qu'en quarante ans, c'est une chance. L'irruption de Charlie « Bird » Parker dans la musique — pas seulement dans la musique de jazz — est aussi coupante, elle a la même portée que celle de Rimbaud dans la poésie.

Rien n'a été ménagé pour la bande-son. Caution parfaite, Lennie Niehaus a dirigé l'opération de main de maître. A l'aide de grands ciseaux électroniques, il a décollé quelques solos historiques de Parker. Il les a isolés. Il a demandé à des accompagnateurs (ravis), mieux dignes du génie de Parker, de les rhabiller. C'est un choix. D'autres groupes de Parker étaient plus homogènes. Dans *Bird*, on entend deux heures et demie de solos de Parker. Un peu arrangés, mais historiques. Le choix semble être désormais entre cette opération et deux heures de recherche de sons et d'images pour « Océaniques ». Marchons.

Lennie Niehaus n'a rien laissé au hasard. Il a dicté au bon Forest Whitaker (émouvant de bout en bout, remarquable) ses postures. Il lui a montré comment gonfler les joues et poser les doigts. S'il s'était agi du rôle de Nelson à Trafalgar, sans doute lui eût-il coupé le bras. Le résultat est excellent.

Au détail près, le son est fignolé comme le film. Imprenable. Un klaxon écrasé en fin de plan, la plainte si mélancolique des klaxons dans les rues de New-York, s'enchaîne au plan suivant sur la note exacte, la même de *Now's the time* attaqué par Parker. Belle ouvrage.

Pourquoi donc l'émotion ne suit-elle que retenue, comme filtrée ? Le film est bon cependant. Le script est bon. La direction d'acteurs excellente. Et toute cette bonté, toute cette excellence dont on perçoit la fonction anxiolytique, retiennent l'histoire d'éclater. Elles l'empêchent de se porter à hauteur de musique et de force. A hauteur de Charlie Parker.

Avec ses flashbacks et ses flash-forwards, le script fait moderne. Evidemment, pour qui ne connaît pas sur le bout du doigt l'histoire de Kansas-City, celle de la cymbale de Jo Jones, le rôle et la personnalité de la baronne Nica de Koenigsmater et quelques autres détails (les quatre mariages de Parker réduits ici au dernier), le risque est grand de flotter gaillardement. Mais l'essentiel n'est pas là. Et après tout, on écoute deux heures et demie de musiques de Charlie « Bird » Parker...

Que sommes-nous conviés à retenir de celui qui les joue, de celui que Forest Whitaker campe de façon émouvante ? Qu'il était un bon gros déglingué, comme les autres musicos d'ailleurs, pas mauvais bougre bien qu'il fît peur parfois, et qu'il se droguât et qu'il bût, ce qui est déconseillé — mais aussi, on nous répète qu'il jouait comme pas deux : entendons par là qu'il « chauffait » les salles, pas toutes, comme on doit chauffer quand on joue du jazz qui chauffe.

Cela dit, poursuit Clint Eastwood, personne ne s'est vraiment aperçu de son talent. Cruelle Amérique. Personne ne s'en est aperçu, sauf, dans l'ordre, un jeune chasseur d'autographes instruit et blanc (interne en psychiatrie) ; deux femmes, une brochettes de professionnels blancs (saxophonistes en nœud pap' d'un orchestre de danse) ; et la bonne vieille Europe cultivée. Ajoutons un mariage juif à Brooklyn et la présence sympathique mais débordante de Red Rodney, cela devrait commencer à faire du monde.

Or Parker n'était pas seul. Et Dizzy Gillespie ne se cantonnait pas dans un rôle de grand frère prêcheur (« *Toi, tu fais le martyr, moi je suis un réformateur, vois-tu ?* », etc., comme un dialogue entre Lecanuet et Lautréamont). « *Dizzy* », cela signifie « *fou* », « *dingue* », « *barje* »... Pour l'état civil, Gillespie se nomme John Birks. On l'appelle « Dizzy », il doit y avoir une raison.

Des chercheurs fous

De Monk, de Miles, de Bud Powell, de Mingus, de Max Roach et de quelques autres, il n'est pas ou presque pas question. Le film ne peut tout dire. Mais ceux-là se pressaient aussi sur l'Olympe de la révolution. Avec des scènes d'amour. Des violences. Des éclats de rire. Des tensions. Des lignes de force. Et une passion collective de la musique qui en faisait d'infatigables expérimentateurs, des chercheurs fous, des savants exubérants qui sont allés trop loin : demandez aux musiciens...

C'est vrai qu'ils « chauffaient ». C'est vrai que le regard d'une fille les jetait hors d'eux en riant et incendiait, comme une foudre, la musique. Mais le film ne parvient pas à la hauteur de cette énigme qui fit de Parker, comme de Monk, un inventeur sans précédent de formes, un génie, comme on n'en a pas vu depuis, de l'improvisation instantanée. Si on ne se le figure pas au rang d'un Nietzsche ou d'un Joyce, comment saisir le rôle décisif qu'il a joué pour la communauté noire, pour celle des musiciens et pour l'éveil de leur conscience ? Il y fallut une vie particulièrement déjetée. Quand Parker parle des moments où il a pu enfin jouer ce qu'il entendait depuis toujours, il parle de « résurrection », il parle de sortie de la mort. Il lui aura fallu connaître une invivable levée de la raison. Et la fréquentation précoce des gouffres amers de l'héroïne aura joué un rôle créatif absolument déterminant. Autant le dire.

L'expérience n'était pas répétable. Il y a quelque chose d'unique dans ce douloureux dégagement aux bords de la folie, de la mort et des gouffres : dégagement de Lester Young que Parker aimait tant ; dégagement de la tradition qu'il a pourtant sauvée ; dégagement des bouges de Kansas-City qui l'ont néanmoins enchaîné jusqu'au bout (cette pureté du son, ce jaillissement, le côté soyeux de son envol, son impensable délicatesse mélodique et harmonique).

Au fond, Clint Eastwood est dans la position de Forest Whitaker : il fait les gestes (avec talent), il mime (avec application) ; il s'abîme de respect ; il est ivre de perfection, oui, et à cette impossible tâche, il finit, si l'on veut, par réussir.

Mais c'est l'*autre* qui joue. L'autre du film. Bird l'infilmable. Bird sur qui le cinéma de l'époque a fait l'impasse (quelques minutes d'images, moins de dix). Bird à côté de qui le cinéma continue de passer.

FRANCIS MARMANDE.



Forest Whitaker, au saxo

A Cannes, le 21 mai, dans le grand auditorium, à la fin de la projection du film de Clint Eastwood, *Bird*, le public a longuement applaudi. Clint Eastwood, d'un seul mouvement élégant, s'est dressé, a souri, a, d'un geste, demandé à son acteur Forest Whitaker, de se lever. Les applaudissements ont redoublé. Le géant noir portait au cou un pansement. Il clignait des paupières, le dos chiffonné de son smoking racontait son trac, son angoisse. Le film rencontrait pour la première fois le public.

Quand, deux soirs plus tard, Forest Whitaker a reçu son diplôme de meilleur acteur du festival, il portait encore son pansement, semblait plus détendu, tout aussi émerveillé, émouvant.

Quelques jours plus tard, dans son hôtel parisien, il récupérait de son marathon cannois — cinq jours de tension nerveuse, une interview par heure, de 10 heures à 18 heures, avec juste une escapade d'une demi-journée à Saint-Paul-de-Vence : « *C'était beau, équilibré, humain* », dit-il.

« *Ce qui m'a le plus surpris est l'importance que vous accordez aux metteurs en scène. Aux Etats-Unis, ils sont tenus pour de simples employés. Mais*, ajoute-t-il, *des gens comme Clint Eastwood ou Martin Scorcese sont un peu à part* »...

C'est grâce à Scorcese et à *la Couleur de l'argent* que Forest Whitaker, aujourd'hui âgé de vingt-six ans, a fait irruption dans notre culture cinématographique. Avec une seule scène, celle où Paul Newman affronte un gros nounours black qui, à la table de billard, arnaque l'arnaqueur.

« *J'ai passé une première audition à Los Angeles, et n'ai rencontré Marty* [Scorcese] *que sur le tournage de Chicago. On m'avait dit qu'il accepterait de me recevoir si je payais mon voyage. Ce que j'ai fait. On me demandait aussi, négligemment, si je savais jouer au billard. Je ne savais pas du tout, mais, bien entendu, j'ai répondu oui. Je me suis entraîné comme un malade et quand je me suis trouvé en face de Marty, j'étais prêt.* »

Lorsqu'il s'est agi d'incarner Charlie Parker, avec la même passion, Whitaker s'entraîne au saxophone, aidé par Lennie Niehaus, directeur musical attitré d'Eastwood et ancien saxophoniste lui-même. Né dans une famille où l'on écoutait Coltrane plus que Parker, il a déjà une longueur d'avance. « *Je jouais du cor baryton, l'instrument avec lequel a démarré Charlie Parker. Puis je suis passé à la trompette. Il est vrai que la position physique et le gonflé des joues diffèrent d'un instrument à l'autre. La configuration même du saxophone oblige à adopter le comportement juste. Le plus dur a été de coller au doigté serré de Parker. Quand vous regardez Dizzy Gillespie, il « joue ». Bird, ses doigts bougent à peine ; il coupe les touches. Mais ce que j'essayais surtout de trouver et de restituer, c'était les idées de Parker, ses pensées derrière les phrases musicales.* »

Forest Whitaker a participé à l'aventure *Platoon*, d'Oliver Stone, à *Stakeout*, de John Badham, avec Richard Dreyfuss, à *Good morning Vietnam*, de Barry Levinson — encore inédit en France, — où à partir d'une vingtaine de répliques, il construit un personnage vrai, complexe, attachant. Aujourd'hui, il attend les retombées de *Bird* — qui sort aux Etats-Unis seulement à l'automne prochain. Il lit des scénarios, enregistre son premier disque « *très ryth'm and blues, avec une couleur un peu jazz* ». Il n'y joue aucun instrument, il chante.

HENRI BÉHAR.

PHOTO

Fouad Elkoury à l'Institut du monde arabe

Portrait de Djibouti

Sensible, classique et rigoureux, le portrait d'une ville déserte perçue comme un décor de film.

Arrivé à Djibouti le 22 novembre 1987, Fouad Elkoury est d'abord resté quatre jours sans bouger de sa chambre. Adoptant un point de vue résolument intérieur, il observe de sa fenêtre la vie, le climat, l'atmosphère de cette ville de 150 000 habitants, dont il a un mois pour tirer le portrait.

Sans interdit ni préjugé, il se décide alors à entamer sa progression dans la cité. Influencé par *Profession reporter*, d'Antonioni, ainsi que par le souvenir des cartes postales anciennes, vision magique d'Egypte ou d'Italie, il a pour projet de montrer l'architecture et de décrire le rapport de l'homme à son environnement. Sans nier la part documentaire de son approche, il se laisse surtout séduire par l'exotisme des lieux et, captant ce qui lui plaît, erre à son rythme dans le dédale des ruelles plombées par la torpeur aux heures de sieste.

Disponible, attentif et curieux, il est visiblement ravi de se laisser surprendre. Sensible à l'accumulation éparse des signes (panneaux, publicités, plaques émaillées), dans la lignée de Walker Evans et Robert Frank, il évolue non pas en touriste, mais comme un cinéaste en repérage. Ou un romancier qui entérine la silhouette furtive des habitants.

Glissant de la périphérie vers le centre, avec une nonchalance méthodique, il inventorie la « non-architecture » des bâtisses hybrides et mornes, dressant leur forme hirsute dans les rues sans personne. La ville assoupie se présente comme un décor irréel planté dans un studio désert. Ponctué de temps d'arrêt, l'attente ici est un moteur, tout comme le guet, placide et silencieux, de ce flâneur actif qui intériorise en tous lieux l'omniprésence du vide.

Guidé par l'intuition, selon un parcours non quadrillé d'avance, Fouad Elkoury est allé réellement à la rencontre de Djibouti qu'il découvre telle qu'elle est, anarchique, multiple et foisonnante, hésitante entre les traditions et la mutation vers le monde moderne, mêlant époques et audaces inabouties, aspirant avant tout à préserver ses dimensions humaines.

Sans coutures, ce paysage en friche, d'une banalité étrange, est observé paisiblement, avec une grande unité d'approche, par un opérateur qui se tient en retrait et déclenche à distance.

Architecte de formation, âgé de trente-six ans, Fouad Elkoury confirme la sensibilité de ses travaux antérieurs sur Beyrouth détruit et, plus récemment, sur la banlieue de Marseille. Mené tel un jeu de pistes, son reportage à Djibouti est moins une enquête qu'un récit. Sur des cimaises improvisées, il est la première exposition photographique de l'Institut du monde arabe, qui, par la commande, lui permit d'exister.

PATRICK ROEGIERS.

★ *Djibouti, portrait d'une ville*, photographies de Fouad Elkoury, Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris-5e, jusqu'au 19 juin.

MUSIQUES

La prochaine saison musicale à Radio-France

Jeffrey Tate, invité de l'Orchestre national

MM. Roland Faure, président de Radio-France, et André Jouve, directeur des programmes et services musicaux, ont présenté, le mercredi 1er juin, leur prochaine saison.

MM. Faure et Jouve ont souligné que la prochaine saison donnera lieu à quelque huit mille cinq cents heures d'émissions sur France-Musique et mille heures sur France-Culture. Trois cent cinquante concerts seront organisés par Radio-France, sans compter les retransmissions de festivals et les échanges internationaux.

Cette année, vingt et un cycles (chiffre jamais atteint) réunissant cent manifestations, sont mis dès maintenant à l'abonnement : cinq de l'Orchestre national, sept du Nouvel Orchestre philharmonique, deux de « Prestige de la Musique », trois pour la musique contemporaine, deux pour le « Salon romantique », un pour les œuvres anciennes et un pour le Paris des orgues (consacré à l'école française, autour de Jehan Alain).

Il est difficile de résumer cette masse de concerts qu'annonce une plaquette, envoyée sur demande (1). Parmi les événements les plus marquants, notons le début de l'intégrale Mahler, réalisée avec le TMP-Châtelet, et le très important ensemble consacré aux « Années 50 », en coproduction avec l'IRCAM, qui prend place dans la vaste exposition pluri-disciplinaire du Centre Georges-Pompidou.

Deux cycles lyriques proposent *Cosi fan tutte*, *Tristan*, *la Tragédie florentine*, de Zemlinsky, *Jeanne au bûcher*, *la Veuve joyeuse*, *Linda de Chamonix*, *Die Drei Pintos*, de Weber/Mahler, *Wozzeck* et les *Gurrelieder*. Dans la série des musiques sacrées, des *Cantates* de Bach par Leonhardt voisineront avec *Salomon* de Haendel, *la Création* de Haydn, *l'Enfance du Christ* et la première du *Requiem de la Vierge*, de J.-L. Florentz.

Parmi les nombreuses créations, signalons des œuvres de Monnet, Pablo, Grisey, Levaillant, Masson, Manoury, Aperghis, Mâche, Essyad, etc.

Un excellente nouvelle enfin, même si elle vaut pour la saison suivante : la nomination de Jeffrey Tate comme premier chef invité de l'Orchestre national à partir de septembre 1989, aux côtés de Lorin Maazel, directeur musical, et de Pierre Boulez, « chargé de mission pour les événements spéciaux » (qui doit inaugurer ces fonctions en dirigeant l'ON dans la cour du Louvre le 3 juillet prochain). Le talent exceptionnel du jeune chef britannique, son entente avec les instrumentistes français, dont a témoigné récemment la *Symphonie de Printemps*, de Britten (*le Monde* du 31 mai) nous promettent de merveilleuses soirées.

J. L.

[Jeffrey Tate, né en 1943 à Salisbury, est docteur en médecine. C'est à vingt-huit ans seulement qu'il se consacre à la musique. Chef de chant, puis assistant de Solti, Davis, Kempe et Pritchard à Covent-Garden, ensuite de Karajan à Salzbourg, et de Boulez à Bayreuth et à Paris (pour *Lulu*), il fait depuis une brillante carrière, aussi bien lyrique que symphonique. Il est actuellement chef principal au Royal Opera de Londres et à l'English Chamber Orchestra.]

(1) Radio-France, Service accueil et animation, pièce 2237, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.

A la Bibliothèque nationale

François Lesure, musicologue amoureux

Après dix-huit années passées à la tête du département musique de la Bibliothèque nationale, François Lesure, atteint par la limite d'âge, quitte son poste.

Il est rare qu'un musicologue doublé d'un chartiste soit aussi connu et aimé dans le milieu artistique. Mais François Lesure, qui va maintenant se consacrer à sa tâche de directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, est avant tout un amoureux de musique, qu'on rencontre dans les concerts, et qui a le bon goût de s'intéresser à son temps aussi bien qu'au seizième siècle, son premier domaine, ou aux siècles suivants, dont il a su si bien faire vivre les œuvres grâce à une collection exemplaire, « Le Pupitre » (éditions Heugel), où a paru en particulier la première édition critique des *Sonates* de Scarlatti par Kenneth Gilbert.

Mais il n'a pas jugé indigne d'un musicologue de se passionner pour un compositeur aussi célèbre que Debussy, dont il a publié la correspondance, une très riche iconographie et de précieux *Cahiers*, tout en présidant le centre de documentation et le comité de la grande édition des œuvres complètes.

Au département musique de la Bibliothèque nationale, François Lesure a été le conseiller et l'ami de tous ceux qui sont venus explorer les fonds irremplaçables de notre patrimoine, pendant longtemps si mal exploités. Sa rigueur, son érudition, sa courtoisie et son humour auront certainement beaucoup contribué à refaire de Paris une place importante de la musicologie mondiale.

Mme Catherine Massip, qui lui succède, est une spécialiste du dix-septième siècle, ce qui est de bon augure dans une période dominée par la redécouverte de notre classicisme, fût-il « baroque »...

A l'occasion de ce départ, les éditions Minkoff publient un livre magnifique, *Musiques, Signes, Images* (1), avec les contributions des amis de François Lesure, réunies par Joël-Marie Fauquet, articles musicologiques, hommages de peintres et graphistes, ou partitions écrites pour la circonstance (de Mâche, Helm, Berio et Noël Lee, ainsi que l'orchestration par Boulez du *Frontispice* de Ravel).

Ces pages sur Scarlatti et Monteverdi, Rossini et Stravinski, Cherubini et Souvtchinsky, mais aussi l'image du chant au Moyen Age, le musicien dans la littérature du dix-septième siècle ou un très beau manuscrit de Jean Tardieu sur Da Ponte, sans oublier l'exégèse aiguë de quatre dessins de Sempé par Maurice Fleuret, s'adressent à l'honnête homme (fortuné) autant qu'au spécialiste et reflètent ainsi en transparence le visage même de François Lesure.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Musiques, Signes, Images*, avec trente-cinq contributions, notamment de Georges Beck, Nanie Bridgman, Jean Cortot, Fedele d'Amico, Roger Delage, Philip Gossett, Claude Helffer, Jean Mongrédien, Pierluigi Petrobelli, Claude Pichois, Gilbert Rouget, Claudio Sartori, Robert Wangermée, etc. ; un volume de 300 pages, 50 × 67, éd. Minkoff, Genève ; diffusion L'Age d'homme, 1 200 F.

Culture

CINÉMA

Rétrospective François Truffaut

La vie est un roman

Une place François-Truffaut a été inaugurée à Saint-Gratien (Val-d'Oise) où le cinéma les Toiles *lui rend hommage. Du 1er au 21 juin, les* 3-Luxembourg, *à Paris, présentent une rétrospective complète.*

La rétrospective Truffaut ne correspond ni à la date de sa naissance ni à celle de sa mort. Façon de montrer qu'il ne nous a jamais quitté ? Oui, sûrement. Quand on a aimé Truffaut, le cinéaste, l'homme, on le garde en bonne place dans cette *Chambre verte* où lui-même, en 1978, nous disait que les être chers ne disparaissent pas tant qu'on les tient en vie par le souvenir.

Un court métrage, *les Mistons*, vingt et un longs métrages et le sketch *Antoine et Colette*, tiré de *l'Amour à vingt ans*, cela fait une œuvre, un long roman. Il y a eu ici et là des éléments autobiographiques, à commencer par *les Quatre Cents Coups*. François Truffaut a donné des adaptations de romans, mais c'était toujours (qu'il s'agisse de David Goodis, d'Henri-Pierre Roché ou de William Irish) *son* roman. Il aimait les livres et ne supportait pas qu'on y porte atteinte. Les nazis les brûlent dans *Jules et Jim*. Le pompier Montag, chargé de les détruire dans *Fahrenheit 451* (d'après le roman d'anticipation de Ray Bradbury), les lit en cachette et les protège. Les films de Truffaut racontent Truffaut, son goût profond de la lecture, ses conceptions de l'amour, des rapports entre hommes et femmes, son intérêt pour l'enfance qui était peut-être une nostalgie. Truffaut entretenait avec ses films les mêmes rapports qu'Hitchcock : s'il avait un insuccès, il s'en estimait responsable, donnait raison au public et n'en parlait plus, même s'il lui tenait à cœur. En 1971, il raccourcit de vingt minutes *les Deux Anglaises et le Continent*. En 1984, il entreprit pourtant de rétablir le film intégral.

La Peau douce est, après *Tirez sur le pianiste* qui ne marcha pas vraiment, un de ces canards boiteux pour lesquels on peut avoir une particulière tendresse. Tout simplement parce que c'est, dans l'étude réaliste et psychologique, un film bouleversant. C'était en 1964 ; et Truffaut reprenait le thème de l'homme fragile si bien incarné par Charles Aznavour, le paumé de *Tirez sur le pianiste*. Pierre Lachenay, le personnage masculin de *la Peau douce*, est éditeur d'une revue littéraire et conférencier. Il habite dans le 16e arrondissement de Paris. Il est interprété par Jean Desailly, mais Lachenay est le nom de l'ami de jeunesse (prénommé Robert) dont la correspondance de Truffaut, récemment publiée, nous a fait découvrir l'importance. Le Lachenay du film, quadragénaire marié et père d'une petite fille, fait, au cours d'un voyage à Lisbonne, la connaissance d'une hôtesse de l'air, Nicole (Françoise Dorléac), pour laquelle il éprouve une grande passion sans avoir le courage de choisir. Maladroit, velléitaire face à sa femme (Nelly Benedetti) et à sa maîtresse, il provoque une crise où l'amour se gâche avant de se détruire dans un fait divers. Au reste, c'est un fait divers qui est à la base de ce scénario. Truffaut prenait ainsi au réel ce qui pouvait convenir à son univers. Et si la clé d'une chambre d'hôtel porte le numéro 813, c'est en mémoire d'une aventure d'Arsène Lupin racontée par Maurice Leblanc.

JACQUES SICLIER.

★ Les 3-Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris ; tél. : 46-33-97-77. Les films ne passent pas dans l'ordre chronologique.

A lire : *Aline Desjardins s'entretient avec François Truffaut*, texte d'entretiens radiophoniques publiés en 1973 par Radio-Canada, qui vient d'être repris (préfacé par Dominique Rabourdin) aux éditions Ramsay, coll. « Poche cinéma », 78 pages illustrées, 33 F.

La 45e *Mostra* de Venise

Guglielmo Biraghi, le « curateur extraordinaire » de la précédente édition de la Mostra a légitimement conquis le droit de continuer une tâche entreprise l'année dernière et réussie dans des conditions acrobatiques : il est désormais directeur du secteur cinéma de la Biennale de Venise.

Il commence à révéler ses projets pour la 45e édition de la Mostra, qui se déroulera au Lido du 29 août au 9 septembre prochain. Utilisant un langage d'une exquise prudence diplomatique, il multiplie les déclarations dans la presse italienne *la Nuova Venezia, il Tempo, il Giornale)*, rapportant qu'il revient du Festival de Cannes, qu'il a trouvé *« légèrement assoupi »*, et considérant à l'heure qu'il est que la Mostra de Venise se présente comme *« relativement robuste »*.

Plutôt robuste, en effet. Avec *« peut-être, puisque tout le monde n'a pas le même goût, certaines œuvres que Cannes a refusées »*. Tels le Vecchiali ou *la Lectrice* de Michel Deville avec Miou-Miou. De France viendrait également le Claude Chabrol sur la dernière guillotinée hexagonale interprétée par Isabelle Huppert...

Beaucoup d'autres films sont « papabili » : *Madame Soutzaka*, de John Schlesinger, tourné en Angleterre et où Shirley McLaine est professeur de piano, le Olmi fait à Paris, d'après *la Légende du saint buveur*, de Joseph Roth, le *Tucker* de Coppola, portrait de l'Amérique des années 50 avec Jeff Bridges. Et le nouveau Costa-Gavras, et le mystérieux Paradjanov, réalisé au Caucase en langue parsi...

D. H.

Communication

Seize télévisions européennes s'associent avec M. Murdoch

La guerre des chaînes sportives

L'exclusivité de la diffusion des rencontres sportives est devenue l'enjeu d'une âpre bataille entre les chaînes européennes. Témoin, l'OPA réussie par le consortium privé BSB (British Satellite Broadcasting) sur les droits de diffusion des matches de la Ligue britannique de football. Ou le coup de force de Bertelsmann et de sa filiale RTL-Plus, qui viennent d'arracher les droits télévisés de la Bundesliga, la première division du championnat ouest-allemand (*le Monde* du 28 mai). Deux défis que les chaînes publiques ont décidé de relever.

Seize membres de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) ont ainsi créé, le 5 mai, un consortium. Son objet ? Lancer, en association avec le magnat américano-australien Rupert Murdoch, une chaîne tout entière vouée au sport, Eurosport. Un projet directement concurrent de la jeune chaîne anglaise par satellite Screensport ainsi que de sa version française TV-Sport.

Roland-Garros et le Tour de France ; le Paris-Dakar et le Giro italien ; la Transat et l'Admiral's Cup ; les Jeux olympiques... Dans cette bourse d'échanges de programmes que constitue l'UER (l'Eurovision pour le grand public), le volume des retransmissions sportives excède largement les capacités de diffusion des télévisions adhérentes, qui n'y consacrent en moyenne que 10 % à 12 % de leur temps d'antenne. Une situation jugée regrettable par les télévisions et les téléspectateurs sans doute, mais surtout par les organisateurs des manifestations sportives, qui déplorent que leurs panneaux publicitaires soient si brièvement filmés. Pourquoi ne pas lancer une nouvelle chaîne pour mieux utiliser le capital de l'UER ?

Le 2 décembre 1987, un petit groupe de travail présente un projet : neuf heures de programmes sportifs par jour, avec peut-être un journal en fin de soirée. Le sigle serait celui de l'Eurovision — seul le nom serait changé — et le tout payé à terme par la publicité.

Reste à financer les premiers investissements. Pour nombre de télévisions adhérentes à l'UER, échaudées par l'échec cuisant de leur précédente initiative, Europa TV, il est hors de question de récidiver. Le groupe de M. Hart propose alors la conclusion d'un accord avec News International, la société de M. Rupert Murdoch qui exploite déjà la chaîne pan-européenne par satellite Sky Channel.

En pratique, une société commune serait constituée entre un consortium de membres de l'UER et le groupe anglo-saxon. Les premiers apporteraient à la nouvelle entité les droits de retransmissions sportives dont ils sont propriétaires, et le second, son savoir-faire, la location du canal satellite ainsi que tout le financement nécessaire. Une mise de fonds de 25 millions de livres (250 millions de francs), selon le *Financial Times*. News International toucherait en échange, selon une note confidentielle de l'UER, *« une part relativement élevée des bénéfices de la chaîne sportive dès que la société de service aura réussi à équilibrer ses comptes et à amortir les dettes accumulées »*.

Le 5 mai, seize chaînes européennes, dont TF 1 et Antenne 2 pour la France, sautent un premier pas et créent le consortium Euro-sport. Les plus pressés voudraient rapidement signer avec M. Murdoch et lancer la chaîne sportive au courant de l'été. Les plus réservés s'interrogent encore sur l'impact de cette autoconcurrence et le choix du partenaire.

« Cette affaire est insensée, s'emporte ainsi un haut responsable de l'audiovisuel français. *L'idée de départ n'était pas mauvaise, mais son exécution porte en elle tous les travers de l'UER et tous les défauts du service public. On a laissé quelques fonctionnaires de la BBC et de la RAI négocier avec Rupert Murdoch. Ils ont cru rencontrer un mécène. En réalité, il investira très peu, rentabilisera ses installations déficitaires de Sky Channel, et le consortium lui apportera gratuitement en échange la totalité de ses programmes. A-t-on déjà vu pareil marché de dupes ? »*

L'accusation fait bondir les dirigeants d'Antenne 2, très engagée dans une affaire où le responsable du service des sports, Christian Quidet, joue un rôle de premier plan. *« Les membres du consortium conservent la possibilité de s'en retirer lorsque interviendra la signature définitive du contrat avec* News international, explique-t-il. *Attendons donc, avant de juger, d'en connaître les clauses exactes. Le futur partage des bénéfices entre le consortium et son partenaire, proche sans doute de 50-50, n'est même pas définitivement arrêté. »* Une réunion du comité exécutif du consortium le 2 juin, puis une assemblée générale des membres d'Eurosport le 17 juin, permettront sans doute d'y voir plus clair. On saura peut-être alors si TF 1, seule chaîne privée à participer au projet, choisit, comme le dit la rumeur, de s'en retirer.

Ces divisions ne peuvent que réjouir Screensport, la chaîne sportive par satellite du groupe britannique W.-H. Smith, qui vient de lancer une version française, TV Sport, avec la Générale des eaux et la Caisse des dépôts. Avec 310 000 abonnés pour l'une (sur les réseaux câblés irlandais notamment) et 30 000 seulement pour l'autre, celles-ci sont encore loin du seuil de rentabilité. Pis : elles voient leur développement entravé par... l'UER elle-même, dont elles ne peuvent être membres, et qui leur a interdit jusqu'ici l'accès à ses images. En décembre dernier, Screensport déposait une plainte devant la Commission de Bruxelles pour entrave à la concurrence, une procédure encore loin d'être achevée.

PIERRE-ANGEL GAY.

Quand A 2 et FR 3 jouent en double à Roland-Garros

Avec plus de cent quarante heures de direct cette année, le rectangle rouge de Roland-Garros est en passe de détrôner la mire comme toile de fond des chaînes publiques de télévision. C'est d'ailleurs cette couverture extensive du tournoi qui a permis à Antenne 2 et à FR 3 de damer le pion à TF 1 en obtenant les droits de retransmission (*le Monde* daté 22-23 mai).

Les premiers résultats semblent d'ailleurs positifs. Ainsi, dans l'après-midi, A 2 et FR 3 jouant en double (le central pour A 2, le court numéro 1 pour FR 3) font mieux que TF 1 en solo l'an dernier, avec un gain moyen de 2 % d'audience environ sur la première semaine, selon les chiffres Audimat de Médiamétrie (1).

FR 3 estime multiplier par 2,8 son audience habituelle entre 12 heures et 18 heures. En revanche, si Antenne 2 estime gagner un point entre 14 h 30 et 17 heures, la chaîne affirme perdre 4 à 5 points entre 18 heures et 19 h 30, rançon d'une diffusion plus étendue que celle de TF 1 l'an dernier.

Autre point positif alors qu'on parle beaucoup d'un « holding » regroupant les chaînes publiques : le public « accroché » n'hésite pas à changer de chaîne quand A 2 renvoie la balle à FR 3. Dimanche 29 mai, selon les chiffres instantanés de Nielsen (2), 20,2 % des foyers de la région parisienne regardent Antenne 2 à 19 h 26, contre 6 % pour FR 3. Dès 19 h 27, FR 3 en reprenant le match Noah-Sanchez, obtient 13,7 %, pour culminer à 21,3 % à 19 h 45, alors qu'Antenne 2 n'est plus qu'à 8,2 %.

La rencontre se prolongeant, FR 3 reste en tête de toutes les chaînes jusqu'au-delà de 20 heures, battant à la volée les journaux de TF 1 et A 2.

Quand l'intensité est forte, le tennis s'affirme même en « prime-time » face à des fictions. Mardi 31 mai, lors du match McEnroe-Lendl, FR 3 a retenu en moyenne 18,4 % des foyers entre 20 h 30 et 21 h 30, contre 21,4 % à TF 1, 15,2 % à A 2 et 9,6 % à la Cinq, qui présentaient pourtant toutes trois des films.

Ces services gagnants, côté audience, sont-ils transformés en gains publicitaires ? La réponse est mitigée pour FR 3. Car les prolongations imprévues annulent les écrans programmés entre 19 h 30 et 20 h 30 (qui font près de 80 % de son chiffre d'affaires habituel) sans que tous les spots puissent être recasés entre les échanges de balles.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) Base nationale, plus de 1 000 foyers, 1 % = 200 000 foyers.

(2) Région parisienne, 200 foyers, 1 % = 32 000 foyers.

Le personnel vote une motion de défiance envers la direction de RMC

Déçu, désorienté par les contradictions de la stratégie de la station et par les décisions d'allègement des effectifs, le personnel de RMC a tenu à faire connaître son mécontentement en votant, le mardi 31 mai, une motion virulente, lors d'une assemblée générale de la station. Le texte exprime sans nuance, la défiance du personnel vis-à-vis du directeur actuel.

Le texte soumis par l'intersyndicale à l'assemblée n'est guère équivoque. Le personnel y *« constate que depuis deux ans la direction de RMC poursuit l'exécution de sa mission de préparation de la vente des parts de l'État français dans le capital de l'entreprise »* ; et que, selon lui, *« l'échec est aujourd'hui patent : RMC n'a pu être vendue et l'entreprise est menacée dans son existence même »*. La motion continue : *« La dégradation progressive de notre entreprise nous impose de ne pas tenir compte des échéances politiques. Nous devons constater aujourd'hui que l'actuelle direction n'est plus en mesure de relever le défi qui s'impose à nous et qu'elle a perdu notre confiance. »* Et le personnel de réclamer *« une reprise en main immédiate de la station et la désignation d'une direction qui devra disposer de la durée et sera responsable des résultats qu'elle produira »*.

Un désaveu explicite de M. Pierrick Borvo, nommé à l'automne 1986 pour préparer une privatisation sans cesse retardée et, après décembre 1987, reportée *sine die*. Le dossier, il est vrai était plus complexe que prévu. Et si les désaccords et luttes d'influence entre l'Hôtel Matignon et la Rue de Valois sur le choix des candidats ont contribué à geler la situation, la SOFIRAD — holding de l'Etat qui détient 83 % du capital de RMC — invoque d'autres causes.

D'abord, l'absence d'accord définitif sur la méthode et la procédure de cession de ses parts. Devait-on appliquer strictement la loi sur les privatisations ? Ne valait-il pas mieux, comme le suggérait le président de la SOFIRAD, M. Schwartz, prendre en compte la nature spécifique de RMC, pour définir d'autres modalités et notamment des critères de sélection des candidats ? Ensuite, la technicité juridique du dossier. La négociation s'est avérée longue avec l'État monégasque, coactionnaire de la station, avec lequel il a fallu renégocier le contrat de concession pour en prolonger la durée. Enfin, semble-t-il, l'absence de clarté des intentions du gouvernement, dont le projet — la vente groupée de RMC et de TMC, ou distinction de deux lots, l'extension de leur zone de couverture ou le repli vers le sud... — semblait varier selon les interlocuteurs et selon les différentes hypothèses de candidats.

La privatisation de RMC, ou plutôt la vente totale des parts de l'État français, reviendra-t-elle donc très vite à l'ordre du jour ? La question est prématurée, estime-t-on au ministère de la communication. Mais la SOFIRAD semble aujourd'hui avouer une préférence pour *« une entrée progressive et partielle »* de fonds privés dans le capital de RMC.

ANNICK COJEAN.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 2 juin

TF 1

20.40 Variétés : Tous pour la musique. Emission présentée par Patrick Poivre d'Arvor et Clémentine Célarié. Avec Johnny Halliday, Jean-Jacques Goldman, Jessye Norman, Eddy Mitchell, A-Ha, Eros Ramazzotti, Louis Chédid, Maxime Le Forestier, Desireless, Guesch Patti, Kassav, Black, Stephan Eicher, Miguel Bose, Mory Kante, Prefab Sprout. **22.30 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 23.20 Variétés : Wiz qui peut.** Télé-crochet animé par J. Garon. Musique, strip-tease... le concours continue. **0.10 Le bébète show** (rediff.). **0.15 Journal. 0.30 La Bourse. 0.35 Magazine : Minuit sport. 1.35 Documentaire : Histoires naturelles.** Les gardes-pêches ; La chasse silencieuse ; La pirogue.

A 2

20.35 Cinéma : Ma femme s'appelle reviens □ Film français de Patrice Leconte (1981). Avec Michel Blanc, Anémone, Xavier Saint-Macary, Pascale Rocard, Christophe Malavoy. **22.00 Tennis.** Internationaux de Roland-Garros (résumé). Présenté par Christian Quidet en compagnie de Jean-Paul Loth et Patrice Dominguez. **22.55 Informations : 24 heures sur la 2. 23.25 Série : Alfred Hitchcock présente.** Accident, de Richard Price, avec John Herad, Andy Garcia, Stefan Gierasch (rediff.).

FR 3

20.30 Campagne électorale. ▶ 20.30 Cinéma : Portier de nuit ■■ Film italien de Liliana Cavani (1973). Avec Dirk Bogarde, Charlotte Rampling, Philippe Leroy, Isa Miranda. **23.00 Journal.** Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. **23.30 Mini-films. 0.00 Musiques, musique.** Sweet rose and lily, et If music be the food of love ?, de Purcell, par James Bowman.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Château de rêves □ Film américain de Donald Wrye (1978). Avec Lynn-Holly Johnson, Tom Skeritt, Robby Benson. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Nuit de noces chez les fantômes** □ Film américain de Gene Wilder (1986). Avec Gene Wilder, Gilda Radner, Dom De Luise, Jonathan Pryce. **23.40 Cinéma : Pirates** ■ Film franco-tunisien, de Roman Polanski (1986). Avec Walter Matthau, Cris Campion, Charlotte Lewis (v.o.). **1.35 Cinéma : Police des mœurs** □ Film français de Jean Rougeron (1987). Avec Yves Jouffroy, Henri Poirier, Pierre Lordiche.

LA 5

20.30 Cinéma : Détective privé ■■ Film américain de Jack Smight (1966). Avec Paul Newman. **22.35 Série : Star Trek. 23.30 Mission impossible** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible** (suite). **0.25 Série : Baretta** (rediff.). **1.15 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.05 Le journal de la nuit. 2.10 La conquête du ciel** (rediff.). **3.05 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq** (rediff.). **3.30 Les globe-trotters** (rediff.). **3.55 Série : Star Trek** (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : les Diplômés du dernier rang □ Film français de Christian Gion (1982). Avec Michel Galabru, Marie Laforêt, Patrick Bruel, Henri Guybet. **22.05 Série : L'homme de fer. Qui êtes-vous Barbara ? 22.55 Série : Cagney et Lacey. 23.45 Six minutes d'informations. 23.55 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouvelles de Pologne : Magdalena, de Czeslaw Milosz. **21.30 Profils perdus.** Paul Gilson. **22.40 Nuits magnétiques.** L'opéra bleu des mots : Gertrude Stein. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Paul Personne.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 14 et 15 novembre 1987 à la Philharmonie de Berlin) : Symphonie n° 6 en la mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Simon Rattle. **23.07 Club de la musique contemporaine.** Concert donné ce jour à 18.00 au Grand Auditorium : Une création de Mestral ; Phonic-Design 3, de Tosi ; Le Mutevoli forme, de Gorli ; Spirales de Kojoukharov ; Hyxos, de Scelsi ; Ulysse, de Boucourechliev, par Jean-Luc Menet, flûte, et Thierry Miroglio, percussions. **0.30 Les écrits de Berlioz.**

Vendredi 3 juin

TF 1

13.45 Feuilleton : Côte ouest. 14.30 Variétés : La chance aux chansons. Spécial Georgette Plana. Avec Alain Leprest, François Deguelt, Gérard Berliner, Laurent Morin. **15.05 Feuilleton : Symphonie. 16.00 Magazine : L'après-midi aussi.** De Cécile Roger-Machart, présenté par Eric Galliano. Avec Jean-Louis Murat. **16.45 Club Dorothée. 18.00 Série : Chips. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bébête show. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Lahaye d'honneur.** Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. La haie d'honneur aux agents hospitaliers. Coups de cœur : L'avion des enfants, les pompiers du ciel. Avec Pierre Bachelet, Claude Nougaro, Sade, Marlène Jobert, Michel Fugain, le groupe Debarge, Jean-Louis Aubert n'ko. **22.45 Alain Decaux face à l'histoire.** Dracula a-t-il existé ? **23.45 Le bébête show** (rediff.). **23.50 Journal et Bourse. 0.05 Série : Les envahisseurs. 0.55 Documentaire : Quel roman que ma vie.** Alphonse Boudard. 1. La cerise. *Rediffusion d'une série de Daniel Costelle, vie et portrait de l'écrivain.* **1.50 Documentaire : Histoires naturelles.** Le championnat de pêche à Quiberon ; La chasse en Dombes.

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.10 Tennis. Internationaux, en direct de Roland-Garros. Demi-finales (messieurs). Commentaires de Christian Quidet, Daniel Cazal et Lionel Chamoulaud. **19.30 Campagne électorale. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Téléfilm : Carte de presse.** De Michel Favart, avec Marc Chapiteau, Myriem Roussel, Anne Fontaine, Nicolas Silberg. **21.30 Apostrophes.** Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Apostrophes internationales », sont invités : Reinaldo Arenas *(le Portier - Fin de défilé)*, Anthony Burgess *(Hommage à Qwert Yuiop)*, Michael Chabon *(les Mystères de Pittsburgh)*, Antonio Tabucchi *(le Jeu de l'envers - le Fil de l'horizon)*. **22.50 Tennis.** Internationaux de Roland-Garros. (Résumé.) **23.20 Journal. 23.35 Ciné-club : Barberousse** (2e partie) ■■■ Film japonais d'Akira Kurosawa (1965). Avec Toshiro Mifune, Yuko Kayama, Kyoko Kagawa, Kamatari Fujiwara (v.o.).

FR 3

13.00 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. 14.00 Magazine : Montagne (rediff.) **14.30 Série : Bizarre, bizarre.** De la musique pour les chats. **15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine ; Télé-Caroline.** Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré ; La main verte ; Télé-cœur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De âne à zèbre ; Le jeu de la séduction. Avec Thierry Ardisson. **16.30 Jeu : Cherchez la France. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.10 Dessin animé : Muppets babies. 17.30 Feuilleton : Graine d'ortie** (10e épisode). **17.55 Magazine : Flash mag. 18.00 Feuilleton : Flamingo road. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Diplodo. 20.05 Jeu : La classe. 20.25 INC. 20.30 Feuilleton : L'affaire Saint-Romans.** De Michel Wyn, avec Jean Piat, Souad Amidou, Danièle Delorme, Jacques Dacqmine, Claude Brosset. **21.30 Magazine : Thalassa.** De Georges Pernoud. La Transatlantique anglaise : Une aventure humaine. L'événement voile 1988 : La C. Stak. **22.20 Campagne électorale. 22.45 Journal.** Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. **▶ 23.15 Documentaire : Le sang et les hommes.** Emission en deux parties de Marcel Teulade. 1. Du mythe à la science. **0.15 Musiques, musique.** Impromptus nos 1, 2 et 3, opus 90, de Schubert, par Gabriel Tacchino, piano, et James Bowman.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Pirates ■ Film franco-tunisien de Roman Polanski (1986). Avec Walter Matthau, Cris Campion, Charlotte Lewis. **16.00 Cinéma : Circonstances atténuantes** ■ Film français de Jean Boyer (1939). Avec Michel Simon, Arletty, Dorville, Andrex, Suzanne Dantes. **17.45 Cabou cadin.** Comic strip. **18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Michel Jazy, Roger Coggio, Sheila. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Série : Un flic dans la mafia. 21.15 Cinéma : Deux hommes dans Manhattan** ■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1958). Avec Pierre Grasset, Jean Darcante, Jean-Pierre Melville. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Godfinger** ■ Film anglais de Guy Hamilton (1964). Avec Sean Connery, Gert Froebe, Honor Balckman. **0.30 Cinéma : Tristesse et Beauté** □ Film français de Joy Fleury (1985). Avec Charlotte Rampling. **2.05 Cinéma : Chronique d'une mort annoncée** ■■ Film franco-italien de Francesco Rosi (1986). Avec Rupert Everett, Ornella Muti, Gian-Maria Volonte, Irène Papas (v.o.). **3.50 Cinéma : Incubus** ■ Film canadien de John Hough (1981). Avec John Cassavetes. **5.20 Cinéma : Nuit de noces chez les fantômes** □ Film américain de Gene Wilder (1986). Avec Gene Wilder.

LA 5

13.35 Série : Baretta. 14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Dans les Alpes avec Annette. 17.20 Dessin animé : Jeanne et Serge. 17.45 Dessin animé : Charlotte. 18.10 Dessin animé : Sandy Jonquille. 18.30 Creamy, adorable Creamy. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique (rediff.). **19.30 Boulevard Bouvard** (rediff.). **20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Mort en Californie.** De Delbert Mann, avec Cheryl Ladd, Sam Elliott, Granville van Dusen (1re partie). **22.10 Série : Star Trek. 23.05 Magazine : Bains de minuit.** De Thierry Ardisson. **0.00 Journal de minuit. 0.05 Bains de minuit** (suite). **0.35 Série : Baretta** (rediff.) **1.25 La grande vallée** (rediff.). **2.15 Le journal de la nuit. 2.20 Feuilleton : La conquête du ciel** (rediff.). **3.15 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq** (rediff.). **3.40 Série : Les globe-trotters** (rediff.). **4.05 Série : Star Trek** (rediff.).

M 6

13.30 Série : Larédo. 14.20 Série : Aventures dans les îles. 15.05 Magazine : Faites-moi 6. Avec les rubriques La roue de la musique et Première écoute. **16.15 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : Les routes du paradis. 19.00 Série : L'incroyable Hulk. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show.** Le triomphe de Rudy. **20.30 Série : Le Saint.** Intermède à Venise. **21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.** Heureux au jeu. **22.15 Magazine : Ciné 6.** L'actualité des films de la semaine. **22.30 Cinéma : René La canne** ■ Film français de Francis Girod (1978). Avec Gérard Depardieu, Michel Piccoli, Sylvia Kristel. **0.15 Six minutes d'informations. 0.25 Magazine : Charmes** (rediff.). **0.55 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Quand viendra le matin, de Pierre Desgraupes, Pierre Dumayet et Jean-Jacques Vienne (INA 1954). **21.30 Musique : Black and blue.** Table ronde des journalistes, avec Eliane Azoulay, Gilles Anquetil. **22.40 Nuits magnétiques.** L'opéra bleu des mots : Gertrude Stein. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Paul Personne.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 novembre 1987 en l'église Saint-Germain-des-Prés) : Vêpres pour soli et chœur a capella op. 37, de Rachmaninov, par le chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant ; sol. : Ludmilla Khovatcheva, alto ; Gilles Vitale, ténor. **22.20 Premières loges.** Thomas Alcaïde, ténor portugais. Œuvres de Thomas, Verdi, Bizet, Donizetti, Mascagni, Flotow. **23.07 Club de la musique ancienne.** La danse baroque avec Francine Lancelot et Claude Flagell. **0.30 Archives.** André Cluytens à New-York : Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 54, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de New-York (1er décembre 1957) ; Don Juan, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de New-York (24 novembre 1957).

Audience TV du 1er juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54.3	Santa-Barbara 14.4	Tennis 19.8	Actual. région. 3.7	Nulle part 3.7	Porte magique 8.0	Hulk 3.3
19 h 45	54.5	Roue fortune 26.2	Campagne 3.7	Actual. région. 5.3	Nulle part 8.0	Boulev. Bouvard 7.0	Hulk 4.8
20 h 16	66.3	Journal 23.5	Journal 17.6	La classe 10.7	Nulle part 3.2	Journal 5.9	Cosby show 5.9
20 h 55	64.7	Sacrée soirée 19.3	Orient-Express 13.4	Courteline 12.8	Pub 4.3	Sauve qui peut 7.0	Evasion enfer 8.6
22 h 8	59.4	Sacrée soirée 16.6	Orient-Express 16.0	Courteline 5.9	Le Chinois 4.8	Sauve qui peut 7.0	Evasion enfer 9.1
22 h 44	33.7	Sirocco 12.8	Tennis 7.0	Journal 3.7	Poker Alice 2.1	Star Trek 6.4	Libre et change 2.1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 juin à 0 heure UTC et le dimanche 5 juin à minuit.

Avec la hausse des pressions, le temps va s'améliorer en fin de semaine.

Vendredi : beaucoup de nuages, peu de pluies.

Au nord d'un axe Bordeaux-Bourges-Metz, le début de la journée sera gris avec de petites pluies éparses sauf près de la Manche où quelques éclaircies seront déjà présentes. Dès la fin de la matinée, des trouées de ciel bleu apparaîtront. L'après-midi, nuages et soleil alterneront.

Au sud de la ligne précitée, le ciel se couvrira en cours de matinée. Quelques gouttes de pluie tomberont ici et là, des orages isolés ne sont pas exclus en fin de journée.

Seules les régions méditerranéennes verront un ciel bleu durant la plus grande partie de la journée, bien que légèrement voilé en fin d'après-midi.

Les températures minimales iront de 13 à 16° du nord au sud, 9 à 10° près de la Manche. Les maximales seront comprises entre 18 et 20° à l'exception de celles des régions méditerranéennes qui atteindront 25°.

Samedi 4 juin : amélioration.

Des Pyrénées au sud du Massif Central et aux Alpes, les nuages seront encore nombreux et accompagnés de faibles pluies éparses mais ils céderont la place à de belles éclaircies.

Dans le Sud-Est quelques ondées orageuses se produiront l'après-midi et le soir.

Ailleurs, le soleil deviendra prédominant mais le temps restera frais avec un petit vent de secteur nord. Quelques averses sont à craindre au nord de la Loire et dans l'Est.

Températures minimales : 9 à 11° dans la moitié Nord, 12 à 16° dans la moitié Sud.

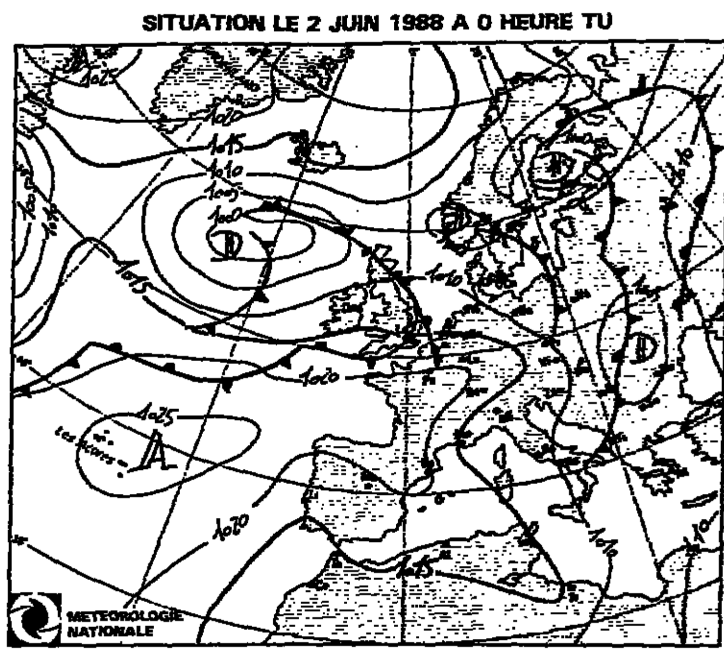
Températures maximales : 15 à 17° près des côtes de la Manche, dans le Nord et l'Est, 24 à 26° sur les régions méditerranéennes, 18 à 20° ailleurs.

Dimanche 5 juin : beau temps.

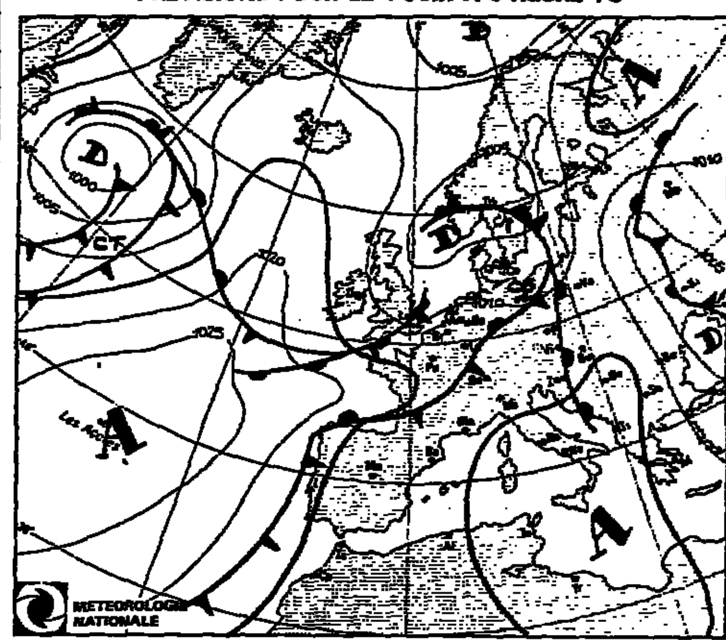
La journée sera très agréable mais un peu fraîche, surtout le matin, cependant, sur la Corse et au sud des Alpes, nuages et ondées pourront gâcher la soirée.

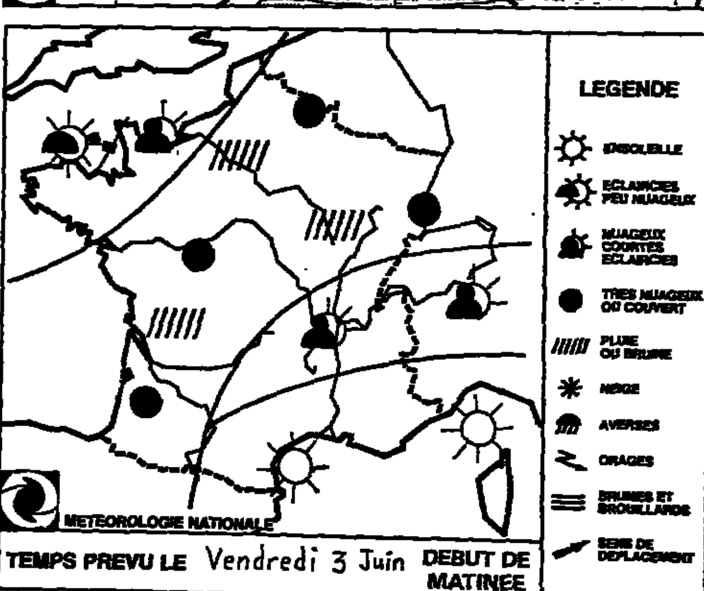
Baisse des températures de 1 à 2° par rapport à la veille.

SITUATION LE 2 JUIN 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 JUIN A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-6-1988 à 6 heures TU et le 2-6-1988 à 6 heures TU — le 2-6-1988

FRANCE

AJACCIO	23	10	D
BIARRITZ	18	14	C
BORDEAUX	20	11	C
BOURGES	18	10	N
BREST	15	13	P
CAEN	16	13	P
CHERBOURG	15	12	C
CLERMONT-FERR.	20	10	N
DIJON	19	12	C
GRENOBLE St-M-H	22	10	D
LILLE	18	11	C
LIMOGES	18	10	C
LYON	21	13	N
MARSEILLE-MAR.	25	17	D
NANCY	18	12	P
NANTES	18	13	P
NICE	22	17	D
PARIS-MONTS.	17	14	C
PAU	20	11	N
PERPIGNAN	25	15	D
RENNES	18	13	P
ST-ÉTIENNE	20	13	C
STRASBOURG	18	10	C
TOURS	18	11	C
TOULOUSE	22	10	D
POINTE-A-PITRE	32	23	A

ÉTRANGER

ALGER	27	14	D
AMSTERDAM	16	12	P
ATHÈNES	26	20	P
BANGKOK	33	26	C
BARCELONE	23	14	N
BELGRADE	25	13	P
BERLIN	19	10	P
BRUXELLES	18	11	P
LE CAIRE	32	19	C
COPENHAGUE	18	8	P
DAKAR	27	22	D
DELHI	44	31	D
DJERBA	26	21	D
GENÈVE	20	11	D
HONGKONG	31	25	D
ISTANBUL	25	18	C
JÉRUSALEM	25	18	N
LISBONNE	25	16	D
LONDRES	19	12	P
LOS ANGELES	22	14	D
LUXEMBOURG	16	8	N
MADRID	28	13	D
MARRAKECH	34	21	D
MEXICO	39	15	P
MILAN	27	13	D
MONTRÉAL	25	6	D
MOSCOU	25	15	C
NAIROBI	25	12	D
NEW-YORK	33	15	A
OSLO	18	10	C
PALMA-DE-MAL.	27	15	D
PÉKIN	28	15	D
RIO-DE-JANEIRO	30	17	D
ROME	23	14	D
SINGAPOUR	31	23	O
STOCKHOLM	8	6	C
SYDNEY	20	14	D
TOKYO	24	20	A
TUNIS	29	17	D
VARSOVIE	18	10	N
VENISE	20	12	N
VIENNE	17	12	N

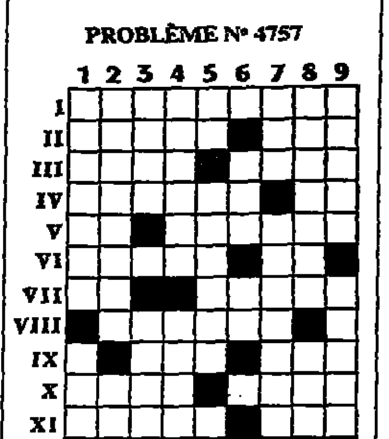
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4757



HORIZONTALEMENT

I. Ce n'est pas pour jouer qu'ils mettent la main sur les boules. – II. Finit par trouver plus fort que lui. Est à l'origine de multiples va-et-vient. – III. Homme de prix. Ne reste pas indifférent devant ce qui s'échappe en lui passant sous le nez. – IV. La salade entrait dans sa composition. Note. – V. Attire les foules. Peut apporter la preuve que quelqu'un a été ravi mais certes pas enchanté. – VI. Sac dans lequel on met plus que la main. Certains y sont entrés pour faire de bonnes sorties. – VII. Sont visibles en « passant ». Est faite avec ce qu'il y a de meilleur. – VIII. Travaillais sur le « sujet ». – IX. Des chutes la font tomber. Se fait exploiter à cause de sa richesse. – X. Occasion de prendre la parole. Obtint du liquide. – XI. Où certains sont appelés à voir rouge. Partie de partie.

VERTICALEMENT

1. Font obtenir de mauvaises notes. Lettre grecque. – 2. Qui fait beaucoup cracher. Conjonction. – 3. Vise à mieux connaître le sujet. Son tube passe sur certaines ondes. – 4. Tend à prouver qu'on a limité les dégâts. Ce n'est généralement pas la petite bête qu'il cherche. – 5. Symbole. A souvent les dents sales. – 6. Elément d'une recette étrangère. Fait faire plus que les cent pas. – 7. Se remplissait les poches. Sont placées sous un bassin. – 8. Moyen d'éviter la retraite. Pas conservé. – 9. Un être infernal. Partie d'un corps.

Solution du problème n° 4756

Horizontalement

I. Sinécure. – II. Inamicale. – III. Lise. Clou. – IV. Etat. Lège. – V. Nil. Feue. – VI. Caere. – VII. Ils. Sasse. – VIII. Ost. Eu. – IX. Uretères. – X. Parélie. – XI. Emis. Sue.

Verticalement

1. Silencieuse. – 2. Initial. – 3. Nasales. Epi. – 4. Emet. Otas. – 5. Ci. Fesser. – 6. Uccle. Atres. – 7. Râleurs. Elu. – 8. Eloge. Sésie. – 9. Eue. Peu.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

– Pantin. Lozère.

Marie-Louise Ponty-Audiberti,
Pierre Ponty,
Irène-Géraldine, Laurent, Pascal, Marc, Agnès et Cécile,
Amélie,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme veuve Jacques AUDIBERTI,
née Amélie Savane,

leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente,

survenu le 31 mai 1988, à Massy, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Lozère, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin le même jour à 16 heures dans le caveau de famille.

1 *bis*, rue des Capucins,
92190 Meudon.

– Mme Georges Darthenay,
née Marie-Laure Klene,
son épouse,
M. Robert Darthenay et Mme,
née Françoise Patry,
M. Bernard Klene et Mme,
née Anne-Marie Darthenay,
ses enfants,
Mme Lucie Klene,
sa belle-sœur,
Me Marc Audhoui et Mme,
née Catherine Darthenay,
M. Chris Hooft et Mme,
née Colette Klene,
M. Robert Klene,
ses petits-enfants,
Philippe, Nicolas et Robert,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DARTHENAY,

survenu à son domicile de Neuilly, le 1er juin 1988, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti, le vendredi 3 juin 1988, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Cherbourg, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue de Chartres,
92200 Neuilly.
3, rue des Dardanelles,
75017 Paris.
Beethoven Laan n) 10,
Hilversum (Pays-Bas).

– M. et Mme Bruno Demory
et leur fille Pauline,
M. Bernard Demory
et sa fille Anne-Laure,
M. Jean-Philippe Bloch et Mme,
née Colette Demory
et leur fils Emmanuel,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Roger DEMORY,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 31 mai 1988, dans sa quatre-vingt-douzième année, à l'hôpital de Bois-Guillaume (Seine-Maritime).

Les obsèques auront lieu en l'église d'Herbilly (par Mer, Loir-et-Cher), le vendredi 3 juin, à 16 h 30.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le jeudi 9 juin, à 12 h 10, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin (chapelle Saint-Louis), place Thomas-d'Aquin, à Paris (7e).

Einlagedeich 82,
Hamburg 93 -D 2 102,
Allemagne.
7, impasse du Rouet,
75014 Paris.
11, rue de Brazza,
76000 Rouen.

– M. et Mme Éric Frachon,
Mme Charles Frachon,
M. et Mme Pol-Claude Streichenberger,
M. Georges Forissier,
M. et Mme André Valette-Viallard,
M. et Mme Stany Painvin,
M. Jacques Darier,
M. et Mme Jacques Darier,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Chomel de Varagnes,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Balay et d'Halluin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Inès FRACHON,

survenu à Paris, le 30 mai 1988, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 2 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16e).

– Evelyne et Jacques Majer-Julian,
Laurence et Vincent,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Golda JULIAN,

le 31 mai 1988.

L'incinération aura lieu le jeudi 9 juin, à 8 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

– On nous prie d'annoncer le décès survenu à Athènes, le 31 mai 1988, de

Polys MODINOS,
ancien ambassadeur
de Chypre en France,
membre correspondant de l'Institut,
commandeur de la Légion d'honneur.

[Polys Modinos était né à Alexandrie le 29 septembre 1899. Il fit des études à la faculté de droit de Paris (1919-1922). Avocat puis juge aux tribunaux mixtes d'Egypte (1922-1949), il est entré en 1951 au secrétariat général du Conseil de l'Europe ; il fut élu, en mai 1962, par l'Assemblée parlementaire, secrétaire général adjoint de cette institution. Premier ambassadeur de Chypre en France, il fut successivement accrédité près le Saint Siège et plusieurs pays de la Communauté Européenne.]

– M. Jean Poulain,
M. et Mme Bernard Beaucourt
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline POULAIN,
née Cordier,

survenu le 31 mai 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église réformée de Rueil-Malmaison, 32, rue Molière, le samedi 4 juin, à 11 heures.

79 G, avenue Albert-Ier,
92500 Rueil-Malmaison.

– Le conseil d'administration de Joucomatic SA, 32, rue Albert-Ier, 92500 Rueil-Malmaison,
a le regret d'annoncer le décès de

Mme Jacqueline POULAIN,
née Cordier,
administrateur de la société,
fille de l'un des fondateurs
de la société Jouvenel et Cordier,

survenu le 31 mai 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église réformée de Rueil-Malmaison, 32, rue Molière, le samedi 4 juin, à 11 heures.

– Mme Guy Reuter,
M. Jean Reuter,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy REUTER,

survenu dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Remerciements

– Mme Paul Castaigne, émue par tous les témoignages de sympathie reçus lors du décès de son mari,

le professeur Paul CASTAIGNE,

remercie toutes les personnes qui se sont associées à sa peine.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I : samedi 11 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre, Mlle Barbara Glowczewski : « La loi du rêve. Approche topologique de l'organisation sociale et des cosmologies des aborigènes australiens ».

– Université Paris-I : samedi 11 juin, à 14 h 30, amphithéâtre de gestion, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, M. Ahmed Alami : « La pensée mucazilite et la philosophie. L'ontologie bahsamite ».

– Université Paris-V René-Descartes, le mardi 14 juin, à 9 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard, esc. P, 1er étage, 1, rue Victor-Cousin, Mlle Teresa Wagner : « L'idée de la mort dans la peinture du Moyen Age à l'expérience de la Ruche ».

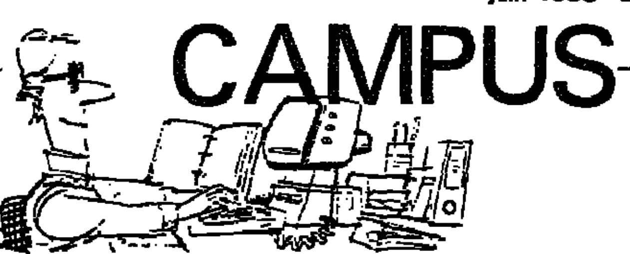
– Université Paris-I, le mardi 14 juin, à 15 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste Dumas, Mlle Elisabeth Burel : « Les perspectives d'aménagement rural de la Sologne ».

– Université Paris-I, le mardi 14 juin, à 10 heures, salle C-22-04, Mlle Yvette Salaun : « Les politiques de l'emploi des entreprises et de l'Etat à l'égard des jeunes ».

– Université Paris-I, le mercredi 15 juin, à 9 h 30, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste Dumas, esc. L, M. Abdul Halim Semaan : « Bergson, critique de Ribot ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

CAMPUS



Droit public des affaires

LES cabinets de conseil juridique se plaignant, depuis quelques années, de ne pas avoir assez de spécialistes en droit public, l'université Paris-Sud a créé, en collaboration avec l'ordre des avocats de Paris, et à sa demande, un diplôme de « droit public des affaires ».

« Le droit public connaît dans les facultés une certaine désaffection à cause du manque de débouchés aux concours administratifs et des faibles rémunérations proposées par la fonction publique », explique M. Jean-Pierre Boivin, maître de conférence à Paris-Sud et avocat à la Cour, qui est l'instigateur du projet, ainsi que d'une formation de juriste international, créée en 1976 dans cette même université. *« Pourtant il est appelé à devenir un véritable filon avec l'augmentation des contentieux liée à l'application de la loi de décentralisation, au développement du financement privé des services publics ainsi qu'à une moindre hésitation, de la part des administrés, à saisir les tribunaux administratifs. Ce phénomène sera encore plus sensible en 1989 avec la création de cinq cours administratives d'appel destinées à désengorger le Conseil d'Etat. »* Les vingt étudiants qui s'engageront, dès la rentrée prochaine, dans cette filière sont donc assurés de trouver des débouchés dans les cabinets de conseil ou les services juridiques d'entreprises.

Cette nouvelle formation s'adresse aux titulaires d'une licence ou d'une maîtrise en droit, qui seront recrutés sur dossier et sur entretien. Elle dure un an et comprend une importante partie pratique, puisque la moitié de la scolarité est composée de stages dans des cabinets spécialisés. L'enseignement théorique comprend des cours de droit public, de droit européen et un perfectionnement aux langues étrangères. Les candidats devront avoir remis leur dossier avant la fin juillet.

R. Ri.

(Faculté de droit de Sceaux, 54, boulevard Desgranges, 92331 Sceaux Cedex. Tél. : (1) 46-61-33-00 poste 362, Mme Soulas.)

● Désir biographique

Le Centre de sémiotique textuelle de l'université Paris-X-Nanterre organise, les 10 et 11 juin, un colloque sur *« le désir biographique »*. Entrée libre.

(M. Marc Lipiansky, Centre de sémiotique textuelle, Université Paris-X-Nanterre, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre. Tél. : 40-97-76-69.)

● Polonais

Le centre d'études polonaises de l'université Paris-IV-Sorbonne organise, dans l'année 1988-1989, des cours de langue polonaise pour la formation continue. Inscriptions au centre en juin et en septembre-octobre.

(Centre d'études polonaises, 18, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Tél. : 40-46-27-15.)

● Ingénierie mathématique

L'université de Nancy-I crée, à la rentrée prochaine, un DESS en « Ingénierie mathématique et outils informatiques ». Les candidats doivent être titulaires d'une maîtrise de mathématiques, d'une maîtrise d'informatique, d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent.

(Université de Nancy-I, département de mathématiques, BP 239, 54506 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex. Tél. : 83-91-20-00.)

Economie

SOMMAIRE

■ Les pointes quotidiennes et saisonnières du trafic aérien multiplient les retards et les bouchons dans les aéroports (*lire ci-dessous*). ■ La France et la Commission européenne proposent la création d'un nouveau fonds communautaire pour atténuer la rigueur des politiques de redressement supportées par les populations les plus pauvres (*lire page 27*). ■ Après divers échecs techniques et commerciaux, Sony lance un baladeur-vidéo (*lire ci-dessous*). ■ Plusieurs indices permettent de prévoir une expansion économique aux Etats-Unis de l'ordre de 3,5 % en 1988 (*lire page 27*). ■ Le gouvernement va prendre des mesures d'urgence pour atténuer la crise du porc et préparer des solutions à plus long terme (*lire ci-dessous*).

Un défi pour les transports aériens en Europe

Les «bouchons» du ciel

La pagaille qui sévit à dates et heures fixes sur les routes et les autoroutes est en train de gagner le ciel d'Europe. Les passagers qui cherchaient à rentrer de Marseille vers Paris au cours du week-end de la Pentecôte peuvent s'estimer heureux d'avoir patienté deux heures seulement : ce retard avait été deux fois plus important à la fin du pont de l'Ascension. Le premier ministre lui-même, en partance pour une tournée locale, est resté, le vendredi 27 mai, coincé une heure à l'aéroport du Bourget, son avion n'ayant pas reçu le feu vert du contrôle aérien. Même chose en République fédérale d'Allemagne comme le signale notre correspondant à Bonn : la compagnie Lufthansa a dû annuler le 26 mai vingt-trois vols au départ de Munich et M. Heinz Ruhnau, son président, a coutume de dire *« qu'il est impossible de décoller de Munich et d'atterrir à Francfort »*.

M. Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile française, qui prévoit que *« l'été sera difficile »*, avait convié le mercredi 1er juin à Paris ses collègues des dix-sept autres pays européens afin de réfléchir aux risques croissants des thromboses aériennes et aux parades à mettre en œuvre ensemble parce que les bottes de sept lieues de l'avion rendent étriqués les nationalismes administratifs et techniques.

Sur les causes premières du problème, aucun mystère ne subsiste. La déréglementation a contraint les compagnies à baisser leurs tarifs et a provoqué un afflux de passagers. La même déréglementation a aiguisé la concurrence et poussé les transporteurs à multiplier les vols avec de plus petits appareils pour satisfaire les exigences de la clientèle en matière d'horaires. On dénombrait en France neuf cent vingt mille mouvements d'avions en 1973 et un million quatre cent mille en 1987. Encore faut-il préciser que cette croissance a été surtout observée à partir de 1985. La période 1978-1985 commence par une récession et s'achève par une progression de 1 % par an. 1986 : + 6,6 %, 1987 : + 10,1 %. Depuis le début de cette année, on approche de 13 %. En RFA, le nombre de mouvements a augmenté de 14 % en 1987 et de 17 % pour le seul mois d'avril.

L'Espagne triche

Plus grave, les pointes quotidiennes et saisonnières s'accentuent. Les premières répondent à la demande des hommes d'affaires qui veulent partir à 8 heures et revenir à 19 heures; les secondes à celles des amateurs de week-ends et des vacanciers. Pendant le pont de l'Ascension calamiteux, les vols programmés dépassaient de 30 % le trafic moyen.

Ces données ne suffisent pas, à elles seules, à expliquer la poussée des «bouchons». Les coupables en sont nombreux. Il y a d'abord les règlements de sécurité qui interdisent de faire se suivre deux avions à moins de 9 kilomètres dans le même couloir aérien et de les faire se croiser à moins de 600 mètres à la verticale. Viennent ensuite les erreurs des prévisionnistes qui ont mal apprécié l'évolution du trafic européen. Ils tablaient sur des taux allant de 5,5 % à 7 % alors que la tendance s'établit à 13 %.

Les compagnies ont contribué aux perturbations, comme le note M. Tenenbaum qui accuse Air Inter d'avoir lancé cent trente vols supplémentaires pour l'Ascension «sans prévenir» les services compétents. Certains pays ne gèrent pas non plus leur trafic avec toute la rigueur nécessaire. Le 20 mai, l'Espagne aurait envoyé dans l'espace aérien français cinq fois plus d'avions qu'elle n'en avait annoncés.

Enfin, les ordinateurs ne dialoguent pas toujours : par exemple, les contrôleurs suisses et les contrôleurs espagnols communiquent encore par simple téléphone avec leurs homologues français. Et puis, il y a les «aiguilleurs du ciel». Dans tous les pays, sauf peut-être le Portugal, ils se rebellent périodiquement. Il est vrai que ni leurs effectifs ni leurs salaires n'ont été excessivement gonflés par l'explosion du transport aérien...

Il semblerait que les contrôleurs allemands soient trois fois moins payés que leurs collègues finlandais avec un salaire mensuel de début de 7 300 F. Les Britanniques et les Irlandais travaillent plus que les autres, soit quarante heures par semaine. Les moins mobilisés restent les Français qui opèrent seulement trente-deux heures dans les salles de contrôle et qui refusent souvent, pour des motifs de sécurité, de faire des heures supplémentaires les jours de pointe. A l'évidence, la gestion sociale du contrôle aérien est restée embryonnaire.

Les dix-huit responsables de l'aviation civile réunis le 1er juin à Paris ont arrêté quelques mesures indispensables pour parer au plus pressé. D'abord, ils sont convenus de faire savoir à leurs gouvernements que la libéralisation tellement populaire du transport aérien devait être suivie d'efforts budgétaires correspondants. Ils ont discuté de la création possible de cellules de crise chargées de bloquer au sol les avions excédentaires et de discuter avec les autorités militaires un peu trop envahissantes les jours de grands départs.

Leur faudra-t-il privilégier l'aviation commerciale par rapport à l'aviation légère et les avions gros et rapides par rapport aux petits et aux lents? Va-t-on améliorer la banque de données d'Eurocontrol, l'organisme commun à plusieurs pays? Sur quelles bases accélérer le recrutement des contrôleurs? Ces débats administratifs commencent à peine et promettent de se poursuivre loin de toute supranationalité.

Le passager peut légitimement se demander si ces batailles ne se traduiront pas par une dégradation de la sécurité aérienne. La réponse des tuteurs du ciel est unanime : la situation n'est en rien aggravée par la congestion de ces aéroports puisque les contrôleurs n'autorisent que les décollages des vols sûrs. Les *« Air-miss »* ou *« presque collisions »* [NDLR : deux avions se rapprochant longitudinalement à moins de 9 kilomètres] *n'ont jamais été si peu nombreux en RFA*, a déclaré le Docteur Winter, directeur de l'aviation civile ouest-allemande. *Nous en dénombrions deux cent cinquante par an, il y a dix ans ; il y en a eu quarante et un l'an dernier, alors que les mouvements d'avions ont doublé. »*

Reste que, comme aux Etats-Unis, le passager patientera de plus en plus dans les salles d'attente. Comme l'ont dit les dix-huit responsables européens, le moins qu'il puisse obtenir serait des informations convenables sur le retard, sur sa cause et sur l'heure prévisible du décollage. Cela suppose une bonne entente et une petite révolution culturelle chez les contrôleurs et chez les personnels des compagnies et des aéroports.

ALAIN FAUJAS.

Les journées noires des aéroports allemands

BONN
de notre correspondant

Le jeudi 26 mai a été une journée noire pour la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa : l'encombrement des pistes et le retard accumulé l'ont contrainte à annuler vingt-trois vols au départ de Munich. Ce collapsus n'est en fait que la manifestation la plus spectaculaire du mal dont souffre le trafic aérien de la République fédérale depuis l'an passé. Les vols de la Lufthansa ont accumulé, en 1987, cinq mille deux cents heures de retard, deux fois plus qu'en 1986.

L'augmentation du trafic aérien intérieur et international – 14 % en 1987 et + 16 % prévus pour 1988 – ont placé les principaux aéroports de la RFA au bord de l'asphyxie. Si le pays compte douze aéroports internationaux, trois d'entre eux, Francfort, Munich et Dusseldorf concentrent la plus grande partie du trafic. Arriver à l'heure à Francfort ou à Munich est aujourd'hui exceptionnel, en tout cas pour les vols du soir qui cumulent les retards enregistrés à chaque rotation de la journée.

L'espace aérien ouest-allemand est fort encombré. Sa situation au cœur de l'Europe en fait le passage obligé de nombreuses lignes internationales et, en outre, une partie de cet espace est réservée à l'entraînement des forces de l'OTAN stationnées sur le territoire, qui effectuent huit cent mille missions par an. Les aéroports situés dans des zones à forte densité urbaine ne sont pas indéfiniment extensibles et, voudrait-on les agrandir que des projets de cette nature entraîneraient de violentes réactions des écologistes, comme ce fut le cas ces dernières années pour la construction de la nouvelle piste de l'aéroport de Francfort. Une seule opération est prévue avant 1992 : la construction d'un deuxième aéroport à Munich.

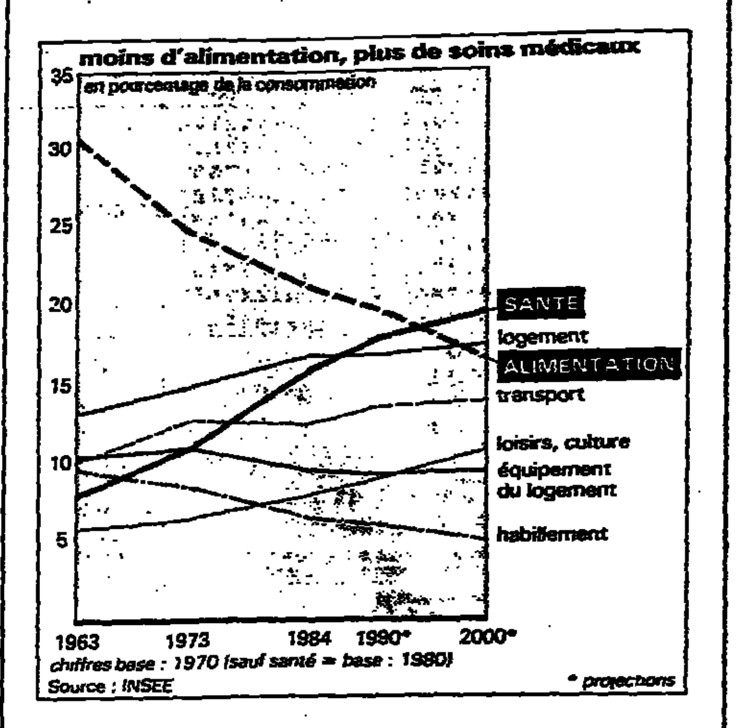
Retard du train rapide

Le transfert d'une partie du trafic aérien sur les voies ferrées à grande vitesse n'est pas pour demain. La RFA vient seulement d'inaugurer son premier tronçon de voie rapide, 94 km entre Wurtzbourg et Fulda, et l'extension de ce réseau ICE, le TGV allemand, est retardée par la résistance des défenseurs de la nature qui utilisent tous les moyens juridiques pour s'y opposer.

La Lufthansa, l'Association des aéroports de RFA et l'Association des compagnies de charters viennent de se regrouper pour fonder le bureau de planification de l'utilisation de l'espace aérien dont le siège est à Francfort. Pour M. Hans Achtnich, secrétaire de l'Association des aéroports : *« Cet organisme devra donner les impulsions nécessaires à l'amélioration de la sécurité aérienne, y compris en privatisant le contrôle aérien. »*

LUC ROSENZWEIG.

L'évolution de la consommation des ménages



La santé est le poste de la consommation des ménages qui a le plus augmenté depuis vingt-cinq ans et dont la progression doit se poursuivre. Le poste alimentation, en revanche, continue de régresser. On peut y voir le signe d'une amélioration des revenus qui permet d'accroître la part relative des dépenses «secondaires». L'augmentation rapide des dépenses de santé n'est pas seulement liée à l'amélioration du niveau de vie mais aussi au vieillissement de la population et à l'extension de la protection sociale

AGRICULTURE

110 millions de francs d'aides directes

M. Nallet annonce des mesures d'urgence en faveur des producteurs de porcs

Comme il l'avait annoncé au lendemain de son retour rue de Varenne et des violentes manifestations d'éleveurs en Bretagne, le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a présenté, le 1er juin, un ensemble de mesures d'urgences capables *« d'alléger dans l'immédiat les effets de la crise pour les producteurs de porcs et d'éviter que le secteur porcin français subisse des dommages irréversibles »*.

Les éleveurs de porc *« en difficulté »* recevront une aide de 60 millions de francs, auxquels s'ajouteront 50 millions de francs en faveur de producteurs des zones de montagne, visant à assurer une *« meilleure cohésion »* de leurs filières. Les producteurs ayant récemment investi dans le secteur porcin (depuis moins de cinq ans, ou moins de sept ans dans certaines régions) se verront allégés à 100 % du poids des remboursements des intérêts de leurs emprunts.

« Il est essentiel que ces outils modernes que représentent leurs élevages soient sauvegardés pour préserver l'avenir de la production », précisait-on au ministère de l'agriculture. Nombre de ces investisseurs sont dans une situation financière et même familiale critique, certains n'ayant plus accès aux soins médicaux pour cause de surendettement.

Enfin, la caisse de stabilisation du marché, Stabiporc, qui a épuisé toutes ses ressources, sera réapprovisionnée à hauteur de 100 millions de francs. La Caisse nationale de crédit agricole et Unigrains (organisme gérant les participations financières des céréaliers) verseront chacun 45 millions de francs, tandis que l'Etat, via l'OFIVAL (office de la viande) participera pour 10 millions de francs. Cette somme, qui sera allouée aux groupements de producteurs sous forme de prêts sera plafonnée à 1 500 porcs par éleveur et par an.

Comme le précise le ministère de l'agriculture dans un communiqué, *« ces mesures n'apportent pas de remèdes aux problèmes fondamentaux du secteur porcin. C'est pourquoi (...) nous avons entrepris un travail de fond en vue d'identifier les handicaps de la filière et de déterminer les actions à entreprendre pour lui rendre, dans le long terme, une véritable compétitivité »*.

L'amont et l'aval

Fruit d'une surproduction européenne et d'une distorsion de la concurrence entre les éleveurs au sein de la Communauté (entre Néerlandais et Français en particulier), la crise du porc a aussi une spécificité nationale. Déficitaire pour environ 20 % de ses besoins, la France n'a pas su, en outre, développer une filière commerciale digne de ce nom. L'absence de stratégie commune entre abatteurs, les rivalités entre les coopératives et le secteur privé comme le refus, jusqu'à présent, de toute contractualisation entre l'amont (éleveur) et l'aval (l'entreprise d'abattage et de commercialisation), ont empêché la pseudo-filière française de lutter à armes égales face aux producteurs néerlandais, organisés en quatre grandes coopératives intégrées, fournies sous contrat par les éleveteurs.

A la différence du marché des fruits et légumes, où l'on jette les surplus, à la différence aussi du marché du blé et de la viande, où il est possible de stocker, le marché porcin n'offre pas de possibilité rationnelle pour corriger un déséquilibre de l'offre et de la demande.

ERIC FOTTORINO.

AFFAIRES

Avec le baladeur vidéo et le Super-Beta

Sony prend ses marques pour la télévision de l'an 2000

Neuf ans après le lancement du baladeur (le Walkman), une révolution dont l'histoire conservera longtemps la trace, Sony, le célèbre fabricant nippon de matériels électroniques pour le grand public, cherche à transformer l'essai en mettant sur le marché son petit frère surdoué, le baladeur vidéo. Présenté à Tokyo, le nouvel appareil, à peine plus gros qu'un livre de poche, pèse 1,1 kg. Il comprend un récepteur de télévision à cristaux liquides et un magnétoscope au format 8 mm.

Le «GV-8», tel est son nom, sera commercialisé au Japon à partir du 21 août. La cadence initiale de production sera de dix mille appareils par mois. Le développement aux standards européens, PAL et SECAM, demandera entre six mois et un an, indique-t-on chez Sony.

Un nouveau gadget? Après le cuisant échec de son standard Betamax pour la vidéo de salon, Sony cherche maintenant à gagner la bataille de la miniaturisation avec son baladeur vidéo, équipé en 8 mm, un format dont l'entreprise possède la maîtrise. Au-delà de l'effet de curiosité, la firme nippone cherche à créer le marché complètement nouveau de la «vidéo personnelle». Pour Sony, le GV-8 est le produit idéal pour capter la clientèle des banlieusards japonais, prisonniers chaque jour durant de longues heures des transports en commun, également celle des cadres dirigeants enfermés dans leur voiture avec leur chauffeur. De fait, la possibilité de regarder quatre heures de programmes enregistrés sur une cassette de dimension réduite paraît être un atout avec les difficultés de réception qu'engendrent pour capter les émissions les fréquents déplacements de l'utilisateur. Pour faire bonne mesure, Sony a doté son baladeur vidéo d'un écran de 3 pouces (7,6 cm) à cristaux liquides à haute résolution délivrant une image de bonne qualité, même en plein air. Le GV-8 peut être relié à une minicaméra pour la prise et l'enregistrement d'images. Le baladeur vidéo connaîtra-t-il un succès comparable à celui rencontré par le Walkman de Sony, vendu, lui, à plus de 30 millions d'exemplaires dans le monde (1 million en France) ? Impossible à dire. Les bonnes fées, qui s'étaient penchées en 1984 sur le berceau du compact disque portable lui avaient prédit un avenir brillant. Sony n'en a pas vendu 10 millions et abandonnera probablement sa fabrication.

Qui, il y a quatre ans, aurait prédit que la firme nipponne, si fière de son standard Betamax, se mettrait à vendre (bientôt) sous sa marque des magnétoscopes VHS (procédé JVC) fabriqués par Hitachi ? Dans la vidéo miniaturisée, rien n'est encore joué entre le 8 mm et le VHS-C. Pour les magnétoscopes de salon, l'apparition du Super-VHS (S-VHS), absolument superbe, bouleverse toutes les données du problème. Mais en lançant, le même jour que le GV-8, un autre enfant, l'ED-Beta (super Betamax), un standard vidéo offrant des images haut de gamme avec une résolution de cinq cents lignes (cent de plus que pour le S-VHS), Sony se met déjà aux normes de la télévision à définition améliorée, qui fera la liaison entre la télévision actuelle et la télévision à haute définition (1200 lignes et grand écran) attendue pour la fin du siècle.

La firme nippone paraît bien décidée à ne pas s'en laisser conter et à prendre ses marques pour de nouveaux départs.

ANDRÉ DESSOT.

AUTOMOBILE

● **Le nouveau modèle de la Régie s'appellera Renault 19.** – La nouvelle Renault qui prendra la relève des R9-R11 à la rentrée de septembre s'appellera R19, a confirmé, le 1er juin, la Régie. Connue jusqu'ici sous le nom de code de X-53, le nouveau milieu de gamme de Renault est destiné à concurrencer notamment la 309 Peugeot, la Ford Escort, l'Opel Kadett et la Fiat Tipo. Les R9-R11 ne disparaîtront pas de la gamme de la Régie dès le lancement de la R19, a précisé le constructeur.

Économie

DETTE

Une idée soutenue par la France

La Commission européenne prête à aider les pays en développement à amortir le choc de la rigueur

L'idée était dans l'air depuis des mois déjà. Les politiques d'« ajustement », autrement dit d'amélioration des gestions économiques des pays en développement, comportent des mesures de rigueur dont les populations les plus pauvres sont parfois les premières à pâtir, et dont il convient d'amortir les conséquences. Pour la première fois, le Fonds monétaire international le reconnaît dans une étude sur le cas de sept pays (Chili, République dominicaine, Ghana, Kenya, Philippines, Sri-Lanka, Thaïlande). Tout en soulignant que l'absence même de programme d'ajustement, avec l'explosion de l'inflation et du marché noir, frappe durement les démunis, le FMI préconise *« de définir et de développer une série d'instruments, non pas sous la pression d'une crise, mais grâce à un plan lucide et à long terme qui protégera les plus vulnérables »*. Une option reprise par la Commission de Bruxelles et soutenue par la France.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A l'instar de la Commission européenne, la France souhaite que la prochaine convention de Lomé, qui associe la CEE à soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), crée un fonds supplémentaire destiné à faciliter le financement des réformes économiques de ces Etats du tiers-monde.

« L'appui à l'ajustement structurel sera sans doute l'innovation principale de Lomé IV », a déclaré M. Jacques Pelletier à l'issue du conseil des Douze qui s'est tenu mardi 31 mai. Le nouveau ministre français de la coopération et du développement a ajouté qu'ainsi, *« la Communauté pourra se doter d'une véritable capacité de dialogue avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international »* et *« prendre même des décisions autonomes »* par rapport aux deux organisations internationales.

Apparemment, les autres capitales européennes partagent le souci de Paris et de Bruxelles de participer plus étroitement à la sortie de crise des pays en développement. Dans la résolution qu'ils ont adopté, au cours de leurs travaux, les Douze constatent : *« Les problèmes posés par le service de la dette, la chute des prix des matières premières et l'insuffisance des flux financiers externes mettent en péril la capacité de nombreux pays d'Afrique au sud du Sahara d'assurer les importations essentielles à leur développement. La conjoncture internationale des dernières années a aggravé la situation »* et, estime le texte communautaire, la CEE doit *« appuyer le processus d'ajustement en cours dans ces pays »*. Amenée à prendre en considération les réserves de certains pays membres, la Communauté ne fait pourtant jamais référence à la création d'un nouveau volet permettant de mettre à la disposition des pays africains des crédits supplémentaires.

Opposition franco-britannique

L'ambiguïté du document est le fruit de l'opposition entre la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie d'un côté, le Royaume-Uni et les Pays-Bas de l'autre. Ces deux derniers Etats membres sont de plus en plus réticents à engager plus avant les Douze dans leur aide au tiers-monde. Les ministres des affaires étrangères devront arrêter en principe, le 14 juin prochain à Luxembourg, le mandat confié à l'exécutif européen pour entamer les négociations avec les ACP afin de conclure le quatrième accord de Lomé.

Français et Britanniques s'affrontent déjà à propos du système communautaire de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base (STABEX), créé lors de la signature de la première convention (1975). Pour les pertes enregistrées au terme de l'exercice 1987, les ressources disponibles s'élèvent à 260 millions d'ECU (1,8 milliard de francs). Or les demandes recevables requièrent au bas mot des fonds deux fois plus élevés. En principe, comme cela a été fait dans le passé, la Commission demandera aux Douze d'apporter une *« contribution spéciale »*. M. Pelletier s'est déclaré en faveur de l'opération. Le Royaume-Uni est visiblement contre.

Ces positions diamétralement opposées s'expliquent par la différence de situation des anciennes colonies françaises et britanniques. Les pays de la zone franc ont relativement maintenu la stabilité de leur monnaie, alors que les Etats anglophones ont pratiqué une politique parfois sauvage de dévaluation. Aussi, malgré la baisse des exportations et des cours mondiaux des produits de base, les recettes exprimées en monnaie locale ont très peu diminué dans les anciens territoires britanniques. C'est ce qui explique sans doute la perte d'intérêt de Londres pour le STABEX et l'insistance du ministre français pour renforcer le système communautaire.

MARCEL SCOTTO.

M. Baker préconise un assouplissement du traitement de la dette des pays les plus pauvres

Reprenant une idée lancée par le chancelier de l'échiquier britannique Nigel Lawson lors du comité intérimaire du Fonds monétaire international, au printemps 1987, le secrétaire au Trésor américain James Baker vient de préconiser à Abidjan, à l'occasion de l'assemblée générale de la Banque africaine de développement, un assouplissement des règles du Club de Paris réunissant les créanciers publics du tiers-monde.

Cet assouplissement consisterait en une bonification des taux d'intérêt dont sont assortis les rééchelonnements de dette décidés au sein de ce forum mais ne s'appliquerait qu'aux pays les plus démunis de la communauté internationale. Déjà le Club de Paris avait fait un effort envers ces *« pays les moins avancés »* (PMA) en allongeant les périodes de rééchelonnement à quinze ans pour ceux qui, paralysés par leur dette, acceptent de prendre des mesures de redressement économique.

Jusqu'à présent la France, très engagée dans les pays les plus démunis, en majorité africains, a vivement résisté à la pression britannique, la bonification des taux d'intérêt ayant des implications budgétaires jugées trop lourdes. M. Baker l'a lui-même reconnu en excluant de telles bonifications pour l'ensemble des pays endettés compte tenu des contraintes budgétaires des Etats-Unis. Sans doute repris lors du sommet des pays industriels à Toronto, à la mi-juin, ce sujet pourrait se révéler délicat.

SOCIAL

Une conférence de presse de la CGC

La campagne des « trois plus »

La Confédération française de l'encadrement CFE-CGC n'entend plus se laisser entraîner sur la voie des sacrifices salariaux. Son président, M. Paul Marchelli, a expliqué, le lundi 30 mai, au cours d'une conférence de presse, qu'il revendiquait une augmentation du pouvoir d'achat des salaires moyens et supérieurs. Le mérite, a-t-il ajouté, en faisant allusion aux formules d'individualisation, *« ne peut intervenir qu'en sus du maintien du pouvoir d'achat »*.

La CGC, qui organisera de janvier à octobre 1989 à travers la France des assises nationales de l'encadrement, va lancer une campagne intitulée *« les trois plus de la CFE-CGC : plus d'emplois, plus de formation et plus de pouvoir d'achat »*. *« Nous ne comprenons pas*, a souligné M. Marchelli, *pourquoi, malgré tous les efforts développés, la création des PME-PMI n'est pas devenue une cause nationale avec l'engagement de moyens importants, car nous savons que c'est dans ce secteur qu'il y a une potentialité de plusieurs millions de créations d'emplois. »*

Sur la formation, la CGC va développer sa revendication sur l'intégration du temps de formation dans le temps de travail à travers son exigence nouvelle d'un mois de formation par an pour les cadres et les ingénieurs. M. Marchelli a préconisé la *« matérialisation de ce nouveau droit par l'émission d'un chéquier-formation qui permettra à chaque bénéficiaire d'utiliser dans l'année ou de cumuler sur plusieurs années, dans un cadre quinquennal, son temps de formation »*.

Soucieux, depuis son échec aux élection prud'homales du 9 décembre 1987, de retrouver un ton plus syndical et plus revendicatif, M. Marchelli s'est montré plus ferme dans sa demande d'un plus de pouvoir d'achat : *« Nous voulons la remise en cause des classifications dans les entreprises, la réouverture de l'éventail hiérarchique, un coup d'arrêt brutal à l'individualisation des salaires, véritable tromperie inventée par le monde patronal. Nous voulons aussi la baisse des prélèvements fiscaux et des prélèvements sociaux grâce à une meilleure répartition de l'effort de solidarité sur tous les revenus de la nation »*.

Tout en jugeant que la situation économique du pays est *« bonne »*, M. Marchelli se montre perplexe quant à l'avenir : *« Il vaudrait mieux envisager des dispositions qui retardent l'entrée de la France dans le marché unique européen si nous n'avons pas atteint un seuil de compétitivité suffisant »*. Le président de la CGC a critiqué le CNPF, estimant que la déclaration signée avec lui en juin 1987 sur *« la place et le rôle du personnel d'encadrement dans les entreprises françaises »* était, faute d'application, *« nulle et non avenue »*. Il s'est en revanche montré très bien disposé à l'égard de M. Rocard en notant que son gouvernement, qualifié *« de transition »*, s'est montré *« attentif »* à la CGC et désireux d'établir avec elle *« des relations constructives »*.

M. N.

DANS LES ENTREPRISES

Nouvelles négociations au Crédit agricole

La nouvelle convention collective du Crédit agricole, appliquée depuis le 1er avril au personnel des 93 caisses régionales (68 950 salariés) et signée par la CGC et le syndicat indépendant SNIACAM, continue de susciter des remous. L'intersyndicale CFDT-FO-CFTC-FGSOA et la CGT ont introduit des actions en référé devant le tribunal de grande instance de Paris pour obtenir l'annulation de cette convention. Aux élections professionnelles, les signataires représentent un peu plus de 20 % du personnel. Le tribunal devrait se prononcer sur le fond le 7 juin. Mais l'intersyndicale a aussi proposé de négocier un *« accord d'application »* de la convention pour régler les points litigieux. La direction de la Fédération nationale du crédit agricole (FNCA) a accepté d'examiner *« les points qui méritent ajustement.*

Deux réunions techniques, les 2 et 17 juin, précéderont une réunion de la commission nationale de la négociation, avec tous les syndicats, le 23 juin. Les syndicats souhaiteraient notamment discuter du système de rémunération *« au mérite »*, qui prévoit, en plus de l'augmentation générale, une enveloppe de *« points personnels »* négociée au niveau de chaque caisse régionale. La négociation nationale, qui promet d'être longue, pourrait porter sur les *« principes »* d'attribution de ces points.

● **A L'USINE ARTHUR MARTIN** de Revin (Ardennes), filiale d'Electrolux qui produit des machines à laver (852 salariés), 318 ouvriers sur les 701 présents ont débrayé pendant quatre heures le 1er juin pour des revendications salariales. Dans cette usine où les plus bas salaires sont à 5 500 F – à 6 000 F avec l'ancienneté, – la CGT demande près de 20 % d'augmentation. Le travail a repris et la direction devait recevoir la CGT et la CFDT le 2 juin. Le contexte politique local, avant les législatives, et la proximité des élections professionnelles, la semaine prochaine, semblent avoir joué. Un accord salarial pour 1988 avait été signé en novembre 1987 par la CGT, la CFDT, FO et la CGC, prévoyant notamment une hausse de 2,5 %, une prime d'intéressement et une « clause de revoyure »...

● **L'ENTREPRISE PROST TRANSPORTS SA**, spécialisée à Rennes dans le transport rapide de colis, a créé 341 postes nouveaux entre le 1er mai 1985 et le 1er mai 1988, portant l'effectif à 1 681 personnes. Originalité : elle compte quarante-sept *« équipes de suggestions pratiques pour l'amélioration du service et de l'efficacité »* (ESPACE), chargées de *« susciter et recueillir les suggestions du personnel pour améliorer le service à la clientèle ou l'efficacité du travail »*.

● **LA CFDT** a édité un petit livre de trente-cinq pages intitulé *OPA mode d'emploi* à l'intention de ses délégués et militants d'entreprise. Il s'agit d'un *« outil d'explication, d'évaluation et d'action »*.

REPÈRES

Prix

+ 0,5 % en avril dans la CEE

Les prix de détail dans la CEE ont augmenté de 0,5 % en avril et de 2,7 % sur un an (avril 1987-avril 1988), selon les données publiées par Eurostat, l'Office statistique de la Communauté européenne.

Ce chiffre, après celui de mars (+ 0,4 %), est nettement plus élevé que ceux enregistrés à la fin de 1987 et au début de 1988, qui oscillaient entre 0,1 % et 0,2 %. Mais, selon Eurostat, cette forte hausse, qui s'était déjà produite en avril 1987, est surtout due à des facteurs saisonniers. Cela est vrai, notamment pour la Grande-Bretagne qui a enregistré une augmentation de 1,6 % du fait des relèvements annuels de certaines taxes indirectes, ainsi que des prix de l'électricité, du gaz et des taux des prêts hypothécaires.

Contrôle des changes

Nouveaux assouplissements confirmés

M. Pierre Bérégovoy a annoncé, le mercredi 1er juin, trois nouvelles mesures d'assouplissement du contrôle des changes dans le but, a-t-il déclaré, d'*« accroître la compétitivité »* des entreprises françaises (*le Monde* du 31 mai).

Ces mesures concernent la suppression de l'autorisation à la quelle était soumis l'encaissement des chèques en devises supérieur à 250000 F; la suppression pour les entreprises de l'autorisation préalable des emprunts à l'étranger en francs supérieur à 50 millions de francs pour les entreprises ainsi que l'abolition du plafond des avoirs en devises des entreprises qui importent ou exportent.

ETRANGER

Les commandes passées à l'industrie américaine continuent de progresser

Les commandes passées à l'industrie américaine ont progressé de 1,2 % en avril, ce qui représente une nette augmentation pour le deuxième mois consécutif, a annoncé, le mercredi 1er juin, le département du commerce.

Cette progression, qui a surpris les analystes et a surtout profité aux équipements électriques, aux industries papetières, pétrolières et à la chimie, fait suite à une progression de 1,6 % en mars. Restées stables en février, les commandes à l'industrie avaient baissé de 0,6 % en janvier.

Les dépenses de construction quant à elles n'ont globalement augmenté que de 0,1 % en avril (+ 1,4 % en un an) enregistrant leur plus faible performance depuis janvier dernier, a également annoncé le département du commerce. On estime que ce ralentissement est dû au freinage des dépenses publiques. Les constructions résidentielles ont augmenté de 0,4 % mais ont baissé de 1,4 % pour les immeubles collectifs. Quant aux constructions non résidentielles, elles ont fait un bond de 2,1 % en avril.

Les dépenses consacrées à la construction de bâtiments industriels ont enregistré la plus forte progression pour se situer en avril 40 % au-dessus de leur niveau du mois correspondant de 1987 (+ 8,8 % par rapport à mars dernier). Cette nette progression reflète le niveau élevé de l'activité dans l'industrie, qui bénéficie d'une forte reprise des exportations.

L'indice composite des principaux indicateurs économiques américains censé donner une indication sur l'évolution de la conjoncture a progressé de 0,2 % en avril comme en mars, après 1,5 % en février. Il traduit notamment l'allongement de la durée hebdomadaire du travail et la baisse des demandes d'emploi non satisfaites.

D'une façon générale, ces indices permettent de prévoir une expansion économique soutenue en 1988 (certains experts avancent un taux de 3,5 %) mais nourrissent la crainte d'une renaissance de l'inflation.

Marchés financiers

Télémécanique (suite)

La guerre des nerfs continue

Tandis que la guerre des nerfs continue entre Schneider et Framatome, la direction de Télémécanique peaufine son projet de reprise de l'entreprise par les salariés (RES).

Dans un communiqué, Schneider a répondu, le mercredi 1er juin, aux propos tenus la veille par M. Pierre Suard, le président de la Compagnie générale d'électricité, principal actionnaire de Framatome. « *Prenant acte du fait que le groupe CGE n'est plus acheteur* ». Scheider estime que « *en toute logique, Framatome devrait donc retirer son offre* » publique d'achat (OPA). Le groupe, présidé par M. Didier Pineau-Valencienne, tente également d'écarter l'idée que le prix à payer est trop élevé en expliquant que les synergies existant avec sa propre filiale, Merlin-Gerin, permettront une amélioration des résultats des deux entreprises.

Devant la défection de la CGE, la direction de Télémécanique continue de fourbir ses armes pour tenter d'échapper à la prise de contrôle par Schneider : le mercredi 1er juin, les grandes lignes d'une RES ont été présentées aux syndicats. Grâce à une mise de fond de 1,2 milliard par les salariés, cette RES permettrait de s'assurer 52 % des droits de vote en assemblée générale. Toutefois, ce schéma – qui ne s'appliquerait apparemment qu'en désespoir de cause – n'est pas totalement bouclé, notamment sur le plan des financements.

Remy Martin vend les vins Nicolas à Castel Frères

Quelques semaines après son échec face à Martini et Rossi dans la prise de contrôle des liqueurs Bénédictine, le numéro trois français du cognac, Rémy Martin, a décidé de céder pour 275 millions de francs le distributeur de vins Nicolas au groupe bordelais Castel Frères.

Cette cession n'est pas à proprement parler une surprise. Au cours des derniers mois, l'affaire Bénédictine avait mis en lumière le très lourd endettement de Rémy Martin, confirmé par son président Marc Hériard-Dubreuil lorsqu'il laissait entendre que Rémy pourrait chercher de l'argent frais en entrant en Bourse ou en liquidant quelques actifs.

Par cette acquisition, Castel Frères conforte son rang de premier négociant français en vins, précédant la filiale de Pernod Ricard SVF (Société des vins de France). Avec ses deux cent quatre-vingt-sept points de vente, la prise de contrôle récente de la Compagnie des vins du Midi et de La Française d'exportation (LFE), Castel grandit discrètement mais sûrement...

Rebondissement dans le groupe Rivaud

Le groupe financier Duménil-Leblé et la Banque Stern vont-ils finalement réussir à prendre le contrôle du groupe Rivaud, une nébuleuse détenant des intérêts dans l'immobilier, la banque, l'industrie, et des sociétés comme les Plantations des Terres rouges, les Caoutchouc de Padang... ?

Mardi 31 mai à Bruxelles, un événement est intervenu lors de l'assemblée générale annuelle de la Socfin, la holding-clé du groupe Rivaud qui pourrait provoquer une modification des rapports de forces. Mme Yvette Hallet Cartwright, fille du fondateur de la Socfin et détentrice de 6,9 % du capital de cette holding (par l'intermédiaire d'une autre société Solutin) a, en effet, décidé de retirer à M. Philippe Fabri – l'homme des actionnaires traditionnels du groupe Rivaud – la procuration sur ses titres. Pour des raisons juridiques, les actions détenues par la Solutin ont été gelées, M. Fabri a pu être réélu à la vice-présidence de la Socfin, mais les votes ont fait apparaître une opposition serrée entre les deux groupes ; les actionnaires traditionnels d'une part, et Stern d'autre part qui détiendraient chacun environ 39 % du capital de la Socfin. Il reste maintenant à savoir quelle sera la position de la Solutin dans l'avenir ?

NEW-YORK, 1er juin ↑

L'optimisme est de retour

Après la forte hausse enregistrée la veille, la sixième de cette importance de toute l'histoire de Wall Street, l'optimisme renait à New-York. En effet, mercredi, la Bourse américaine a encore amélioré ses performances dans un marché très actif. En fin de journée, l'indice Dow Jones était en hausse de 32,89 points, à 2 064,01. Quelque 237 millions de titres ont été échangés. On dénombrait, d'autre part, quatre fois plus de hausses que de baisses. Les investisseurs institutionnels sont revenus en force. Les étrangers également. Deux facteurs importants expliquent ce changement de climat. La baisse des taux d'intérêt à long terme depuis le début de la semaine, après la révision à la baisse des indicateurs avancés américains en mars et la hausse de 0,2 % de ces mêmes indices pour avril. Une preuve, selon les analystes, que le risque d'une reprise de l'inflation s'éloigne. Autre élément encourageant pour les investisseurs, l'attitude de la Réserve fédérale, qui n'a pas bougé son taux de l'escompte, comme certains le craignaient.

Même les opérateurs les plus pessimistes, ceux qui broyaient du noir ces tout derniers jours, retrouvent de l'attrait aux actions, constataient les spécialistes. Les petits investisseurs sont néanmoins restés à l'écart du marché. CBS a gagné 3 1/4 points, à 158. Quantum plus de 3 points à 81 et Du Pont 2 3/8, à 55 1/2. Les baisses étaient modestes. General Dynamics cédant moins de 1 point, à 53, et Schlumberger un demi-point, à 36 7/8.

VALEURS	Cours du 31 mai	Cours du 1er juin
Alcoa	46	46 1/2
A.T.T.	27 1/4	27 3/4
Boeing	55	55 1/8
Chase Manhattan Bank	27	27 3/4
Du Pont de Nemours	83 1/8	85 1/2
Eastman Kodak	41 7/8	43 1/8
Exxon	44 7/8	45 1/8
Ford	48	48 7/8
General Electric	42 1/4	42 1/2
General Motors	75 1/8	76 7/8
Goodyear	62 3/4	63 1/2
I.B.M.	113	113 1/2
I.T.T.	48	48 3/8
Mobil Oil	44 7/8	45 3/8
Pfizer	52 3/8	53 3/8
Schlumberger	37 3/8	36 7/8
Texaco	50 1/4	52
UAL Corp. ex-Allegis	81	84 3/4
Union Carbide	19 3/8	19 3/8
U.S.X.	31 1/2	32
Westinghouse	53 3/8	53 1/2
Xerox Corp.	51 7/8	52 3/4

PARIS, 1er juin ↑

La hausse, encore !

Le mouvement de hausse – encore ! – a repris mercredi, rue Vivienne, avant de se ralentir une fois de plus sur de nouvelles ventes bénéficiaires, tout en laissant au marché une bonne marge de profit.

Après avoir monté de plus de 1,9 % en fin de matinée, l'indicateur instantané a vu progressivement son avance se réduire, pour s'inscrire à la clôture à 0,98 % au-dessus de son niveau précédent.

Il est vrai que, gagnée par l'enthousiasme de Wall Street, la Bourse de Paris avait un peu oublié le facteur technique. L'ascension dure depuis le début du mois boursier, et n'a pas connu une seule interruption en l'espace de huit séances. Ce n'est pas un record, la Bourse ayant fait beaucoup mieux dans le passé (treize séances de suite en novembre 1985) ; mais dans l'environnement actuel, la performance peut être tenue pour remarquable. Depuis le 19 mai, la hausse dépasse 8,6 %. Le sursaut de New-York la nuit dernière est en bonne partie responsable de l'engouement dont les valeurs françaises sont actuellement l'objet. Mais le raffermissement du marché obligataire, favorisé par l'espoir tenace d'un nouvel abaissement par la Banque de France de son taux d'intervention, n'y est pas étranger. Enfin, les rumeurs insistantes d'OPA qui circulent autour de LVMH, au plus haut de l'année, avec plus de 116 000 titres échangés, sont de nature à aiguiser les appétits. En l'occurrence, il s'agit d'un gros morceau. Fin 1987, LVMH était la septième plus importante capitalisation (17 milliards de francs) rue Vivienne. Elle serait maintenant la sixième (28 milliards de francs). On parle toujours beaucoup du groupe britannique Grand Metropolitan. Des investisseurs japonais seraient, dit-on aussi, dans la course. Castel veut racheter Nicolas au prix unitaire de 1 146 F. *(Voir d'autre part.)*

LONDRES, 1er juin ↑

Hausse

Dans le sillage de Wall Street, la Bourse de Londres a gagné du terrain, mercredi, dans un marché modérément actif. Pour la première fois depuis le 6 mai dernier, l'indice Footsie, en hausse de près de 20 points, a franchi la barre des 1 800 points, à 1 804,1 points. L'indice Financial Times a progressé de 12 points, à 1 439,6. La hausse des matières premières a donné un coup de fouet aux valeurs de ce secteur. Les pétrolières ont également été recherchées en raison de l'appréciation constante du dollar.

Les valeurs de sociétés exportatrices ont progressé sensiblement, ICI gagnant 22 points, à 978, et Glaxo 25 points, à 923. Aux électroniques, le groupe Racal a gagné 12 points, à 324, sur des rumeurs selon lesquelles Vodaphone, filiale du groupe, pourrait être introduite en Bourse à l'automne prochain.

Le repli sensible de la livre a provoqué une baisse des fonds d'Etat. Les mines d'or, encouragées par la hausse du métal fin, ont gagné plus de 2 dollars.

TOKYO, 2 juin ↑

Nouvelle hausse

Encouragé par Wall Street, le marché japonais a poursuivi, jeudi, son avance, en la ralentissant toutefois assez sensiblement. En fin de matinée, le Nikkeï avait progressé de 137,39 points. Il s'établissait finalement à 27 819,98, son plus haut niveau de toujours, avec un gain de 165,40 points (contre 287,21 points mercredi).

Les professionnels japonais se disaient généralement très satisfaits du dernier score de Wall Street, dont on pouvait craindre l'épuisement après son effort trop violent de la veille.

Toutefois, les hausses ne l'ont emporté que d'une courte tête sur les baisses. L'activité, en revanche, est restée assez forte, avec 1,9 milliard de titres échangés, contre 2,5 milliards mercredi.

VALEURS	Cours du 1er juin	Cours du 2 juin
Akai	645	660
Bridgestone	1 460	1 450
Canon	1 240	1 220
Fuji Bank	3 170	3 200
Honda Motors	1 740	1 740
Matsushita Electric	2 510	2 560
Mitsubishi Heavy	730	735
Sony Corp.	5 150	5 180
Toyota Motors	2 260	2 300

FAITS ET RÉSULTATS

● **Banque de l'entreprise : 270 millions de pertes.** – L'audit demandé par les actionnaires de la Banque de l'entreprise au cabinet Arthur Young révélerait des pertes plus importantes qu'annoncé au printemps dernier. La banque aurait, en effet, perdu 200 millions de francs sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers) et près de 70 millions de francs à l'occasion de la vente de la société SEGMO (société d'études et de gestion mobilières), société ayant réalisé la promotion de Tignes et de Val-Fréjus. Jugées « *parfaitement imprudentes* », ces opérations ne donneraient néanmoins pas lieu à des poursuites judiciaires, a indiqué, à l'AFP, M. Albert Parment, le directeur général de la SMA (Société mutuelle d'assurance) du BTP, l'un des actionnaires de la Banque de l'entreprise. Pour le moment, seuls la FNTP, la FNB et le groupe SMA ont accepté de renflouer la banque par des apports en comptes courants de 230 millions de francs.

● **La BRED prend une participation chez Goy-Hauvette.** – La BRED, du Groupe des banques populaires, va prendre à terme une participation de 51 % dans le capital de la société de Bourse Goy-Hauvette. Dans un premier temps, la BRED va acquérir 30 % du capital de cette société de taille moyenne, qui emploie cent dix personnes. Cette ex-charge d'agent de change travaille principalement sur le marché des actions (80 %) pour une clientèle haut de gamme. Depuis de nombreuses années, des liens étroits unissaient la BRED et la charge Goy-Hauvette, M. Laurent Hauvette étant notamment administrateur d'une SICAV de la BRED.

● **Koppers accepte l'OPA de Beazer.** – Le conseil d'administration de la firme américaine Koppers (matériaux de construction, chimie) a finalement accepté la dernière OPA améliorée lancée par le groupe britannique Beazer. L'accord définitif prévoit que la filiale américaine de Beazer offrira 61 dollars par action Koppers, soit près de 1,8 milliard de dollars pour la totalité du capital, contre 60 dollars précédemment. La première OPA lancée par Beazer remonte au mois de mars (*le Monde* du 5 mars). Elle portait sur une offre de 45 dollars par titre. Depuis, le groupe britannique avait par deux fois relevé sa proposition en la portant à 56 dollars, puis à 60 dollars. Koppers a précisé que Beazer prolongerait jusqu'au 15 juin à minuit son OPA, qui venait à expiration le 1er juin au soir. Koppers, dont le siège se trouve à Pittsburgh (Pennsylvanie), a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 1,52 milliard de dollars et dégagé un bénéfice net de 134,5 millions de dollars.

● **Enichem : un quasi-triplement des profits.** – Enichem, filiale chimique du groupe italien ENI, qui doit prochainement rassembler ses actifs en société commune avec la Montedison, annonce, pour 1987, un bénéfice net de 130 milliards de lires (597,4 millions de francs), quasiment triplé par rapport à l'année précédente (55,9 milliards). Son chiffre d'affaires atteint 3 000 milliards de lires (+ 3 %), soit 13,62 milliards de francs, dont 36 % réalisés à l'étranger. Cette forte amélioration des résultats est due aux performances de la chimie de base, des caoutchoucs synthétiques et des matières plastiques. L'an dernier, Enichem a investi 800 milliards de lires (+ 11 %). La structure financière de la société s'est renforcée, l'endettement représentant désormais 44 % du capital investi (sans les amortissements) au lieu de 47 % en 1986.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	234	255 80 d	I.G.F.	130	135
Amault & Associés	438	438	INZ	133	135
Asystel	240	240	Int. Metal Service	220	250 20
B.A.C.	440	435	La Commande Electro.	240	250 50
B. Demachy & Assoc.	385	380	Le gd livre du mois	280	280
B.I.C.M.	614	614	Loca Investissement	245 10	245
B.I.P.	460	455	Locamic	157	161
Boiron	317	329 70	Marin Immobilier	296 50	298
Bolloré Technologies	730	745	Metallurg. Minière	141 50	142
Buitoni	1027	1030	Métrologie Internat.	347	361
Câbles de Lyon	1394	1375	Métroservice	140	145 80
Calberson	651	655	M.M.B.M.	483 80	503
Canal Plus	515	535	Molex	211	214 90
Cardif	1130	1130	Navale-Delmas	505	515
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	249	252	Olivetti-Logabax	175	182
C.A.T.C.	127 50	130 10	Ors. Gest. Fin.	285	286
C.D.M.E.	765	820 d	Presbourg (C. In. & Fin.)	97 40	....
C. Equip. Elect.	279	285	Présence Assurance	380	381
C.E.G.I.D.	615	625	Razel	848	845
C.E.G.E.P.	160	180	St-Gobain Emballage	1261	....
C.E.P.-Communication	1275	1285	St-Honoré Matignon	159	163
C.G.I. Informatique	604	620	S.C.G.P.M.	222 30	238 10 d
Ciments d'Origny	459	470	Segin	354	380
C.N.I.M.	304	305	Serna-Matra	505	503
Concept	291	280	S.E.P.	1148	1150
Conforama	670	697	S.E.P.R.	1179	....
Creeks	395	397 40	S.M.T.Goupil	225	234
Dafsa	133	133	Sodiforg	800	820
Dauphin	3958	4118	Sopra	268	272
Devanlay	1050	....	TF 1	215	219 80
Deville	645	645	Unilog	134	138 40
Duménil-Leblé	955	980	Union Financ. de Fr.	430	415
Editions Belfond	125	120			
Elysées Investiss.	21	21 50			
Finacor	521	536 c			
Guintoli	615	552			
Guy Degrenne	900	900			
I.C.C.	222	230			
IDIA	200	205			

Marché des options négociables le 1er juin 1988

Nombre de contrats : 10 823

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Accor	400	37	43	1,50	11
CGE	240	32	33	–	6
Elf-Aquitaine	280	31	35	1,50	8,40
Lafarge-Coppée	1 100	194	194	1,80	15,50
Michelin	180	16,20	27,50	2,50	9
Midi	1 550	60	136	125	–
Paribas	360	32	47	2	6,80
Peugeot	840	280	272	–	3,20
Saint-Gobain	440	21	32	2	14
Thomson-CSF	152	45	45	0,30	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 1er juin 1988
Nombre de contrats : 79 313

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	103,55	102,10	101,20
Précédent	103,10	101,75	100,95

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Déc. 88
100	2,80	2,65	0,57	1,36

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,85 F ↑

La hausse du dollar s'est poursuivie jeudi 2 juin sur toutes les places financières internationales. La devise américaine a ainsi coté 5,85 F (contre 5,8165 F la veille). De son côté, le deutschemark a un peu récupéré : 3,3810 F contre 3,3776 F. Les cambistes ne fournissent aucune explication, se contentant de remarquer le phénomène de fermeté générale (dollar, obligations, etc.).

FRANCFORT	1er juin	2 juin
Dollar (en DM)	1,7210	1,73

TOKYO	1er juin	2 juin
Dollar (en yens)	125,35	125,68

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2 juin) .... 7 3/16-7 1/4 %
New-York (1er juin) .. 7 5/8-7 3/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	31 mai	1er juin
Valeurs françaises	119	120,8
Valeurs étrangères	107	109,8

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	31 mai	1er juin
Indice général	332,7	340,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	31 mai	1er juin
Industrielles	2 031,11	2 064,01

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	31 mai	1er juin
Industrielles	1 427,5	1 439,6
Mines d'or	217,3	224,5
Fonds d'Etat	89,97	89,60

TOKYO

	1er juin	2 juin
Nikkeï Dow Jones	27 703,91	27 869,36
Indice général	2 151,17	2 163,55

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,8470	5,8510	– 18	– 3	– 35	– 5	– 95	– 20
$ can.	4,7517	4,7580	– 88	– 64	– 167	– 128	– 471	– 373
Yen (100)	4,6460	4,6521	+ 112	+ 142	+ 251	+ 294	+ 712	+ 812
DM	3,3817	3,3854	+ 101	+ 120	+ 216	+ 244	+ 616	+ 678
Florin	3,0170	3,0201	+ 77	+ 88	+ 162	+ 181	+ 476	+ 529
FB (100)	16,1698	16,1871	+ 129	+ 216	+ 306	+ 458	+ 940	+ 1 311
FS	4,0548	4,0597	+ 143	+ 162	+ 307	+ 337	+ 912	+ 996
L (1 000)	4,5361	4,5419	– 128	– 82	– 246	– 188	– 663	– 564
£	10,6211	10,6324	– 33	+ 6	– 81	– 3	– 476	– 288

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/4	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 3/4	3 7/8
Florin	3 1/2	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4 3/16	4 5/16
F.B. (100)	5 5/8	6 1/8	5 15/16	6 1/4	5 15/16	6 1/4	6 3/16	6 5/8
F.S.	2 1/2	3	2 5/8	2 3/4	2 11/16	2 13/16	2 3/4	2 7/8
L (1 000)	9	9 3/4	9 3/4	10 3/8	9 7/8	10 1/4	10 3/8	10 3/4
£	6 1/2	6 3/4	7 5/8	7 3/4	7 7/8	8	8 11/16	8 13/16
F. franç.	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 7/8	8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 1er JUIN

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3870	C.N.E. 3%	3880	3775	3775 c	+ 0 20
1040	B.N.P. T.P.	1075	1053	1054	– 1 95
1080	C.C.F. T.P.	1080	1097	1097	+ 1 57
1080	Créd. Lyon. T.P.	1066	1066	1066	....
1240	Renault T.P.	1255	1259	1260	+ 0 40
1510	Rhone-Poul. T.P.	1585	1600	1610	+ 1 58
1265	St-Gobain T.P.	1281	1278	1278	– 0 23
1220	Thomson T.P.	1245	1249	1247	+ 0 16
410	Accor	430 50	444	440 10	+ 2 23
490	Air Liquide	535	540	549	+ 2 62
1750	Alcatel ★	1848	1880	1863	+ 0 92
1130	Als. Superm.	1270	1280	1280	– 0 79
220	A.L.S.P.I.	254	264 50	256	+ 0 79
270	Alsthom ★	304	309 90	310	+ 1 97
2000	Arjom. Prioux ★	2034	2040	2029	– 0 25
505	Ascendaz-Ray	512	521	524	+ 2 34
790	Aux. Entrepr. ★	872	879	868	– 0 46
760	Av. Dassault ★	706	712	724	+ 2 55
295	BAFIP ★	334	338	335	+ 0 30
280	Bail-Equipem. ★	295	300	304	+ 3 05
805	Bail Investiss.	789	790	795	+ 0 76
240	B.N.P. C.I.	277	294	294	+ 6 14
405	Cie Bancaire ★	470	480	475	+ 1 06
305	Bazar H.-V.	340	345	347 90	+ 2 32
390	Béghin-Say ★	434	439	441 50	+ 1 73
715	Berger (Ma)	758	770	770	+ 1 58
665	Bic ★	683	680	669	– 0 80
1090	B.I.S.	1280	1280	1280	....
2040	Bongrain S.A. ★	2170	2200	2220	+ 2 30
960	Bouygues ★	963	980	980	+ 1 77
72	B.P. France ★	79	80	78 50	– 0 63
4190	B.S.N. ★	4480	4500	4493	+ 0 29
1940	Cap Gem. S. ★	2180	2178	2179 c	+ 0 86
1380	Carnaud	381	390	390	+ 2 36
2280	Carrefour ★	2388	2400	2402	+ 0 59
120	Casino	144	147	142	– 1 39
102	Casino A.D.P.	113	115	115	+ 1 77
975	C.C.M.C.	962	948	948	– 1 46
600	Cetelem	660	667	672	+ 1 82
430	Cerus ★	474	495	482	+ 1 69
1430	C.F.A.O. ★	1470	1489	1461	– 0 61
235	C.G.E.	271 90	277	275	+ 1 14
910	C.G.I.P. ★	1050	1069	1063	+ 0 29
945	Chargeurs S.A. ★	1030	1045	1055	+ 2 43
960	Ciments franç. ★	989	1002	981	– 0 81
400	Club Méditerr. ★	431	441 50	440 90	+ 2 30
155	Codetel ★	155 60	157	157	+ 0 90
275	Cofimeg	281	280	281	....
1850	Coles ★	1920	1907	1950	+ 1 56
260	Compt. Entrepr.	250	253	257	+ 2 80
625	Compt. Mod. ★	665	670	652	– 0 46
825	Créd. Foncier ★	842	850	836	– 0 71
380	Crédit F. Imm. ★	375 10	386	390	+ 3 97
107	C.C.F.	123 50	125	124 50	+ 0 81
435	Créd. Lyon. (CI)	506	525	525	+ 3 75

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
785	Crédit Nat. ★	844	830	841 c	+ 3 90
545	CSEE (ex-Sign.) ★	559	570	564	+ 0 89
265	Crouzet ★	269	268 80	272 40	+ 1 26
2190	Damart S.A. ★	2500	2588	2600	....
....	Darty	403	402 80	402	– 0 25
....	Darty (DP)	319	301 20	310	– 2 82
1680	De Dietrich	1690	1710	1660	– 1 78
193	Dév. R.N.C. (Li)	200	190	190 c	+ 3 04
420	D.M.C.	448	461	458 50	+ 2 34
300	Drouot Assur.	337 80	338	338	+ 0 06
1610	Docks France ★	1709	1730	1740	+ 1 81
515	Dumez ★	590	595	595	+ 0 85
1120	Eaux (Gén.)	1174	1181	1193	+ 1 62
1130	Ecco ★	1330	1365	1330	....
610	Electrofinanc. ★	653	665	667	+ 2 14
380	El. S. Dassault	401	401 10	408	+ 1 75
275	Elf-Aquitaine	309	317 60	307	– 0 65
240	– (certific.)	277	273	273	– 1 44
610	Epeda-B-Faure	664	657	655	– 1 36
2170	Essilor	2420	2495	2531	+ 4 59
1460	Essilor Int. (DP)	1580	1630	1605	+ 1 58
290	Esso S.A.F. ★	315	320	312	– 0 95
1230	Euralrance	1392	1382	1351	– 2 95
1050	Eurocom ★	1047	1070	1071	+ 2 29
2280	Euromarché	2438	2465	2460	+ 0 90
490	Europe n° 1 ★	525	540	548	+ 4 38
34	Eurotunnel ★	33 80	33 80	33 96	+ 0 44
860	Exor ★	891	890	889	– 0 22
800	Facom	870	878	860	– 1 15
930	Fichet-Bauche	940	960	950	+ 1 06
196	Finextel ★	200	201	201	+ 0 50
112	Fives-Lille ★	119	119 90	116	– 2 52
1080	Fromageries Bel	1260	1291	1250	– 0 79
800	Gal. Lafayette ★	859	865	851	– 0 93
280	Gascogne	294	291	291	– 1 02
1210	Gaz et Eaux	1281	1330	1309	+ 2 19
450	Géophysique ★	490	495	485 50	– 0 92
495	Gerland	540	560	560	+ 3 70
445	GTM-Entrepose	521	530	520	– 0 19
520	Guyenne-Gasc. ★	570	572	569	– 0 18
1920	Hachette ★	2059	2100	2130	+ 3 45
525	Havas ★	607	640	614	+ 1 15
395	Hénin (La)	446	445	456	+ 2 24
980	Hutchinson ★	1069	1099	1105	+ 3 37
179	Imétal	190	195 50	196	+ 3 16
308	Imm. Plaine-M.	314	315	316	+ 0 64
1000	Ingénico ★	1070	1100	1113	+ 4 02
3140	Inst. Mérieux	3369	3370	3436	+ 1 99
510	Interbail ★	516	520	522	+ 1 16
1240	Intertechnique	1250	1270	1232	– 1 44
710	J. Lefebvre	770	774	791	+ 2 73
1080	Lab. Bellon	1260	1263	1280	+ 1 59
1130	Lafarge-Coppée	1275	1325	1296	+ 1 57
1100	Lebon ★	1307	1320	1245	– 4 74

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2550	Legrand ★	2713	2809	2750	+ 1 36
1980	Legrand (DP) ★	2070	2160	2100	+ 1 45
606	Leroy-Somer ★	714	745	750	+ 5 04
1910	Lesieur	1904	1904	1902	– 0 11
640	Locabail Immob.	670	670	660	– 1 49
380	Locafrance ★	392	405	400	+ 2 04
790	Locindus	815	825	816	+ 0 12
285	Luchaire	284 90	290	285	+ 0 04
1950	L.V.M.H. ★	2360	2490	2475	+ 4 87
1170	Lyonn. Eaux ★	1302	1330	1339	+ 2 84
50	Mais. Phénix	52 10	54	54 90	+ 5 37
345	Majorette (Ly)	385	195	192	– 0 26
285	Mar. Wendel ★	300	304 90	300	....
148	Matra ★	170	173	171	+ 0 59
2170	Merlin-Gerin ★	2196	2220	2205	+ 0 41
177	Michelin	193	201	199 50	+ 3 37
1470	Midi (Cie)	1467	1490	1510	+ 2 93
181	Midland Bk SA ★	183 90	188 90	181	– 1 58
480	Min. Salsig. (Ma)	515	529	529	+ 2 72
47	M.M. Penarroya	58	58	57	– 1 72
69	Moulinex	75 50	77 60	77	+ 1 99
980	Navig. Mixtes ★	1006	1020	1015	+ 0 89
80	Nord-Est ★	96 80	99	97 90	+ 1 14
365	Nordon (Ny)	375	377	377	+ 0 53
390	Nouvelles Gal.	422 90	427	430	+ 1 68
805	Occid. (Gén.) ★	737	750	740	+ 0 41
885	Omn.F.Paris	990	1015	1020	+ 3 03
320	Olida-Caby	350	350	349 90	– 0 03
3050	Oréal (L')	3323	3490	3435	+ 3 37
380	Paribas	393	399 80	390	– 0 76
315	Paris-Résec. ★	373	377	369	– 1 07
1010	Pechelbronn ★	1160	1174	1145	– 1 29
275	Penhoet	303	304	312	+ 2 97
930	Pernod-Ricard ★	917	922	922	+ 0 55
1020	Peugeot S.A.	1115	1145	1105	– 0 90
510	Poliet ★	534	535	539	+ 0 94
640	P.M. Labinal	651	654	654	+ 0 46
2340	Presses Cité ★	2340	2420	2466	+ 5 38
1100	Prétabail Sic.	1120	1110	1122	+ 0 18
570	Primagaz	612	603	610	– 0 33
420	Printemps ★	483	505	481 10	– 0 39
1380	Promodès	1550	1580	1579	+ 1 87
780	Radiotechn. ★	760	769	755	– 0 66
68	Raff. Dist. Total	70	70 80	71	+ 1 43
2400	Redoute (La) ★	2599	2615	2490	– 4 19
315	Robur financière	335	337	338	+ 0 90
800	Roussel-Uclaf	832	841	850	+ 2 16
540	Rous.-Ucl.-C.N.I.	522	539	539	+ 3 26
3070	R. Impériale (Ly)	3290	3299	3299	+ 0 27
161	Sade	171	171	171	....
1420	Sagem ★	1575	1590	1590	+ 0 95
420	Saint-Gobain	460 10	474 50	464	+ 0 86
1000	St-Louis ★	1009	1010	1009	....
1290	Salomon	1275	1290	1290	+ 1 18

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
700	Salvepar	680	675	675	– 0 74
680	Sanofi ★	710	715	705	– 0 70
730	S.A.T. ★	739	740	730	– 1 22
169	Sauln.-Chât. (5)	172 50	175	175	+ 1 45
1130	Saupiquet (Na)	1175	1175	1175	....
330	Schneider ★	298	300	300 10	+ 0 70
47	S.C.O.A.	55 50	58 30	57 60	+ 3 78
540	S.C.R.E.G.	580	579	580	....
740	Seb ★	830	830	835	+ 0 60
405	Selimeg ★	405 80	405 10	405	– 0 20
1750	S.F.I.M.	1650	1659	1640	– 0 61
28	S.G.E.	35 40	36 20	34 90	– 1 41
660	Silic	685	700	705	+ 2 92
455	Simco-U.P.H. ★	469	470	480	+ 2 35
305	Sennor (Li)	305	319 90	319 90	+ 4 89
740	Skis Rossignol	730	740	735	+ 0 68
....	Sligos ★	802	808	812	+ 1 25
605	Simnco	652	663	675	+ 3 53
255	Société Générale	345	348	345	....
170	Sodecco	160	160	160	....
151	Sodero (Na)	160	160	160	....
2250	Sodexho ★	2345	2357	2362	+ 0 72
90	Sogenal (Ny)	104 50	107	107	+ 2 39
250	Sogerap	260	260	259 90	– 0 04
1940	Somm-Allib. ★	2120	2150	2130	+ 0 47
705	Source Perrier ★	812	820	809	– 0 37
660	Sovac ★	719	725	732	+ 1 81
385	Spie-Batignol. ★	405	410	411	+ 1 48
435	Strafor ★	455	459 50	455	....
225	Suez	257	258 10	257 50	+ 0 19
370	Synthélabo ★	378	379	379	+ 0 26
855	Talcs Luzenac ★	850	849	850	....
5000	Tél. Elect.	5505	....	....	....
169	Thomson-C.S.F.	197	201	199 50	+ 0 76
340	Total (CFP) ★	374	375	372	– 0 53
73	– (certific.)	78 90	79	80 50	+ 2 03
1090	T.R.T. ★	1099	1099	1100	+ 0 09
365	U.F.B.-Locab. ★	374	377 20	378	+ 1 07
780	U.I.C. ★	898	903	917	+ 2 12
490	U.I.F. ★	494	490	484	– 2 02
790	U.I.S.	800	804	808	+ 1
166	U.C.B. ★	178 90	179	184	+ 2 85
635	Unibail	660	646	655	– 0 76
380	Valéo ★	452	460	458	+ 1 33
104	Vallourec	119	119 80	119 70	+ 0 59
315	Via Banque	338	342	336 50	– 0 44
710	Elf-Gabon	894	841	840	– 6 04
109	Amax Inc.	118 10	120	119 90	+ 1 52
134	Amer. Express	142	147	146 80	+ 3 38
151	Amer. Teleph.	150	158	157 90	+ 5 27
101	Anglo Amer. C.	99 10	100	100 10	+ 1 01
465	Amgold	465	475	475	+ 2 15
815	BASF (Akt)	848	861	852	+ 0 47
875	Bayer	928	939	936	+ 0 86

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
101	Buffelsfont.	106	107	107 20	+ 1 13
140	Chase Manh.	149	155	154 50	+ 3 69
68	De Beers	64 25	66 95	65 95	+ 2 65
1300	Deutsche Bank	1359	1405	1405	+ 3 38
795	Dresdner Bank	799	823	821	+ 2 75
64	Driefontein Ctd	63 95	64	63 80	– 0 23
470	Du Pont-Nem.	470	484 90	484	+ 2 98
235	Eastman Kodak	237	243 50	243 50	+ 2 74
32	East Rand	33 90	34 85	34 85	+ 2 80
245	Electrolux	245	251	251	+ 2 45
240	Ericsson	245 20	250 50	250 50	+ 2 16
255	Exxon Corp.	253	262	260	+ 2 77
270	Ford Motors	273	279	279 c	+ 2 20
55	Freegold	56 70	57 50	57 95	+ 2 20
94	Gencor	92 60	95 20	94 80	+ 2 49
230	Gén. Electr.	231 50	245	246 50	+ 6 46
755	Gén. Belgique	745	742	742	– 0 40
435	Gen. Motors	427 10	444	444	+ 3 96
109	Goldfields	111 50	110	110 20	– 1 17
55	GdMetropolitan	55 55	55 20	55 20	– 0 63
42	Harmony	42 50	42 60	43	+ 1 18
65	Hitachi	62 60	64 15	66 15	+ 5 67
865	Hoechst Akt.	908	916	918	+ 1 10
102	Imp. Chemical	103 40	102 40	102 40	– 0 97
640	IBM	633	659	663	+ 4 74
260	ITT	269	278 20	278	+ 3 35
210	Ito-Yokado	207 50	210	210	+ 1 20
120	Matsushita	115 50	119 10	119 10	+ 3 12
880	Merck	892	936	940	+ 5 38
345	Minnesota M.	345	360	359	+ 4 06
260	Mobil Corp.	256 50	261 20	261 90	+ 2 11
192	Morgan J.P.	207 80	207 20	207 20	– 0 29
32800	Nestlé	32720	33380	33380	+ 2 02
166	Norsk Hydro	175 80	175	175	– 0 46
130	Olsil	134	135	135	+ 0 75
1790	Petrofina	1802	1825	1835	+ 1 83
475	Philip Morris	475	485 50	486	+ 2 32
83	Philips	83 60	86 80	86 80	+ 3 83
74	Placer Dome	76 40	78 75	78 30	+ 2 49
325	Quilmès	351	351 50	350	– 0 28
435	Randfontein	471	476	476	+ 1 06
665	Royal Dutch	664	671	676	+ 1 81
41	Rio Tinto Zinc	44 10	44 60	44 60	+ 1 13
52	St Helena Co	56	56 80	56 55	+ 0 98
215	Schlumberger	214	218	218	+ 1 87
110	Shell transp.	108 20	110	110	+ 1 66
1120	Siemens A.G.	1201	1245	1244	+ 3 58
245	Sony	237	241 50	242	+ 2 11
205	T.D.K.	196	199	197 c	+ 0 51
40	Toshiba Corp.	39 15	40 05	40 05	+ 2 30
310	Unilever	310 10	315	315	+ 1 58
210	Unit. Techn.	209 80	218	218	+ 3 91
475	Vaal Reefs	498	516	500	+ 0 40
330	Volvo	329	332 50	332 50	+ 1 06
210	West Deep	212	211	213 90	+ 0 90
295	Xerox Corp.	297	303 90	303 90	+ 2 32
1 40	Zambia Corp.	1 43	1 43	1 43	....

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 8,80 % 77	127 70	0 241
9,80 % 78/93	102 25	8 729
10,80 % 79/94	104 42	8 026
13,25 % 80/90	106 46	13 214
13,80 % 81/89	103 80	5 241
16,20 % 82/90	111 92	6 247
16 % juin 82	114 20	15 894
14,60 % fév. 83	114 80	4 080
13,40 % déc. 83	118 40	8 004
12,20 % oct. 84	111 99	7 933
11 % fév. 85	112 28	3 086
10,26 % mars 86	105 60	2 305
ORT 12,75 % 83	1802	..
OAT 10 % 2000	105 05	0 164
OAT 9,90 % 1997	107 60	4 652
OAT 9,80 % 1996	103 87	3 320
Ch. France 3 %	151	..
CNB Bques janv. 82	102 66	4 216
CNB Paribas	102 66	4 216
CNB Suez	102 65	4 216
CNI janv. 82	102 70	4 216
PTT 11,20% 85	108	5 233
CFF 10,30% 86	103 85	3 394
CNE 11,50% 85	109 15	10 322
CNT 9% 86	98 56	1 243
CRH 10,90% déc. 85	107	4 165
C.N.C.A. T.P.	1169 50	116
Drouot Ass. Obl. conv.	2168	219
Métrologie I. 6% 6/7	78 80	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Sté Fin.)	1800	1805
A.G.F. (St Cent.)	540	546
Applic. Hydraul.	650	....
Arbel	357	360
Astorg	230	234
Avenir Publicité	625	625
Bain C. Monaco	188	....
Banque Hypoth. Eur.	300	298
Béghin-Say (C.I.)	363	371
B.G.L.	861	....
Blanzy-Ouest	606	606
B.N.P. Intercontin.	224 50	225
Bénédictine	7100	6820
Bon-Marché	771	800
B.T.P.	119	119
Caiff	584	577
Cambodge	800	800
C.A.M.E.	113	117 50
Campenon Bern.	233	290 d
Carbone-Lorraine	488	502
Casa-Poclain	27 80	26 90
C.E.G.Frig.	519	524
Centen. Blanzy	1305	1286
Centrest (Ny)	222	223

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Carabet	139	131
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	140	145
C.I.C. (Financ. de)	196	188 20
C.I. Maritime	674	686
Ciments (B)	1000	1000
Clause	864	....
Cofradel (Ly)	1304	1250
Cogifi	340	340
Comiphos	336	348 40
Cie Industrielle	2652	2700
Comp. Lyon-Alem.	368	383 d
Concorde (La)	765	770
C.M.P.	14 80	14
Créd. Gén. Ind.	598	599
Cr. Universel (Cie)	580	580
Créditel	138 80	141
Darblay S.A.	469	479
Degremont	155	155
Delalande S.A.	1149	1150
Delmas-Vieljeux (Fin.)	1740	1750
Didot-Bottin	810	800
Eaux Bass. Vichy	970	936
Eaux Vittel	1954	1973
E.C.I.A.	900	900
Economats Centre	280	....
Electro-Banque	286	290
Elf-Antargaz	655	660
E.L.M. Leblanc	593	600
Ensil-Bretagne	240	245
Entrepôts Paris	439 50	429 50
Epargne (B)	2705	....
Europ. Accumul.	50 80	52
Europe Soufre Indust.	132	132
Eternit	1865	1957 c
Finalens	200	200
FIPP	365	369 d
Fnac	680	680
Foncière (Cie)	398	414 d
Fonc. Lyonnaise	480	471
Foncina	412	....
Forinter	1080	1080
Fougerolle	273	273
France I.A.R.D.	282	285
France (La)	4450	4600
From. Paul Renard	582	609
GAN	710	738
Gaumont	380	380
Gévelot	650	....
Gr. Fin. Constr.	356	356
Gds Moul. Paris	380	380
Groupe Victoire	558	565
G. Transp. Ind.	430	422 80
Immindo S.A.	398	372 50
Imminvest	273	271
Immobail	358	380
Immobanque	670	....
Immob. Marseille	6280	6300
Immofice	460	460
Invest. (Sté Cent.)	770	750
Jaeger	175 40	182 40 d
Lafitte-Bail	435	435
Lambert Frères	240	247
Lille-Bonnières	586	608 d
Loca-Expansion	280	....
Locafinancière	357 50	343 50
Locatel	780	757
Louis Vuitton	3450	3730

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1265	1315
Lucia	1100	1120
Lyonnaise Immob. (Cie)	313	316
Machines Bull	97 35	101 30
Magasins Uniprix	130	126
Magnant S.A.	94 50	101 80
Maritimes Part.	320	320
Métal Déployé	405	410
Mors	71	71
Navig. (Nat. de)	63	64 20
OPB Paribas	255	254
Optorg	320	....
Oréal (L') C.I.	2150	2236 d
Origny-Desvroise	1089	1048
Palais Nouveauté	525	525
Paluel Marmont	543	544
Parfinance	178	181
Paribas-CIP	432 20	415 o
Paris France	182 40	184
Paris-Orléans	213 20	215
Partenhe	237	246 50
Pasum. Risq. Div.	1058	1050
Pathé-Cinéma	505	494 50
Pechiney (cert. inv.)	246	246
Piles Wonder	780	812
Piper-Heidsieck	1407	1450
P.L.M.	125	142
Porcher	405	388
Promodès	1160	1160
Providence S.A.	....	....
Publicis	2808	2808
Rhône-Poul. (c. inv.)	374	379
Ricqlès-Zan	220	....
Rochefortaise S.A.	580	....
Rochette-Cenpa	52	53
Rosario (Fin.)	518	515
Roudière	185	183
Rougier et Fils	86 20	87
Sacer	618	625
SAFAA	280	....
Safic-Alcan	800	780
SAFT	1415	1385
Saga	190	198
St-Gobain C.I.	479 90	482
Salins du Midi	470	475
Santa-Fé	115	119 50
Satam	88	86
Savoisienne (M)	205	....
SCAC	470	475
Senelle Maubeuge	350	340
S.E.P. (M)	160	162
Sicil	180	181
Sicotel	296	296 50
Sinvim	263	252 50
Siph (Plant. Hévéas)	335	345
Sté Générale-CIP	237	267
Sofal financière	1748	1748
Sofical	885	890
Soffo	600	600
Soficomi	653	669
S.O.F.I.P. (M)	109 50	109 50
Sofragi	803	808
Soudure Autog.	455	465
Sovabail	557	556
Suez (Fin. de)-CIP	185	185
Stami	760	760
Taittinger	2380	2400

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	208	200
Tour Eiffel	368	361
Ufiner S.M.D.	505	519
U.A.P.	263 10	273 60
U.T.A.	1390	1403
Vicat	1449	....
Viniprix	1100	1120
Virax	105 60	105 60
Waterman S.A.	674	665
Brass. du Maroc	127	122 o
Étrangères		
A.E.G.	662	....
Akzo	318	320
Alcan Alum.	160	151 50
Algemeine Bank	110 20	110 70
American Brands	253	255 c
Am. Petrofina	378	....
Arbed	231	....
Asturienne Mines	125	130
Banco de Santander	330	330
Bco Pop Espanol	439	445
Banque Ottomane	2225	....
B. Régl. Internat.	39600	40010
Br. Lambert	460	465
Canadian-Pacific	98 10	100 10
Chrysler corporation	124	125
CIR	22	22 10
Commerzbank	702	722
Dart. and Kraft	300	310
De Beers (port.)	64	....
Dow Chemical	489 50	480
Gén. Belgique	745	742
Gevaert	1070	1100
Glaxo	96 30	97
Goodyear	360	356
Grace and Co	138	140
GTE corporation	210	212
Honeywell Inc.	382	390
I. C. Industries	186	195
Johannesburg	820	....
Kubota	31 50	34
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	42	....
Mineral-Ressourc.	71 20	74
Nixdorf	1692	1720
Noranda	100	101 30
Olivetti	24 80	24 50
Pakhoed Holding	245	250
Pfizer Inc.	293	300 50
Procter Gamble	439	432
Ricoh Cy Ltd	57	58
Rolinco	245 60	249 50
Robeco	260 90	263 70
Rodamco	470	472
Saipem	10 35	10 35
Shell fr. (port.)	104	....
S.K.F. Aktiebolag	235	226
Steel Cy of Can.	96	100
Squibb	364	365
Tenneco	261	255
Thorn EMI	67	67 40
Toray indust. inc	38 20	41
Vieille Montagne	981	980
Wagons-Lits	780	770
West Rand	9 50	9 30
Hors-cote		
Valeurs de France	310	310
Banque Hydro-Energie	270	....
Calciphos	147	150
Cochery	143	....
Cogenhor	129 90	129 90
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	390	....
Dubois Inv. (Cento.)	680	680
Gechot	68	73 40
Hoogovens	250	....
Metrotservice (bons)	15 95	....
Nicolas	908	....
Révillon	350	....
Rorento N.V.	174	174 90
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	398	....
Sté Lecteurs du Monde	712	705
Ufinex	380	....
Union Brasseries	126	....

SICAV (sélection) 1/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	796 40	776 98
Actifon	198 92	193 60
Actions France	407 32	392 60
Actions sélectionnées	510 54	492 09
Aedificandi	549	529 16
A.G.F. Actions (ex-CIP)	979 72	955 82
A.G.F. 5000	506 60	494 24
A.G.F. ECU	1056 45	1045 99
A.G.F. Interfonds	412 28	402 22
A.G.F. Invest	101 21	98 74
A.G.F. OBLIG.	1032 40	1027 26
A.G.F. Sécurité	10339 91	10339 91
Agfimo	550 07	536 65
Altaï	206 67	199 20
A.L.T.O.	177 77	171 34
Ameri-Gan	4760 15	4544 30
America-Valor	630 44	615 06
Amplitude	500 36	485 79 ◆
Arbitrages court terme	5416 01	5410 60 ◆
Argonautes	347 46	336 52 ◆
Associc	1140 99	1140 99
Atout Futur	276 18	267 10
Aurecic	1392 67	1352 11
Axa Europe	120 55	115 08
Axa Investissements	107 91	103 02
Bred Associations	2570 78	2563 09
Bred International	79 65	78 09
Capital Plus	1694 77	1694 77
Cardan-Pierre	26 45	25 31
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptaretraite	107 27	104 15
Convertimmo	339 16	326 12
Cortal court terme	1273 98	1273 98
Cortal Intérêt trim.	1064 42	1044 06
Credinter	470 66	456 95
Drouot-France	607 63	590 08
Drouot-Investiss.	917 19	875 60
Drouot-Sécurité	242 39	231 40
Drouot-Sélection	143 24	136 74
Ecucic	1154 22	1137 16
Ecureuil Privatisations	338 29	328 44
Energie	226 73	216 45
Eparcic	2716 53	2716 53
Eparcourt Sicav	4118 28	4108 01 ◆
Epargne Associations	24273 33	24236 97
Epargne-Capital	7965 71	7886 84
Epargne-Industr.	67 18	64 13 ◆
Epargne J	53057 45	53057 45
Epargne Long-Terme	165 32	160 90 ◆
Epargne Monde	1025 73	998 28 ◆
Epargne Première	12822 38	12528 42
Epargne-Oblig.	186 42	183 38
Epargne-Ouest	1103 12	1073 80
Epargne-Unie	1121 61	1081 07
Epargne-Valeur	400 08	389 37
Eparoblig	1271 59	1269 05
Epsilon	1073 87	1063 24
Euroinvest Croissance	1127 29	1076 17 ◆
Euroinvest Rendement	1118 81	1068 08 ◆
Eurocic	9026 65	8893 25
Eurodyn	995 97	963 22
Euro-Gan	4652 60	4441 62
Euro-Maif	25 52	25 14
Fixord Placement	59073 84	59073 84
Fixord Valorisation	13427 99	13164 70
Fonsicav (div. par 10)	10765 32	10765 32 ◆
Foncival	237 72	230 24
France-Gan	5558 35	5401 77
France-Garantie	269 10	268 56 ◆
France-Investiss.	373 54	356 60
France-Obligations	438 20	433 86
Francic	361 36	350 83
Francic Pierre	91 91	89 23
Francic Régions	921 89	895 04

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	28 13	28 13
Fructi-Epargne	26 61	25 96
Fructicapi	31 55	31 08
Fructicourt	111188 13	111188 13
Fructidor	242 78	238 19
Fructifrance	691 36	674 50
Fructimmo	245 84	239 84
Fructilor	4192 13	4181 68
Fructi ECU	558 58	550 33
Fructi-Première	11743 91	11570 35
Futuroblig	1108 83	1072 37
Gestilion	61161 02	61008 50
Gestion Sécuricourt	11178 41	11067 73
Gestion Associations	142 87	139 73
Gestion Mobilière	592 59	565 72
Horizon	1023 78	993 96 ◆
Interoblig.	12370 99	11895 18
Intersélect France	413 66	401 61
Invest. net	14687 41	14668 07
Invest. Obligataire	18118 53	18082 37
Japacic	180 35	175 10
Jeune épargne	242 10	238 52
Laffitte-Amérique	232 63	222 08
Laffitte Europe	233 17	222 60
Laffitte-Expansion	254 64	243 09
Laffitte-France	282 10	269 31
Laffitte-Immobilière	219 91	209 94
Laffitte-Japon	374 38	357 40
Laffitte-Oblig.	143 93	137 40
Laffitte-Rend.	204 39	195 12
Laffitte-Tokyo	362 73	346 28
Lion-Associations	11364 05	11364 05
Lion court terme	115615 93	115615 93
Lion-Institutionnels	22889 44	22832 36
Lionplus	733 83	736 56
Livret Bourse Investis.	414 14	402 08
Livret portefeuille	609 96	592 19
Méditerranée	152 18	145 28
Minimax	26198 51	26198 51 ◆
Mondiale Investissem.	404 99	386 63
Monecic	5873 45	5873 45
Monedan	53993 01	53993 01
Moné J.	54615 73	54615 73
Morgan court terme	14031 71	14031 71
Mutuelle Unie Sél.	143 47	136 98
Natio.-Assoc.	6816 32	6603 11
Natio.-Epargne	13560 87	13426 80
Natio.-Court terme	210844	210844
Natio.-Inter.	1171 99	1140 62
Natio.-Obligations	541 89	527 39
Natio.-Patrimoine	1313 20	1278 05
Natio.-Placements	64476 20	64476 20
Natio.-Revenus	1044 89	1034 54
Natio.-Sécurité	11363 97	11363 97
Natio.-Valeurs	641 26	624 10
Nippon-Gan	5343 07	5100 78
Nord-Sud Développ.	1171 72	1169 38
Normat IF	12993 93	12739 15
Obli Association	121 16	119 96
Oblicic Régions	1105 25	1088 92
Obligations Convert.	401 34	383 14
Oblig. toutes catég.	153 97	149 12 ◆
Oblilion	1085 78	1075 03
Optimavalor	186 05	181 51
Oraction	1178 53	1137 84
Orvalor	5590 88	5388 80 ◆
Paribas Croissance	560 74	537 88
Paribas Epargne	15592 34	15581 22
Paribas France	86 33	83 82
Paribas Oblimonde	989 02	974 40
Paribas Opportunités	105 20	102 14
Paribas Patrimoine	489 19	478 84
Paribas Revenu	94 63	93 69
Parnasse-Valor	1076 09	1075 01

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine-Retraite	1690 87	1657 72
Pervalor	560 96	544 62
Phénix Placements	244 82	243 60
Pierre Investiss.	644 60	615 37
Placement A	843 04	843 04
Placement crt-terme	70695 94	70695 94
Placement J	54332 50	54332 50
Placement Premier	52805 94	52805 94
Plénitude	107 68	104 80
Première Obligations	10489 97	10479 01
Prévoyance Ecureuil	107 04	104 18
Priv'Association	22085 66	22085 66
Quartz	110 86	108 13
Quatre-quarts Retraite	1 05	1 02
Rentacic	162 60	160 20
Revenus Trimestriels	5516 95	5462 33
Revenu Vert	1158 65	1157 49
St-Honoré Assoc.	14000 99	13931 33
St-Honoré Bio-aliment.	724 23	691 39
St-Honoré Pacifique	511 89	488 68
St-Honoré P.M.E.	430 63	411 10
St-Honoré Real	11931 52	11883 98
St-Honoré Rendement	11361 25	11304 73
St-Honoré Services	468 23	450 80
St-Honoré Technol.	694 05	662 58
St-Honoré Valor	11882 84	11882 84
Sécuricic	11540 49	11528 96
Sécuri Taux	10512 65	10512 55
Sélection Croissance	483 86	469 77
Sicaden (Casden BP)	721 46	710 80
Sicav-Associations	1397 83	1395 74
S.F.I. fr. et étr.	594 97	577 64
Sicav 5000	320 32	311 75
S.I. Est	1219 73	1164 42
S.I.G.	756 23	721 61
Silvafrance	513 86	500 11
Silvam	383 86	373 59
Silvarente	218 27	216 11
Silvinter	402 53	391 76
S.N.I.	1099 25	1067 23
Sogepargne	359 41	346 42
Sogevar	963 88	920 17
Soginter	1268 92	1211 38
Soleil Investissement	459 71	438 86
Stratégie Actions	990 87	952 76
Stratégie Rendement	1114 88	1079 79
Technocic	1094 47	1062 59
Techno-Gan	5612 42	5357 92
Tilion	5344 62	5291 70
U.A.P. Investiss.	374 08	360 56
Uni-Associations	112 41	112 41
Unifrance	430 84	415 27
Unifoncier	1066 40	1047 13
Uni-Garantie	1317 11	1291 26
Uni-Régions	2478 09	2386 59
Univacte	2208 03	2135 43
Univer	183 13	183 13
Univers-Actions	1023 47	989 82
Univers-Obligations	1570 95	1519 29
Valorem	479 40	467 71
Valorg	1564 92	1563 36
Valrel	80343 13	80302 98
Vauban	22909 27	22886 36

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/6	COURS DES BILLETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	5 802	5 816	5 600	6 060
ECU	7 011	7 023	....	....
Allemagne (100 DM)	336 200	337 760	326	346
Belgique (100 F)	16 105	16 165	15 500	16 500
Pays-Bas (100 fl.)	300 150	301 430	290	310
Danemark (100 krd)	88 430	88 680	85	92
Norvège (100 k)	93 020	92 820	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 710	10 625	10 300	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 228	4 242	3 900	4 700
Italie (1 000 lires)	4 536	4 538	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	403 320	405 330	391	415
Suède (100 krs)	97 240	96 970	94	100
Autriche (100 sch)	47 890	48 060	46 350	49 250
Espagne (100 pes.)	5 082	5 107	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 135	4 139	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 689	4 714	4 500	4 900
Japon (100 yens)	4 645	4 650	4 500	4 720

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/6
Or fin (kilo en barre)	84000	84700
Or fin (en lingot)	84100	84450
Pièce française (20 fr)	499	501
Pièce française (10 fr)	350	.....
Pièce suisse (20 fr)	521	523
Pièce latine (20 fr)	478	477
Souverain	609	620
Pièce de 20 dollars	2855	2905
Pièce de 10 dollars	1400	1380
Pièce de 5 dollars	850	.....
Pièce de 50 pesos	3150	3170
Pièce de 10 florins	501	506
Or Londres	454	457
Or Zurich	455	467 50
Or Hongkong	453 75	456 55
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

La polémique sur l'affaire d'Ouvéa

Alors que M. Chevènement a levé le « secret défense » sur le rapport des inspecteurs généraux, la polémique sur l'affaire d'Ouvéa continue en métropole. Le premier secrétaire du PS, M. Mauroy, a estimé, mercredi 1er juin à Lille, que *« c'est l'honneur de la démocratie que de défendre son institution militaire, de la savoir et de la vouloir forte et garante de la sécurité de l'ensemble des Français. Mais c'est aussi l'honneur de la démocratie que de confier à la justice, s'il existe des présomptions graves et concordantes, la responsabilité de l'investigation et, s'il y a lieu, de la sanction »*.

***« Je trouve absolument lamentable et affligeant que l'on veuille prendre l'armée pour bouc émissaire d'un règlement de comptes politiques entre l'ancien et l'actuel gouvernement »*, a déclaré, pour sa part, le secrétaire général du RPR, M. Toubon, sur France-Inter.**

A Paris, le dernier des militants indépendantistes arrêtés après l'assaut d'Ouvéa, Josué Ihmeling, a été placé sous mandat de dépôt, mercredi, par le juge Jean-Louis Mazières, sous les inculpations d'*« assassinat, rébellion commise par personnes armées, séquestration illégale avec prise d'otages, association de malfaiteurs »*.

A Nouméa, la décision du parquet de confier l'enquête judiciaire sur les circonstances de la mort d'Alphonse Dianou, Wenceslas Lavelloi et Waïma Amossa au doyen des juges d'instruction, Mme Joelle Rondreux, est vivement critiquée par les dirigeants indépendantistes, qui voient dans cette décision la preuve que les magistrats locaux ont plutôt envie, dans cette affaire, de prendre leur temps.

La désignation de Mme Rondreux suscite d'ailleurs une certaine irritation au cabinet du ministre de la justice où l'on s'étonnait, mercredi soir, que ce juge d'instruction n'ait apparemment pris encore aucune disposition pour appliquer les directives données au parquet par la chancellerie.

Sur le territoire, la situation reste tendue. Plusieurs coups de feu ont été tirés, mercredi, près de Canala, en direction d'un groupe de gendarmes et de magistrats, dont le procureur de la République de Nouméa, venus faire le point sur les incidents de ces dernières semaines.

M. Chevènement lève le « secret-défense » sur l'enquête militaire de commandement

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a décidé de *« déclassifier pour les besoins de la justice »* le rapport que le général Michel Berthier, inspecteur général de l'armée de terre, et le général Guy Rouchaud, inspecteur général de la gendarmerie nationale, lui ont remis après leur enquête de commandement sur l'assaut contre la grotte de Gossanah et les événements qui ont suivi à Ouvéa.

Cette décision de M. Chevènement, annoncée à des membres de son entourage qui l'accompagnaient le mercredi 1er juin à Belfort, pour sa campagne électorale, signifie que le rapport d'enquête, qui ressort d'une procédure administrative interne à l'armée, peut être transmis au garde des sceaux et communiqué à un juge d'instruction dans le cadre de l'information judiciaire ouverte sur les conditions de l'assaut donné contre la grotte et sur les événements qui ont suivi cet assaut.

Après leur entretien, dès leur retour de Nouvelle-Calédonie, lundi, avec M. Chevènement, les deux généraux avaient remis un exemplaire de leur rapport au ministre de la défense. Ce rapport est « confidentiel-défense », c'est-à-dire une catégorie de classement relativement basse dans la hiérarchie et réservée aux informations qui ne présentent pas, en elles-mêmes, un caractère secret mais dont la connaissance, la réunion ou l'exploitation peuvent conduire à la divulgation d'un secret intéressant la défense nationale et la sûreté de l'Etat. Ce même timbre peut couvrir des documents du ministère de la défense relatifs à la participation des armées au maintien de l'ordre. On indique au ministère de la défense que le fait de « déclassifier » le rapport des généraux Berthier et Rouchaud n'implique pas que le texte en soit rendu public par l'armée.

Ce n'est pas la première fois que, dans une enquête judiciaire, un rapport de commandement est transmis à la justice. Ainsi, dans un passé récent, le rapport du général Boyé, sur le comportement de gendarmes dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes », en juin 1983, avait été déjà communiqué au garde des sceaux à la demande de la justice.

J. I.

Selon l'AFP et « Libération »

Le rapport des inspecteurs généraux confirmerait l'existence de sévices contre Alphonse Dianou

Les conclusions du rapport des deux inspecteurs généraux apparaissent rejoindre les constatations faites par deux médecins du centre hospitalier territorial de Nouméa qui, sans pratiquer d'autopsie, ont eu cependant à examiner les corps des dix-neuf tués canaques.

En ce qui concerne la mort d'Alphonse Dianou, chef des ravisseurs, l'AFP, qui cite des *« sources autorisées »*, indique que l'enquête des généraux Berthier et Rouchaud aurait établi que la perfusion faite à Alphonse Dianou, par le médecin militaire F. Thomas, lui a ensuite été arrachée dans des conditions encore indéterminées. Dianou aurait été laissé sans soins, durant plusieurs heures, sur un brancard, à Saint-Joseph, bourgade où les troupes d'assaut avaient établi leurs quartiers. Transporté ensuite, par camion militaire, jusqu'à l'aérodrome d'Ouloup où était installée une antenne chirurgicale, il aurait, toujours d'après l'AFP, été frappé à coup de pieds sur sa civière. A l'arrivée à Ouloup, on devait constater la mort du chef du commando.

Libération, dans son édition du 2 juin, apporte d'autres précisions : *« Les généraux enquêteurs*, écrit le quotidien, *ont recueilli des témoignages, remis au ministre, faisant état de la violence à l'égard du prisonnier blessé, alors qu'il était transporté par une unité de gendarmerie mobile. Le rapport ferait, en particulier, état de l'aspect du visage d'Alphonse Dianou qui était « lisse » à Saint-Joseph et « tuméfié » à Ouloup, après un transfert de 35 kilomètres par voie routière. Selon certains militaires, rencontrés par les enquêteurs, le chef de l'unité chargée de transporter Dianou, un capitaine de gendarmerie, suspendu lundi par le ministre, aurait lui-même participé à ce qui pourrait s'avérer être purement et simplement un lynchage »*.

Toutes ces précisions qui vont dans le même sens que les informations publiées par plusieurs journaux ces derniers jours, explique la sanction prise par M. Chevènement contre un militaire, dont le nom n'a pas été communiquée. *Le Figaro* du 1er juin, croyait savoir que *« l'officier ne reconnait aucun des faits qu'on lui reproche »*.

Les *« homicides volontaires »*, dont parle l'information judiciaire ouverte lundi, visent les cas de Wenceslas Lavelloi, autre responsable du commando, et de Waïna Amossa, un des porteurs de thé.

Plusieurs témoignages des prisonniers canaques affirment qu'ils sont morts au cours d'une « corvée de bois », c'est-à-dire après la fin des combats.

Faisant état des mêmes « sources autorisées », l'AFP indique que *« d'après le sommaire examen médico-légal externe pratiqué quelques heures après le drame à l'aéroport d'Oulop, à Ouvéa »*, Wenceslas Lavelloi serait mort d'*« une balle en plein front »*. Quand à Waïna Amossa, l'examen médico-légal externe indiquerait qu'une *« balle aurait pénétré de face »*.

Ces constations devront être confirmées par les autopsies demandées.

AFGHANISTAN

Libération du photographe italien détenu à Kaboul

Fausto Biloslavo, le photographe italien détenu en Afghanistan depuis novembre dernier, a été libéré, le mercredi 1er juin à Kaboul, et devait rentrer à Rome jeudi après-midi, a annoncé, jeudi matin, le ministre italien des affaires étrangères. La même source a précisé que le jeune homme devait arriver par vol spécial, en compagnie du secrétaire général du ministère, M. Bruno Bottai, qui avait remis ces jours derniers au président afghan Najibullah une lettre du chef de l'Etat italien, M. Francesco Cossiga, demandant la grâce du journaliste. – *(AFP)*.

Le numéro du « Monde » daté 2 juin 1988 a été tiré à 532 466 exemplaires

Dans un entretien à « Paris-Match »

Le général Vidal : « Ils ont été tirés parce qu'ils sortaient avec des armes »

Dans son dernier numéro, *Paris-Match* publie un entretien avec le général Vidal, commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie, qui a eu lieu le 11 mai. Celui-ci déclare notamment, à propos des circonstances de la mort d'Alphonse Dianou et de Wenceslas Lavelloi : *« Ils ont été tirés. Ils sortaient avec des armes. C'est pour ça qu'on a ouvert le feu sur eux. La consigne était de ne pas tirer sur les gens non armés qui levaient les bras (...). Dans ce cas précis, il n'y avait pas d'alternative : ou les gens se rendaient ou ils étaient morts. Il n'y a guère d'autre possibilité. L'assaillant ne peut pas prendre de risques. Au moment de l'assaut, il faut tirer jusqu'au moment où ça ne tire plus en face. »*

Le général Vidal précise qu'Alphonse Dianou, blessé, *« avait reçu pas mal de gaz »* lors de l'utilisation des grenades pendant l'assaut final, mais qu'il était encore vivant au terme de son transfert à Saint-Joseph : *« Il n'y avait qu'un blessé, c'était Dianou. J'étais parti cinq minutes voir les otages qui venaient de sortir par la cheminée* [de la grotte]. *Je me suis absenté cinq à dix minutes au maximum. Je suis redescendu et j'ai trouvé Alphonse Dianou sur sa civière, avec un médecin qui lui posait une perfusion. (...) Pratiquement, dès la fin du combat, j'ai vu Dianou sur sa civière, à la grotte. Ensuite, je suis rentré parce qu'on me demandait des comptes rendus. Je suis allé d'abord à Saint-Joseph. C'est là, au moment où j'allais repartir, que j'ai vu Dianou arriver, vivant, en hélicoptère. »*

Sur le vif

Victimes

Ce matin comme tous les matins, quelle vie ! C'est le réveil qui me couine aux oreilles, c'est mes yeux bouffis dans la glace du lavabo, c'est le cocktail de vitamines destiné à secouer la gélatine qui me sert de cervelle, c'est le métro crado, c'est Maurice-alors-il-vient-ce-café, c'est cette saloperie d'ascenseur bloqué au sixième. Il y a des jours, je vous jure, c'est le bordel de mon placard à balai, c'est une pile de papiers qui s'écroule, c'est une lettre rattrapée au vol. Et c'est le ciel qui me dégringole sur la tête.

Ils s'appellent Claire et Nicolas, ils ont cinq et quatre ans. Dimanche dernier, ils savaient pas trop quoi faire pour la fête des mères, vu qu'ils n'ont plus de maman. Elle a été fauchée par un chauffard il y a à peine six mois en allant les chercher à l'école. Alors, leur papa s'est dit : Tiens, ce serait peut-être une bonne idée d'aller rejoindre d'autres familles de victimes de la circulation, place du Trocadéro, histoire de lâcher quelques ballons à la mémoire de Cécile, Pierre, Paul et les autres... Interdit ! Verboten ! Les flics les leur ont crevés, leurs ballons. Allez, du balai, circulez !

C'est même pas lui qui m'a écrit, c'est un copain. Il voudrait qu'on proteste, qu'on crie : Non à l'amnistie de certaines infractions, celles qui peuvent tuer, assassiner, envoyer au trou n'importe lequel d'entre nous, celles qui risquent de foutre en l'air, joli carambolage, des existences entières ! Excès de vitesse, conduite en état d'ivresse, ligne jaune dépassée – pousse-toi de là, hé connard ! – feux rouges brûlés... Inutile de continuer, vous savez de quoi je veux parler.

Il y avait un post-scriptum à la lettre. Le numéro de téléphone du père des gamins. J'attends 8 heures, pour pas déranger. Il décroche. Il était sur le point de partir. Il est un peu pressé, là, forcément, il va conduire les enfants à l'école avant d'aller bosser. Faut l'excuser !

Ce matin comme tous les matins, Jacques était seul à entendre le réveil, seul devant son lavabo, seul à s'occuper des petits, seul... C'est pas une vie.

CLAUDE SARRAUTE.

Grève à Pierrelatte

Le blocus d'Eurodif

VALENCE
de notre correspondant

L'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif de Pierrelatte (Drôme), baptisée usine Georges-Besse, est bloquée depuis le mercredi 1er juin à 6 heures du matin par des piquets de grève qui empêchent la relève des techniciens et personnels en poste depuis la veille à 22 heures.

Près d'un millier de personnes sur les mille cent salariés de l'usine se sont mises en grève à l'appel de quatre organisations syndicales, CGT, CFDT, FO, SIAEN (Syndicat inter-professionnel des agents de l'énergie nucléaire). Seule la CGC n'a pas pris part au mouvement. Les grévistes réclament un rattrapage des salaires : 3 % pour 1987 et *« 300 francs pour tous et tout de suite »* pour 1988. Les négociations engagées mercredi avec la direction n'avaient pas abouti.

Saisi en référé par la direction de l'usine, le tribunal de Valence a autorisé mercredi soir l'utilisation de la force publique pour faire évacuer les piquets de grève.

G. M.

Découverte pétrolière « prometteuse » au Brésil

L'industrie pétrolière a accueilli avec une très grande prudence et quelque scepticisme l'annonce triomphale faite mardi 31 mai par le président brésilien José Sarney de la découverte d'un gigantesque champ pétrolifère dans l'embouchure de l'Amazone.

Le chef d'Etat qualifiant cette découverte d'*« historique »* a annoncé que la dimension du champ, mis au jour par la compagnie nationale Petrobas dans l'île de Marajo, la plus grande des îles situées dans le delta de l'Amazone, était comparable à l'ensemble de la mer du Nord, soit près de 20 milliards de barils de brut.

Si la nouvelle était confirmée, elle bouleverserait la géopolitique pétrolière, les seuls champs de dimension comparable – les « éléphants » dans le jargon pétrolier – découverts à ce jour étant ceux du Moyen-Orient (Ghawar en Arabie Saoudite contient 45,5 milliards de barils), alors que les plus grands gisements de la mer du Nord ne contiennent individuellement que 2 à 4 milliards de barils

● **Tentative de suicide à Paris.** – Une jeune femme, âgée d'une trentaine d'années, s'est jetée, le jeudi 2 juin vers 8 heures, avec deux enfants, deux garçons, par la fenêtre d'un appartement situé au quatrième étage d'un immeuble, 32, rue Raymond-Losserand à Paris (14e). La désespérée, dont l'identité n'a pas été communiquée, ainsi que l'un des deux enfants, seraient dans un état desespéré, tandis que le second garçon serait, lui, dans une état grave.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 juin

Effritement

Après huit séances de hausse, l'effritement est au menu jeudi matin à la Bourse de Paris. D'abord au point d'équilibre, ou presque (– 0,07 %), l'indicateur instantané s'établissait à 11 heures à 0,26 % en dessous de son niveau précédent. La tendance a été très irrégulière. Recul d'Auxiliaire entreprises, LVMH, Matra, Cie bancaire, Hachette, Générale Occidentale, Paribas. Avance d'Alcatel, La Redoute, Locafrance, Crouzet, Schneider, J. Lefebvre, Cetelem, Electronique S. Dassault, Esso.